

Distribution restreinte

IOC/A-33/SR

Paris, 29 août 2025

Original : anglais



unesco

COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE
(de l'UNESCO)

Trente-troisième session de l'Assemblée
UNESCO, 25 juin-3 juillet 2025

RAPPORT DE SYNTHÈSE

TABLE DES MATIÈRES

	page
1. OUVERTURE	1
2. ORGANISATION DE LA SESSION	1
2.1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	1
2.2. DÉSIGNATION DU RAPPORTEUR.....	1
2.3. ÉTABLISSEMENT DES COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL POUR LA DURÉE DE LA SESSION	1
2.4. PRÉSENTATION DU CALENDRIER, DE LA DOCUMENTATION ET DES CONFÉRENCES DE LA COI À LA MÉMOIRE DES PERSONNALITÉS	1
3. QUESTIONS CONCERNANT LA COI ET RAPPORTS.....	3
3.1. DÉCLARATION DU PRÉSIDENT	3
3.2. RAPPORT DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF SUR LE TRAVAIL ACCOMPLI.....	3
3.3. RAPPORTS DES SOUS-COMMISSIONS ET DES COMITÉS RÉGIONAUX DE LA COI	6
1.3.1 Sous-commission de la COI pour l'Afrique et les États insulaires adjacents : 8^e session d'IOCAFRICA, Mombasa, Kenya, 7–9 mai 2025	6
1.3.2 Sous-Commission de la COI pour le Pacifique occidental : 15^e session de la WESTPAC, Tokyo, Japon, 11–13 mars 2025.....	8
1.3.3 Sous-Commission de la COI pour la mer des Caraïbes et les régions adjacentes : 18^e session de l'IOCARIBE, Brasilia (Brésil), 23–25 avril 2025	12
1.3.4 Sous-commission de la COI pour l'océan Indien central : première session de l'IOCINDIO, Ras el Khaïmah, Émirats arabes unis, 21–23 mai 2025.....	14
3.4. RAPPORTS DES AUTRES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA COI	15
3.4.1 Systèmes d'alerte et de mitigation relatifs aux aléas océaniques	15
3.4.1.1 <i>Services régionaux d'alerte rapide</i>	<i>15</i>
3.4.1.2 <i>Coordination mondiale des systèmes d'alerte aux aléas liés au niveau de la mer et de mitigation</i>	<i>19</i>
3.4.2 Échange international des données et de l'information océanographiques : 28^e session de l'IODE, Santa Marta, Colombie, 12-14 mars 2025.....	21
3.4.3 Architecture des données de la COI	26
3.4.4 Système de bonnes pratiques océanographiques de la COI (OBPS)	27
3.4.5 Groupe intergouvernemental de la COI-FAO chargé d'étudier les efflorescences algales nuisibles : 17^e session de l'IPHAB, FAO, UNESCO, 18-20 mars 2025	28
3.5. RAPPORT DE LA COI À LA 43 ^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'UNESCO	31
2. ÉVOLUTIONS PROGRAMMATIQUES.....	31

4.1	PROJET DE STRATÉGIE A L'ÉCHELLE DE LA COI SUR LA PLANIFICATION ET LA GESTION DURABLES DE L'OCÉAN.....	31
4.2	PROJET DE PLAN DE MISE EN ŒUVRE POUR LA STRATÉGIE DE LA COI POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS 2023-2030.....	33
4.3	CARTE BATHYMÉTRIQUE GÉNÉRALE DES OCÉANS (GEBCO) - RAPPORT ET SUIVI DE L'EXAMEN DE LA GOUVERNANCE.....	35
4.4	PLAN D'ACTION ET STRATÉGIE DE LA COI EN MATIÈRE D'INITIATION À L'OCÉAN	36
4.5	SYSTÈME MONDIAL D'OBSERVATION DE L'OCÉAN.....	37
	4.5.1 Gouvernance du GOOS.....	37
	4.5.2 Plan de travail du Comité directeur du GOOS	38
	4.5.3 Rapport du Groupe de travail intersessions sur les océans Observations dans les zones relevant de la juridiction nationale	40
4.6	CONSEIL COLLABORATIF MIXTE OMM-COI - CONSEIL STRATÉGIQUE SUR LE TRAVAIL CONJOINT POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS COMMUNS	41
4.7	CONTRIBUTIONS DE LA COI AUX PROCESSUS DE GOUVERNANCE DES NATIONS UNIES	42
4.8	RAPPORT SUR LE PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LES SCIENCES OCÉANIQUES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (2021-2030) ET RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION À MI-PARCOURS.....	44
5.	GOVERNANCE, PROGRAMMATION ET BUDGÉTISATION.....	47
5.1	PROJET DE PROGRAMME ET BUDGET POUR 2026-2029 (PROJET 43 C/5, PREMIER EXERCICE BIENNAL DE LA PÉRIODE QUADRIENNALE 2026-2029)	47
5.2	ÉVALUATION DES PROCESSUS DE GOUVERNANCE ET DE GESTION DE LA COI.....	50
5.3	LA COI ET L'AVENIR DU PROCESSUS DE CONSULTATION SUR LES OCÉANS ..	51
5.4	RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ FINANCIER	52
5.5	ÉLECTION DES RESPONSABLES DE LA COMMISSION ET DES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF	52
	5.5.1 Élection du Président de la Commission.....	52
	5.5.2 Élection des Vice-Présidents de la Commission.....	52
	5.5.3 Élection des membres du Conseil exécutif	53
5.6	34 ^{ème} SESSION DE L'ASSEMBLÉE ET 59 ^{ÈME} SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF	53
6.	ADOPTION DES RÉOLUTIONS ET DES MODALITÉS DE FINALISATION DU RAPPORT.....	54
7.	CLÔTURE	54

ANNEXES

[Décisions adoptées et recommandations](#)

L'[annexe](#) contient les versions originales des déclarations des États membres et des observateurs.

1. OUVERTURE

1. Après une introduction technique préliminaire par le Secrétariat, le Président, le Prof. Yutaka Michida, a ouvert la première session de l'Assemblée de son mandat à 10h00 le mercredi 25 juin 2025 dans la salle II du siège de l'UNESCO, à Paris.

2. Pour la première fois lors d'une assemblée, le Secrétaire exécutif de la CIO, M. Vidar Helgesen, a pris brièvement la parole pour souhaiter la bienvenue aux délégations. Il a rappelé que, selon lui, la participation active des États membres de la COI au niveau opérationnel pour réaliser les priorités du programme de la Commission distinguait la COI à bien des égards.

3. Le Président a demandé aux participants d'observer une minute de silence à la mémoire des éminentes personnalités ayant participé aux activités de la Commission et disparues au cours de cette période intersessions : Ass. Doğan Kalafat (1959–2024, Türkiye) ; Dr Haiqing Li (Chine, 1958–2025) ; Dr Kazuhiro Kitazawa (Japon, 1938–2024) ; Prof. Zulfigar Yasin (Malaisie, 1959–2025) ; M. Alexander V. Klepikov (Fédération de Russie, 1956–2025) ; Prof. Arthur N. Chilingarov (Fédération de Russie, 1939–2024) ; et Mme Forest Collins (1970–2024, États-Unis d'Amérique).

2. ORGANISATION DE LA SESSION

2.1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

4. Le Président a rappelé que le Conseil exécutif, agissant en tant que Comité directeur de cette session de l'Assemblée, avait examiné l'ordre du jour provisoire révisé de la session et a noté qu'il n'y avait pas de demande de points supplémentaires (cf. [IOC/EC-58/SR](#)). Le Secrétaire exécutif a indiqué que le Secrétariat avait reçu deux projets de résolution avant la date limite du 20 juin 2025 : « Rapport sur le plan de mise en œuvre de la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques (2021–2030) et résultats de l'évaluation à mi-parcours » (point 4.8 de l'ordre du jour) et « Renforcer le Secrétariat de l'IOCAFRICA : un impératif stratégique pour faire progresser l'océanographie et la gouvernance en Afrique » (point 3.3.1 de l'ordre du jour). Le projet de résolution sur les questions de gouvernance, de programmation et de budgétisation de la Commission (point 5.4 de l'ordre du jour) a été préparé au cours de la session, conformément au paragraphe 16 du document [IOC/INF-1315](#)).

5. L'Assemblée a adopté la décision A-33/2(I).

2.2. DÉSIGNATION DU RAPPORTEUR

6. L'Assemblée a adopté la décision A-32/2(II).

2.3. ÉTABLISSEMENT DES COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL POUR LA DURÉE DE LA SESSION

7. Rappelant les recommandations formulées par le Conseil exécutif (EC-58/Dec.3.1) sur ce point, en sa qualité de Comité directeur de la présente session, le Président a rappelé le mandat des trois comités statutaires de session, leur composition non limitée et les dispositions prises pour leurs réunions.

8. L'Assemblée a adopté la décision A-33/2(III).

2.4. PRÉSENTATION DU CALENDRIER, DE LA DOCUMENTATION ET DES CONFÉRENCES DE LA COI À LA MÉMOIRE DES PERSONNALITÉS

9. Le Secrétaire exécutif a présenté ce point. Il a rappelé à l'Assemblée que la date limite pour la présentation des candidatures aux élections était fixée au 27 juin à 18 heures, heure de Paris. En ce qui concerne l'organisation de la session, le Secrétaire exécutif a rappelé aux délégués que le programme des réunions parallèles à cette session était disponible sur la page

Web de la session, indépendamment du calendrier officiel de l'Assemblée. Il a remercié à l'avance les États membres et les organisations partenaires pour l'organisation des manifestations parallèles et l'offre des services de café et de thé au cours de cette session. Le Secrétaire exécutif a informé les États membres que l'Assemblée devrait malheureusement changer de salle plénière les 2 et 3 juillet en raison d'autres événements qui se tiendront en même temps que l'Assemblée. Il a signalé qu'il était de plus en plus difficile d'organiser des réunions au mois de juin, en particulier une réunion de deux semaines telle que l'Assemblée.

10. Le Secrétaire exécutif a ensuite évoqué le programme de la Journée des sciences océaniques élaboré par la Section des sciences océaniques de la COI, qui devait se tenir le 30 juin dans la même salle de réunion. La journée avait pour thème « Des solutions océaniques pour atténuer le changement climatique », divisé en deux sous-thèmes : 1. Plongée dans les solutions océaniques et 2. Risques, lacunes en matière de gouvernance et priorités scientifiques.

11. La Journée des sciences océaniques a servi de cadre à la deuxième édition de la Conférence de la COI à la mémoire de Mário Ruivo et de deux autres conférences de la COI à la mémoire de personnalités. La « Conférence de la COI à la mémoire de M. Ruivo » a été présentée par Mme Vânia Baptista, jeune spécialiste des océans sélectionnée à l'issue d'un concours. Sa présentation était axée sur la recherche collaborative visant à développer la conservation de la biodiversité marine et la gestion durable des pêches à Sao Tomé-et-Principe. Le Secrétaire exécutif a salué une initiative conjointe d'[EurOcean](#) et du Portugal, qui rend hommage à l'engagement de longue date de feu M. Mário Ruivo en faveur des sciences océaniques et du développement durable de l'océan, ainsi qu'à ses importantes contributions aux travaux de la COI, à la connaissance de l'océan, à la coopération internationale, au développement des capacités et à l'initiation à l'océan.

12. La « Conférence de la COI à la mémoire d'Anton Bruun 2025 » intitulée « Co-produire des solutions océaniques : donner aux communautés côtières les moyens d'agir en combinant science et politique » a été présenté par le Professeur Dato' Dr Aileen Tan Shau Hwai (Malaisie), Directeur du Centre d'études marines et côtières. Membre exécutif de CoastPredict (un programme associé à la Décennie de l'Océan). Le Professeur Dato' Dr Aileen Tan Shau Hwai est récompensé pour son leadership dans le domaine de la science du climat et de la biodiversité marine, en particulier l'acidification des océans, et pour les progrès accomplis dans l'élaboration de solutions scientifiques à ces défis. Cette série de conférences est dédiée à la mémoire d'Anton Frederick Bruun, océanographe danois et premier président de la Commission (1961-1962). Les conférences couvrent les faits importants survenus entre les sessions dans le domaine des études concernant la terre solide, l'océanographie physique et chimique, la météorologie et la biologie marine.

13. La Conférence de la COI à la mémoire de N. K. Panikkar 2025, dont le thème était « Renforcer les capacités au service d'une océanographie opérationnelle dans la mer Noire », a été présentée par le Dr Atanas Palazov (Président de la Commission océanographique nationale bulgare). M. Atanas Palazov est reconnu pour son travail de formation en faveur du renforcement des capacités en matière d'océanographie opérationnelle, en particulier dans la mer Noire. Cette série de conférences est dédiée à la mémoire de N. K. Panikkar, zoologiste indien, Directeur du programme indien de l'Expédition internationale de l'océan Indien (EIOI) et ancien Président de la COI (1964-1965). Les conférences portent sur le renforcement des capacités dans le domaine des sciences de la mer aux niveaux régional et/ou national.

14. À l'issue de leurs présentations, Mme Tan et M. Palazov ont reçu respectivement la médaille Anton Bruun de la COI et la médaille N. K. Panikkar de la COI.

15. Pour conclure, le Secrétaire exécutif a rappelé la recommandation du Conseil exécutif qui a précédé cette Assemblée de publier les amendements aux projets de décision sur la page Web de l'Assemblée dès qu'ils sont reçus, afin que les délégués aient le temps de les lire et d'en

discuter bien avant la discussion en séance plénière. Ces nouvelles dispositions ont été appliquées au cours de cette session.

3. QUESTIONS CONCERNANT LA COI ET RAPPORTS

3.1. DÉCLARATION DU PRÉSIDENT

16. Conformément à l'article 45.1 (a) du Règlement intérieur, le Président Yutaka Michida a fait une déclaration sur les développements récents des travaux de la Commission et a développé les perspectives et les défis pour l'année à venir (cf. [IOC/A-33/3.1.Inf.1](#)).

17. Au nom de la Commission, le Président a souhaité la bienvenue au Libéria, 151^e État membre de la COI, et a donné un aperçu de ses activités en tant que représentant de la Commission et de la présence de la COI sur l'agenda international pendant la période intersessions de l'Assemblée.

18. Le représentant de 3 États membres a pris la parole. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Libéria](#), [Fédération de Russie](#).

3.2. RAPPORT DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF SUR LE TRAVAIL ACCOMPLI

19. Le Secrétaire exécutif a présenté ce point.

20. Il a attiré l'attention sur le fait que la rapidité et l'accélération des changements concernant les océans imposaient de nouvelles exigences à la COI, qui devait s'acquitter de son mandat d'élaboration et d'application des connaissances. Les observations océaniques doivent être améliorées afin de fournir davantage de mesures, continuellement mises à jour, pour générer des connaissances. L'application des connaissances, qui constitue le deuxième volet du mandat de la COI, acquiert une importance grandissante en raison de l'évolution du paysage de la gouvernance mondiale des océans et de la pertinence accrue des politiques et des mécanismes de gouvernance régionaux.

21. La part du budget ordinaire de l'UNESCO allouée à la COI pour l'exercice 2024-2025 (42 C/5) ayant été portée à 3 % à la demande de ses États membres, deux tiers (68 %) des ressources supplémentaires hors personnel ont été consacrées à la stabilisation de l'ensemble des fonctions de la COI, et un tiers (32 %) a été utilisé en tant qu'investissements ciblés supplémentaires dans le Système mondial d'observation de l'océan (GOOS), l'Échange international des données et de l'information océanographiques (IODE) et le développement des capacités par l'intermédiaire des organes subsidiaires régionaux de la COI.

22. Le renforcement des activités de la COI en matière d'observations et de données océaniques peut se traduire par des produits et des services qui soutiennent potentiellement, par exemple, la composante de surveillance marine du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, ou encore l'application de l'Accord relatif à la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale et des cadres relatifs à la pollution, et qui consolident le rôle de la COI en tant que partenaire mondial du savoir pour la planification durable de l'océan. Dans ce contexte, il a souligné l'importance d'adapter le Système mondial d'observation de l'océan (GOOS) à l'évolution rapide de l'océan et de mettre en place une architecture intégrée de données de la COI, capable de mieux répondre aux besoins des décideurs et des gestionnaires de l'océan.

23. Vingt-et-un ans après le tsunami qui avait frappé l'océan Indien en 2004, la COI peut être fière des progrès accomplis. Grâce aux systèmes d'alerte aux tsunamis opérationnels dans

les quatre bassins océaniques, on compte désormais 100 communautés certifiées Tsunami Ready dans 31 États membres, dont 15 petits États insulaires en développement (PEID). Mais il reste beaucoup à faire pour atteindre l'objectif ambitieux de couvrir toutes les communautés à risque d'ici à 2030.

24. Les efforts de développement des capacités programmatiques de la COI, guidés par la *Stratégie de la Commission pour le développement des capacités (2023-2030)*, sont complétés par le mécanisme de développement des capacités de la Décennie de l'Océan. Ce mécanisme vise à élaborer et à mettre en œuvre des initiatives prioritaires de développement des capacités dans le cadre de la Décennie, en mettant l'accent sur les PEID, les pays les moins avancés et les jeunes spécialistes de l'océan. Les organes subsidiaires régionaux de la COI poursuivent leur travail essentiel de catalyseur de la mobilisation et de l'impact sur le terrain.

25. Le Secrétaire exécutif a ensuite donné une vue d'ensemble des grandes lignes et des échéances du programme dans toutes les fonctions de la Commission.

26. Il a conclu en soulignant le fait que ce double objectif de génération et d'application des connaissances transparaissait dans la *Stratégie à moyen terme de la COI (2022-2029)* et correspondait à l'esprit de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030), qui cherchait à élaborer les données scientifiques nécessaires à la prise des décisions permettant d'assurer la durabilité de l'océan. Les programmes et projets menés par la COI au titre de la Décennie de l'Océan vont de l'observation à la recherche, en passant par la planification durable de l'océan. Ils constituent des laboratoires d'expérimentation d'approches transformatrices de la production de connaissances actualisées, pertinentes et élaborées conjointement qui sont directement applicables à la prise de décisions. Les diverses communautés de parties prenantes qui évoluent dans le cadre des activités approuvées de la Décennie de l'Océan constitueront des réseaux importants sur laquelle la COI pourra s'appuyer dans la période qui suivra la Décennie afin de faciliter la génération et la production des connaissances, et leur application. La Décennie de l'Océan offre des opportunités aux programmes de la COI pour travailler sur des questions émergentes selon de nouvelles modalités et avec de nouveaux partenaires, jetant ainsi les bases de la future COI, qui sera un héritage à la fin de la Décennie afin de répondre aux attentes des États membres.

27. Les représentants de 40 États membres et un observateur ont pris la parole.

28. L'Assemblée a commencé par accueillir chaleureusement le Libéria (14 mai 2025) et Antigua-et-Barbuda (25 juin 2025) en tant que nouveaux membres de la famille de la COI, qui compte désormais 152 pays.

29. Les États membres ont félicité le Secrétaire exécutif de la COI pour son rapport complet sur les progrès réalisés par la COI depuis la 32e session de l'Assemblée de la COI. L'Assemblée a noté des progrès remarquables dans ses fonctions essentielles et ses domaines de compétence depuis la nomination de M. Helgesen le 1er mars 2024, notamment la gestion de la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques et des contributions majeures à la réussite de la troisième Conférence des Nations unies sur les océans, qui s'est tenue à Nice. Les efforts en matière d'observation des océans, d'océanologie, d'intégration des données et de développement des capacités ont été jugés essentiels, d'autant plus que la demande de connaissances sur les océans s'accroît dans le contexte des défis mondiaux urgents. La COI a été reconnue comme une force motrice majeure dans l'avancement des sciences océaniques.

30. Les États membres sont préoccupés par le fait que l'exécution du programme de la COI pour 2025 est gravement affectée par la réduction disproportionnée de l'allocation budgétaire ordinaire de la COI pour 2025, dans le contexte des mesures de gestion prises par l'UNESCO pour se prémunir contre le risque d'une perte potentielle de revenus pour le programme et le budget ordinaires (42 C/5). L'Assemblée a été unanime à souligner l'importance de se conformer à la décision des États membres lors de la 216e session du Conseil exécutif de l'UNESCO,

approuvée par la Conférence générale de l'UNESCO dans la Résolution portant ouverture de crédits (42 C/5), établissant une base de référence de 3 % pour la part de la COI dans le budget ordinaire de l'UNESCO.

31. Compte tenu de l'incertitude concernant les scénarios budgétaires du 43 C/5 (2026-2027), les États membres ont suggéré que la COI aborde le prochain exercice biennal en tant qu'organisation financièrement résiliente. Les initiatives clés telles que le GOOS, l'IODE et les efforts de renforcement des capacités régionales, en particulier celles qui soutiennent l'Afrique et les PEID, ne peuvent pas être compromises par des coupes budgétaires ou des mesures d'urgence. Les États membres se sont dits préoccupés par le fait que les risques financiers - tant immédiats qu'à moyen terme - affectaient fortement le travail essentiel effectué sur le terrain par les organes subsidiaires régionaux, en particulier dans le contexte d'un manque de personnel et de ressources des secrétariats. L'Assemblée s'est félicitée de la proposition du Secrétaire exécutif de la COI visant à mieux aligner les cycles de planification programmatique et de budgétisation des organes subsidiaires sur les calendriers C/5 de la COI et de l'UNESCO.

32. L'Assemblée a particulièrement apprécié l'orientation stratégique de la présentation du Secrétaire exécutif de la COI et les processus de consultation inclusifs et efficaces visant à améliorer les processus de gouvernance et de gestion de la COI (conformément à ses statuts). L'Assemblée a souligné que le fait d'entreprendre une évaluation de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience de l'organisation était le signe d'une organisation forte et saine.

33. L'Assemblée s'est également félicitée des conclusions de l'évaluation externe de la gouvernance et de la gestion de la COI et de l'alignement de ses recommandations sur les contributions des États membres au Groupe consultatif intersessions sur les questions financières de la COI. L'évaluation a été considérée comme essentielle pour améliorer la capacité de la COI à apporter un soutien significatif à ses États membres par l'application de ses statuts. Les États membres ont été unanimes à réaffirmer l'importance du mandat de la COI en tant qu'organe des Nations unies chargé de coordonner les sciences océaniques mondiales et de fournir des connaissances à l'appui des services océaniques. Le maintien du statut d'autonomie fonctionnelle de la COI au sein de l'UNESCO est essentiel pour garantir la réactivité, la crédibilité et l'efficacité de la Commission.

34. Les États membres se sont félicités de l'alignement du nouveau cadre de résultats de la COI pour 2026-2027 sur les objectifs de haut niveau de la stratégie à moyen terme de la COI (2022-2029), estimant que cela permettait une évaluation plus efficace de la mise en œuvre de la Stratégie. Ils ont également souligné l'importance de la consultation des États membres sur « La COI et l'avenir de l'océan » et l'importance d'assurer un héritage durable de la Décennie de l'Océan afin de renforcer le rôle et la pertinence de la COI, y compris les contributions de la COI à d'autres processus des Nations Unies. Cela permettra de maximiser le rendement des investissements collectifs des pays dans l'observation, le partage des données et les connaissances scientifiques.

35. Les États-Unis d'Amérique, tout en réaffirmant leur soutien au travail essentiel et substantiel de la COI, ainsi qu'à la transparence et à l'excellence indispensables en matière de gouvernance, ont exprimé leurs préoccupations quant à la réaffirmation généralisée de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable, ainsi qu'aux références générales au changement climatique. Les États-Unis ont encouragé la COI à continuer de se concentrer sur des menaces environnementales spécifiques, telles que l'acidification des océans et l'élévation du niveau de la mer, et sur le renforcement de la résilience et de la planification des catastrophes. Dans cet esprit, et à l'instar de l'approche adoptée en avril lors du Conseil exécutif de l'UNESCO, les États-Unis ont donné un aperçu des points de l'ordre du jour pour lesquels ils souhaiteraient proposer des modifications aux projets de décision et un point qui nécessiterait un vote.

36. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport

de la réunion : [Brésil](#), [Canada](#), [Chili](#), [Chine](#), [Inde](#), [Côte d'Ivoire](#), [Japon](#), [Maurice](#), [Monaco](#), [Norvège](#), [Panama](#), [Portugal](#), [République de Corée](#), [Fédération de Russie](#), [Afrique du Sud](#), [Espagne](#), [Thaïlande](#), [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#), [États-Unis d'Amérique](#), [Viet Nam](#).

37. L'Assemblée a adopté la décision A-33/3.2.

3.3. RAPPORTS DES SOUS-COMMISSIONS ET DES COMITÉS RÉGIONAUX DE LA COI

1.3.1 Sous-commission de la COI pour l'Afrique et les États insulaires adjacents : 8^e session d'IOCAFRICA, Mombasa, Kenya, 7–9 mai 2025

38. La Présidente nouvellement élue d'IOCAFRICA, l'Amb. Hellen Gichuhi (Kenya), a présenté une vue d'ensemble des activités mises en œuvre par la Sous-Commission pendant la période intersessions de 2023 à 2025 et a rendu compte des principaux résultats de la session intergouvernementale, en renvoyant au rapport de la 8^e session de l'IOCAFRICA pour plus de détails.

39. Le compte rendu de l'Ambassadrice Monica Gichuhi sur la période intersessions couvre plusieurs domaines d'action contribuant à l'élaboration de mécanismes de coopération en sciences océaniques, ainsi qu'à la mise en place de plusieurs partenariats et plates-formes dans les domaines des observations océaniques, des données et informations océaniques, des effets du changement climatique et de l'évaluation de la vulnérabilité des écosystèmes côtiers africains, de l'aménagement de l'espace marin et du développement des capacités, mettant en avant les meilleures pratiques en matière de conception conjointe à l'interface science-politique-société. La Sous-Commission s'occupe de l'infrastructure matérielle, comme les capteurs et les centres de données, mais aussi de la diplomatie et de la conception des narratifs, afin d'établir le programme océanique de l'Afrique dans des cadres mondiaux tels que la CCNUCC, le septième Rapport d'évaluation du GIEC, la Stratégie de l'Union africaine pour l'économie bleue, l'ODD 14 et la Conférence des Nations Unies sur l'océan, ainsi que la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030).

40. En tant qu'hôte du Bureau de coordination de la Décennie de l'Océan pour la région, le Secrétariat de l'IOCAFRICA facilite la coordination régionale des actions de la Décennie par le biais d'un nouveau programme sur la science et les connaissances pour une économie océanique durable et résiliente en Afrique (programme SEAWARD), notamment en améliorant les systèmes d'observation et de surveillance de l'océan par la collaboration avec le GOOS-Afrique, en développant les systèmes d'alerte rapide et la préparation aux risques, en poursuivant les initiatives de développement des capacités à l'intention des institutions et des professionnels dans tous les États membres, en aidant les jeunes spécialistes de l'océan à prendre part à la formation, la recherche et la collaboration internationale, en s'attachant à promouvoir des initiatives sur les sciences océaniques et le changement climatique, en renforçant l'initiation à l'océan par une sensibilisation et une éducation ciblées, en développant les partenariats intersectoriels pour promouvoir la durabilité de l'océan et l'économie bleue en Afrique, et en favorisant l'intégration science-politique par le biais de dialogues de haut niveau. La Présidente de l'IOCAFRICA a annoncé cinq nouveaux Comités nationaux de la Décennie, ce qui porte à huit le nombre total de ces comités actifs dans la région.

41. Selon la Présidente, le défi consiste à traduire cette orchestration en avantages tangibles (accès aux données, formation, meilleures pratiques, amélioration des moyens de subsistance dans les zones côtières), ainsi qu'en une résilience et une prospérité mesurables pour les plus de 100 millions de citoyens du continent qui vivent en zone côtière. À cette fin, l'Ambassadrice Mme Gichuhi a appelé au renforcement des capacités du Secrétariat et à un financement durable, détaillé dans le document suivant [IOCAFRICA-VIII/3s](#).

42. L'Ambassadrice Mme Gichuhi a informé l'Assemblée que la huitième session de la Sous-Commission de la COI pour l'Afrique et les États insulaires adjacents, qui s'est tenue à Mombasa du 7 au 9 mai 2025, s'était conclue par l'adoption de sept décisions stratégiques et de sept recommandations correspondantes qui guideront les travaux de l'IOCAFRICA pendant la période intersessions 2026-2027. Ces résultats, a-t-elle noté, reflètent l'ambition de la Sous-Commission d'accélérer les sciences océaniques, les systèmes de données, les capacités d'alerte rapide et le développement institutionnel dans la région, conformément à la Stratégie à moyen terme de la COI et à la Feuille de route de la Décennie de l'Océan pour l'Afrique.

43. Elle a souligné l'adoption de décisions concernant la création du Groupe de travail sur les données et l'information océaniques en Afrique, du Groupe de travail de l'IOCAFRICA sur l'océan et le climat, et la réactivation du Groupe d'experts de l'IOCAFRICA sur les efflorescences algales nuisibles. La Sous-Commission a également adopté des décisions en faveur de la mise en place d'un système d'alerte rapide pour l'Afrique, de l'hébergement de la communauté de pratique africaine du Partenariat mondial pour la comptabilité de l'océan, de la promotion des stratégies et plans nationaux en matière de sciences océaniques et de la création d'un plan évolutif de développement des capacités dans le domaine de l'océan.

44. En appui à l'exécution du programme, la Sous-Commission a approuvé les recommandations relatives au Projet de programme et de budget pour 2026-2027, ainsi que l'élaboration de plans de travail détaillés autour de quatre piliers fondamentaux (observations et surveillance océaniques ; sciences océaniques, biodiversité et évaluations ; gestion des données et de l'information océaniques ; développement des capacités, partenariats et mobilisation de ressources) et du plan de travail global pour 2026-2027 dans la Recommandation IOCAFRICA-VIII/5.2.

45. Reconnaissant le caractère limité des ressources du Programme ordinaire disponibles pour la mise en œuvre de ces priorités, Mme Gichuhi a exhorté les États membres de la COI à accroître les contributions extrabudgétaires et le soutien en nature, en tenant compte du plan de travail proposé.

46. La session a réuni 67 participants représentant 13 États membres de l'IOCAFRICA et 16 organisations régionales et internationales. La Présidente de l'IOCAFRICA a ensuite présenté les trois vice-présidents nouvellement élus de la Sous-Commission : M. Bope Bope Lapwong (République démocratique du Congo), M. Gilbert Siko (Afrique du Sud) et M. Massata Ndao (Sénégal).

47. Les représentants de 15 États membres ont pris la parole.

48. Plusieurs États membres ont fait état de programmes nationaux et d'efforts de collaboration qui complètent les objectifs de l'IOCAFRICA. Il s'agit notamment d'initiatives de longue date axées sur les systèmes de données océanographiques, la surveillance écologique, le développement de l'économie bleue et le renforcement des capacités, allant de l'identification et de la gestion des espèces marines envahissantes au développement de bases de données marines en libre accès et à la participation à des plates-formes de recherche transfrontalières. Certains pays ont réaffirmé leur intention de migrer et de maintenir des outils et des portails de données régionaux, afin de faire progresser les sciences marines au service de la communauté au sens large.

49. L'accent a été mis sur l'échange de connaissances et la coopération technique, les pays ayant exprimé leur intérêt pour le partage d'expériences en matière d'océanographie opérationnelle, de systèmes d'alerte précoce, de prévisions océaniques et de technologies marines. L'importance de la formation conjointe, du transfert de technologie et des accords de jumelage institutionnel avec les centres africains a été fréquemment soulignée, de même que la nécessité d'accélérer le déploiement d'outils numériques et de stratégies d'adaptation au climat dans toute la région.

50. Les délégations ont également évoqué le rôle essentiel que joue l'IOCAFRICA en soutenant les professionnels en début de carrière, en améliorant la connaissance des océans et en offrant un accès équitable à l'apprentissage et à la participation.

51. Dans leurs remarques, de nombreux États membres ont reconnu les défis actuels liés aux limitations de personnel et de budget au sein du Secrétariat de l'IOCAFRICA. Sur ce point, le Kenya a présenté le projet de résolution proposé au titre de ce point, intitulé « *Renforcer le Secrétariat de l'IOCAFRICA : un impératif stratégique pour faire progresser les sciences océaniques et la gouvernance en Afrique* » avant son examen par la Commission des Finances et le Comité des résolutions.

52. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Chine](#), [Côte d'Ivoire](#), [Inde](#), [Indonésie](#), [Fédération de Russie](#), [Afrique du Sud](#), [Espagne](#), [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#).

53. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/3.3.1 de la COI](#).

54. L'Assemblée a également adopté la [résolution A-33/1 de la COI](#) *Renforcer le Secrétariat de l'IOCAFRICA : un impératif stratégique pour faire progresser les sciences océaniques et la gouvernance en Afrique* » soumis par le Kenya, le Bénin, les Comores, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, l'Égypte, la Guinée, le Liberia, la Namibie, le Nigeria, Maurice, Monaco, le Maroc, le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Togo.

1.3.2 Sous-Commission de la COI pour le Pacifique occidental : 15e session de la WESTPAC, Tokyo, Japon, 11–13 mars 2025

55. M. Kentaro Ando, Président sortant de la WESTPAC, a introduit ce point de l'ordre du jour et a présenté les principales avancées réalisées au cours de la dernière période intersessions et les principaux résultats de la [15e session intergouvernementale de la WESTPAC](#) (11-13 mars 2025, Tokyo).

56. Il a souligné que la Sous-Commission défendait la valeur des sciences océaniques pour la société, en déployant d'immenses efforts pour renforcer l'interface science-politique, faire progresser les sciences océaniques, accélérer la planification de l'espace marin, impliquer les parties prenantes concernées et élaborer des solutions fondées sur les sciences océaniques. Dans le cadre de ces efforts, la WESTPAC continue de donner aux États membres de la COI de la région les moyens de favoriser le développement durable des ressources océaniques, marines et côtières.

57. Située dans une région en développement connue pour abriter la biodiversité marine la plus riche au monde et pour la densité de sa population, qui dépend fortement de l'océan pour son développement, la Sous-Commission a continué à encourager des mécanismes de coopération internationale solides afin de renforcer la collaboration entre les États membres, comme en témoignent plusieurs mécanismes clés tels que la *Table ronde des hauts fonctionnaires*, la *Session intergouvernementale biennale de la WESTPAC* et la *Conférence internationale triennale de la WESTPAC sur les sciences de la mer*. Elle a également mis en place un processus dynamique de co-conception et de co-développement pour encourager le leadership international et les actions collectives dans toute la région, en lançant et en alignant des initiatives internationales sur les questions prioritaires, et en réunissant des experts de toute la région pour affiner et faire progresser ces efforts.

58. Il a indiqué que la Sous-Commission a continué de jouer un rôle moteur dans la région, en motivant les experts, les institutions et les pays et en les incitant à participer à la Décennie de

l'Océan. Au cours des deux dernières années, on relève notamment les activités et réalisations suivantes : [La 2^e Conférence régionale de la Décennie de l'Océan et la 11^e Conférence internationale de la WESTPAC sur les sciences océaniques](#) organisées à Bangkok du 22 au 25 avril 2024, sous l'égide du Ministère des ressources naturelles et de l'environnement et du Département des ressources marines et côtières de la Thaïlande. La grande conférence, inaugurée par le Vice-Premier Ministre thaïlandais, a rassemblé plus de 1 200 participants issus de divers milieux océanographiques de 40 pays. Cette participation remarquable a constitué un nouveau point de référence dans l'histoire de la Sous-Commission et de la région.

59. Entre-temps, la Sous-Commission n'a cessé de faire progresser les actions qu'elle a lancées dans le cadre de la Décennie de l'Océan. Les quatre actions sont les suivantes : [UN21-Accélérer la planification de l'espace marin dans le Pacifique occidental](#); [UN22-Endiguer le déversement de plastique fluvial dans l'océan en Asie](#); [UN23-Accélérer les transformations en faveur du développement des capacités dans le Pacifique occidental – Réseau régional de centres de formation et de recherche](#) (RTRC) en océanographie, et [UN24-Deuxième étude en commun du Kuroshio et des régions adjacentes](#). Plus récemment, la Sous-Commission a lancé une nouvelle action dans le cadre de la Décennie de l'Océan-[UN39 : Solutions pour l'Océan dans les mers d'Asie de l'Est](#), afin de faire progresser la recherche pluridisciplinaire sur les multiples facteurs de stress dans les écosystèmes côtiers, et a officiellement enregistré sa Conférence internationale triennale sur l'océanographie de la WESTPAC en tant que contribution (UN42) à la Décennie de l'Océan.

60. Le Président de la WESTPAC a indiqué à l'Assemblée que, parmi ses 29 programmes, projets et groupes de travail, d'importants progrès avaient été accomplis dans plusieurs domaines clés au cours de la dernière période intersessions : (i) grâce à l'initiative *Accélérer la planification de l'espace marin dans le Pacifique occidental*, la WESTPAC a pris des mesures de premier plan pour faire progresser la planification de l'espace marin (PEM), y compris la création d'un groupe d'experts à composition non limitée et l'organisation du [premier atelier d'experts de la WESTPAC sur la PEM](#) (14 et 15 novembre 2023) ; six sites de démonstration de PEM ont été mis en place dans cinq États membres, et plus de 150 praticiens des sciences océaniques ont participé à des ateliers nationaux de renforcement des capacités en Chine et en Thaïlande. En outre, un cadre d'action a été élaboré pour accélérer la mise en œuvre de la PEM dans la région ; (ii) des progrès considérables ont continué d'être réalisés dans le cadre de l'initiative *Promouvoir la deuxième Étude en commun du Kuroshio et des régions adjacentes (CSK-2)* grâce à l'organisation des réunions clés de son Groupe directeur international, notamment la [quatrième réunion](#) (4-6 décembre 2023, Qingdao, Chine) et la [cinquième réunion](#) (15 novembre 2024, Sendai, Japon), ainsi que le [2^e colloque scientifique sur l'initiative CSK-2](#) (13 et 14 novembre 2024). En outre, une mission chargée de réaliser une étude de faisabilité a été menée à bien en vue de la création d'un bureau d'appui à l'initiative CSK-2 au sein du laboratoire Laoshan de Qingdao. À ce jour, [14 projets ont été approuvés](#) dans le cadre de l'initiative CSK-2, conformément au [plan d'action scientifique de l'initiative](#), jetant des bases solides pour la suite ; (iii) en ce qui concerne l'initiative *Exploiter le potentiel de l'ADN environnemental pour la préservation de la biodiversité marine et la gestion des aires marines protégées*, [un atelier de formation sur l'ADNe](#) a été tenu du 27 au 29 novembre 2023, suivi d'incubateurs sur l'ADNe organisés dans le cadre de la Décennie lors de la 11^e Conférence internationale de la WESTPAC sur les sciences océaniques en avril 2024. Les résultats de l'initiative ont permis d'élargir l'application des techniques d'ADNe à travers la région, en améliorant les capacités en matière de suivi et d'évaluation de la biodiversité marine à l'appui des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) ; (iv) dans le cadre de l'initiative *Lutter contre les déversements de plastique fluvial*, [un atelier international a été organisé \(21-23 novembre 2023, Sanya, Chine\)](#) pour favoriser les partenariats, normaliser les méthodologies et identifier des rivières pilotes pour une action ciblée. En 2024, un travail de terrain a été effectué sur des rivières pilotes identifiées en Égypte, en Thaïlande et au Viet Nam pour lutter contre la pollution plastique.

61. La Sous-Commission contribue à la mise en œuvre de la *Stratégie de la COI pour le développement des capacités (2023-2030)* en concevant et en élaborant conjointement des

initiatives en la matière adaptées aux besoins spécifiques des États membres et en assurant le développement durable des océans, des mers et des côtes. Au cours de la dernière période intersessions, la Sous-Commission s'est attachée à développer [l'action 23 menée dans le cadre de la Décennie de l'Océan : « Accélérer les transformations en faveur du développement des capacités dans le Pacifique occidental grâce au Réseau régional de centres de formation et de recherche en océanographie »](#). L'initiative des centres régionaux de formation et de recherche a été reconnue par les États membres comme une bonne pratique pour le développement des capacités locales.

62. Le Réseau régional des centres de formation et de recherche ne cesse de s'élargir grâce à l'adhésion d'un nombre croissant d'universités et d'instituts de recherche qui contribuent au développement des capacités locales. Jusqu'en 2024, six centres ont été créés avec des objectifs et des engagements spécifiques pour le Pacifique occidental et ses régions adjacentes. Ces six centres portent actuellement sur *la biodiversité marine et la santé des écosystèmes (Agence nationale pour la recherche et l'innovation, Indonésie)*, *la surveillance de la contamination côtière et les technologies marines innovantes (Université de Hong Kong, Chine)*, *les toxines marines et la sécurité alimentaire (Institut océanographique, Viet Nam)*, *les débris plastiques marins et les microplastiques (École normale supérieure de l'Est de la Chine)*, *la restauration des récifs coralliens et les aires marines protégées (Université des Philippines)*, et *la dynamique des océans et le climat (Premier Institut d'océanographie, Ministère des ressources naturelles, Chine)*.

63. Le Président de la WESTPAC a ensuite présenté les principaux résultats de la 15^e session intergouvernementale (WESTPAC-XV, 11-13 mars 2025). Au cours de la session, les États membres ont exprimé un soutien massif aux efforts constants déployés par la Sous-Commission pour aider les pays à relever les défis qui se présentent à eux en matière de développement, et pour le rôle de premier plan qu'elle joue dans la région en mobilisant le soutien et les actions en faveur de la Décennie de l'Océan. Dans le cadre de cette session, la [2^e Table ronde des hauts fonctionnaires](#) s'est tenue le 12 mars 2025 pour que les décideurs partagent leur expérience et leurs points de vue concernant les pratiques de gestion et de conservation des océans fondées sur des données scientifiques. En outre, le [2^e Forum des comités nationaux de la Décennie](#) a également été organisé pour promouvoir le partage d'expériences entre les comités de la région.

64. Il a indiqué sur les États membres dans la région avaient souligné qu'il était crucial de développer les capacités en sciences océaniques aux fins d'une mise en œuvre efficace de l'Accord sur la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, en particulier dans les régions en développement. La Sous-Commission a donc décidé de créer une équipe spéciale intersessions à composition non limitée sur l'Accord sur la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. En ce qui concerne le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, les États membres ont reconnu que les efforts de la Sous-Commission en matière de conservation de la biodiversité marine étaient en lien étroit avec la réalisation des objectifs et des cibles du Cadre mondial. En conséquence, la Sous-Commission a décidé d'aligner, dans la mesure du possible, ses initiatives en matière de biodiversité sur les objectifs et les cibles du Cadre mondial de la biodiversité, d'intensifier ses efforts dans le domaine de la recherche scientifique pouvant être utilisée pour éclairer la prise de décisions et l'élaboration de politiques, et de rechercher des possibilités de financement international pour soutenir les États membres dans la mise en œuvre effective de leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB).

65. La Sous-Commission a accueilli favorablement la proposition des Philippines d'accueillir la 12^e Conférence internationale de la WESTPAC sur les sciences de la mer et la 3^e Conférence régionale de la Décennie de l'Océan, provisoirement prévues pour mars – mai 2027. Afin de fournir un portefeuille complet d'actions visant à accélérer les processus de planification de l'espace marin dans la région, la Sous-Commission a adopté, en principe, le [Cadre d'action pour accélérer la planification de l'espace marin dans le Pacifique occidental et ses régions adjacentes \(2025-2030\)](#).

66. Compte tenu de la participation croissante de communautés au sens large dans le cadre de la deuxième Étude en commun du Kuroshio et des régions adjacentes (CSK-2), et sur la base des résultats de l'évaluation, la Sous-Commission a approuvé la création d'un bureau d'appui à l'initiative CSK-2, qui sera hébergé par le laboratoire Laoshan de Qingdao (Chine). En outre, la Sous-Commission a également encouragé les États membres et leurs institutions à envisager d'accueillir d'autres centres régionaux de formation et de recherche en adéquation avec les questions prioritaires régionales et leurs spécialités. Compte tenu du besoin croissant exprimé par les États membres en matière d'initiation à l'océan et de l'absence d'approche stratégique globale concernant son développement dans la région, la Sous-Commission a décidé de créer une équipe spéciale intersessions sur l'initiation à l'océan chargée de diriger les efforts visant à promouvoir l'initiation à l'océan dans la région.

67. La Sous-Commission a félicité le Japon pour avoir présidé la 2^e Table ronde des hauts fonctionnaires et a accueilli favorablement la « Déclaration commune des hauts fonctionnaires sur le développement des sciences océaniques et la coopération pour le développement durable dans le Pacifique occidental et les régions adjacentes » (Déclaration de Tokyo).

68. Face aux nouveaux défis écologiques, sociaux et économiques, la Sous-Commission a décidé de mettre en place quatre nouvelles initiatives, dont un programme sur la *prévision des changements dans les écosystèmes marins de l'océan Pacifique Nord-Ouest (2025-2030)*, un projet sur les *flux de méthane et leurs impacts sur le climat et les écosystèmes dans la région indo-pacifique (2025-2029)*, et deux groupes de travail axés sur la *recherche sur les herbiers marins dans le Pacifique indo-occidental (2025-2028)* et la *restauration des écosystèmes du carbone bleu, initialement centrée sur les mangroves (2025-2028)*.

69. Le Président a en outre indiqué que la Sous-Commission avait adopté son programme et budget (2026-2027), qui sert de guide pour les activités que les États membres de la région souhaiteraient promouvoir conjointement et pour lesquelles ils souhaiteraient rechercher un financement, en espèces ou en nature, afin de soutenir leur mise en œuvre.

70. Le Président de la WESTPAC a indiqué à l'Assemblée que la Sous-Commission avait provisoirement fixé sa prochaine session à mars-avril 2027, et élu par acclamation, Aileen Tan Shau Hwai (Malaisie) comme Présidente ; Vyacheslav Lobanov (Fédération de Russie), Sung Hyun Nam (République de Corée), et Aletta Yñiguez (Philippines) comme Vice-Présidents de la Sous-Commission pour la prochaine période intersessions.

71. Il a indiqué que la Sous-Commission s'était déclarée profondément préoccupée par les ressources humaines extrêmement limitées du Secrétariat, qui ne dispose actuellement que d'un seul poste du cadre organique de la COI. Outre son rôle principal qui consiste à faire progresser le mandat et les programmes de la COI dans la région, le Bureau a assumé la fonction de Bureau de coordination de la Décennie de l'Océan (DCO) pour le Pacifique occidental et s'est vu confier un rôle crucial dans la facilitation de la coordination liée à l'Océan entre les agences des Nations unies au niveau régional dans l'ensemble de l'Asie et du Pacifique.

72. Les représentants de 11 États membres ont pris la parole. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Chine](#), [Indonésie](#), [Malaisie](#), [République de Corée](#), [Fédération de Russie](#), [Thaïlande](#).

73. L'Assemblée a adopté la décision A-33/3.3.2.

1.3.3 Sous-Commission de la COI pour la mer des Caraïbes et les régions adjacentes : 18^e session de l'IOCARIBE, Brasilia (Brésil), 23–25 avril 2025

74. Le Président de l'IOCARIBE, M. Marck Oduber, a présenté ce point de l'ordre du jour et a exposé les principales réalisations de la Sous-Commission au cours de la dernière période intersessions, ainsi que les principaux résultats de la 18^e session intergouvernementale de l'IOCARIBE (23-25 avril 2025, Brasilia) (voir le rapport [IOC/SC-IOCARIBE-XVIII/3s](#)).

75. Le Président a informé l'Assemblée que le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda avait fait part de son intérêt de rejoindre la COI de l'UNESCO et de participer aux activités de l'IOCARIBE.

76. La Sous-Commission a renforcé la gouvernance régionale des océans et la coordination scientifique en élargissant le réseau IOCARIBE-ANCA sur les efflorescences algales nuisibles, en resserrant les liens avec le pôle caribéen du Réseau mondial d'observation de l'acidification des océans (GOA-ON), en améliorant l'intégration des systèmes de données océaniques par le biais de l'IOCARIBE-GOOS et de l'IODE, et en créant un élan en faveur de l'initiation à l'océan grâce à la mise en place d'une équipe spéciale de l'IOCARIBE pour l'initiation à l'océan et au déploiement du réseau Caribe Blue Schools dans toute la région. Les domaines de mise en œuvre prioritaires de la Sous-Commission comprennent le renforcement des systèmes d'observation de l'océan pour améliorer les prévisions et la résilience, le soutien à l'expansion des systèmes d'alerte rapide multialéas, la promotion de la planification de l'espace marin à l'appui de la gestion durable de l'océan, le développement de capacités adaptées aux besoins régionaux et l'intégration de l'initiation à l'océan dans les systèmes éducatifs nationaux afin de favoriser une culture de la gestion de l'océan.

77. Les nouveaux domaines de mise en œuvre de la Sous-Commission comprennent l'avancement de la science et de l'exploration des grands fonds marins dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale, le déploiement d'observations océaniques à partir de navires de pêche pour améliorer la collecte de données côtières, l'expansion des efforts en matière de sciences océaniques pour faire face aux effets du réchauffement de l'océan, le développement d'initiatives sur le carbone bleu dans le cadre de solutions climatiques fondées sur la nature, l'instauration de meilleures pratiques régionales par le biais du projet ADAPT, et le renforcement de la gouvernance de l'océan au moyen du mécanisme de coordination océanique dans le cadre du projet PROCARIBE+ du PNUD/FEM/UNOPS.

78. La Décennie de l'Océan a catalysé l'action régionale grâce à la Feuille de route pour la région de l'Amérique tropicale et des Caraïbes (TAC) et à l'expansion des structures de coordination de la Décennie, notamment le Bureau de coordination de la Décennie (DCO) nouvellement créé, l'équipe spéciale pour la TAC, les comités nationaux de la Décennie, le Réseau de la Décennie de l'Océan pour l'Amérique tropicale et les Caraïbes et un mécanisme permettant aux petits États insulaires en développement (PEID) de désigner chacun des points focaux de la Décennie de l'Océan pour participer à un Comité régional de la Décennie lorsqu'il n'est pas possible d'établir des comités nationaux de la Décennie à part entière en raison de capacités restreintes. Ces structures viennent à l'appui de 120 actions de la Décennie approuvées dans la région, dont 108 sont dirigées par des institutions établies en Amérique tropicale et dans les Caraïbes, et ont favorisé une participation accrue des jeunes, des jeunes spécialistes de l'océan et des PEID par le biais de programmes inclusifs et conçus en commun.

79. M. Marck Oduber (Aruba) a été réélu Président ; Mme Soraya Silva (Venezuela) et M. Roberto Dantas de Pinho (Brésil) ont été réélus en tant que Vice-Présidents ; Mme Rahanna Juman (Trinité-et-Tobago) a été élue Vice-Présidente.

80. La Sous-Commission a décidé de tenir sa 19^e session intergouvernementale au cours du troisième trimestre de 2026 afin de mieux s'aligner sur le calendrier du plan de travail et de la

période de budgétisation de la COI pour 2028-2029. Le Guatemala, le Mexique et le Royaume des Pays-Bas ont manifesté leur intérêt pour accueillir la 19^e session.

81. La Sous-Commission a adopté 14 décisions et a entamé des discussions sur son plan de travail pour 2026-2027. Le rapport succinct de la session fait également état de plusieurs suggestions qui n'ont pas pu aboutir à une décision au cours de cette session. Il s'agissait notamment de l'élaboration conjointe d'un projet de document d'action avec le Bureau de l'IOCARIBE bien en amont de la 19^e session afin de permettre aux États membres d'apporter leur contribution plus tôt, ainsi que de la mise en place d'un sous-groupe spécialement chargé de lancer des consultations préliminaires sur le plan de travail et le budget de l'exercice biennal à venir. Les participants ont également appelé à un soutien accru en faveur de la recherche en eaux profondes menée au plan local, ainsi qu'à une meilleure coordination avec le GIC/CARIBE-EWS et une plus grande diffusion du programme ADAPT de formation à l'observation de l'océan en anglais. Il a également été suggéré d'encourager l'intégration de l'initiation à l'océan dans les programmes d'enseignement nationaux, en suivant l'exemple du Brésil, et de poursuivre les efforts visant à mettre en place un secrétariat trilingue afin d'améliorer la communication régionale et l'inclusion.

82. Les représentants de 10 États membres ont pris la parole.

83. Antigua-et-Barbuda a été accueillie en tant que 152^e État membre de la COI et en tant que membre de l'IOCARIBE. Plusieurs délégations ont évoqué le rôle essentiel de l'IOCARIBE dans l'avancement et la coordination des sciences océaniques, des services océaniques et de l'alerte précoce dans la région, malgré des ressources limitées. Les États membres se sont félicités de la mise en place du Mécanisme de coordination de la gouvernance des océans dans la région des Caraïbes, qui permet de réduire la fragmentation de la gouvernance des océans.

84. L'accent a été mis sur le travail de l'IOCARIBE en matière de résilience et d'adaptation des côtes par le biais de l'IOCARIBE-GOOS, et des programmes CoastPredict et ADAPT. Les travaux de la Sous-Commission en matière de développement des capacités, d'initiation à l'océan et de programmes d'écoles bleues visant à garantir un accès équitable à la connaissance des océans ont été fortement soutenus. La création et la dotation en personnel du Bureau de coordination de la Décennie pour la région de l'Atlantique tropical et des Caraïbes (TAC-DCO) ont été saluées comme le canal par lequel les projets approuvés dans le cadre de la Décennie de l'Océan seront accélérés.

85. Les efforts de l'IOCARIBE visant à intégrer tous les PEID des Caraïbes et d'autres États insulaires régionaux dans la Décennie de l'Océan et les programmes de base de la Sous-Commission, par le biais d'un nouveau comité régional de la Décennie, ont été soutenus. L'appel à un soutien accru en faveur du sargassum a été souligné, car il s'agit d'un défi qui recoupe les piliers économiques, sociaux et environnementaux du développement durable dans les pays des Caraïbes.

86. Certains États membres se sont inquiétés de l'ampleur du programme de travail approuvé de la Sous-Commission et ont recommandé d'établir des priorités compte tenu de la réduction du budget disponible. Un appel a été lancé aux États membres pour qu'ils détachent du personnel auprès de la Sous-Commission afin de faire avancer les décisions approuvées.

87. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Brésil](#), [Colombie](#), [Royaume des Pays-Bas](#), [Panama](#).

88. L'Assemblée a adopté la décision A-33/3.3.3.

1.3.4 Sous-commission de la COI pour l'océan Indien central : première session de l'IOCINDIO, Ras el Khaimah, Émirats arabes unis, 21–23 mai 2025

89. Le Président nouvellement élu de la sous-commission de l'IOCINDIO, M. Saif AlGhais (Émirats arabes unis), a présenté ce point de l'ordre du jour. À sa 32^e session (2023), l'Assemblée avait décidé, par sa résolution A-32/1, de créer la Sous-Commission de la COI pour l'océan Indien central (IOCINDIO) en tant qu'organe intergouvernemental chargé de promouvoir la coopération régionale dans le domaine des sciences océaniques, en s'appuyant sur l'action menée par le Comité régional de la COI pour l'océan Indien central pendant trois décennies. À ce jour, le Secrétaire exécutif de la COI avait reçu au total onze (11) lettres d'adhésion de la part des points focaux nationaux compétents des États membres de la COI, à savoir l'Arabie saoudite, le Bangladesh, les Émirats arabes unis, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, l'Inde, la République islamique d'Iran, le Koweït, Oman et Sri Lanka, établissant ainsi l'IOCINDIO en tant que sous-commission. Maurice a rejoint la Sous-Commission à cette première session. Le président a invité les États membres intéressés à rejoindre la Sous-Commission et à adresser un courrier à cet effet au Secrétariat de la COI.

90. Le Président a évoqué le résumé succinct de la session (rapport IOCINDIO-1/3s) et a rendu compte des résultats de la première session de la Sous-Commission de la COI, ainsi que des 22 décisions adoptées à cette occasion. Ces décisions servent de base à un plan de travail pour l'IOCINDIO qui sera finalisé lorsque la situation financière actuelle sera plus claire. Quatre groupes ont été établis pour la durée de la session afin de faciliter l'élaboration d'un plan de travail pour le prochain exercice biennal (2026-2027). Leurs recommandations ont abouti à une liste d'actions prioritaires, de partenaires potentiels et d'estimations des besoins budgétaires.

91. La Sous-Commission a pris acte des dispositions prévues dans le Programme et budget pour 2024-2025 (42 C/5 approuvé) pour un secrétariat hébergé au bureau régional de l'UNESCO à New Delhi et a souligné la nécessité d'en accélérer la mise en œuvre dans les meilleurs délais.

92. Au cours de la session, un bureau de la Sous-Commission a été élu par acclamation : M. Saif AlGhais (Émirats arabes unis) comme Président, et M. Balakrishnan Nair TM (Inde) et Mme Maryam Ghaemi (République islamique d'Iran) comme Vice-Présidents.

93. M. Saif AlGhais, au nom des États membres de l'IOCINDIO, a exprimé sa sincère gratitude à son prédécesseur, le Contre-Amiral (retraité) Khurshid Alam (Bangladesh), pour ses années de service dévoué à la Sous-Commission IOCINDIO et pour ses efforts inlassables visant à réhausser le profil de l'IOCINDIO.

94. La session a réuni 50 participants, dont des représentants de 14 pays et de 6 organisations locales et régionales.

95. Les représentants de 11 États membres ont pris la parole.

96. L'Assemblée a largement célébré l'élévation du comité régional au rang de Sous-Commission, y voyant une étape historique et une plateforme pour aborder des priorités communes telles que les risques, la connaissance des océans, les déchets marins, l'élévation du niveau de la mer, le changement climatique, le développement des capacités et les initiatives en faveur de l'économie bleue. Certains États membres ont souligné l'importance de renforcer le Secrétariat de l'IOCINDIO, de garantir des allocations budgétaires régulières, d'aligner le travail sur les priorités de la COI et sur la Décennie de l'Océan, et de favoriser la collaboration avec d'autres organismes régionaux tels que l'IOGOOS, l'IOCAFRICA, la COI/la WESTPAC et l'IOTWMS.

97. Plusieurs États membres ont présenté des engagements et des propositions spécifiques pour faire avancer le mandat de la Sous-Commission. L'Indonésie s'est engagée à accueillir

l'IOCINDIO-2 en 2026 et à soutenir des projets conjoints de développement des capacités ; le Koweït, Maurice et Oman ont mis l'accent sur les systèmes d'observation à l'échelle du bassin, l'océanographie opérationnelle et la gestion intégrée du milieu marin ; la Fédération de Russie et l'Arabie saoudite ont appelé à une coopération thématique sur la pollution, la biodiversité et la formation.

98. Le Vice-Président, M. Balakrishnan Nair, s'est félicité des réactions positives, a encouragé les initiatives de collaboration en matière d'observation de l'océan et de résilience climatique, et a appelé à une résolution rapide des contraintes budgétaires afin d'exploiter pleinement le potentiel de l'IOCINDIO.

99. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Inde](#), [Indonésie](#), [Koweït](#), [Oman](#), [Fédération de Russie](#), [Afrique du Sud](#).

100. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/3.3.4](#).

3.4 RAPPORTS DES AUTRES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA COI

3.4.1 Systèmes d'alerte et de mitigation relatifs aux aléas océaniques

3.4.1.1 Services régionaux d'alerte rapide

101. Mme Valérie Clouard, contact national français pour le GIC/CARIBE-EWS, a présenté le rapport de la 18e session du groupe (GIC/CARIBE-EWS-XVIII), en ligne, du 5 au 7 et le 9 mai 2025, au nom de M. Gérard Metayer, Président du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte aux tsunamis et autres risques côtiers dans la mer des Caraïbes et les régions adjacentes (GIC/CARIBE-EWS). Elle a souligné les résultats des exercices CARIBE WAVE 2025 qui ont mobilisé environ 500 000 personnes au total le 20 mars 2025.

102. À cette session, le GIC a salué le fait que le Service météorologique national des États-Unis, par l'intermédiaire de ses centres d'alerte aux tsunamis et du Centre international d'information sur les tsunamis, s'était engagé à continuer de fournir en temps voulu des services efficaces en matière de tsunamis afin de protéger la vie, les moyens de subsistance et la prospérité économique aux États-Unis, dans le Pacifique, dans les Caraïbes et dans les régions adjacentes.

103. Parmi les États membres du GIC/CARIBE-EWS, un total de 23 communautés de 14 États membres (dont 10 PEID) étaient désormais certifiées Tsunami Ready dans le cadre du programme correspondant de l'UNESCO-COI. [Saint James Central](#), Barbade, [Cahuita](#), Costa Rica, [Portsmouth](#), Dominique et [Laborie](#), Sainte-Lucie ont obtenu la reconnaissance Tsunami Ready, rejoignant ainsi 19 autres communautés de la région CARIBE-EWS.

104. Mme Clouard a également mentionné l'exercice CARIBE WAVE 26, qui aura lieu le jeudi 19 mars 2026. CARIBE WAVE 26 comprendra deux scénarios, à savoir un tsunami généré par un tremblement de terre à proximité de l'île Cayman et un tsunami généré par le volcan Kick 'em Jenny. Les États membres sont invités à envisager de mener tout ou partie de leurs exercices d'intervention en dehors des heures de travail, en particulier la nuit, afin d'être mieux préparés aux tsunamis qui sont plus susceptibles de se produire en dehors des heures de travail.

105. Le GIC/CARIBE-EWS-XVIII a demandé au Groupe directeur du GIC/CARIBE-EWS de définir le mécanisme d'établissement de rapports pour ses prestataires de services relatifs aux tsunamis, y compris la communication et la diffusion d'indicateurs de performance clés dans le cadre d'un supplément du CARIBE-EWS au Document de définition des services mondiaux (GSDD), et de le communiquer au CATAC et au PTWC avant le 30 septembre 2025.

106. À sa 18^e session, le GIC/CARIBE-EWS a recommandé que le Centre consultatif sur les tsunamis en Amérique centrale (CATAC) continue de fonctionner pleinement à titre provisoire afin d'aider les centres nationaux d'alerte aux tsunamis (NTWC), les points focaux pour l'alerte aux tsunamis (TWFP) et les autorités chargées de la gestion des situations d'urgence en Amérique centrale à relever ces défis. Il a en outre recommandé que le Comité directeur du GIC/CARIBE-EWS collabore avec le CATAC et les États membres afin d'étudier la possibilité de désigner le CATAC comme prestataire de services relatifs aux tsunamis à sa 19^e session en 2026 et recommande son admission à la prochaine session du Conseil exécutif de la COI en juin 2026.

107. Le GIC/CARIBE-EWS a pris note avec satisfaction de l'intention exprimée par la Barbade, à sa précédente session, et par Curaçao, à sa 18^e session, d'accueillir la prochaine session du GIC/CARIBE-EWS en 2026 et a invité les deux pays à adresser une invitation officielle au Secrétariat à cet effet avant le 15 juin 2025. Le Secrétariat a reçu une lettre officielle du Département de météorologie de Curaçao le 10 juin 2025 concernant l'accueil du GIC/CARIBE-EWS-XIX du 20 au 24 avril 2026. Le GIC/CARIBE-EWS-XIX marquera le 20^e anniversaire de la première session du GIC/CARIBE-EWS, et offrira ainsi une occasion importante de sensibiliser et de garantir la résilience aux tsunamis dans les Caraïbes et les régions adjacentes.

108. M. Gérard Metayer (Haïti) a ainsi été élu Président, Mmes Marie-Noëlle Raveau (France) et Regina Browne (Îles Vierges américaines) ont été réélues Vice-Présidentes et Mme Silvia Chacon Barrantes (Costa Rica) a été élue Vice-Présidente pour un premier mandat.

109. M. Pattabhi Rama Rao Eluri, Président du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte aux tsunamis et de mitigation dans l'océan Indien (GIC/IOTWMS), a présenté le rapport de la 14^e session du Groupe, qui avait eu lieu à Banten (Indonésie) du 17 au 19 novembre 2024. M. Rama Rao a évoqué plusieurs manifestations importantes organisées au cours de l'année écoulée, notamment [l'atelier de validation de l'évaluation des capacités liées aux tsunamis dans les océans Indien et Pacifique](#), qui avait eu lieu à Bangkok, (Thaïlande) du 4 au 6 septembre 2024, le 2^e Symposium mondial UNESCO-COI sur les tsunamis Vingt ans après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien : réflexion et perspectives », qui s'était tenu à Banda Aceh (Indonésie), du 11 au 14 novembre 2024, et [l'atelier de formation IOTWMS-Centre d'information sur les tsunamis dans l'océan Indien \(IOTIC\) sur les cartes, plans et procédures d'évacuation en cas de tsunami et le programme de certification Tsunami Ready de l'UNESCO-COI](#), qui s'était déroulé à Hyderabad (Inde), du 15 au 23 avril 2025.

110. Il a déclaré que 48 communautés d'Inde et d'Indonésie avaient obtenu la certification Tsunami Ready de l'UNESCO-COI et a encouragé tous les États membres à mettre en œuvre ce programme dans les communautés vulnérables de façon à atteindre l'objectif de 100 % de communautés à risque résilientes et préparées aux tsunamis, fixé dans le Programme relatif aux tsunamis de la Décennie de l'Océan. Il a souligné l'action menée par l'IOTWMS pour élaborer des produits liés aux tsunamis d'origine non sismique et des produits maritimes NAVAREA, ainsi que la densification des réseaux d'observation.

111. Il a noté les résultats positifs des phases 1, 2a et 2b du projet financé par la CESAP « *Renforcer les systèmes d'alerte rapide aux tsunamis dans le nord-ouest de l'océan Indien grâce à la coopération régionale* », ainsi que la mise en œuvre de la phase 2c du projet, qui prévoit une formation à la cartographie des zones submersibles et des itinéraires d'évacuation à l'appui de la mise en œuvre du programme Tsunami Ready dans la région.

112. Il a informé la session du caractère exhaustif et de l'intérêt de l'évaluation des capacités de préparation aux tsunamis dans l'océan Indien, menée en 2024, à laquelle 22 États membres avaient contribué.

113. Il a mis en exergue la réussite de l'exercice d'alerte au tsunami IOWave 23, organisé en octobre 2023 avec quatre scénarios, y compris un scénario non sismique, auquel avaient pris part 20 États membres et 45 000 participants de l'océan Indien. Il a annoncé que l'exercice

IOWave25 se déroulera du 25 septembre 2025 à novembre 2025 avec quatre scénarios, dont un scénario non sismique et un scénario en dehors des heures de travail.

114. Il a indiqué que le Gouvernement du Sultanat d'Oman entendait accueillir la 15^e session du GIC/IOTWMS en 2026.

115. Enfin, M. Eluri a remercié le gouvernement australien pour sa précieuse contribution et son soutien continu en accueillant le Secrétariat de l'IOTWMS, ainsi que le gouvernement indonésien pour l'accueil du Centre d'information sur les tsunamis de l'océan Indien (IOTIC). Reconnaisant l'immense contribution de M. Ardito Kodijat, Directeur de l'IOTIC, il a souligné la demande du Groupe directeur de l'IOTWMS à l'UNESCO-COI de donner la priorité au processus de recrutement en vue du prochain départ à la retraite de M. Kodijat. M. Eluri a également remercié le gouvernement indien d'avoir accueilli l'atelier TEMPP, la CESAP et la FUST d'avoir financé des projets clés, ainsi que les États membres de l'IOTWMS pour leur engagement actif dans l'IOTWMS.

116. M. Alessandro Amato (Italie), Président du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte rapide aux tsunamis et de mitigation dans l'Atlantique du Nord-Est, la Méditerranée et les mers adjacentes (GIC/NEAMTWS), a présenté les résultats de la 19^e session du Groupe (ICG/NEAMTWS-XIX), qui avait eu lieu au Siège de l'UNESCO à Paris (France) du 27 au 29 novembre 2024.

117. M. Amato a mis l'accent sur plusieurs événements organisés en 2024, notamment [l'atelier](#) *Alerte aux tsunamis sur l'île de Stromboli : observations, modélisation, risques, prévisions*, organisé par l'Institut national de géophysique et de volcanologie (INGV) à Stromboli, en Italie, du 5 au 7 octobre 2024, avec 80 experts internationaux pour faire progresser la compréhension des sources de tsunamis non sismiques et la nécessité d'améliorer les systèmes d'alerte précoce pour les tsunamis générés par Stromboli. Parmi les réunions récentes, citons le point de situation en ligne sur les tremblements de terre de Santorin en février 2025, l'atelier d'experts organisé en mars 2025 pour évaluer les sources de tsunamis liées aux séismes, aux volcans et aux glissements de terrain qui menacent la région de l'Atlantique du Nord-Est, de la Méditerranée et des mers adjacentes, et la réunion du Comité directeur du GIC/NEAMTWS, généreusement accueillie par l'Observatoire Kandilli et l'Institut de recherche sur les tremblements de terre à Istanbul, en Turquie, en mai 2025.

118. Il a informé de la participation de plusieurs membres du GIC/NEAMTWS au [2^{ème} Symposium mondial UNESCO-COI sur les tsunamis](#) « Vingt ans après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien : réflexion et perspectives », qui s'était tenu à Banda Aceh (Indonésie) du 11 au 14 novembre 2024.

119. Il a signalé la diffusion de [deux courts documentaires](#) mettant en évidence le risque de tsunami et le système d'alerte rapide liés au volcan Stromboli, ainsi que le risque de télétsunami encouru par Malte.

120. Il a indiqué que de nouvelles villes d'Égypte ([Alexandrie](#)), de France ([Cannes](#)), de Grèce ([Samos](#)), d'Italie ([Minturno](#)), d'Espagne ([Chipiona](#)) et de Turquie ([Büyükcemece](#)) avaient reçu la certification Tsunami Ready de l'UNESCO-COI en 2024, et a rendu compte des progrès réalisés à Chypre (Larnaca), à Malte (Marsaxlokk) et au Maroc (El Jadida).

121. Il a annoncé le début officiel de la phase II du nouveau projet CoastWAVE ([CoastWAVE 2.0](#)), intitulée « Étendre et renforcer la résilience des communautés côtières de l'Atlantique du Nord-Est et de la mer Méditerranée face à l'impact des tsunamis et autres risques côtiers liés au niveau de la mer », le 1^{er} juillet 2024, ainsi que de son atelier de lancement qui s'était tenu le 6 novembre 2024 à l'issue de la phase I du projet CoastWAVE de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (DG-ECHO) de l'Union européenne (UE), clôturée le 30 juin 2024.

122. Il s'est félicité des contributions apportées par la DG-ECHO dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'UE (UPCM) à l'appui de la mise en place et de l'amélioration des systèmes d'alerte rapide et de préparation aux tsunamis dans la région de l'Atlantique du Nord-Est, de la Méditerranée et des mers adjacentes, et a noté que ces actions devraient être considérées comme une contribution précieuse à l'initiative « Alertes précoces pour tous » ([EW4ALL](#)) et aux [objectifs européens en matière de résilience face aux catastrophes](#).

123. Il a informé l'Assemblée de l'état d'avancement des initiatives concernant les câbles sous-marins SMART Cables, en particulier le Portugal Atlantic Smart CAM, le déploiement prévu de deux capteurs de pression du fond de l'océan par INGV, Italie, dans la mer Ionienne en 2025, et le nouveau module offshore pour la surveillance des tsunamis sur l'île volcanique de Stromboli.

124. M. Amato a annoncé l'intention de mener de nouvelles actions visant à accroître la disponibilité des données sismiques et des données relatives au niveau de la mer dans le nord de l'Afrique grâce à des accords avec les États membres et avec les institutions chargées de la gestion des réseaux de surveillance.

125. Il a fait état de l'excellente performance et de la cohérence des trois fournisseurs de services de gestion des tsunamis de la région de l'Atlantique du Nord-Est, de la Méditerranée et des mers adjacentes, qui ont émis des messages d'information en temps opportun (5 à 6 minutes) à la suite du tremblement de terre de magnitude 5,9 survenu près de la Crète, en Grèce, le 13 mai 2025.

126. Il a conclu en annonçant que le prochain exercice NEAMWave, NEAMWave26, aurait lieu en mars 2026.

127. M. Carlos Zuniga, contact national du Chili pour le GIC/PTWS, a présenté le rapport de la 31^e session du groupe qui s'est tenue du 7 au 11 avril 2025 en Chine, au nom de M. Dakui Wang (Chine), récemment élu Président du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans le Pacifique (GIC/PTWS), et de ses trois vice-présidents nouvellement élus : Mme Lara Bland (Nouvelle-Zélande), Mme Mylene Villegas (Philippines) et M. Levu Antfalo (Vanuatu).

128. Il a rendu compte des résultats concluants de l'organisation et de la conduite de l'exercice Vague du Pacifique 24 (PacWave 24), qui s'était déroulé de septembre à novembre 2024, ainsi que du premier essai de diffusion de produits liés à la sécurité maritime, en particulier auprès des coordinateurs NAVAREA VI, X, XI, XII, XIII, XIV, XV et XVI. Il a indiqué que l'exercice PacWave 26 se déroulerait de septembre à novembre 2026 et mettrait à l'épreuve la capacité des pays à s'acquitter de leurs responsabilités en matière d'alerte et d'intervention dans l'éventualité où un ou plusieurs TSP du PTWS ne seraient pas en mesure de fournir rapidement des consignes. Des scénarios plus complexes, portant par exemple sur des sources non sismiques ou des phénomènes multiples, seraient également envisagés pour renforcer la coopération avec les services locaux, nationaux ou régionaux de surveillance des géorisques.

129. Il a précisé que, parmi les États membres du GIC/CARIBE-EWS, 23 communautés de huit pays (dont cinq PEID) étaient désormais certifiées Tsunami Ready dans le cadre du programme correspondant de l'UNESCO-COI. Les Palaos étaient le premier État membre du Pacifique de l'UNESCO-COI et le premier PEID à obtenir cette certification. À sa 31^e session, le GIC/PTWS avait provisoirement approuvé la méthode d'équivalence Tsunami Ready du PTWS, qui permettrait aux États membres de faire rapport sur leurs stratégies de gestion du risque de tsunami d'une manière comparable au programme de certification Tsunami Ready, conformément au deuxième objectif fixé dans le Programme relatif aux tsunamis de la Décennie de l'Océan sous la houlette de l'UNESCO-COI, à savoir que d'ici à 2030, 100 % des communautés à risque soient préparées et résilientes face à ce phénomène, grâce à des actions telles que le programme Tsunami Ready.

130. M. Zuniga a indiqué que l'évaluation des capacités de préparation aux tsunamis dans le Pacifique, première mesure systémique des capacités existantes visant à guider l'amélioration du PTWS, avait été lancée en janvier 2025, avec l'aimable soutien de la CESAP. Le rapport final sur cette initiative serait publié en septembre 2025 et envoyé aux contacts nationaux pour les tsunamis (TNC) du GIC/PTWS à des fins d'examen.

131. Il a également indiqué que l'Équateur accueillerait généreusement la 32^e session du GIC/PTWS, en 2027, dont les dates et le lieu précis restaient à déterminer.

132. En ce qui concernait la nécessité d'une mobilisation active de l'Argentine aux côtés du GIC/CARIBE-EWS et du GIC/PTWS au vu de ses responsabilités de coordination dans le cadre de ses activités nationales de recherche et de sauvetage et de la NAVAREA VI, conformément à la décision EC-57/3.2, il a fait état de la participation active de l'Argentine à l'exercice PacWave 24 en tant que coordonnateur NAVAREA VI aux fins de la mise à l'essai de la diffusion de produits liés à la sécurité maritime en cas de tsunami, ainsi que de sa participation au GIC/PTWS-XXXI comme observateur. Il a indiqué que le GIC/PTWS encourageait l'Argentine à prendre une part active aux futurs exercices PacWave en rapport avec ses responsabilités relatives à la recherche et au sauvetage ainsi qu'à la coordination de la NAVAREA VI.

133. Le SCSTAC International Staff Programme s'est poursuivi avec succès en 2023 et 2024. Le Programme de formation du CIIT à Hawaï (ITP-HAWAII) sur les systèmes d'alerte précoce aux tsunamis et les produits améliorés du Centre d'alerte aux tsunamis dans le Pacifique, la planification des évacuations en cas de tsunami et le Programme Tsunami Ready a été organisé du 7 au 18 août 2023 à Hawaï (États-Unis d'Amérique) et à Valparaíso (Chili) du 19 au 30 août 2024. Les prochaines formations auront lieu à Hawaï (États-Unis) du 15 au 21 septembre 2025 et à Valparaíso (Chili) en 2026.

134. En ce qui concernait la capacité opérationnelle totale du CATAC en sa qualité de TSP du GIC/CARIBE-EWS, il a rappelé la recommandation formulée par le GIC/PTWS à sa 30^e session, selon laquelle le CATAC pouvait officiellement débiter l'ensemble de ses activités à une date qui serait fixée après discussion avec le GIC/CARIBE-EWS (recommandation ICG/PTWS-XXX-6), prenant note de la recommandation faite par le GIC/CARIBE-EWS à sa 17^e session (recommandation ICG/CARIBE-EWS-XVII.8) d'envisager d'admettre le CATAC en tant que TSP en vue de son admission définitive par l'Assemblée à sa présente session.

135. Les représentants de 22 États membres et de l'OMM ont pris la parole sur les deux points de l'ordre du jour 3.4.1.

136. L'Assemblée a souligné l'importance des objectifs du Programme de la Décennie de l'Océan sur les tsunamis, a reconnu les progrès accomplis dans tous les GIC dans la mise en œuvre du Programme de reconnaissance TsunamiReady de l'UNESCO-COI avec le soutien de partenaires, à savoir la Direction générale de la protection civile et de l'aide humanitaire de l'Union européenne (DG ECHO) et la CESAP, a noté l'importance d'inclure les enfants et les personnes handicapées dans les efforts liés à la résilience des communautés côtières face aux tsunamis, a apprécié la publication des modules de formation en ligne « Tsunami Ready » de l'OTGA, a apprécié l'approbation provisoire du guide d'équivalence « Tsunami Ready » par le GIC/PTWS, et a grandement apprécié les évaluations de la capacité de préparation aux tsunamis dans les régions de l'océan Indien et du Pacifique soutenues par la CESAP.

3.4.1.2 *Coordination mondiale des systèmes d'alerte aux aléas liés au niveau de la mer et de mitigation*

137. M. Amr Zakaria Hamouda (Égypte), Vice-Président de la COI et Président du Groupe de travail sur les systèmes d'alerte aux tsunamis et autres aléas liés au niveau de la mer, et de

mitigation (TOWS-WG), a fait rapport sur la 18^e réunion du Groupe, qui avait eu lieu les 24 et 25 février 2025 au Siège de l'UNESCO (COI).

138. Il a indiqué que cette réunion avait permis d'évaluer les progrès réalisés au regard de la décision A-32/4.3.1 de l'Assemblée de la COI et de la décision EC-57/3.2.1 du Conseil exécutif de la COI. Il a fait savoir que le Groupe de travail avait examiné les rapports des Groupes intergouvernementaux de coordination (GIC) de la COI, du comité scientifique du Programme relatif aux tsunamis de la Décennie de l'Océan ainsi que de ses équipes spéciales sur la gestion et la préparation en cas de catastrophe (TT-DMP) et sur les opérations de veille aux tsunamis (TT-TWO).

139. M. Hamouda a mis en exergue la coopération constante avec le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), qui avait invité la COI à définir conjointement le thème de l'édition 2025 de la Journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis en l'articulant autour du programme de certification Tsunami Ready de l'UNESCO-COI, de la campagne « Pour des villes résilientes 2030 » ainsi que des mots-dièses #GetToHighGround (#GagnezLesHauteurs) et #TsunamiReady en vue de faire participer les citoyens à la sensibilisation aux tsunamis.

140. Il a déclaré que le Groupe de travail avait approuvé la publication d'une version révisée du document *Tsunami Watch Operations : Global Service Definition Document*, [n° 130 de la Série technique de la COI](#) (2016), avec les mises à jour proposées par la TT-TWO.

141. M. Hamouda a indiqué que le TOWS-WG et les quatre GIC régionaux avaient manifesté leur vive reconnaissance au Gouvernement de l'Indonésie, qui avait organisé et accueilli conjointement et avec succès, à Banda Aceh, du 11 au 14 novembre 2024, le *deuxième colloque mondial de la COI sur les tsunamis, sur le thème « Vingt ans après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien : réflexion et perspectives »*.

142. M. Hamouda a enfin fait savoir que le Groupe de travail avait recommandé à l'Assemblée de la COI de prolonger le mandat des équipes spéciales inter-GIC, la TT-DMP et la TT-TWO, et recommandé d'approuver le mandat actualisé de la TT-DMP.

143. L'Assemblée a soutenu l'approbation du plan de mise en œuvre de la Coalition Tsunami Ready, a souligné l'importance de convenir des modalités des prestataires de services relatifs aux tsunamis (Tsunami Service Providers - TSP) au sein de chaque GIC afin que ces services soient assurés à tout moment dans l'ensemble de la zone desservie par le GIC, et d'élaborer des SOP pour tous les volcans ayant un potentiel tsunamigène affectant la zone de service des TSP au sein des GIC.

144. L'Assemblée a noté la nécessité de renforcer les capacités de surveillance des tsunamis d'origine volcanique (TOV) et a exprimé sa satisfaction auprès de la COI pour l'organisation de webinaires mondiaux sur les TOV. L'importance de donner la priorité à l'installation de nouveaux marégraphes et d'assurer la durabilité des marégraphes existants a été soulignée, ainsi que les progrès réalisés dans la mise en œuvre des initiatives de câbles sous-marins SMART (Science Monitoring And Reliable Telecommunications), en particulier au Portugal, qui devrait être opérationnel en 2026.

145. La Chine a annoncé qu'elle allouerait davantage de ressources pour faire avancer la mise en œuvre du Programme relatif aux tsunamis de la Décennie de l'Océan, du Programme de certification Tsunami Ready et d'autres initiatives pertinentes. L'Argentine a demandé au GIC/PTWS, ainsi qu'au GIC/CARIBE-EWS, de l'inviter à participer activement à toutes les étapes de l'organisation et de la mise en œuvre de tout atelier scientifique visant à évaluer le risque tsunamigène potentiel de l'Arc de Scotia.

146. Les États-Unis d'Amérique ont indiqué qu'ils soutenaient l'adoption du plan de mise en œuvre de la Coalition Tsunami Ready, tout en se dissociant du premier paragraphe de la section 1.2 du plan de mise en œuvre de la Coalition Tsunami Ready.

147. Les États membres suivants et un observateur ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur les deux points de l'ordre du jour au titre du point 3.4.1 pour l'annexe d'information au rapport de la réunion : [Argentine](#), [Chili](#), [Chine](#), [France](#), [Inde](#), [Indonésie](#), [France](#), [Japon](#), [Malaisie](#), [Oman](#), [Portugal](#), [République de Corée](#), [Espagne](#), [Türkiye](#), [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#), [États-Unis d'Amérique](#) et l' [OMM](#).

148. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/3.4.1](#).

3.4.2 Échange international des données et de l'information océanographiques : 28e session de l'IODE, Santa Marta, Colombie, 12-14 mars 2025

149. Mme Lotta Fyrberg/Paula Correa Sierra, co-Présidente de l'IODE, a présenté ce point. Elle a informé l'Assemblée des conclusions de la 28^e session du Comité de la COI sur l'IODE et de la troisième Conférence internationale sur les données océaniques (IODC-III), tenue antérieurement, lesquelles ont eu lieu à l'Institut de recherche marine et côtière (INVEMAR) de Santa Marta (Colombie).

150. La [troisième Conférence internationale sur les données océaniques](#) (IODC-III) a rassemblé 198 participants, parmi lesquels des experts de premier plan en matière de données relatives à la biodiversité marine, d'océanographie, de technologies de l'information et de science des données, ainsi que des spécialistes de la [gestion](#) des écosystèmes, de la planification de l'espace marin, et même de nouveaux domaines tels que la gestion des géodonnées et la gouvernance marine du continent antarctique.

151. La Conférence a souligné l'importance de renforcer l'infrastructure des données, d'améliorer l'accessibilité et de favoriser la collaboration afin de garantir une participation inclusive et équitable à l'écosystème numérique mondial pour les océans. L'un des principaux objectifs de l'IODC-3 était d'améliorer l'interopérabilité et la normalisation des données afin de soutenir les principaux cadres mondiaux, tels que l'Accord des Nations unies sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales (BBNJ) et le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming à Montréal (GBF). Les discussions ont mis en relief la nécessité de mettre en place des principes FAIR (Findable, Accessible, Interoperable, and ReUnited States of Americable) pour les données, des infrastructures solides et des méthodologies harmonisées afin de rationaliser les efforts de partage et d'intégration des données. Les technologies émergentes, notamment l'ADN électronique (eDNA), les véhicules sous-marins autonomes et les interfaces pilotées par l'IA, ont été mises en avant comme des changements majeurs pour la surveillance et la conservation de la biodiversité marine. Ces innovations facilitent la collecte de données à moindre coût, améliorent l'évaluation de la biodiversité et facilitent la prise de décision en matière de protection du milieu marin. Toutefois, l'intégration de ces nouveaux flux de données dans les référentiels existants reste un défi qui nécessite davantage de coordination et de solutions techniques.

152. La conférence a souligné la nécessité d'adopter des approches globales en matière de collecte de données, en intégrant les connaissances locales et les initiatives régionales. Des projets communautaires et des outils mobiles ont démontré comment l'engagement de la base pouvait contribuer aux dépôts de données marines, en améliorant les ensembles de données mondiales tout en répondant aux besoins environnementaux et socio-économiques locaux. Le renforcement des cadres politiques, l'amélioration de la surveillance régionale et la promotion de la collaboration entre les communautés scientifiques et locales ont été identifiés comme des priorités essentielles. Les efforts de développement des capacités restent fondamentaux pour garantir un accès équitable aux données océaniques. Les collaborations régionales, telles que celles qui ont été mises en place en Amérique latine et dans les Caraïbes, visent à améliorer le

partage et l'accessibilité des données entre les différents groupes de parties prenantes. Les programmes de formation, les initiatives de mentorat et l'adoption de pratiques exemplaires favorisent la durabilité à long terme de la gestion des données marines. Au-delà des avancées technologiques, l'IODC-III a pris acte du rôle indispensable que jouent les personnes dans la collecte, la conservation et l'application des données océaniques. Les réseaux de bénévoles, les initiatives de science citoyenne et la formation de la main-d'œuvre sont essentiels au maintien d'informations de qualité sur la biodiversité marine. Il est essentiel de garantir un financement durable et un soutien institutionnel à ces efforts pour préserver l'intégrité à long terme des systèmes de données océanographiques. La conférence a réaffirmé l'urgence de construire un écosystème océanique numérique unifié et inclusif où convergent les connaissances scientifiques, culturelles, historiques et locales. La réalisation de cette vision nécessite des efforts soutenus en matière d'harmonisation des données, d'alignement des politiques et de coopération internationale. En renforçant ces piliers, la communauté océanographique se rapproche d'un avenir dans lequel les connaissances sur les océans seront exploitables par tous et accessibles et utiles à tous.

153. Une réunion subsidiaire sur les aspects non techniques de la mise en œuvre du Système de données et d'information océanographiques (ODIS) a abouti à la formulation des recommandations suivantes : (i) indiquer les données océanographiques qu'il est utile de partager ; (ii) lorsque le Bureau de coordination de la Décennie pour le partage des données océaniques (DCO-ODS) révisera le manuel relatif à la publication des données (*Data Publication Cookbook*), plus tard dans l'année, indiquer clairement que la recommandation porte sur la publication ouverte et le libre accès ; (iii) renforcer les centres nationaux de données océanographiques (CNDO) en faisant mieux connaître leur existence et leur mission et en mettant en avant l'importance des activités de gestion des données, dans un premier temps ; (iv) à mesure que l'architecture de données de la COI se développe (voir le point 3.4.3), en intégrant l'ODIS, collaborer et communiquer avec d'autres organisations intergouvernementales, en prenant pour exemple la collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale ; (v) le DCO-ODS et l'ODIS devraient communiquer étroitement sur les difficultés auxquelles se heurtent les actions de la Décennie et d'autres organismes pour intégrer la fédération de l'ODIS afin de donner la priorité à la mise en place de systèmes et de processus ; (vi) le DCO-ODS devrait élaborer des supports de communication pour faire mieux connaître l'existence et la mission des CNDO ; (vii) le Groupe de gestion de l'IODE devrait inciter les bureaux régionaux de la COI à communiquer avec les CNDO et à les rencontrer ; (viii) le Groupe de gestion de l'IODE devrait encourager le nouveau Président du Cadre de référence de l'IODE pour la gestion de la qualité à rappeler aux CNDO que le processus d'accréditation s'inscrit dans le cadre de leur renforcement ; et (ix) élaborer une page consacrée aux enseignements à retenir pour le guide de l'ODIS (*ODIS Book*) afin de faire mieux comprendre les difficultés auxquels d'autres entités ont été confrontées pour rejoindre la fédération de l'ODIS.

154. Mme Lotta Fyrberg/Paula Correa Sierra a indiqué que la 28^e session du Comité sur l'IODE avait réuni, en présentiel, 71 participants venus de 24 États membres et de deux organisations. Afin d'accroître la participation, en particulier des États membres du Sud mondial, la session a également été diffusée en ligne, en offrant aux 62 participants la possibilité d'envoyer des commentaires et des questions par chat. La diffusion en ligne a été suivie par 62 participants.

155. Le Comité a principalement concentré son attention sur les questions clés suivantes : (i) contribution du programme IODE à la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme de la COI (2022–2029) ; (ii) état du réseau IODE et état de santé du CNDO ; (iii) progrès des composantes et activités du programme IODE ; (iv) progrès des activités menées conjointement avec les programmes de la COI et d'autres organisations ; (v) résultats de la 3^e Conférence internationale sur les données océanographiques ; (vi) progrès de la coopération de l'IODE avec la Décennie des Nations Unies pour les océans ; (vii) progrès du partage des données océaniques pour le développement durable dans les zones relevant de la juridiction nationale ; (viii) développement de l'architecture des données de la COI ; (ix) renouvellement du mémorandum d'accord entre

l'Institut marin des Flandres et la COI concernant le Bureau des projets de la COI pour l'IODE (2027–2031) ; et (x) plan de travail et budget pour la période 2025-2026.

156. Le Comité a noté que l'IODE contribuait à quatre des cinq objectifs par le biais de ses composantes de programme OBIS, ODIS et Académie mondiale OceanTeacher. Il a toutefois demandé au Secrétariat, en consultation avec le Groupe de gestion de l'IODE, (i) d'élaborer des indicateurs clés de performance pertinents ; (ii) de prendre en considération la nécessité de collaborer avec d'autres programmes de la COI, en gardant à l'esprit la nature transversale de la gestion et du partage des données et des informations océanographiques.

157. Pendant l'intersession, trois États membres (Maurice, Panama et Égypte) ont établi ou rétabli un CNDO, deux CNDO ont été transférés dans d'autres institutions d'accueil, et six organisations ont demandé avec succès leur adhésion à l'IODE en tant qu'unité de données associée de l'IODE. Le Comité a souligné l'importance d'accueillir un CNDO et a exhorté les États membres de la COI qui n'ont pas encore mis en place un CNDO à le faire pour s'assurer que leurs données océaniques sont partagées à l'échelle mondiale et que leurs océanologues nationaux ont facilement accès aux données communes sur l'océan mondial.

158. Mme Lotta Fyrberg a indiqué que le premier contrôle de l'état de santé du CNDO avait été entrepris sur la base de critères élémentaires. Un nombre important de centres ont obtenu une faible note. Cela indique que de nombreux CNDO ont besoin d'une attention particulière pour participer aux activités internationales de l'IODE. Tout en reconnaissant que ce premier bilan de santé doit être affiné, le Comité a exprimé sa préoccupation concernant les CNDO qui ont obtenu de mauvais résultats.

159. En ce qui concerne l'activité relative aux bonnes pratiques océanographiques de l'IODE/GOOS, le Comité, tenant compte de la pertinence du système de bonnes pratiques océanographiques de la COI (OPBS) pour tous les programmes de la Commission, a demandé aux États membres de considérer l'OBPS comme une activité à l'échelle de la COI et aux programmes de la COI (mondiaux et régionaux) de financer l'OBPS conjointement avec le GOOS et l'IODE (voir le point 3.4.4).

160. Mme Lotta Fyrberg a informé l'Assemblée que la coopération avec les autres programmes de la COI et d'autres organisations s'était poursuivie et développée. Cette coopération porte notamment sur le Système d'information sur les algues nuisibles, la base de données et l'atlas mondiaux sur l'oxygène de l'océan (GO2DAT), la facilitation de la fourniture de données relatives à l'indicateur 14.3.1 des ODD sur un portail en ligne dédié, le Rapport mondial sur les sciences océaniques de l'UNESCO-COI, le Rapport sur l'état de l'océan de la COI et la mise en œuvre avec le GOOS de l'OBPS. Une coopération est également menée avec tous les programmes de la COI concernant l'architecture de données de la COI, avec la Section de la résilience aux tsunamis de la COI concernant l'élaboration de supports d'apprentissage en ligne par le biais de l'Académie mondiale OceanTeacher, ainsi qu'avec la Section des politiques marines et de la coordination régionale de la COI concernant la mise en place d'un cours de formation en ligne autonome MSPglobal dans le cadre de l'Académie OceanTeacher.

161. Mme Lotta Fyrberg a en outre indiqué que le Secrétaire exécutif de la COI avait informé le Comité qu'après le départ à la retraite de M. Peter Pissierssens, le 31 mai 2025, Mme Joanna Post, cheffe de la Section des observations et services océaniques, le remplacerait à titre intérimaire. Le Comité a souligné qu'il était urgent de trouver une solution permanente pour remplacer le chef du Bureau des projets de l'IODE dans les meilleurs délais. Il a également insisté sur l'importance de recruter un gestionnaire de données de l'OBIS au titre du programme ordinaire, de relancer un appel à candidatures avant la fin de 2025 et de créer un poste de soutien administratif plus stable pour l'IODE.

162. Au niveau régional, l'IODE a également poursuivi et développé sa coopération avec l'IOCAFRICA (projet Ocean InfoHub de l'ODIS, mise en œuvre de cours de l'Académie mondiale

OceanTeacher, soutien aux jeunes spécialistes de l'océan) et l'IOCARIBE (projet Ocean InfoHub de l'ODIS, mise en œuvre de cours de l'Académie OceanTeacher). Une coopération a été lancée avec l'IOCINDIO.

163. En ce qui concerne la coopération de l'IODE avec la Décennie de l'Océan des Nations Unies, Mme Lotta Fyrberg a fait savoir que la collaboration avec le Bureau de coordination de la Décennie pour le partage des données océaniques (DCO-ODS), en particulier, avait bien progressé. Créé en juin 2023 et hébergé par le Bureau des projets de la COI pour l'IODE, il agit en tant que sous-unité de l'Unité centrale de coordination de la Décennie de la COI pour susciter et coordonner les actions de la Décennie relevant de son champ d'action, aider les acteurs de la Décennie à relever les défis et à mettre à profit les possibilités en matière de données et d'information, promouvoir la coopération entre les organismes des Nations Unies et les États membres partenaires, suivre les progrès, communiquer sur les réalisations et mobiliser des ressources. Tout au long de la mission qui lui a été confiée pour sa première année d'existence (juin 2023 – juin 2024), le DCO-ODS a joué un rôle central dans l'établissement et la consolidation des liens au sein de l'écosystème numérique pour les océans de la Décennie, au sein des entités de la Décennie et entre elles, ainsi qu'avec un éventail plus large d'experts du domaine. Grâce aux interactions avec les actions de la Décennie et à une enquête spécifique menée auprès des parties prenantes, l'Unité de coordination de la Décennie, l'IODE et le DCO-ODS ont acquis une connaissance plus détaillée des activités et des besoins des actions de la Décennie en matière de collecte, de gestion et de partage des données, dans l'optique d'éclairer les futures activités et actions. En raison de problèmes de financement, le DCO-ODS a dû interrompre ses activités pendant environ sept mois. Un plan de travail détaillé a été établi pour 2025-2026 et prévoit une collaboration étroite avec : (i) le Bureau des projets de l'IODE et la communauté de l'IODE au sens large, les objectifs du DCO-ODS et de l'IODE étant communs et complémentaires ; (ii) d'autres centres de collaboration et bureaux de coordination de la Décennie, notamment le Bureau de coordination de la Décennie pour l'observation de l'océan et le Centre de collaboration de la Décennie pour la prévision océanique, afin de promouvoir la vision commune d'un écosystème numérique pour les océans de la Décennie.

164. Le DCO-ODS collabore étroitement avec le Groupe sur les données du secteur privé de la Décennie de l'Océan en vue d'encourager le partage des données océaniques par le secteur privé, qui produit traditionnellement des données cloisonnées et inaccessibles. En outre, une proposition a été élaborée pour promouvoir l'application des *Politique et conditions d'utilisation des données de la COI (2023)*, en particulier concernant l'octroi de licences et d'autorisations pour les activités commerciales qui génèrent des données au sein de la juridiction nationale. Elle invite les États membres à prendre acte du fait que les pratiques de partage des données renforceront la capacité collective d'atteindre les objectifs de la Décennie de l'Océan des Nations Unies et de mettre en œuvre l'objectif de développement durable 14. En outre, elle les exhorte à collaborer avec les acteurs du secteur privé, de la recherche et de l'infrastructure des données pour normaliser les pratiques de partage des données océaniques par la mise en place de politiques, de réglementations et d'autorisations nationales de partage des données pour toutes les activités liées à l'océan menées dans leurs eaux territoriales et leurs zones économiques exclusives, y compris par l'application des dispositions des *Politique et conditions d'utilisation des données de la COI* à l'octroi de licences et d'autorisations au sein de leur juridiction. Le Comité a adopté la recommandation IODE-28/6.2.5 (Promouvoir le partage des données océaniques pour le développement durable dans les zones relevant de la juridiction nationale).

165. S'agissant du mémorandum d'accord conclu entre l'Institut flamand de la mer et la COI en ce qui concerne le Bureau des projets de la COI pour l'IODE, Mme Lotta Fyrberg/Paula Correa Sierra a fait observer que la réalisation d'un « examen interne » constituait une exigence prévue dans le mémorandum d'accord. Étant donné que l'accord actuel expirera le 31 décembre 2026 et que son renouvellement doit faire l'objet d'une demande de l'Assemblée de la COI, il a été décidé de procéder à l'examen de l'accord en vigueur avant la 28^e session du Comité de la COI sur l'IODE, de façon à le soumettre à l'Assemblée à sa présente session.

166. Mme Lesley Rickards et M. Taco de Bruin ont aimablement accepté de procéder à cet examen. L'examen a conclu que le Bureau des projets jouait un rôle essentiel dans l'écosystème de données de la COI et au-delà, grâce à OBIS, ODIS et OTGA, et qu'il fonctionnait avec une grande efficacité. Sur la base des résultats décrits dans le rapport d'examen du Bureau des projets, les examinateurs ont identifié un certain nombre de domaines que le Bureau des projets de l'IODE devrait prendre en considération à l'avenir (le texte intégral des conclusions et des recommandations est disponible dans le rapport d'examen : <https://oceanexpert.org/document/35719>).

167. Le Comité a exprimé sa profonde gratitude au Gouvernement flamand (Royaume de Belgique) et à l'Institut maritime des Flandres (VLIZ) pour le soutien à long terme apporté au Bureau des projets de la COI pour l'IODE, soulignant que le Bureau a joué un rôle crucial dans le développement continu et le succès du programme de l'IODE et de la COI en général. Le Comité a demandé à l'Assemblée de la COI d'inviter le Gouvernement des Flandres à continuer de soutenir le Bureau des projets de la COI pour l'IODE et a invité d'autres États membres à compléter ce soutien afin de permettre la poursuite du développement de l'IODE, de ses activités, de ses produits et de ses services.

168. Les représentants de 20 États membres ont pris la parole.

169. L'Assemblée a exprimé un soutien large et continu à l'IODE et à ses composantes principales - OBIS, ODIS et OTGA - reconnaissant l'IODE comme un programme phare de la COI essentiel au partage des données océaniques mondiales, à l'amélioration de l'interopérabilité et à l'adhésion aux principes FAIR et CARE. Le rôle du programme dans l'avancement des sciences océaniques, l'élaboration de politiques et le soutien à la Décennie de l'Océan a été fortement souligné.

170. Les participants ont largement remercié le gouvernement flamand (Royaume de Belgique) d'avoir accueilli et soutenu le Bureau des projets de la COI pour l'IODE. L'Assemblée a demandé le renouvellement du protocole d'accord avec les Flandres en 2026. Les représentants des États membres ont rendu hommage à M. Peter Pissierssens pour sa direction remarquable et ses longs états de service à la tête du Bureau de l'IODE, en lui souhaitant une très bonne retraite.

171. Plusieurs États membres ont réitéré leur engagement en faveur de l'IODE par l'intermédiaire de leurs CNDO, UDA, nœuds OBIS et centres régionaux de l'OTGA, et certains ont exprimé leur intention d'approfondir leur engagement.

172. L'accès aux données océaniques a été mis en avant comme une préoccupation, en particulier le déséquilibre entre le partage des données entre le secteur public et le secteur privé. Les États membres ont soutenu les efforts déployés pour traiter cette question par des mesures réglementaires, tout en reconnaissant que les implications juridiques et économiques complexes, y compris les droits sur les données et la répartition équitable des bénéfices, méritaient d'être davantage étudiées.

173. Les États membres ont identifié la nécessité de pourvoir les postes de Chef du Bureau des projets de la COI pour l'IODE et de Gestionnaire des données de l'OBIS (P-3) afin d'assurer l'efficacité et la coordination stratégique continues du programme.

174. Plusieurs interventions ont reconnu les collaborations accrues entre l'IODE et le GOOS, ainsi que le rôle potentiel de l'OBIS en tant que plate-forme de données pour le mécanisme d'échange d'informations de l'Accord BBNJ. Les États membres ont souligné l'importance croissante de l'IODE dans la gouvernance mondiale des océans.

175. L'Assemblée a accueilli favorablement les propositions de groupes de travail intersessions, y compris un mécanisme de réponse rapide pour traiter les questions émergentes

en matière de données océaniques, suggérant des appels ouverts à la participation des États membres par lettre circulaire ; et un groupe de travail sur le partage des données océaniques au sein des juridictions nationales, afin d'explorer les moyens pratiques et juridiques d'améliorer l'accès à ces données.

176. La Fédération de Russie a fait la déclaration suivante : « Compte tenu de sa législation nationale, la Fédération de Russie n'adhérera pas au paragraphe 18 de la décision A-33/3.4.2. »

177. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Argentine](#), [Canada](#), [Chili](#), [Chine](#), [Colombie](#), [France](#), [Inde](#), [Japon](#), [Royaume des Pays-Bas](#), [Malaisie](#), [Fédération de Russie](#), [Espagne](#), [Thaïlande](#), [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#).

178. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/3.4.2](#).

3.4.3 Architecture des données de la COI

179. Des représentants du GOOS et de l'IODE ont présenté ce point. Ils ont indiqué à l'Assemblée que l'atelier sur les données de l'IODE-GOOS s'était tenu au Bureau des projets de la COI pour l'IODE entre le 30 septembre et le 2 octobre 2024. Il s'est concentré sur le renforcement de la collaboration entre l'Échange international de données et d'informations océanographiques (IODE) et le Système mondial d'observation des océans (GOOS). L'objectif était de renforcer la coordination et de discuter d'une architecture numérique intégrée et évolutive de la COI qui améliorerait le partage, la gestion et l'accessibilité des données dans l'ensemble des systèmes océaniques et renforcerait le soutien de la COI aux États membres et aux principaux mandats des Nations unies. Des experts des différentes composantes du GOOS et de l'IODE, ainsi que de la Section des sciences océaniques et de la Section de la résilience aux tsunamis de la COI, et des experts des composantes pertinentes de la structure de la Décennie de l'Océan ont participé à la réunion. Le rapport a été publié en tant que Rapport de la réunion de travail de la COI n° 311.

180. Les principaux objectifs de l'atelier étaient les suivants : (i) identifier les rôles et les synergies en clarifiant les mandats, les responsabilités et les liens entre le GOOS et l'IODE, pour toutes les variables océaniques essentielles ; (ii) élaborer une vision commune de l'architecture de données de la COI en mettant en place conjointement une architecture de données de la COI intégrée, conforme aux principes FAIR et CARE, à l'appui de l'écosystème numérique relatif aux océans ; (iii) jeter les bases techniques en élaborant l'architecture technique d'un espace de données de la COI unifié qui sera présenté à l'Assemblée de la Commission en 2025 ; (iv) définir la coordination entre le GOOS, l'IODE et d'autres programmes de la COI pour faire évoluer et mûrir l'architecture de données de la Commission ; (v) planifier les prochaines étapes (à court et à long terme) pour répondre aux besoins futurs des utilisateurs.

181. Les participants à l'atelier ont défini d'un commun accord un projet de schéma de base pour l'architecture de données de la COI qui associe les principales composantes de la Commission pour former un écosystème global délivrant une vision commune d'une architecture de données de la COI, et sont convenus d'élaborer un plan de mise en œuvre de cette architecture.

182. Les représentants du GOOS et de l'IODE ont indiqué que de nombreux éléments de l'architecture de données proposée pour la COI existaient déjà, toutefois, l'atelier avait permis de définir une approche visant à optimiser les liens entre ces éléments, ainsi qu'à préciser le soutien à apporter, ce qui renforcerait la fourniture de données océaniques pour les services opérationnels. Les participants à l'atelier avaient décidé de constituer un groupe de travail chargé d'élaborer un document de réflexion qui a été publié sous la cote IOC/INF-1550 (IOC Data

Architecture Concept Proposal) et dont les grandes lignes figurent dans le document IOC-33/3.4.3Doc(1) (Outline of the IOC Data Architecture Concept Proposal).

183. Les représentants de six États membres et un observateur ont pris la parole.

184. L'Assemblée a accueilli favorablement la proposition de développer une architecture de données intégrée et fédérée de la COI afin de renforcer la coordination et l'interopérabilité des données océaniques. Les États membres ont approuvé l'approche fédérée de l'initiative, en soulignant les gains potentiels en termes d'efficacité et de coordination. L'adhésion aux principes FAIR et CARE a été appréciée. En outre, les États membres ont reconnu que l'architecture de données de la COI apportera des avantages significatifs à d'autres composantes de la COI, notamment : les sciences océaniques, les systèmes d'alerte aux tsunamis, le soutien aux futurs travaux sur la gestion et la planification durables des océans (SOPM), la réponse à l'Accord BBNJ et le soutien au mécanisme d'échange d'informations, ainsi que des applications potentielles au-delà de la COI, par exemple par l'intermédiaire de l'OHI.

185. L'Assemblée a reconnu et soutenu le renforcement de l'intégration et de la collaboration entre l'IODE et le GOOS. Enfin, les États membres ont noté que les CNDO et d'autres systèmes de données nationaux/régionaux avaient une expertise à offrir et devraient également faire partie du processus de consultation, et ont demandé qu'un plan détaillé et le coût de la mise en œuvre de l'initiative soient élaborés. Plusieurs États membres ont offert leur soutien et ont demandé à être consultés pour cette phase de planification.

186. Emma Heslop, Spécialiste du Programme GOOS COI-UNESCO, a répondu aux interventions des États membres. Elle a indiqué qu'au cours des prochains mois, le plan de mise en œuvre et le modèle de coût correspondant seraient élaborés et devraient être disponibles pour le Conseil exécutif de la COI en 2026. En outre, elle a mis l'accent sur le processus de consultation à venir visant à recueillir les contributions des États membres en réponse aux points soulevés. Il a été noté qu'avec les fonds qui devraient être mis à la disposition du secrétariat dans le cadre du Programme et du Budget du 42 C/5, ce travail pourrait commencer immédiatement.

187. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Canada](#), [Chine](#), [Inde](#), [Japon](#), [Espagne](#), [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#).

188. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/3.4.3](#).

3.4.4 Système de bonnes pratiques océanographiques de la COI (OBPS)

189. Des représentants du GOOS et de l'IODE ont présenté ce point au nom de Mme Rebecca Zitoun (co-Présidente de l'OBPS), qui ne pouvait être présente. Ils ont indiqué à l'Assemblée que le Système de bonnes pratiques océanographiques (OBPS) était un projet de la COI, adopté à la 30^e session de l'Assemblée de la Commission (juin – juillet 2019) par la décision IOC-XXX/7.2.1, soutenu par le Système mondial d'observation de l'océan (GOOS) et le programme Échange international des données et de l'information océanographiques (IODE). L'ambition de l'OBPS est de disposer et de partager des méthodes adoptées par le plus grand nombre dans les domaines de la recherche, des opérations et des applications océaniques.

190. Ils ont fait savoir que l'OBPS avait tenu la sixième réunion annuelle de son Groupe directeur à Paris (France), du 12 au 14 novembre 2024. Cette réunion a été l'occasion d'évaluer la mise en œuvre du plan de travail 2024 et d'examiner les grandes priorités de la prochaine intersession. Ces priorités comprennent le développement du registre de l'OBPS, la mise à jour de son logiciel et la reconfiguration des analyses pour maintenir l'efficacité opérationnelle du système. Une attention particulière a également été accordée à l'évaluation du contenu du registre, en mettant en œuvre un processus d'examen rigoureux visant à garantir que seul le

contenu pertinent est conservé. En outre, le processus évolutif d'approbation de l'OBPS a été examiné, et des mesures ont été prises pour reconnaître et promouvoir plus efficacement les bonnes pratiques grâce à la mobilisation active de la population et à la création d'organismes en charge de l'approbation.

191. Ils ont expliqué que l'élaboration d'un plan stratégique quinquennal était considérée comme une priorité absolue dans un souci d'harmonisation avec les stratégies de la COI. Les discussions stratégiques avaient particulièrement porté sur l'élargissement du rôle de l'OBPS au-delà de l'IODE et du GOOS afin d'assurer sa viabilité à long terme et sa pertinence pour tous les programmes et sous-commissions régionales de la COI. En outre, un projet de décision a été présenté avec pour objectif de développer et financer conjointement l'OBPS au sein de la COI. Il était assorti de révisions du mandat de l'OBPS et du mandat de son Groupe directeur destinées à renforcer la gouvernance et la collaboration au sein du Système.

192. Les représentants de 7 États membres ont pris la parole.

193. Les États membres se sont félicités de cette initiative et ont reconnu que l'OBPS était un mécanisme essentiel pour soutenir la normalisation, l'interopérabilité et la reproductibilité des données et des méthodologies océaniques dans les domaines de la recherche, des opérations et des services. L'Assemblée a noté l'importance de l'OBPS pour améliorer l'efficacité, soutenir la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme de la COI et contribuer à des initiatives telles que la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques et le BBNJ. Les États membres ont encouragé une intégration plus poussée avec les efforts de normalisation régionaux et internationaux existants (par exemple, l'Organisation des sciences de la mer pour le Pacifique Nord (PICES)) et ont souligné l'importance d'une gouvernance inclusive et de processus de nomination d'experts transparents.

194. Plusieurs États membres ont exprimé leur volonté de soutenir le système, et d'autres ont souligné l'importance des meilleures pratiques pour renforcer les capacités dans les régions en développement. L'Inde a proposé de verser au référentiel de l'OBPS une meilleure pratique documentée sur son réseau de bouées WAMAN, élaborée en collaboration avec des partenaires régionaux.

195. Tout en réaffirmant leur soutien aux travaux du Groupe directeur du Système de bonnes pratiques océaniques, les États-Unis d'Amérique, conformément à leur déclaration nationale initiale au titre du point 3.2 de l'ordre du jour, se sont dissociés du paragraphe 3 de la décision après son adoption.

196. L'Argentine s'est dissociée du paragraphe 3 de la décision, tout en affirmant son soutien au reste du texte.

197. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Inde](#), [Japon](#), [Espagne](#), [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#), [États-Unis d'Amérique](#).

198. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/3.4.4](#).

3.4.5 Groupe intergouvernemental de la COI-FAO chargé d'étudier les efflorescences algales nuisibles : 17^e session de l'IPHAB, FAO, UNESCO, 18-20 mars 2025

199. M. Philipp Hess (France), Président de l'IPHAB, a présenté ce point et a rendu compte à l'Assemblée des résultats de la 17^e session du Groupe intergouvernemental COI-FAO sur les efflorescences algales nuisibles, qui s'est tenue au siège de l'UNESCO du 18 au 20 mars 2025. Il s'agissait de la deuxième session de l'IPHAB (depuis l'IPHAB-III en 1995) avec la FAO de retour

en tant que co-sponsor du panel, et de la première session dans le cadre du nouveau protocole d'accord avec la FAO signé en mai 2024.

200. M. Hess a résumé les actions menées à bien par l'IPHAB pendant l'intersession et a noté que les décisions et recommandations de la 16^e session de l'IPHAB (mars 2023) avaient été mises en œuvre de manière très satisfaisante dans le contexte des ressources disponibles. Parmi les principales réalisations mentionnées, dont plusieurs sont toujours en cours, figurent notamment : la poursuite de la publication du bulletin de la COI *Harmful Algae News* ; la poursuite de la compilation de données à tous les niveaux pour le système d'information IPHAB-IODE sur les algues nuisibles, la base de données sur les événements algaux nuisibles (HAEDAT) et l'OBIS fournissant des informations de haute qualité sur les phénomènes d'efflorescences algales nuisibles, la situation et les tendances concernant l'occurrence des HAB, ainsi qu'une base de données sur les toxines liée à la liste de référence taxonomique par l'intermédiaire du Registre mondial des espèces marines (WoRMS) ; la mise en œuvre de six cours de formation internationaux et de plusieurs cours régionaux et nationaux ; l'élaboration, par l'équipe du Programme scientifique conjoint COI-SCOR sur les efflorescences algales nuisibles (GlobalHAB), d'un nouveau plan décennal pour un programme international de recherche sur les efflorescences algales nuisibles, axé sur la connaissance de ce phénomène dans un contexte de viabilité mondiale ; les résultats du Groupe de travail CIEM-COI sur la dynamique des efflorescences algales nuisibles (WGHABD) et du Groupe de travail CIEM-COI-OMI sur les eaux de ballast et autres vecteurs à bord des navires (WGBOSV) ; le développement des activités régionales par la WESTPAC (COI/WESTPAC/HAB) et l'IOCARIBE (COI/IOCARIBE/ANCA), ainsi qu'en Amérique du Sud (IOC/IPHAB/FANSA), malgré un manque de ressources ; la publication du livre blanc du GlobalHAB intitulé « *Fish-killing marine algal blooms and ichthyotoxins : prevention, mitigation and control mechanisms, impacts and mitigation* » (Mortalité halieutique liée aux efflorescences algales marines : prévention, mécanismes d'atténuation et de contrôle, impacts et atténuation), n° 93 de la série Manuels et guides de la COI ; la publication conjointe GlobalHAB-GESAMP intitulée « *Sargassum white paper: addressing the influxes of the holopelagic Sargassum spp. in the equatorial and subtropical Atlantic: recent scientific insights in their dynamics* » (Livre blanc sur les sargasses : remédier aux flux de sargasses holopélagiques spp. dans l'Atlantique équatorial et subtropical : découvertes scientifiques récentes sur leur dynamique), n° 96 de la série Manuels et guides de la COI ; et les progrès réalisés dans les essais de renforcement de la surveillance des HAB en Afrique dans le cadre des systèmes d'alerte précoce.

201. Il a ensuite présenté les 11 décisions adoptées par l'IPHAB lors de sa 17^e session, dont la plupart concernent le statut des équipes spéciales de l'IPHAB. Celles-ci, outre leur présentation à l'Assemblée, seront soumises au Comité des pêches de la FAO (COFI). Les décisions concernent les équipes spéciales sur la détection, l'alerte et la prévision rapides concernant les phénomènes d'efflorescences algales nuisibles, sur la mise en place d'un système d'information sur les algues nuisibles et d'un rapport mondial périodique sur la situation des efflorescences algales nuisibles, sur les algues benthiques nuisibles et leurs toxines, sur les algues nuisibles et la désalinisation de l'eau de mer, sur la surveillance et la gestion des biotoxines, et les réglementations qui leurs sont applicables, sur la taxinomie des algues, sur les microalgues mortelles pour les poissons et leurs effets sur les écosystèmes ; et sur la mise en place d'un programme régional et d'une communication relatifs aux efflorescences algales nuisibles. Des décisions ont également été prises sur un nouveau plan décennal pour le programme GlobalHAB de la COI-SCOR et sur des initiatives de formation et de développement des capacités en matière d'efflorescences algales nuisibles avec l'OTGA. Cette décision finale a également permis d'assurer l'avenir de l'exercice d'inter-comparaison international du phytoplancton (IPI).

202. Il a ensuite noté que M. Philipp Hess (France) avait été réélu Président et que le Dr Begoña Ben Gigurey (Espagne) avait été élu Vice-Président lors de la 17^e session de l'IPHAB.

203. Les représentants de 17 États membres et un observateur ont pris la parole.

204. L'Assemblée a réitéré son accueil chaleureux à la FAO en tant que co-sponsor de l'IPHAB et a souligné l'importance de lier la science sur les efflorescences algales nuisibles à la sécurité alimentaire, à la santé publique et aux moyens de subsistance.

205. L'Assemblée s'est référée à l'inquiétude largement répandue au niveau national concernant la prolifération des efflorescences algales nuisibles et la menace complexe et récurrente qu'elles représentent pour l'aquaculture, la sécurité alimentaire et le tourisme. Elle a également noté que cette préoccupation se reflétait dans les priorités nationales de gestion et d'atténuation des efflorescences algales nuisibles dans de nombreux États membres.

206. L'Assemblée s'est largement félicitée des activités et des réalisations de l'IPHAB et du plan de travail proposé pour 2026-2027, y compris le nouveau plan décennal pour IOC-SCOR GlobalHAB. Les interventions des États membres en particulier ont permis d'identifier les possibilités de développement des capacités, notamment celles liées à la mise en place de systèmes d'alerte précoce pour les efflorescences algales nuisibles, aux approches d'atténuation et de gestion adaptative, à la compréhension des cours et des effets des efflorescences algales nuisibles, à la coopération régionale pour traiter le grave problème des occurrences massives de Sargassum, à la compréhension du rôle du changement climatique en tant que moteur de la prolifération des efflorescences algales nuisibles, et à la collaboration régionale en général. En outre, l'Assemblée a souligné que la gestion et l'atténuation des efflorescences algales nuisibles devraient faire partie de la planification de l'économie bleue.

207. Le système d'information sur les algues nuisibles (HAIS), qui associe l'OBIS et la base de données COI-ICES-PICES sur les événements liés aux algues nuisibles (HAEDAT) (dans le cadre de l'IODE), a été qualifié de ressource mondiale, et la poursuite de la publication d'un rapport mondial sur l'état des efflorescences algales nuisibles a été jugée précieuse et importante.

208. L'Assemblée a souligné avec satisfaction les projets pilotes sur les systèmes d'alerte précoce pour les efflorescences algales nuisibles en Afrique, élaborés et mis en œuvre en collaboration avec la FAO, et a exprimé sa gratitude à la NORAD pour le financement. L'Assemblée a reconnu que les projets de ce type avaient des retombées directes sur l'aquaculture, le tourisme et la pêche locale.

209. La PICES a reconfirmé sa volonté de poursuivre sa collaboration de longue date avec la COI et l'IPHAB sur les efflorescences algales nuisibles, y compris la base de données commune COI-ICES-PICES sur les événements algaux nuisibles (HAEDAT). La PICES a noté que ses activités étaient en parfaite adéquation avec les objectifs de trois équipes de travail de l'IPHAB sur les algues benthiques nuisibles et leurs toxines, la taxonomie des algues, les microalgues tueuses de poissons et les effets sur l'écosystème.

210. En outre, la PICES a poursuivi une série de projets en collaboration avec la COI/WESTPAC, afin de développer les capacités aux Philippines et en Indonésie, ainsi que des projets au Guatemala visant à favoriser les capacités d'alerte précoce pour les efflorescences algales nuisibles et à accroître la durabilité de leurs ressources halieutiques en leur fournissant des informations sur les efflorescences algales nuisibles.

211. Les États membres suivants et un observateur ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour inclusion dans l'annexe d'information au rapport de la réunion : [Chili](#), [Chine](#), [France](#), [Inde](#), [Japon](#), [Malaisie](#), [Fédération de Russie](#), [Espagne](#), [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#) et [PICES](#).

212. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/3.4.5](#).

3.5 RAPPORT DE LA COI À LA 43e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'UNESCO

213. Le Secrétaire exécutif a brièvement présenté ce point, expliquant que les informations contenues dans le document étaient basées sur les rapports présentés à l'Assemblée au titre du point 3.2 de l'ordre du jour.

214. Les représentants de quatre États membres ont pris la parole.

215. L'Assemblée a remercié le Secrétariat pour la qualité du rapport proposé. Elle a rappelé que, compte tenu de l'importance de l'océan pour l'humanité, l'application des statuts de la COI et la réalisation de son autonomie fonctionnelle étaient essentielles pour améliorer le fonctionnement de la COI et les services essentiels qu'elle fournit. À cette fin, et grâce à la proposition de la délégation permanente du Japon auprès de l'UNESCO, l'Assemblée a accueilli favorablement la décision du 221e Conseil exécutif de l'UNESCO sur le Projet de programme et de budget pour 2026-2029 (Projet 43 C/5), reconnaissant l'autonomie fonctionnelle de la COI, et a demandé que ses recommandations, fondées sur les objectifs et les priorités de la COI, soient transmises à la 43e Conférence générale de l'UNESCO.

216. L'État membre suivant a choisi de fournir des comptes rendus de ses interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#).

217. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/3.5](#).

2. ÉVOLUTIONS PROGRAMMATIQUES

4.1 PROJET DE STRATÉGIE A L'ÉCHELLE DE LA COI SUR LA PLANIFICATION ET LA GESTION DURABLES DE L'OCÉAN

218. Les co-Présidents du Groupe de travail de la COI sur la planification et la gestion durables de l'océan, Mme Marinez Scherer (Brésil) et M. Gunnar Finke (Allemagne) ont présenté ce point de l'ordre du jour. À sa 32^e session, l'Assemblée de la COI a d'abord pris note de la portée et du processus d'élaboration de la Stratégie à l'échelle de la COI sur la planification et la gestion durables de l'océan pour la période 2024-2030, présentée dans le document [IOC/A-32/4.7.Doc\(1\)](#), et a prié le Secrétariat de la Commission de recueillir à cet égard les observations des États membres, des programmes et organes techniques de la COI et d'autres parties prenantes pertinentes, afin de présenter une version révisée de ce document au Conseil exécutif de la COI, à sa 57^e session. Le projet de stratégie a été présenté au Conseil exécutif de la COI à sa 57^e session, dans le document [IOC/EC-57/4.3.Doc\(1\).Rev](#). Ce projet s'appuie sur les contributions sollicitées par le biais de la [Lettre circulaire n° 2968](#) de la COI dans le cadre d'une enquête élaborée et réalisée pour mieux comprendre la situation actuelle aux fins de la Stratégie et recenser les besoins des parties prenantes en matière de soutien technique et scientifique. Les contributions reçues ont été synthétisées dans le document [IOC/INF-153](#) et son addendum et deux réunions de consultation en ligne ont été organisées avec les États membres de la COI en mai 2024.

219. Par sa décision EC-57/4.3, le Conseil exécutif de la COI a demandé la création du Groupe de travail de la COI sur la planification et la gestion durables de l'océan pour qu'il entreprenne, entre autres, d'établir la version finale du projet de stratégie et du plan de mise en œuvre correspondant. Le Groupe de travail s'est réuni à deux reprises, en ligne le 6 février 2025 et en présentiel du 4 au 6 mars 2025, et a communiqué des informations dans le cadre de deux cycles de consultation supplémentaires. Une troisième réunion en ligne a été organisée le 15 avril et a permis au Groupe de travail de finaliser la Stratégie et le plan de mise en œuvre. Compte tenu de la nécessité d'établir un mécanisme pour suivre et guider la mise en œuvre de la Stratégie au cours de la période 2025-2030, et de prendre en considération les résultats du processus de

consultation sur « la COI et l'avenir de l'océan » dans la mesure où ils concernent la planification durable de l'océan, le mandat pour le maintien du Groupe de travail de la COI sur la planification et la gestion durables de l'océan a été rédigé pour être soumis à l'examen de l'Assemblée de la COI.

220. Les représentants de 18 États membres ont pris la parole.

221. La stratégie 2025-2030 et le plan de mise en œuvre 2025-2027 de la COI ont été unanimement soutenus et considérés comme une initiative très opportune et une étape importante pour guider les États membres, compte tenu de la complexité croissante de la gestion des effets du changement climatique et de la perte de biodiversité, tout en développant simultanément une économie bleue durable.

222. L'Assemblée s'est félicitée de la structure et de la clarté de la stratégie en ce qui concerne le public cible, la vision et la mission, et de l'approche de la SOPM qui s'appuie sur les approches existantes de la gouvernance intégrée des océans, telles que la PEM et la GIZC, qui sont déjà en cours dans les États membres, et qui les élargit. Elle a souligné que la COI était l'institution la mieux placée pour faire progresser cette approche au niveau mondial et a exprimé l'espoir que les travaux à venir fourniront aux États membres des orientations complètes, notamment sur le changement climatique et la protection de la biodiversité, et aboutiront à des résultats tangibles.

223. Les États membres se sont également félicités de la dimension scientifique claire de la stratégie et ont souligné que sa mission devait être fermement ancrée aux plus hauts niveaux de gouvernement dans tous les États membres. Les États membres ont également souligné le potentiel unique de la planification et de la gestion durables des océans pour transformer la gouvernance des océans, l'importance cruciale de la collaboration transfrontalière et régionale, et la nécessité d'accorder une attention prioritaire aux petits États insulaires en développement et aux pays les moins avancés. L'objectif d'établir un lien avec les consultations sur la COI et l'avenir des océans a également été salué. Les États membres ont également souligné la nécessité de mobiliser des ressources et de travailler en partenariat, en particulier au niveau régional, pour assurer la mise en œuvre efficace de la stratégie.

224. Le Costa Rica a proposé de servir de premier pilote pour l'orientation du développement de la planification et de la gestion durables des océans dans le cadre du plan de mise en œuvre de la stratégie.

225. Les États membres ont accueilli favorablement le nouveau mandat du groupe de travail sur la planification et la gestion durables des océans et plusieurs d'entre eux ont indiqué leur intention de s'engager activement et de nommer des représentants pour en faire partie.

226. La Fédération de Russie s'est formellement dissociée du consensus sur la stratégie en raison de l'inclusion de l'accord BBNJ comme l'un des principaux instruments de mise en œuvre - un accord que la Fédération de Russie n'a pas approuvé.

227. Les États-Unis d'Amérique ont fait part de leurs préoccupations concernant l'élaboration d'une stratégie de planification et de gestion durables des océans et n'ont pas soutenu la poursuite des travaux du groupe de travail. Les États-Unis d'Amérique ont donc demandé un vote à main levée sur l'adoption du projet de décision proposé. Le vote a donné 61 voix en faveur de l'adoption et 2 voix contre. Le projet de décision et l'annexe ont été adoptés sans modification.

228. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Brésil](#), [Chine](#), [Côte d'Ivoire](#), [France](#), [France](#), [Malaisie](#), [Norvège](#), [République de Corée](#), [Fédération de Russie](#), [Seychelles](#), [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#), [États-Unis d'Amérique](#).

229. L'Assemblée a adopté la décision A-33/4.1.

4.2 PROJET DE PLAN DE MISE EN ŒUVRE POUR LA STRATÉGIE DE LA COI POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS 2023-2030

230. Mme Suzan El-Gharabawy, co-Présidente du Groupe d'experts de la COI sur le développement des capacités, a présenté ce point de l'ordre du jour. Elle a rappelé que l'Assemblée, par sa décision A-32/4.3, avait adopté à sa 32^e session la Stratégie de la COI pour le développement des capacités (2023-2030) (publiée sous la cote [IOC/INF-1433](#)), ainsi que le plan de sensibilisation et de communication correspondant ([IOC/A-32/4.3.Doc\(2\)](#)).

231. Elle a rappelé que, faisant suite à la décision du Conseil exécutif de la COI de reconduire le Groupe d'experts de la COI sur le développement des capacités (GE-CD) et de réviser son mandat, adoptée à sa 57^e session en juin 2024 (décision EC-57/4.6), la lettre circulaire de la COI n° [3001](#) avait été publiée afin d'inviter les États membres à nommer des experts pour siéger au sein du Groupe, et que le Secrétaire exécutif de la COI avait approuvé le Groupe d'experts de la COI sur le développement des capacités renouvelé avec 29 membres (<https://oceanexpert.org/group/540>). Le Groupe a élu Mmes Suzan El-Gharabawy et Lina Eyouni co-Présidentes du Groupe d'experts de la COI sur le développement des capacités.

232. Mme El-Gharabawy a présenté à l'Assemblée les résultats de la sixième session du GE-CD, qui s'est tenue à Ostende (Belgique) du 22 au 24 octobre 2024. Afin de s'acquitter des tâches prévues dans le nouveau mandat du Groupe (annexe de la décision EC-57/4.6), une Équipe spéciale sur l'évaluation des besoins et un Groupe de travail sur le plan de mise en œuvre ont été constitués pour entamer l'élaboration d'un projet de plan de mise en œuvre pour la Stratégie de la COI pour le développement des capacités (2023-2030) présenté à la 33^e session de l'Assemblée de la COI.

233. Elle a souligné que, depuis l'adoption de la Stratégie de la COI pour le développement des capacités, en 2023, l'unité du Secrétariat de la COI chargée de ce domaine collaborait avec les sous-commissions régionales afin de recenser les besoins prioritaires des régions. Les co-Présidents de l'Équipe spéciale sur l'évaluation des besoins, M. David O'Sullivan et Mme Laura Correa, ont convoqué neuf réunions virtuelles entre novembre 2024 et janvier 2025, afin d'élaborer un modèle et une approche qui prendrait en compte les contributions des sous-commissions régionales identifiées grâce aux sessions régionales et aux enquêtes biennales de la COI relatives à l'évaluation des besoins en matière de développement des capacités. Les co-Présidents du Groupe de travail sur le plan de mise en œuvre, Mme Rebecca Lahl et M. Carlos Torres, ont convoqué neuf réunions virtuelles entre novembre 2024 et avril 2025, après les discussions initiales sur le plan de mise en œuvre tenues lors de la sixième session du GE-CD en octobre 2024. Le Groupe d'experts sur le développement des capacités a ensuite étudié les conclusions des travaux de l'Équipe spéciale et du Groupe de travail, ce qui a abouti au projet de décision soumis à l'examen de l'Assemblée.

234. En outre, il a indiqué que l'IOCAFRICA et l'IOCARIBE avaient contribué aux discussions de la sixième session du GE-CD en tant que membres de l'Équipe spéciale, l'IOCINDIO ayant rejoint l'Équipe spéciale en janvier 2025 et apporté des contributions au projet de plan de mise en œuvre.

235. Mme El-Gharabawy a fait référence au document IOC/A-33/4.2.Doc(1) « Plan de mise en œuvre de la Stratégie de développement des capacités de la COI 2023–2030 » et a identifié que le plan visait à traduire la Stratégie de la COI pour le développement des capacités (2023-2030) en mesures concrètes et réalisables répondant aux besoins et aux défis spécifiques des régions et des États membres, en s'alignant sur les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable. S'appuyant sur les atouts de la COI, le plan établit des liens étroits entre les résultats, les activités et les actions afin de contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie en assurant la cohésion, la coordination et la

collaboration entre les efforts. Il définit également plus précisément les modalités d'exécution des actions énoncées dans la Stratégie et de mesure des progrès et de l'efficacité.

236. Mme El-Gharabawy a souligné que le projet de plan de mise en œuvre contenait onze recommandations générales visant à exécuter efficacement le plan et à maximiser son impact : (i) mise à profit des programmes existants ; (ii) amélioration des capacités de mise en œuvre ; (iii) renforcement de la mise en œuvre régionale ; (iv) coordination mondiale ; (v) forum mondial sur le développement des capacités liées à l'océan ; (vi) partenariats stratégiques ; (vii) renforcement de l'équité, de l'inclusion et de la décolonisation ; (viii) les jeunes spécialistes de l'océan comme agents du changement ; (ix) amélioration de la sensibilisation et la communication ; (x) définition des priorités et gestion des risques ; (xi) suivi, évaluation et adaptation. M. El-Gharabawy a conclu en soulignant que la réussite de la mise en œuvre de la Stratégie de développement des capacités de la COI 2023-2030 dépendait d'une coordination efficace, d'une collaboration innovante et d'un suivi et d'une amélioration continus des performances. En maintenant une approche proactive et agile basée sur ce plan de mise en œuvre, la COI peut assurer la durabilité et l'impact à long terme d'une solide prestation de développement des capacités, conformément à l'héritage des travaux de la COI.

237. M. El Gharabawy a également noté que le projet de plan de mise en œuvre de la Stratégie de la COI pour le développement des capacités avait été présenté lors d'un événement parallèle intitulé « De la stratégie à l'action » qui s'est tenu lors de la Conférence des Nations Unies sur les Océans à Nice en juin 2025.

238. Les représentants de 18 États membres et un observateur ont pris la parole.

239. L'Assemblée a remercié Mme Suzan El-Gharabawy pour sa présentation et a félicité sa direction et le Groupe d'experts sur le renforcement des capacités pour leur travail de rédaction du plan de mise en œuvre de la Stratégie de la COI pour le développement des capacités pour la période 2023-2030.

240. Les États membres ont reconnu le rôle du groupe d'experts sur le développement des capacités, un certain nombre d'entre eux ayant exprimé leur soutien à son maintien et leur volonté de participer et de s'engager avec le groupe d'experts. Un certain nombre d'États membres ont indiqué que le plan de mise en œuvre permettait d'assurer le développement des capacités d'une manière cohérente avec les priorités de la COI, d'intégrer l'action de la COI dans l'agenda mondial, de promouvoir la bonne gouvernance de la COI et des États membres et de soutenir la collaboration entre les États membres. Les États membres ont souligné leur engagement et leur soutien au développement des capacités de la COI en donnant des exemples de l'alignement de leurs efforts respectifs et de leur soutien à des priorités communes en Afrique et dans les PEID. Les États membres ont souligné leur contribution en tant que centres de formation régionaux de l'Académie mondiale OceanTeacher et ont exprimé la nécessité d'une approche durable de la part de l'Académie.

241. L'Assemblée a demandé l'alignement du développement des capacités et de la connaissance des océans afin d'améliorer la coordination et la collaboration et a reflété ces points dans la décision A-33/4.2. Elle a appelé à un soutien continu au leadership de la COI en matière de développement des capacités dans l'ensemble de ses programmes et sous-commissions régionales.

242. Conformément à leurs positions au titre du point 3.2 de l'ordre du jour, les États-Unis se sont dissociés des références à l'Agenda 2030, aux Objectifs de développement durable et au changement climatique, dans le plan de mise en œuvre de la stratégie de la COI pour le développement des capacités.

243. Les États membres suivants et un observateur ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe informative au

rapport de la réunion : [Chine](#), [Inde](#), [Irlande](#), [Japon](#), [République de Corée](#), [Fédération de Russie](#), [Turquie](#), [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#), [États-Unis d'Amérique](#) et le [SCOR](#).

244. L'Assemblée a adopté la décision A-33/4.2.

4.3 CARTE BATHYMÉTRIQUE GÉNÉRALE DES OCÉANS (GEBCO) - RAPPORT ET SUIVI DE L'EXAMEN DE LA GOUVERNANCE

245. M. Evert Flier, Président du Comité directeur de la GEBCO (GC-GEBCO), a présenté ce point. Il a brièvement évoqué les dernières informations concernant la Carte générale bathymétrique des océans (GEBCO) pour la période 2024-2025, ainsi que les conclusions de la 41^e réunion du GC-GEBCO (novembre 2022, Nadi, Fidji). Il a notamment fait état : (i) des progrès réalisés dans l'augmentation du pourcentage de plancher océanique cartographié dans le cadre de la GEBCO et du projet « Seabed 2030 » de la Nippon Foundation-GEBCO, qui est désormais de 27,3 % ; (ii) d'une mise à jour sur la mise en place de la stratégie GEBCO adoptée en 2024 ; et (iii) de l'avancement des travaux des sous-comités de la GEBCO, à savoir SCUFN, SCRUM et SCET.

246. M. Sam Harper, secrétaire technique de l'OHI et de la GEBCO, a informé l'assemblée du processus de traitement des conclusions de l'examen de la gouvernance de la GEBCO, qui a été intégré au développement d'un plan formel de mise en œuvre de la Stratégie, dirigé par le Comité directeur de la GEBCO. Une version finale du plan de mise en œuvre sera transmise aux organisations mères de la GEBCO (COI et OHI) après avoir été examinée lors de la 42^e réunion du Comité directeur.

247. Les représentants de 17 États membres ont pris la parole.

248. L'Assemblée a exprimé son soutien au travail de la GEBCO et à la mission du projet Nippon Foundation-GEBCO Seabed 2030, qui vise à cartographier l'ensemble des fonds marins d'ici à 2030. Cet objectif est constamment cité par plusieurs États membres comme un élément moteur de leur participation et de leurs contributions. Plusieurs États membres ont souligné la valeur de la cartographie des océans pour soutenir : le développement durable, la prévention des risques de catastrophes, l'avancement de la recherche scientifique marine, le développement d'outils de gestion par zone dans le cadre de l'Accord, les soumissions nationales relatives à la délimitation du plateau continental, et l'amélioration de notre compréhension des environnements océaniques.

249. Plusieurs États membres ont décrit la nature de leurs contributions à la GEBCO, notamment en fournissant des ensembles de données à la grille de la GEBCO, en comblant les lacunes en matière de connaissances en menant des campagnes bathymétriques dans des eaux non répertoriées, en promouvant des politiques de données ouvertes pour faciliter l'accès aux données bathymétriques, en menant des activités de renforcement des capacités en matière de cartographie des océans, en particulier pour les PEID et les PMA. Certains États membres ont demandé l'augmentation de la résolution des produits de la GEBCO afin de mieux répondre aux besoins des utilisateurs locaux, ainsi que le développement de produits qui répondent aux besoins spécifiques des acteurs de l'océan (par exemple, la planification de l'espace marin, la conservation des océans, etc.)

250. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a souligné que, par l'intermédiaire du National Oceanography Centre, il était un « soutien de longue date de la GEBCO » et qu'il hébergeait actuellement le site Web de la GEBCO, avec « plus de 700 000 visites » en 2024, ainsi que le Seabed 2030 Global Centre (GDACC), qui est responsable de la maintenance et de la fourniture des ensembles de données et des produits bathymétriques mondiaux de la GEBCO.

251. Les États membres ont souligné l'importance de la coopération internationale, du partage des données et des échanges techniques pour la réussite de ces initiatives mondiales. Certains États membres ont en outre encouragé la GEBCO à développer des partenariats innovants pour exploiter la contribution du secteur privé.

252. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Chili](#), [Chine](#), [Colombie](#), [Japon](#), [Portugal](#), [Fédération de Russie](#), [Espagne](#), [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#).

253. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/4.3](#).

4.4 PLAN D'ACTION ET STRATÉGIE DE LA COI EN MATIÈRE D'INITIATION À L'OcéAN

254. Le professeur Ronaldo Christofolletti, Président du Groupe d'experts sur l'initiation à l'océan, a présenté ce point. Il a rappelé les principales activités menées par le Groupe depuis sa création, notamment la création de cinq groupes de travail consacrés à la sensibilisation, à la communication, à l'éducation, à la collecte de fonds, et à l'océan et au climat. Le Groupe d'experts a également contribué à l'élaboration de la nouvelle *théorie du changement pour le défi 10 de la Décennie de l'Océan (2025-2030)* (réf. : IOC/2024/ODS/51.11).

255. Il a ensuite donné un aperçu des activités qui ont contribué à la mise en œuvre du Plan d'action de la COI pour l'initiation à l'océan (2018-2021). Il a présenté un plan d'action actualisé pour l'initiation à l'océan (2026-2030) (document IOC/A-33/4.4.Doc(1)). Le plan décrit des activités destinées à : intégrer les connaissances sur l'océan et l'action publique ; permettre une prise de décisions éclairée pour relever des défis urgents tels que le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution ; et promouvoir une gouvernance mondiale pour favoriser la transition vers une gestion durable des océans.

256. Enfin, M. Christofolletti a rendu compte des activités menées dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable, en se référant en particulier au résultat 7 et aux défis 9 et 10 du *Plan de mise en œuvre de la Décennie*, ainsi qu'aux principaux éléments du document intitulé « Ocean literacy within the UN Ocean Decade : a framework for action » ([IOC/2021/ODS/22](#)). Il a en outre présenté dans les grandes lignes les documents produits sur l'initiation à l'océan depuis la 32^e session de l'Assemblée, notamment « Promoting Ocean Literacy : an education policy brief » ([IOC/POL/2025/1](#)), « A Theory of Change for the Ocean Decade Challenge 10 » ([IOC/2024/ODS/51.11](#)), et « Global Blue Schools Network : a toolkit » ([IOC/2025/MG/98](#)).

257. Les représentants de 16 États membres ont pris la parole.

258. Les États membres ont remercié M. Christofolletti pour sa présentation et nombre d'entre eux ont exprimé leur soutien au travail du Groupe d'experts de la COI sur l'initiation à l'océan. Les interventions ont largement salué le Plan d'action 2026-2030 de la COI pour l'initiation à l'océan et ont demandé au Secrétariat de veiller à l'alignement stratégique du Plan sur la Stratégie de la COI pour le développement des capacités 2022-2029 et à sa pertinence transversale pour l'action climatique, l'éducation et le développement durable.

259. De nombreuses délégations ont souligné l'importance croissante de la connaissance des océans en tant qu'outil permettant de responsabiliser les communautés et de favoriser un lien culturel plus profond avec l'océan. Les États membres ont souligné la nécessité d'un suivi et d'une évaluation clairs et de l'intégration d'un examen et d'un ajustement réguliers des activités dans le cadre du plan d'action, et ont noté les défis à relever pour soutenir les efforts et l'importance d'assurer le soutien et l'engagement régionaux. Ils ont noté que les divers réseaux

déjà existants au sein de l'UNESCO qui pouvaient soutenir les efforts en matière d'initiation à l'océan étaient importants pour contribuer à la mise en œuvre du plan d'action. La coopération avec différents secteurs de la société a également été soulignée comme un élément clé pour assurer l'accessibilité et l'inclusivité des initiatives d'initiation à l'océan.

260. De nombreux États membres ont mis l'accent sur les efforts et les événements nationaux en cours qui sont alignés sur les objectifs du plan d'action, notamment l'intégration de sujets relatifs aux océans dans les programmes scolaires. Ils ont également mentionné les défis liés à l'élargissement des initiatives, et la nécessité d'améliorer l'accès aux ressources et de renforcer l'engagement des jeunes et des acteurs des médias. L'approche participative et inclusive adoptée par le Groupe d'experts et sa contribution au défi 10 de la Décennie de l'Océan ont été largement appréciées.

261. Plusieurs délégations ont explicitement soutenu la poursuite du Groupe à l'avenir et ont indiqué qu'elles souhaiteraient nommer des experts au sein du groupe. Le Président a remercié les États membres pour leur soutien constant, notant leur volonté de contribuer et soulignant l'importance de la mesure de l'impact. Il a également reconnu l'importance de l'intégration de l'enseignement des STIM et la nécessité d'impliquer différents acteurs dans l'initiation à l'océan, tels que le secteur privé, les médias et les ONG. Le Président a salué l'offre d'un État membre de traduire le plan d'action dans un plus grand nombre de langues, soulignant l'importance de l'inclusivité dans les activités de la COI.

262. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Brésil](#), [Chili](#), [Chine](#), [France](#), [Inde](#), [Japon](#), [Malaisie](#), [Portugal](#), [Fédération de Russie](#), [Afrique du Sud](#), [Thaïlande](#).

263. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/4.4](#).

4.5 SYSTÈME MONDIAL D'OBSERVATION DE L'OCÉAN

4.5.1 Gouvernance du GOOS

264. Mme Joanna Post, Cheffe de la Section des observations et services océaniques, a présenté ce point. Elle a exposé dans les grandes lignes la proposition visant à faire évoluer la gouvernance du GOOS et les actions proposées pour aller de l'avant. La présentation de cette proposition avait été demandée dans la décision EC-57/4.1.

265. Mme Post a expliqué que l'évolution du GOOS suivrait une approche en double diamant. Le premier diamant, qui s'étendra sur l'année 2025, consistera à définir la mission et le champ d'action du GOOS pour l'avenir, couvrant le « pourquoi » et le « quoi ». Un cabinet de conseil a été recruté pour mener à bien ce travail, qui comprend un examen et une révision de la mission et du champ d'action du GOOS, un examen de la structure du Système et l'élaboration d'un projet de proposition pour sa structure, sa gouvernance et ses mécanismes d'exécution.

266. Les activités du deuxième diamant seront menées en 2026 et après. Elles viseront à élaborer et mettre en œuvre un GOOS réformé, couvrant le « comment ». En fonction des résultats obtenus au titre du premier diamant, elles consisteront à examiner et faire évoluer l'exécution révisée du GOOS (mission, champ d'action, structure, mandat, processus transparents, mécanismes d'établissement de rapports et d'exécution), une stratégie en matière de participation des utilisateurs et d'adhésion, la mise en place d'un réseau de base du GOOS, la mise en œuvre conjointe par le GOOS et la COI de l'architecture de données de la COI, le plan de communication du GOOS et, d'ici à 2029, une stratégie révisée du GOOS pour l'après-2030.

267. Les représentants de 18 États membres et 2 observateurs ont pris la parole.

268. Les États membres se sont félicités des progrès accomplis dans la réforme de la gouvernance du GOOS, et un large soutien a été exprimé pour l'approche à double diamant et l'attente d'un modèle de gouvernance plus moderne et plus efficace. Plusieurs États membres ont noté l'importance d'un engagement renforcé des points focaux nationaux (PFN) et beaucoup ont souligné l'importance des alliances régionales du GOOS (GRA).

269. Certains États membres ont noté que la structure de la gouvernance des océans et les besoins en information étaient différents dans chaque pays et région, et que la gouvernance du GOOS devait y répondre et intégrer les connaissances mondiales à l'expertise locale et régionale, en reconnaissant les besoins en matière de développement des capacités et d'accès aux données. Plusieurs États membres ont également souligné l'importance de prendre en compte la chaîne de valeur et la nécessité pour les observations océaniques de répondre aux besoins de la société, par exemple en établissant des liens avec les systèmes d'alerte précoce, les prévisions météorologiques et d'autres informations et services, particulièrement importants dans les zones dans lesquelles l'océan subit des changements. Les États membres ont demandé un engagement soutenu entre le Secrétariat et les États membres tout au long de la réforme.

270. Plusieurs États membres ont fait part de leur soutien au GOOS par le biais de déploiements régionaux et de leur participation aux réseaux du GOOS, y compris Argo, les bouées dérivantes et fixes, et les navires d'observation volontaires, et de leur participation active. Certains États membres ont également reconnu l'importance de l'engagement du secteur privé, notamment dans le cadre de l'initiative « 10 000 navires » lancée récemment.

271. De nombreux États membres et l'OMM ont exprimé leur soutien au GOOS en tant qu'infrastructure océanique essentielle et ont noté la fragilité actuelle des sources et des modèles de financement. Le GOOS a été invité à continuer à plaider en faveur de l'observation des océans.

272. En réponse, Mme Joanna Post, Cheffe de la Section des observations et services océaniques, a remercié les États membres pour leur soutien et leurs contributions au GOOS. Elle a souligné la reconnaissance par le GOOS de ses parrains, la COI, l'OMM, le PNUE et le CSI, notant leur participation à la gouvernance actuelle du GOOS et le fait qu'ils faisaient naturellement partie du processus de réforme de la gouvernance. Elle a réaffirmé que le processus de réforme ne suivrait pas une approche descendante et qu'il s'appuierait sur une large consultation des États membres, du Comité directeur du GOOS, des parrains et d'autres experts compétents. Elle a souligné les difficultés imposées par les contraintes en matière de ressources pour lancer ce processus et les retards qui en ont découlé. Elle a également souligné que le point 4.5.2 invitait les États membres à envisager d'accueillir une future réunion de consultation des parties prenantes du GOOS afin de faire avancer le processus de réforme.

273. Les États membres suivants et des observateurs ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe informative au rapport de la réunion : [Côte d'Ivoire](#), [Inde](#), [Irlande](#), [Malaisie](#), [Colombie](#), [France](#), [Japon](#), [Fédération de Russie](#), [Afrique du Sud](#), [États-Unis d'Amérique](#), [OMM](#) et [SOOS](#).

274. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/4.5.1](#).

4.5.2 Plan de travail du Comité directeur du GOOS

275. Le co-Président du Comité directeur du GOOS, MM. Balakrishnan Nair, a présenté ce point. Il a rendu compte à l'Assemblée des résultats de la 14e session du Comité directeur du GOOS (SC-14) qui s'est tenue au siège de la COI, à Paris, du 19 au 21 février 2025. Le co-Président du GOOS a informé les États membres de l'approche du Comité directeur pour diriger le GOOS à l'avenir et a fourni une mise à jour des résultats du SC-14 et du plan de travail du GOOS 2025-2027.

276. Le co-Président a indiqué que, conformément à son mandat, le Comité s'attacherait, au cours du prochain exercice biennal et après, à diriger des processus clairs de prise de décisions et de définition d'actions stratégiques afin de parvenir à un système d'observation polyvalent et durable, notamment des améliorations et des changements transparents sur les plans organisationnels et des processus, dans le but de soutenir les États membres et la communauté multi-utilisateurs du GOOS.

277. Les besoins actuels en ressources ne permettent pas au GOOS d'avancer au rythme requis et exigé par les États membres, la société ou les parties prenantes du secteur privé. Toutefois, le Comité directeur reconnaît qu'il est nécessaire de mettre en place une gestion plus claire et plus transparente, une collaboration accrue et ciblée et des processus bien définis, et de gérer le changement (opéré dans le cadre de la réforme de la gouvernance du GOOS).

278. M. Nair a souligné que les débats tenus lors de la 14^e session du Comité directeur du GOOS ont porté sur les produits et effets axés sur l'action et les connaissances. L'objectif à long terme est de transformer le GOOS en un nouveau modèle, qui fonctionnera de manière plus durable, comprendra un volet « recherche-développement » complémentaire, sera doté d'une plus grande capacité de décision, fera preuve de plus de transparence dans ses délibérations, ses processus et ses décisions, et sera plus intégré entre la COI, l'OMM et d'autres secteurs, comme celui des satellites ou le secteur privé. Le Comité directeur continuera d'orienter le GOOS de façon à garantir un système solide répondant aux besoins des États membres et des autres parties prenantes concernées ainsi qu'à des critères d'efficacité stratégique, et de favoriser les discussions sur les mécanismes de financement du GOOS.

279. Le co-Président a indiqué qu'à sa 14^e session, le Comité directeur du GOOS avait examiné les domaines prioritaires qui guideraient le plan de travail du GOOS pour 2025-2027. Le plan de travail comprend les sections suivantes, qui répondent à la Stratégie 2030 du GOOS : (i) coordination et gestion ; (ii) intégration, conception, développement et mise en œuvre du système d'observation ; (iii) maintien et renforcement de l'intégration et de la communication des données ; (iv) mise en œuvre du système : (a) aux niveaux national et régional, (b) applications ; (v) sensibilisation : projets, partenaires et communication ; (vi) réforme du GOOS.

280. Le co-Président a donné des informations sur trois sujets de la 14^e session du Comité directeur liés à d'autres points de l'ordre du jour discutés lors de l'Assemblée. Premièrement, le Comité a accueilli avec satisfaction les résultats de l'atelier IODE/GOOS sur les données ainsi que la proposition d'élaborer une architecture de données de la COI (point 3.4.3 de l'ordre du jour) conjointement avec le GOOS, et a noté que les « produits » de démonstration contribueraient à rendre visibles les avantages de l'observation océanique et de la gestion et du partage des données correspondants. Deuxièmement, le Comité a adopté un changement d'approche pour les projets du GOOS, passant à un système de projets approuvés. Dans ce contexte, le Comité directeur a convenu que le projet de Système de bonnes pratiques océanographiques (OBPS) de l'IODE et du GOOS devrait devenir un système de bonnes pratiques océanographiques couvrant l'ensemble de la COI, et être doté d'une base de financement plus large soutenue par toutes les sections de la Commission (point 3.4.4 de l'ordre du jour). Troisièmement, le Comité directeur du GOOS contribue activement au processus de réforme de la gouvernance du GOOS (point 4.5.1 de l'ordre du jour) et a organisé, lors de sa 14^e session, un atelier ciblé destiné à orienter la suite du processus.

281. Les représentants de sept États membres et un observateur ont pris la parole.

282. Les États membres ont largement soutenu le plan de travail 2025-2027 du GOOS, soulignant le rôle essentiel de la coordination entre les diverses parties prenantes et la nécessité d'une intégration et d'une collaboration plus fortes avec les organisations connexes, telles que l'IODE et l'OMM. Plusieurs ont souligné l'importance de renforcer les liens avec les alliances régionales du GOOS et les points focaux nationaux, de s'aligner sur les besoins des États membres et d'adopter des stratégies qui englobent les besoins de la société et des utilisateurs.

Plusieurs États membres ont souligné l'importance des domaines d'application des observations océaniques, notamment la réduction des risques liés au climat et aux catastrophes, les systèmes d'alerte précoce et l'économie bleue durable. Les participants se sont montrés très favorables à un système d'observation intégré de bout en bout et ont reconnu l'utilité d'OceanOPS pour le suivi et la coordination en temps réel.

283. Les inquiétudes suscitées par le manque persistant de ressources ont conduit certains États membres à recommander au GOOS d'envisager des partenariats stratégiques et des financements diversifiés, y compris l'engagement du secteur privé, la philanthropie et le financement mixte.

284. Le risque actuel pour le système d'observation des océans a été reconnu, et la nécessité de prioriser soigneusement les actions dans le plan de travail a été notée. Les États membres ont également noté que l'architecture de données de la COI pouvait contribuer à rendre les avantages des données du GOOS visibles et équitablement disponibles pour tous.

285. M. Nair s'est félicité du soutien apporté par les États membres à l'équipe et au Comité directeur du GOOS et a réitéré l'approche axée sur les États membres visant à faire en sorte que le système mondial d'observation des océans soit reconnu comme une infrastructure essentielle pour les nations. Il a souligné la nécessité d'approfondir la coopération régionale et de mettre en place un système de bout en bout afin que les observations océaniques profitent aux États membres et soutiennent des initiatives telles que l'Alerte précoce pour tous (UN EW4ALL), en mettant l'accent sur les produits, les services, le climat et l'économie bleue.

286. Les États membres suivants et un observateur ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour inclusion dans l'annexe d'information au rapport de la réunion : [Chili](#), [Chine](#), [France](#), [Le Japon](#) et [l'OMM](#).

287. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/4.5.2](#).

4.5.3 Rapport du Groupe de travail intersessions sur les océans Observations dans les zones relevant de la juridiction nationale

288. Le Dr Suzan Mohamed El-Gharabawy, co-Présidente du Groupe de travail intersessions sur l'observation des océans dans les zones relevant de la juridiction nationale, a présenté ce point de l'ordre du jour. Elle a rappelé que, par sa décision A-32/4.8.2, l'Assemblée avait créé à sa 32^e session un Groupe de travail intersessions ad hoc, dont le mandat figurait à l'annexe de cette décision. Elle a également rappelé que le Groupe de travail avait présenté un rapport d'étape (IOC/EC-57/4.2.Doc(1)) au Conseil exécutif à sa 57^e session, et que ce dernier avait encouragé le Groupe à poursuivre ses travaux (décision EC-57/4.2).

289. Le mandat du Groupe de travail consistait à examiner les documents de référence, discuter de cas concrets et des solutions possibles, formuler des recommandations concernant de potentielles mesures, et présenter les résultats de ces discussions ainsi que toute recommandation concernant les mesures à prendre à la COI lors de cette Assemblée.

290. Mme El-Gharabawy a mis en lumière les principaux résultats des discussions et les actions potentielles identifiées dans le document IOC/A-33/4.5.3.Doc(1). Elle a indiqué que d'autres travaux portant sur les observations océaniques dans les zones relevant de la juridiction nationale devraient être menés conformément aux recommandations du Groupe de travail et a conclu que le Groupe de travail intersessions avait achevé ses travaux.

291. Les représentants de 14 États membres et un observateur ont pris la parole.

292. Les États membres ont accueilli favorablement le rapport du Groupe de travail sur les observations océaniques dans les zones relevant de la juridiction nationale (WG-OONJ) et ont

reconnu la valeur du travail entrepris pour identifier les moyens pratiques d'améliorer la coordination des observations océaniques dans les zones placées sous juridiction nationale. Les États membres ont souligné l'importance de trouver un équilibre entre les intérêts des États côtiers et l'amélioration du fonctionnement du système mondial d'observation des océans et de ses réseaux, conformément à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS).

293. Les États membres ont accueilli favorablement les cinq actions proposées dans le rapport ainsi que l'identification des enseignements tirés des observations dans les juridictions nationales et l'identification des meilleures pratiques. Plusieurs États membres ont exprimé leur volonté de soutenir les travaux qui seront mis en œuvre pour répondre aux actions proposées.

294. Plusieurs États membres ont reconnu les défis liés à la complexité des procédures d'autorisation des recherches scientifiques en milieu marin (RSM) dans la juridiction nationale et ont insisté sur l'harmonisation des processus nationaux pour les observations à l'appui du GOOS. La transparence, le partage équitable des données et le développement ciblé des capacités, en particulier pour les pays en développement, ont été soulignés à plusieurs reprises, de même qu'un soutien important à la poursuite du dialogue et des orientations sur cette question. L'OMM a noté que la politique de l'OMM en matière de données unifiées désignait les variables océaniques essentielles (VOE) physiques du GOOS et les variables climatiques essentielles (VCE) physiques du SMOC comme des « données de base » qui devraient être partagées par les membres de l'OMM.

295. Mme El-Gharabawy a remercié les États membres et l'OMM pour leurs contributions et a souligné que la coordination future devrait se poursuivre entre les États membres, y compris avec le soutien des Alliances régionales du GOOS et des organes subsidiaires régionaux de la COI, afin de soutenir les observations océaniques dans le cadre de la juridiction nationale. Elle a également pris note de l'action identifiée pour l'orientation du programme relatif aux navires d'observation bénévoles (SOOP) et a encouragé les États membres à apporter d'autres contributions à ce sujet dans le cadre de l'évolution de ce travail.

296. Les États membres suivants et un observateur ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour inclusion dans l'annexe d'information au rapport de la réunion : [Argentine](#), [Brésil](#), [Chili](#), [Chine](#), [France](#), [Japon](#), [Malaisie](#), [Portugal](#), [Fédération de Russie](#), [Espagne](#), [Turquie](#), [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#) et [l'OMM](#).

297. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/4.5.3](#).

4.6 CONSEIL COLLABORATIF MIXTE OMM-COI - CONSEIL STRATÉGIQUE SUR LE TRAVAIL CONJOINT POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS COMMUNS

298. M. Yutaka Michida, Président de la COI et co-Président par intérim du Conseil collaboratif mixte OMM-COI, a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a rappelé aux États membres que le Conseil collaboratif mixte avait été créé en 2019, en application de la résolution XXX-2 de l'Assemblée de la COI, et qu'il était guidé par son mandat ainsi que par la [Stratégie de collaboration OMM-COI](#).

299. M. Michida a indiqué que le Conseil collaboratif mixte avait accompli d'importants progrès (document IOC/A-33/4.6.Doc(1)) au cours de l'année écoulée. Il a présenté les résultats de la réunion du Conseil collaboratif mixte OMM-COI (JCB-3) qui s'est tenue en septembre 2024, ainsi que les activités conjointes menées depuis cette réunion. Le Conseil collaboratif mixte a identifié quatre domaines prioritaires initiaux : (i) Réseau mondial d'observation de base (GBON) pour l'Océan ; (ii) Gestion et interopérabilité des données ; (iii) Résilience côtière et maritime ; et (iv) Développement des capacités. Les actions comprennent un sous-groupe sur le GBON et un autre sur la gestion des données et l'interopérabilité. Pour les deux sous-groupes, le mandat a été convenu avec les co-Présidents du Conseil collaboratif mixte. En ce qui concerne la résilience

côtière et maritime, des experts de la COI et de l'OMM ont contribué au rapport *Meteotsunamis : definition, detection and alerting services investigation* (Série technique de la COI [200](#), 2025). En ce qui concerne le développement des capacités, le représentant du Conseil collaboratif mixte de la COI a officiellement rejoint le groupe du Conseil exécutif de l'OMM chargé du développement des capacités. M. Michida a évoqué les prochaines étapes, notamment l'invitation faite aux États membres de contribuer aux travaux et l'intention du Conseil collaboratif mixte de rendre compte des progrès accomplis à la prochaine session de l'organe directeur de la COI.

300. M. Michida a conclu en confirmant que la COI et l'OMM étaient fermement décidées à soutenir le Conseil collaboratif mixte dans l'accomplissement de son mandat.

301. Les représentants de huit États membres et un observateur ont pris la parole.

302. Les États membres se sont largement félicités des quatre domaines d'action prioritaires définis par le Conseil collaboratif mixte et ont apprécié les progrès et les succès enregistrés dans le renforcement de la collaboration entre l'OMM et la COI grâce aux travaux du Conseil collaboratif mixte. Les États membres ont souligné l'importance de disposer de mécanismes pratiques pour traduire cette coopération à l'échelle mondiale en activités nationales et régionales concrètes dans les quatre domaines prioritaires.

303. L'Australie a présenté des amendements à la proposition de décision qui reflètent le consensus du Conseil exécutif de l'OMM sur ce sujet et alignent la décision des deux organes. Alors que l'OMM a réitéré son soutien aux domaines prioritaires du Conseil collaboratif mixte, certains États membres ont souligné l'importance de la prochaine enquête menée auprès des États membres à la suite de cette décision pour l'élaboration de la stratégie révisée de collaboration entre la COI et l'OMM.

304. M. Michida a remercié les États membres pour leur soutien sans faille et a réaffirmé la volonté de la COI d'approfondir la coopération avec l'OMM par l'intermédiaire du Conseil collaboratif mixte et d'aligner les efforts en cours sur les besoins des États membres.

305. Les États membres suivants et un observateur ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour inclusion dans l'annexe d'information au rapport de la réunion : [Australie](#), [Chine](#), [Japon](#), [République de Corée](#), [Fédération de Russie](#), [L'Espagne](#) et [l'OMM](#).

306. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/4.6](#).

4.7 CONTRIBUTIONS DE LA COI AUX PROCESSUS DE GOUVERNANCE DES NATIONS UNIES

307. Le Secrétaire exécutif de la COI a présenté ce point de l'ordre du jour. Consciente du rôle qu'elle joue sein du système des Nations Unies, du fait de ses Statuts, en tant qu'organisation internationale compétente dans les domaines de la recherche scientifique marine et du transfert des techniques marines, la COI contribue aux différents processus des Nations Unies relatifs à l'océan.

308. Le Secrétaire exécutif a présenté les résultats de la récente Conférence des Nations Unies sur l'Océan et les principaux messages transmis par la COI à cette occasion, à savoir faire progresser les sciences et les connaissances océaniques en tant que base d'action pour la réalisation de l'ODD 14 et du Programme 2030, conformément au mandat et aux priorités stratégiques de la COI.

309. La participation et les principaux messages de la COI à la Conférence des Nations Unies sur l'océan portaient sur : (i) la concrétisation des priorités essentielles en matière de connaissances dans le cadre de la Décennie de l'Océan, définies dans la [Déclaration de](#)

[Barcelone](#) ; (ii) la hausse des investissements à long terme dans les activités de sciences océaniques et les infrastructures d'observation et de données ; (iii) l'accélération de l'élaboration de plans de gestion durable de l'océan à l'aune de données scientifiques ; (iv) le développement de la production de données, de connaissances et de capacités à l'appui de la réalisation des engagements pris au titre de l'Accord sur la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale et du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal ; (v) la mise en place d'une action concertée en matière de réduction des risques de catastrophe et de préparation face aux aléas océaniques.

310. En outre, le Secrétariat avait participé activement à la 16^e Conférence des Parties (COP16) à la Convention sur la diversité biologique, qui s'était déroulée à Cali (Colombie) du 21 octobre au 1^{er} novembre 2024, en lien avec le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, dans lequel figuraient 23 cibles mondiales orientées vers l'action visant à freiner le recul de la biodiversité et à restaurer les écosystèmes d'ici à 2050. Le Secrétaire exécutif a indiqué que plusieurs des cibles du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal dépendaient de la fourniture de données mesurables et de l'accès à ces données. Ainsi, des observations continues de l'océan et des données accessibles étaient essentielles à une prise de décisions éclairée. Le GOOS et l'OBIS jouent donc un rôle central dans le soutien à la réalisation de plusieurs cibles et indicateurs du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal en fournissant des données océaniques essentielles ainsi que des observations coordonnées sur la faune et les écosystèmes marins, structurées autour d'un ensemble de variables océaniques essentielles. De plus, l'OBIS avait été ajouté à la liste des outils conçus pour aider les pays à surveiller la biodiversité et à suivre les progrès réalisés en matière de protection de l'océan, des espèces et des écosystèmes. À cet égard, les orientations révisées sur les besoins liés à la mise en œuvre du cadre de suivi du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CBD/COP/16/INF/4), présentées à la COP16, font explicitement référence au GOOS et à l'OBIS.

311. Dans le cadre de l'Accord en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale, le Secrétariat de la COI a participé à la première Commission préparatoire pour l'entrée en vigueur de l'Accord et la convocation de la première réunion de la Conférence des Parties à l'Accord (avril 2025). Fait important pour la Commission, l'Accord faisait référence à une coopération possible avec l'UNESCO-COI pour la gestion du mécanisme d'échange d'informations qui serait créé au titre du nouvel Accord, ouvrant potentiellement la voie à la mise en œuvre, au profit de tous les pays, des outils et programmes de la COI en matière de développement des capacités et de transfert des techniques marines qui avaient été mis à l'essai et étaient pleinement opérationnels.

312. Il a rappelé que la première réunion de la Commission préparatoire avait commencé à examiner les modalités du Mécanisme d'échange d'informations sur le transfert des techniques marines et que la nécessité d'une analyse technique approfondie avait été largement reconnue et qu'il avait été proposé de créer un groupe d'experts techniques qui serait examiné par la Commission préparatoire lors de sa deuxième réunion (18-29 août 2025).

313. Le Secrétaire exécutif a également souligné la contribution de la COI à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et à l'Évaluation mondiale des océans. Enfin, il a appelé à renforcer les prestations de la COI dans des domaines pertinents pour les processus des Nations Unies tels que la biodiversité, le changement climatique, la résilience côtière, en facilitant l'accès à des données actualisées et fiables et à des produits de connaissance pour guider les décisions politiques, et en se concentrant sur le renforcement de la capacité technique des États membres à mettre en œuvre des actions nationales à l'appui du Cadre mondial de la biodiversité, de la CCNUCC, du BBNJ, grâce à la Stratégie de la COI pour le développement des capacités et à un ensemble spécifique d'assistance/de soutien.

314. Les représentants de quinze États membres et un observateur (UN-DOALOS) ont pris la parole.

315. Plusieurs États membres ont exprimé leur soutien concernant le rôle de la COI dans les processus des Nations Unies, notamment la Conférence des Nations Unies sur les océans (UNOC), l'Accord sur la biodiversité au-delà des juridictions nationales (BBNJ), le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (lié à la CDB) et la CCNUCC, et ont félicité le Secrétariat de la COI pour ses contributions importantes à divers processus de gouvernance des Nations Unies, en particulier pour faire progresser les sciences et les connaissances océaniques afin de réaliser l'ODD 14 et l'Agenda 2030, comme cela a été démontré récemment lors de la Conférence des Nations Unies sur l'Océan.

316. Certains États membres ont reconnu le rôle important joué par les programmes de la COI, tels que le GOOS et l'OBIS, dans la fourniture d'observations et de données océaniques continues, ainsi que le programme MSPGlobal, qui soutiennent plusieurs objectifs du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, en soulignant leur importance pour la prise de décision fondée sur des données probantes et la surveillance de la biodiversité. Reconnaisant la nécessité d'une mise en œuvre efficace de l'accord BBNJ, y compris de son mécanisme d'échange d'informations, plusieurs États membres ont affirmé que l'engagement continu de la COI serait indispensable.

317. Certains États membres ont souligné une lacune potentielle, suggérant la nécessité d'une analyse plus approfondie de l'efficacité avec laquelle les programmes scientifiques de la COI répondent aux exigences de ces initiatives mondiales.

318. Les États membres ont en outre encouragé la Commission à contribuer à trois aspects supplémentaires du BBNJ, à savoir le processus de renforcement des capacités et de transfert des technologies marines (CB&MT), l'organisation de l'Organe scientifique et technique (STB) du BBNJ et le renforcement de la coordination entre les États membres par l'intermédiaire des organes subsidiaires de la COI.

319. Le Chili a proposé la création d'un groupe de travail ad hoc de la COI chargé de fournir des conseils techniques et scientifiques à la COI sur son engagement à soutenir la mise en œuvre de l'Accord BBNJ.

320. L'Argentine a décidé de se dissocier des paragraphes 2 et 8 de la décision.

321. Les États-Unis d'Amérique ont fait part de leur intention de se dissocier de la décision.

322. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Argentine](#), [Belgique](#), [Chili](#), [Chine](#), [Japon](#), [Norvège](#), [République de Corée](#), [Espagne](#), [Turquie](#), [États-Unis d'Amérique](#).

323. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/4.7](#).

4.8 RAPPORT SUR LE PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LES SCIENCES OCÉANIQUES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (2021-2030) ET RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION À MI-PARCOURS

324. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par le Secrétaire exécutif, qui a rappelé aux États membres les réalisations importantes de la Décennie au cours de ses cinq premières années de mise en œuvre. Il a souligné que les réalisations de la Décennie à ce jour avaient été possibles grâce au soutien des États membres et des partenaires. Il a rappelé aux États membres que la Décennie entamait la seconde moitié de sa mise en œuvre et qu'après la Conférence de la Décennie de l'Océan 2024, il était nécessaire de recentrer les activités, d'affiner les priorités et de mettre en place les mesures nécessaires pour consolider et pérenniser l'impact de la Décennie. Il a informé les États membres de l'émergence de nouvelles opportunités susceptibles

de renforcer l'impact de la Décennie au cours des cinq années restantes et de catalyser des initiatives post-Décennie à long terme visant à renforcer le travail programmatique de la COI.

325. Il a souligné que l'évaluation à mi-parcours de la Décennie de l'Océan fournissait une feuille de route pour l'avenir jusqu'en 2030 et au-delà, afin de réaliser le plein potentiel de la Décennie. Toutefois, il a souligné que le soutien financier et en nature des États membres à la Décennie avait diminué et que le Secrétariat ne disposait pas des ressources nécessaires pour coordonner la Décennie et mettre en œuvre les conclusions de l'évaluation à mi-parcours. Il a exhorté les États membres à poursuivre et à renforcer leur engagement dans la Décennie au niveau national et à contribuer à sa coordination et à sa mise en œuvre aux niveaux régional et mondial.

326. Suite à l'intervention du Secrétaire exécutif, M. Julian Barbière, en tant que Coordinateur de la Décennie de la COI, a fait le point sur la mise en œuvre de la Décennie au cours de la période écoulée. Deux processus clés ont façonné et continueront de façonner le travail de l'Unité de coordination de la Décennie (UCD), à savoir les priorités contenues dans *la Déclaration de Barcelone* et le processus d'évaluation à mi-parcours. Les quatre appels à l'action de la Décennie lancés au cours de la dernière période ont porté le nombre total de programmes de la Décennie à 60, avec plus de 500 projets. Trois nouveaux Comités nationaux de la décennie (CND) ont été créés aux Seychelles, en Tanzanie et au Royaume des Pays-Bas, et de nouveaux membres de l'Alliance pour la Décennie de l'Océan ont été officialisés. Il a souligné le travail du Mécanisme de développement des capacités, soutenu par le gouvernement des Flandres (Royaume de Belgique), en tant qu'outil de mise en relation pour les initiatives de développement des capacités et le travail sur les produits de connaissance concernant les avantages de l'investissement dans les sciences océaniques.

327. M. Barbière a rappelé aux États membres la raison d'être et le processus de l'évaluation à mi-parcours menée par le Service d'évaluation et d'audit (IOS) de l'UNESCO. Il a mis l'accent sur plusieurs recommandations clés du rapport, notamment : un engagement accru des agences des Nations unies ; un rôle stratégique renforcé pour le Conseil consultatif de la Décennie, comme le reflète la proposition de révision du mandat de ce groupe ; une coordination mondiale, régionale et nationale plus forte ; la consolidation de l'impact des actions de la Décennie ; et la nécessité d'un cadre consolidé de mobilisation des ressources.

328. Il a également souligné une dernière recommandation cruciale de l'évaluation sur la manière dont la Décennie pourrait contribuer au renforcement de la COI après 2030. Il a noté que plusieurs processus, notamment l'évaluation à mi-parcours, les priorités de *la Déclaration de Barcelone*, la Stratégie de planification et de gestion durable des océans de la COI, le nouveau cadre de résultats pour la Stratégie à moyen terme de la COI et le processus de consultation « La COI et l'avenir de l'océan », généraient des options pour les domaines d'intervention prioritaires de la COI à l'avenir. Il a également noté que ces processus avaient permis de dégager un certain nombre de questions qui pourraient contribuer à orienter les activités futures de la Décennie de l'Océan.

329. M. Barbière a de nouveau insisté sur les besoins critiques en ressources pour la coordination de la Décennie, indiquant que seulement 40 % des besoins de financement avaient été assurés pour 2026 pour le personnel de l'Unité de coordination de la Décennie et que les trois bureaux de coordination de la Décennie (DCO) dans les organes subsidiaires régionaux de la COI (RSB) avaient besoin de 530 000 dollars US supplémentaires par an pour être pleinement opérationnels.

330. Il a ensuite présenté les informations relatives à la Plate-forme internationale pour la durabilité de l'océan (IPOS) et a indiqué que le Secrétariat s'était engagé avec l'équipe technique qui dirige le développement de l'IPOS à déterminer la possibilité pour l'IPOS de contribuer aux mandats de la COI et de la Décennie de l'Océan relatifs à l'interface entre la science et la politique.

Il a rappelé aux États membres les trois options identifiées par le Secrétariat pour une éventuelle phase d'essai de l'IPOS, sous la direction de la COI, dans le cadre de la Décennie.

331. Enfin, il a rappelé aux États membres le processus de sélection de l'hôte de la Conférence de la Décennie de l'Océan 2027 et l'importance de cette conférence pour façonner le reste de la Décennie et l'héritage de l'après-Décennie. Il a ensuite annoncé que le Brésil avait été choisi comme pays hôte de la Conférence, qui se tiendra à Rio de Janeiro. Il a félicité et remercié le Brésil pour son engagement en faveur de la Décennie et a remercié les deux autres États membres qui ont présenté des offres pour accueillir la Conférence, pour la grande qualité de leurs propositions.

332. Les représentants de 27 États membres et 2 observateurs ont pris la parole.

333. Monaco a présenté un projet de résolution pour ce point de l'ordre du jour.

334. Les États membres ont félicité le Brésil d'avoir été choisi pour accueillir la Conférence de la Décennie de l'Océan en 2027 et ont exprimé leur soutien continu à la Décennie de l'Océan. De nombreux États membres ont souligné que la Décennie de l'Océan restait nécessaire et pertinente pour améliorer l'utilisation de la science afin d'éclairer les politiques et ont noté l'alignement sur le mandat de la COI à cet égard.

335. De nombreux États membres ont fourni des informations sur les activités étendues et variées menées au niveau national, en particulier par l'intermédiaire des Comités nationaux de la Décennie et par la direction ou la participation aux actions de la Décennie. Les États membres ont reconnu l'importance des conclusions et des recommandations de l'évaluation à mi-parcours et ont remercié le Service d'évaluation et d'audit de l'UNESCO d'avoir dirigé ce processus. Plusieurs interventions ont reconnu la pénurie de ressources à laquelle le Secrétariat de la COI est confronté pour la coordination de la Décennie et ont exhorté tous les États membres à agir pour permettre la pleine mise en œuvre des recommandations de l'évaluation à mi-parcours, garantissant ainsi une seconde moitié de la Décennie pleine d'impact.

336. Des questions ont été soulevées concernant les mesures visant à accroître l'engagement des agences des Nations unies dans la Décennie, y compris la mise en œuvre des recommandations contenues dans une analyse précédente, non publiée, de cette question. Des questions ont également été posées sur la manière dont la Décennie continuera à mesurer l'impact de ses actions afin d'éclairer la politique et la prise de décision, et sur la manière dont les processus de la Décennie peuvent continuer à être simplifiés et rationalisés.

337. Un certain nombre d'États membres ont posé des questions ou exprimé des préoccupations concernant la Plate-forme internationale pour la durabilité de l'océan et les paragraphes correspondants de l'avant-projet de résolution. Des questions spécifiques ont été soulevées concernant le chevauchement avec les activités de la COI, la portée de la phase de test proposée et les implications en termes de ressources pour la COI. Un groupe de rédaction a été créé, présidé par l'Allemagne, pour discuter de ces paragraphes spécifiques.

338. Le Secrétaire exécutif et Mme Alison Clausen ont fourni la réponse du Secrétariat aux interventions des États membres. Ils ont remercié les États membres et les partenaires pour leur soutien à la Décennie et au travail du Secrétariat, y compris par le biais de ressources financières et en nature à l'UCD, aux BCD et aux CCD. Ils ont également remercié les États membres pour leur engagement continu et leurs activités au niveau national, qui constituent le fondement de l'impact de la Décennie. Le Secrétariat a encouragé les États membres qui ne l'ont pas encore fait à créer des Comités nationaux de la Décennie et s'est félicité de la création imminente d'un Comité national australien de la Décennie.

339. Ils ont remercié les États membres d'avoir reconnu la nécessité de poursuivre le soutien, y compris les ressources pour la coordination par l'Unité de coordination de la Décennie et les

Comités de coordination thématiques et régionaux dirigés par la COI, y compris dans ses organes subsidiaires régionaux. Ils ont cité les contributions aux travaux du Mécanisme de développement des capacités en tant que mécanisme de soutien collectif des États membres et ont souligné l'importance des détachements de personnel, et des postes d'administrateurs auxiliaires.

340. En ce qui concerne l'engagement accru des agences des Nations unies dans la Décennie, le Secrétariat a noté que, en raison de retards dans la publication du rapport précédemment cité en tant que document autonome, les recommandations de cette analyse avaient été intégrées dans le processus d'évaluation à mi-parcours et complétées par des consultations supplémentaires et actualisées. Le plan d'action que doit préparer le Secrétariat pour mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation à mi-parcours contiendra des actions spécifiques liées à l'engagement des agences des Nations unies. Ce plan d'action traitera également, *entre autres*, des mesures visant à accroître la responsabilité et la communication des actions de la Décennie et de leurs impacts, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la science pour éclairer la prise de décision.

341. Le Secrétariat a pris note des commentaires et des points de vue exprimés par les États membres au sujet de la Plate-forme internationale pour la durabilité de l'océan, en particulier des préoccupations soulevées quant à la portée de la phase d'essai proposée et aux implications en termes de ressources pour la COI. Le Secrétariat a rappelé aux États membres les analyses contenues dans la documentation relative à ce point de l'ordre du jour, qui identifient des options potentielles permettant à la Plate-forme internationale pour la durabilité de l'océan de contribuer aux mandats de la COI et de la Décennie de l'Océan. Le Secrétariat a fait référence aux travaux du groupe de rédaction présidé par l'Allemagne et consacré à cette question au cours de la session.

342. En conclusion, le Secrétariat s'est joint aux États membres pour réitérer ses félicitations et ses remerciements au Brésil en tant qu'hôte de la Conférence de la Décennie de l'Océan 2027 et a appelé tous les États membres à s'engager et à soutenir le processus préparatoire de la Conférence.

343. Les États membres ci-après et deux observateurs ont choisi de fournir le compte rendu de leur intervention en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour inclusion dans l'annexe d'information au rapport de la réunion : [Belgique](#), [Brésil](#), [Chili](#), [Chine](#), [Colombie](#), [Inde](#), [Japon](#), [Malaisie](#), [Monaco](#), [Norvège](#), [Portugal](#), [République de Corée](#), [Fédération de Russie](#), [Afrique du Sud](#), [Espagne](#), [Thaïlande](#), [Turquie](#), [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#), [États-Unis d'Amérique](#), le [PICES](#) et le [SCOR](#).

344. L'Assemblée a adopté la [résolution A-33/2 de la COI](#) intitulée « *Mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030)* », présentée par l'Espagne, Monaco, le Maroc et le Portugal.

5. GOUVERNANCE, PROGRAMMATION ET BUDGÉTISATION

5.1 PROJET DE PROGRAMME ET BUDGET POUR 2026-2029 (PROJET 43 C/5, PREMIER EXERCICE BIENNAL DE LA PÉRIODE QUADRIENNALE 2026-2029)

345. Le Secrétaire exécutif a présenté ce point ainsi que son rapport à l'Assemblée (voir le résumé des débats au point 3.2 de l'ordre du jour).

346. Le Secrétaire exécutif a souligné que lors de l'élaboration de ses propositions de plans de travail détaillés pour le premier exercice biennal de la dernière période quadriennale de son actuelle Stratégie à moyen terme (2022-2029), le Secrétariat s'était inspiré de l'énoncé de mission, de la vision et des objectifs de haut niveau de la Commission ainsi que des résolutions A-

32/4 de l'Assemblée et EC-57/4 du Conseil exécutif de la COI sur les priorités en matière de budgétisation.

347. Ce programme tombait à un moment critique, car il couvrait la seconde moitié de la mise en œuvre de la Décennie de l'Océan et l'échéance du Programme 2030 et de ses ODD. Il s'appuyait sur les résultats préliminaires de la première phase du processus de consultation en cours sur « La COI et l'avenir de l'océan », qui consistait à anticiper l'évolution des besoins des États membres face aux changements rapides de l'état de l'océan, de la dynamique mondiale de la gouvernance de l'océan et des politiques, et à davantage axer les travaux de la COI sur l'utilisation des sciences et des connaissances dans la prise de décisions.

348. Dans ce contexte, et dans l'attente des résultats de la consultation susmentionnée qui donnerait une orientation plus précise au processus et pourraient se traduire par des ajustements lors des prochaines sessions des organes directeurs, il était proposé que les activités de la COI au cours du premier exercice biennal couvert par le 43 C/5 se concentrent sur la réalisation du produit relatif à la COI, à savoir :

- (i) « Les États membres reçoivent un soutien critique pour renforcer leur capacité de mener des recherches scientifiques marines, de produire des connaissances et d'élaborer et de mettre en œuvre des outils, services et politiques fondés sur la science afin d'inverser le déclin de la santé des océans et d'accélérer la transition vers une gestion durable des risques et des opportunités liés aux océans ».

349. Il conviendrait également de donner la priorité aux principaux domaines d'action :

- (ii) Développer et maintenir l'infrastructure du GOOS pour répondre aux besoins de ses utilisateurs, y compris des États membres, et fournir des données et des informations à l'appui de la mise en œuvre des conventions et des cadres des Nations Unies, notamment dans les domaines du climat, de la biodiversité et de la santé de l'océan ;
- (iii) Développer l'ODIS afin de parvenir à une couverture mondiale et de mettre en place une architecture de données coordonnée de la COI ;
- (iv) Renforcer la coordination en matière de biodiversité marine afin de mieux aider les États membres à respecter leurs engagements dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et de l'Accord sur la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, ainsi que des cadres stratégiques régionaux ;
- (v) Servir l'ambition du programme de certification Tsunami Ready de parvenir à 100 % de communautés à risque certifiées ainsi que lancer la conception et le déploiement de systèmes d'alerte rapide multialéas au service de la résilience climatique, de la gestion durable de la biodiversité et des écosystèmes et de la sécurité alimentaire ;
- (vi) Soutenir la planification et la gestion durables de l'océan, notamment en renforçant les mécanismes d'exécution régionaux et en agissant en tant que partenaire mondial dans l'échange de connaissances en faveur des engagements pris par les États membres d'élaborer et de mettre en œuvre des plans de gestion durable de l'océan ;
- (vii) Renforcer la capacité des États membres de participer aux programmes de la COI et d'en tirer parti, en accordant une attention particulière à l'Afrique et aux PEID ;
- (viii) Améliorer la mise en œuvre de la Décennie de l'Océan pour renforcer l'efficacité collective des programmes et projets de la Décennie menés par la COI et ses partenaires afin d'éclairer la prise de décisions sociétales à toutes les échelles et de préparer le terrain pour continuer sur la lancée de la Décennie après 2030 ;

- (ix) Contribuer aux produits intersectoriels de l'UNESCO en matière d'éducation à l'environnement et d'alertes précoces pour tous, en mettant l'accent sur les PEID.

350. Les travaux menés dans ces domaines d'action seraient étayés par des données concernant les retombées positives sur la société et l'économie des investissements dans les sciences océaniques. Ils seraient également appuyés par des actions transversales dans le domaine du développement des capacités, de l'initiation à l'océan et de la communication stratégique. Les produits d'évaluation et de synthèse des connaissances pilotés par la COI, ainsi que les contributions de la Commission aux produits pilotés par des partenaires, seraient essentiels aux travaux visant à fournir des données mondiales et régionales à l'interface entre la science, les politiques et la société. Les actions s'adaptent aux besoins régionaux et se concentreraient sur les groupes prioritaires, notamment l'Afrique, les PEID et les jeunes spécialistes de l'océan. Les partenariats au sein et en dehors du système des Nations Unies seraient encore renforcés afin d'assurer une exécution efficace des activités de la COI.

351. En ce qui concernait le budget du 43 C/5, le Secrétaire exécutif a expliqué que la proposition de budget ordinaire contenue dans ce document de l'UNESCO (contributions des États membres) devait prendre en compte les coûts fixes supplémentaires découlant de décisions précises du Conseil exécutif de l'UNESCO et de la Conférence générale ainsi que les ajustements dus à l'inflation, y compris les augmentations des coûts de personnel. Compte tenu des coûts fixes susmentionnés et de la demande du Conseil exécutif de l'UNESCO concernant les options budgétaires, l'Organisation avait présenté trois scénarios pour le plafond de son budget ordinaire :

- (i) **Scénario 1 : Croissance réelle zéro (CRZ)**, qui maintenait une approche budgétaire prudente, autorisant un ajustement partiel pour tenir compte de l'inflation tout en maintenant une restriction budgétaire globale – plafond global pour l'UNESCO de 719,7 millions de dollars des États-Unis, 21 874 400 dollars des États-Unis de crédits alloués à la COI ;
- (ii) **Scénario 2 : Croissance nominale zéro (CNZ1)**, qui préservait le niveau nominal du budget ordinaire du 42 C/5 approuvé en absorbant tous les coûts fixes et les décisions de financement supplémentaires – plafond global pour l'UNESCO de 685,4 millions de dollars des États-Unis, 20 707 320 dollars des États-Unis de crédits alloués à la COI ;
- (iii) **Scénario 3 : Croissance nominale zéro (CNZ2)**, qui préservait le niveau nominal du budget ordinaire du 42 C/5 approuvé avec un report partiel de certains coûts – plafond global pour l'UNESCO de 685,4 millions de dollars des États-Unis, 20 983 999 dollars des États-Unis de crédits alloués à la COI.

352. Ces trois scénarios ne prévoyaient aucun nouveau poste financé par le budget ordinaire et se contentaient de couvrir l'augmentation statutaire des coûts de personnel pour le même nombre de postes que dans le 42 C/5 approuvé. Ainsi, de nombreux chantiers capitaux du programme de travail de la Commission restaient en sous-effectif, ce qui se répercutait sur la capacité de celle-ci à répondre aux attentes des États membres.

353. L'augmentation statutaire des coûts de personnel impliquait une baisse du budget consacré aux activités par rapport au 42 C/5 approuvé : 4,5 % selon le scénario CRZ, 17,4 % selon le scénario CNZ1 et 14,3 % selon le scénario CNZ2.

354. Lors de la préparation de ses propositions de crédits budgétaires dans le 43 C/5, le Secrétariat s'était appuyé sur les priorités définies par les États membres, comme le montraient les résolutions [A-32/4](#) et [EC-57/2](#) de la COI.

355. Tous les scénarios proposés supposant une baisse de la part du budget hors personnel (activités), les coupes générales prévues dans les deux scénarios CNZ de l'UNESCO

préservait les augmentations proportionnelles en faveur du GOOS, de l'IODE, du développement des capacités et des organes subsidiaires régionaux déjà convenues dans le 42 C/5 approuvé.

356. Le scénario CRZ permettait de conserver une enveloppe budgétaire identique au 42 C/5 approuvé pour les domaines « particulièrement vulnérables » et d'affecter des fonds à la planification de la conception, de l'élaboration et du déploiement de systèmes d'alerte multialéas coordonnés par la COI, ainsi qu'à l'évolution du système de bonnes pratiques océanographiques de la COI, qui passait d'une activité de projet GOOS-IODE à un programme à l'échelle de la COI.

357. Le Secrétaire exécutif a également expliqué que le Secrétariat prévoyait 22,3 millions de dollars des États-Unis de contributions volontaires en 2026-2027, soit 18,7 % de moins que lors de l'exercice biennal précédent. Cette projection découlait d'une évaluation réaliste des ressources disponibles et des capacités de mise en œuvre du Secrétariat.

358. Les États membres ci-après ont choisi de fournir le compte rendu de leur intervention en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour inclusion dans l'annexe d'information au rapport de la réunion : [Monaco](#), [Norvège](#), [Portugal](#), [Fédération de Russie](#), [Espagne](#), [Thaïlande](#).

359. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/5.1](#).

5.2 ÉVALUATION DES PROCESSUS DE GOUVERNANCE ET DE GESTION DE LA COI

360. Le Secrétaire exécutif a présenté brièvement ce point ainsi que son rapport à l'Assemblée (voir le résumé des débats au point 3.2 de l'ordre du jour).

361. Il a rappelé que le Conseil exécutif de la COI, par sa résolution [EC-57/2](#), avait prié « *le Secrétaire exécutif de la COI, en consultation avec le Bureau de la Commission, de lancer une évaluation externe des processus de gouvernance et de gestion de la COI, en vue de rationaliser les opérations et d'optimiser l'utilisation des ressources, de façon à fournir la réponse la plus adaptée face à l'évolution rapide de l'agenda relatif à l'océan et aux demandes croissantes des États membres et des processus multilatéraux* ».

362. Le Secrétaire exécutif a également rappelé que cette demande des États membres devait être examinée dans le contexte de la hausse sensible du budget ordinaire de la COI et de la nécessité d'assurer une exécution efficiente, efficace et responsable du mandat et des responsabilités de la Commission, dans le plein respect de ses Statuts.

363. [L'évaluation réalisée par Farman & Partners et présentée à l'Assemblée](#) dans le document IOC/A-33/5.2.Doc(1) portait sur la structure et les processus de gouvernance, les processus de gestion et de fonctionnement, la participation et la collaboration des parties prenantes ainsi que sur l'optimisation et la viabilité des ressources.

364. En plus d'avoir analysé les documents pertinents, le cabinet avait interrogé un échantillon géographiquement représentatif de 25 responsables élus de la COI, dont le mandat était en cours ou achevé, de points focaux des États membres et de partenaires. Le rapport et ses conclusions avaient été étudiés lors de la réunion du Bureau de la COI en janvier 2025 et examinés par le Groupe consultatif financier intersessions lors de sa troisième réunion en ligne le 16 avril 2025 et de sa réunion en présentiel le 23 juin 2025. Les travaux du Groupe consultatif financier intersessions à ce sujet étaient présentés à l'Assemblée dans le rapport du Président du Groupe (période intersessions 2024-2025), publié sous la cote IOC/A-33/5.1.Doc(2).

365. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : [Monaco](#), [Norvège](#), [Portugal](#), [Espagne](#), [Thaïlande](#).

366. L'Assemblée a adopté la décision A-33/5.2.

5.3 LA COI ET L'AVENIR DU PROCESSUS DE CONSULTATION SUR LES OCÉANS

367. Le Secrétaire exécutif a présenté ce point de l'ordre du jour ainsi que son rapport à l'Assemblée (voir le résumé des discussions au point 3.2 de l'ordre du jour).

368. Il a rappelé qu'une combinaison unique de facteurs externes et internes justifiait le processus de consultation sur la COI et l'avenir de l'océan. Il a souligné que, en raison des changements rapides de l'état de l'océan causés par les pressions croissantes exercées sur les ressources océaniques et l'espace maritime et par la concurrence accrue pour y accéder, associés à l'émergence d'un cadre mondial renforcé d'orientation et de gouvernance, les priorités et les besoins des États membres en matière de sciences et de connaissances océaniques évoluaient. Il a également rappelé que les Statuts de la COI portaient à la fois sur la production de connaissances et sur leur application, et que, si le premier volet avait donné lieu à des investissements importants et à des résultats probants, le second volet avait été quelque peu délaissé jusqu'à présent. Le processus de consultation était donc nécessaire pour veiller à ce que les services et le soutien de la COI aux États membres répondent à l'évolution de leurs besoins et optimisent la mise en pratique des deux volets des Statuts de la COI.

369. Il a rappelé que le processus de consultation se déroulait en trois phases et s'appuyait sur le Plan d'action en réponse à l'évaluation *IOS du positionnement stratégique de la COI* [IOS/EVS/PI/197](#) et à la *Stratégie à moyen terme de la COI (2022-2029)*. La première phase, qui faisait l'objet d'un rapport à l'Assemblée à sa 33^e session, consistait en une évaluation de la demande visant à recenser les besoins insatisfaits des États membres par rapport à la réalisation des engagements nationaux pris au titre des conventions et des cadres des Nations Unies, aux actions existantes et nouvelles en matière de planification durable de l'océan ainsi qu'aux objectifs nationaux d'un développement économique durable fondé sur l'océan. Il a rappelé aux États membres que la deuxième phase des consultations (2025-2026) permettrait d'évaluer l'offre et que sa troisième phase (2026-2027) serait une évaluation intégrée, et que les résultats de ces trois phases éclaireraient les propositions de programmes et de budgets pour la COI au cours des deux prochains exercices biennaux et guideraient l'élaboration de la prochaine stratégie à moyen terme.

370. Le Secrétaire exécutif a indiqué aux États membres que la première phase des consultations avait comporté une enquête auprès des États membres, des entretiens avec une vingtaine d'informateurs principaux, cinq discussions de groupe (notamment avec les quatre organes subsidiaires régionaux et le groupe de travail sur la planification et la gestion durables de l'océan) et des consultations avec le Groupe consultatif financier intersessions. Il a remercié tous les États membres pour leur participation à ce processus.

371. Il a résumé les principales conclusions de la première phase du processus de consultation, notamment la nécessité de mener une évaluation thématique et régionale sur mesure et d'élaborer des supports synthétisant les connaissances ; de renforcer la coordination des activités de développement des capacités, y compris à l'échelle régionale ; de mettre davantage l'accent sur les services et les applications issus des observations et des données, y compris des données sur la biodiversité, qui pourraient servir aux États membres pour s'acquitter de leurs engagements nationaux au titre des cadres politiques mondiaux ; de s'intéresser davantage à la coordination scientifique sur les questions émergentes, y compris les données et les informations nécessaires pour étayer les arguments économiques et sociaux en faveur de la planification durable de l'océan ; de développer l'infrastructure d'observation et de données et de mieux coordonner les systèmes d'observation et de données de la COI. Sur cette dernière question, il a évoqué le point distinct sur l'architecture des données de la COI, inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée (point 3.4.3). Il a également indiqué que des besoins spécifiques avaient été recensés au niveau régional, en particulier dans les PEID et les PMA.

372. Il a conclu en décrivant la méthode proposée pour la deuxième phase des consultations, qui comprendrait un état des lieux détaillé et une consultation avec les partenaires au sein et en dehors du système des Nations Unies afin de déterminer les moyens les plus efficaces de répondre aux besoins des États membres, y compris par le biais d'initiatives menées par la COI, d'un soutien accru à la participation des États membres aux cadres multilatéraux ou de partenariats avec des partenaires au sein et en dehors du système des Nations Unies. Il a confirmé que les résultats de la deuxième phase des consultations seraient communiqués au Conseil exécutif de la COI à sa 59^e session en juin 2026.

373. Les États membres suivants ont choisi de fournir des comptes rendus de leurs interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : Irlande, [Monaco](#), [Norvège](#), [Portugal](#), [Fédération de Russie](#), [Espagne](#), [Thaïlande](#).

374. L'Assemblée a adopté la décision A-33/5.3.

5.4 RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ FINANCIER

375. Le Président du Comité financier et Vice-Président de la COI, M. Juan Forero Hauzeur (Colombie), a présenté à l'Assemblée les résultats de l'examen par le Comité des points qui lui avaient été confiés par la plénière en plus des points prévus à l'article 45.1 (c) du Règlement intérieur. Il a présenté le projet de résolution sur les questions de gouvernance, de programmation et de budgétisation de la Commission, qui constitue le résultat du travail du Comité financier.

376. Au nom du Conseil exécutif, le Président a remercié le Vice-Président, M. Juan Camilo Forero Hauzeur, pour sa conduite des travaux, ainsi que tous ceux qui avaient participé aux travaux du Comité financier, pour leur engagement et leurs contributions.

377. L'Assemblée a adopté la résolution A-33/3 du CIO intitulée « *Questions de gouvernance, de programmation et de budgétisation de la Commission* » présentée par l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Brésil, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, Grenade, l'Inde, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Kenya, la Malaisie, le Maroc, le Nigeria, la Norvège, le Portugal, la République de Corée, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Thaïlande, le Togo et la Turquie.

5.5 ÉLECTION DES RESPONSABLES DE LA COMMISSION ET DES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF

378. La Présidente du Comité des candidatures, Mme Marie-Alexandrine Sicre (vice-présidente Groupe I), a fait un rapport sur ce point.

379. Le Comité des candidatures s'est réuni deux fois pendant la session, le 27 juin et le 1^{er} juillet 2025. Dix-huit États membres ont assisté aux réunions du Comité des candidatures, représentant les cinq groupes électoraux de la COI.

5.5.1 Élection du Président de la Commission

380. L'Assemblée a noté qu'il n'y avait qu'un seul candidat pour le poste de Président.

5.5.2 Élection des Vice-Présidents de la Commission

381. L'Assemblée a constaté qu'il n'y avait qu'un seul candidat pour chacun des groupes électoraux I, II, III, IV et V pour les postes de Vice-Président.

5.5.3 Élection des membres du Conseil exécutif

382. L'Assemblée a constaté qu'il y avait 10 candidats pour les sièges restants des États membres au Conseil exécutif pour le groupe électoral I, et que le nombre de ces sièges restants était de 9, et que, par conséquent un scrutin était nécessaire pour le groupe électoral I.

383. L'Assemblée a noté qu'il y avait 3 candidats pour les sièges restants des États membres au Conseil exécutif pour le groupe électoral II, alors que le nombre maximum de ces sièges était de 2 et que, par conséquent, un scrutin était nécessaire pour le groupe électoral II.

384. L'Assemblée a noté qu'il y avait 8 candidats pour les sièges restants des États membres au Conseil exécutif du groupe électoral III, et que le nombre de ces sièges restants était de 8. Les États membres candidats ont donc été déclarés élus.

385. L'Assemblée a noté qu'il y avait 8 candidats pour les sièges restants des États membres au Conseil exécutif du groupe électoral IV, et que le nombre de ces sièges restants était de 8. Les États membres candidats ont donc été déclarés élus.

386. L'Assemblée a noté qu'il y avait 8 candidats pour les sièges restants des États membres au Conseil exécutif du groupe électoral V, et que le nombre de ces sièges restants était de 8. Les États membres candidats ont donc été déclarés élus.

387. Après un tour de scrutin pour élire les représentants des groupes électoraux I et II au Conseil exécutif, la composition du Conseil exécutif pour la prochaine période intersession est indiquée dans la décision ci-dessous.

388. L'État membre suivant a choisi de fournir des comptes rendus de ses interventions en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour l'annexe d'informations au rapport de la réunion : Côte d'Ivoire.

389. L'Assemblée a adopté la décision A-33/5.5.3.

5.6 34ème SESSION DE L'ASSEMBLÉE ET 59ÈME SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF

390. Le Secrétaire exécutif a rappelé à l'Assemblée les recommandations formulées par le Conseil exécutif à sa 58^e session, en sa qualité de Comité directeur de la présente session de l'Assemblée, concernant les dates et la durée de la 59^e session du Conseil, en 2026, sur 3,5 jours, et la durée de la 34^e session de l'Assemblée, en 2027, sur 6,5 jours (décision EC-58/4).

391. Le Secrétaire exécutif a indiqué que le Secrétariat avait réservé des salles pour les prochaines sessions des organes directeurs sur cette base. Les dates proposées ont également été choisies de manière à ne pas chevaucher les dates du Conseil exécutif de l'OMM en 2026.

392. Néanmoins, le Secrétaire exécutif a également rappelé que, dans son projet de résolution sur les questions budgétaires, l'Assemblée l'avait prié, en consultation avec les États membres, de revoir les méthodes de travail des organes directeurs de la COI pour gagner en efficacité, et de présenter des recommandations concrètes au Conseil exécutif en 2026 en vue de leur mise en œuvre lors de l'Assemblée en 2027. Il est donc possible que les dates et la durée de la 34^e Assemblée soient révisées à la suite de cet exercice intersessions, qui sera mené par le Groupe consultatif financier intersessions.

393. Répondant à une question, le Secrétaire exécutif a ajouté que l'organisation d'une Journée des sciences de la mer lors de la prochaine session de l'Assemblée ferait partie des délibérations de l'IFAG sur les méthodes de travail des organes directeurs.

394. Les représentants de deux États membres ont pris la parole.

395. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/5.6](#).

6. ADOPTION DES RÉOLUTIONS ET DES MODALITÉS DE FINALISATION DU RAPPORT

396. Le Président de la COI a remercié le Rapporteur M. Mitsutaku MAKINO (Japon) pour son soutien aux travaux de la session.

397. Le Secrétaire exécutif a indiqué que le Secrétariat s'était efforcé de rédiger le rapport narratif des discussions sur chaque point au cours de la session, mais qu'il n'avait pas été en mesure de le finaliser avec tout le soin nécessaire à ce stade.

398. La Secrétaire technique du Comité des résolutions, Mme Alison Clausen, a rendu compte à l'Assemblée des travaux du Comité pendant la session au nom du Président du Comité, M. Luís Menezes Pinheiro. La Commission s'est réunie à trois reprises, les 27 et 30 juin et le 2 juillet, et a examiné trois projets de résolution sur : « Renforcement du Secrétariat d'IOCAFRICA » ; « Mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030) » ; et « Questions de gouvernance, de programmation et de budgétisation de la Commission ».

399. Le Président de la COI a ensuite invité l'Assemblée à adopter les projets de résolution sur les points 3.3.1, 4.8 et 5.4.

400. Avant l'examen du projet de résolution sur la Décennie de l'Océan, le représentant de l'Allemagne, qui présidait le groupe de rédaction des paragraphes relatifs à la coopération entre la COI et l'IPOS, a indiqué que le groupe, qui s'était réuni à deux reprises, avait décidé de ne pas proposer de libellé sur cette question dans le projet de résolution. Les paragraphes concernés ont donc été supprimés. La France a demandé que sa [déclaration](#) sur IPOS soit ajoutée au rapport de cette assemblée.

401. Sur la même résolution et comme mentionné dans sa déclaration initiale à l'Assemblée sous le point 3.2, les [États-Unis d'Amérique](#) ont exprimé le souhait de se dissocier de la formulation du paragraphe 5 réaffirmant la *Déclaration de Barcelone* et du paragraphe 14 concernant le mandat du Conseil consultatif de la Décennie.

402. Concernant la résolution sur le « Renforcement du Secrétariat d'IOCAFRICA », les États-Unis d'Amérique ont exprimé le souhait de se dissocier de la formulation du paragraphe 3 rappelant l'Agenda 2030 et ont choisi de fournir le compte-rendu de leur intervention en plénière pour l'annexe informative du rapport de la réunion.

403. Peu après la clôture de l'Assemblée, toutes les décisions et résolutions adoptées ont été publiées dans un document unique [IOC/A-33/Décisions](#) dans les langues de la Commission.

404. L'Assemblée a adopté la [décision A-33/6](#).

7. CLÔTURE

405. En conclusion de la session, le Président a remercié les États membres pour le soutien qu'ils lui ont apporté lors de sa réélection à la Présidence et a invité tous les membres du bureau nouvellement élus à travailler en équipe. Il a également remercié les interprètes et tous les services qui travaillent en coulisses, ainsi que le Secrétaire exécutif et son personnel.

406. Le Secrétaire exécutif a appelé à une collaboration encore plus efficace afin de répondre aux changements spectaculaires qui s'accélèrent dans les 95 % de la biosphère que sont les océans. La COI est confrontée à une demande croissante d'observations, de données, d'équité, de connaissances et de préparation aux multiples risques océaniques, qui font tous partie de son mandat et constituent une base nécessaire à l'amélioration des politiques, des décisions et des actions.

407. Le Président de la Commission, le Professeur Yutaka Michida, a clôturé la 33ème session de l'Assemblée le jeudi 3 juillet 2025 à 12h10.

408. L'Assemblée s'est réunie en session plénière pendant 6,5 jours, dont une Journée des sciences de la mer du 25 juin au 3 juillet, a examiné 32 points de son ordre du jour et a approuvé 28 décisions et 3 résolutions. La réunion plénière a été soutenue par 4 réunions préparatoires, 5 événements parallèles, 4 réunions d'information régionales et 15 réunions de comités de session et de groupes de rédaction.

ANNEXE

Compte rendu des interventions faites lors de la 33e session de l'Assemblée de la COI, qui ont été fournies au Secrétariat de la COI par les États membres et les observateurs. Les interventions sont reproduites sans révision ni vérification.

3.1 Statement of the Chairperson

Liberia

It is with profound gratitude and joy that I stand before you today on behalf of Liberia, to express our heartfelt appreciation for admitting our nation as the 151st member of this respected global community. This milestone marks a significant chapter in Liberia's journey toward contributing meaningfully to the sustenance and stewardship of our world's oceans. Your recognition of Liberia's commitment to oceanographic collaboration and conservation honors not only our aspirations but also our unwavering resolve to advance our shared goals.

The oceans are central to the survival and prosperity of all nations, and Liberia, with its rich maritime heritage, understands deeply the necessity of collective action in preserving these vital ecosystems. We believe that the work carried out by the IOC is indispensable, and we are eager to lend our voice and resources to its important mission. I am also pleased to inform this assembly that Liberia has ratified the Biodiversity Beyond National Jurisdiction (BBNJ) Agreement, underscoring our dedication to safeguarding biodiversity in areas beyond national jurisdiction. This act of ratification is a testament to Liberia's alignment with the principles of sustainable development and international cooperation. We recognize the agreement as a cornerstone in addressing the pressing challenges facing our oceans, and we reaffirm our commitment to implement its provisions with vigor and responsibility.

Liberia stands ready to support the work of the IOC, not merely as a member in name, but as an active participant in initiatives that promote scientific research, capacity building, and the sustainable management of marine resources. We pledge to bring our perspectives, energy, and collaboration to the table, assisting in the realization of the IOC's strategic objectives and driving forward the international agenda for ocean health and resilience.

Once again, allow me to convey Liberia's heartfelt thanks for this honor. We are proud to join this esteemed body and are determined to contribute to its legacy of excellence in oceanographic science and governance.

Russian Federation

Russian Federation approves the work of the IOC Chairman Dr. Yutaka Michida (Japan). We also stress that Russian Federation continuously supports all IOC flagship programs, including ocean observing systems, data management, tsunami warning, ocean mapping, training, capacity building and others.

We acknowledge the key role of the IOC regional subcommissions, specifically WESTPAC, IOCINDIO, IOCAFRICA, IOCARIBE, in the implementation of the Commission's programs and in the development and maintenance of scientific and technical infrastructure in coastal states. These are very formats and platforms where the long-term partnership is formed along with carrying ocean observations, transfer of technology and capacity building.

Information about the contribution to the main programs by Russia will be presented during the Assembly, and submitted in written form:

Specifically, these include:

- a) Development of observational scientific infrastructure in the Arctic Ocean (contribution to the Global Ocean Observing System, GOOS).
- b) Development of the marine observing systems in the Arctic (contribution to GOOS).
- c) Development of satellite observing systems in the Arctic (contribution to the GOOS space subsystem).
- d) Intensifying the Floating Universities program (contribution to capacity building).
- e) the status of implementation of international projects within the Decades in which the Russian Federation participates.
- e) Development of cooperation with Africa.
- g) Road map for the active participation in the WESTPAC, IOCINDIO, IOCAFRICA, NEARGOOS programs and other regional projects under the auspices of the IOC (contribution to GOOS, IODE and other programs).
- g) Training of foreign students in marine disciplines in Russian universities (contribution to capacity building).

3.2 Report of the Executive Secretary [include statements on items 5.1 (Draft C/5), 5.2 (assessment of governance and management & 5.3 (IOC and the Future of the Ocean)]

Brazil

We note with satisfaction the convergence between the work of the IOC and the objectives of the Decade of the Ocean Science for Sustainable Development. The mid-term evaluation of the Decade, which we will discuss later, is fundamental to the achievement of its goals. Through the engagement of its government and society, Brazil continues to demonstrate the importance that it attaches to the Ocean Decade implementation, coordinated by the IOC.

With the support of the IOC, Brazil was the first country to officially make a commitment to include ocean literacy in school curricula. Also, we have the largest number of Blue Schools in the world, contributing to 25% of the network. This agenda is part of an important work by the Commission in ocean literacy and education. It makes sense to work on science and education at UNESCO, and it makes sense to explore synergies between the IOC and other sectors of this Organization. These possible connections are mirrored in the IOC's Medium-Term Strategy. It reflects UNESCO's global priorities, on Africa and Gender Equality, and the need for the IOC to cooperate with other UNESCO programmes. Work on these subjects converges with the priorities identified at the Ocean Decade Conference in Barcelona, and with the Ocean Decade Implementation Plan, particularly on the importance of embracing local and indigenous knowledge, including both less developed and developed countries and striving for generational, gender and geographic diversity. In the light of that, we consider that some observations in the external assessment may not have captured the nature of IOC as a body of UNESCO. We understand this will be discussed in the Financial Committee.

All these themes contribute to stepping up our efforts to achieve the SDGs and fight climate change. For the COP30 this year, the Brazilian Presidency has created the role of a Special Envoy for the Ocean, which means that the ocean will be central to the debate. The IOC has been instrumental in generating knowledge to support decisions, and the Special Envoy herself will be attending this Assembly as part of the Brazilian Delegation.

The Commission also helps us to implement UNCLOS, which created an international regime for governing the maritime space, enshrining the concept of "common heritage of humankind" while respecting sovereignty. The IOC has had a key role in the consolidation of that regime and we all should be proud of that.

Canada

We appreciate the enhanced engagement of Member States through the various consultation processes that took place, providing meaningful opportunities for input into key aspects of the IOC's activities.

We look forward to continued productive work during the upcoming intersessional period. Canada suggests further emphasis on bridging the science – policy gap by further mainstreaming the use of ocean science data into actionable information to complete the value chain.

Chile

Para Chile, el océano es parte de nuestro ADN. Lo dejan claramente demostrado nuestros más de 4.000 km de costa; una presencia tricontinental que nos lleva a contar con la undécima Zona Económica Exclusiva más grande del mundo; y una vibrante economía oceánica.

Hoy, nos encontramos en un momento crítico para todos aquellos que habitamos este planeta; los océanos, que cubren más del 70% de la Tierra y por lo tanto albergan y promueven vida, están amenazados, debemos por lo tanto concretar medidas eficientes, realistas y aunar esfuerzos para movilizar recursos e implementar soluciones efectivas para protegerlo.

Chile ha consolidado una política de conservación y uso sostenible del océano como una Política de Estado, a través de la cual hemos llegado a declarar el 43% de nuestras aguas jurisdiccionales bajo alguna categoría de conservación, y hemos avanzado en el desarrollo de una pesca sostenible como base de nuestra actividad económica.

El trabajo de nuestra extensa red de monitoreo del océano y el de nuestros científicos ha sido reconocido internacionalmente y contribuye activamente a la búsqueda de soluciones a los problemas más acuciantes de nuestro tiempo. Nuestro país se enorgullece de contar con la presencia de destacadas y destacados investigadores en diversas instancias internacionales que contribuyen a una mejor comprensión del océano, como es el caso de la bióloga marina Pilar Muñoz, una de los 20 expertos mundiales del Grupo Internacional de Cultura Oceánica de COI-UNESCO.

Esta vocación la hemos proyectado en los diversos procesos multilaterales, posicionando un mensaje sobre la necesidad de avanzar en acciones concretas para asegurar la salud del océano a largo plazo. Ejemplos de esto son muchos, y me permito destacar solo dos, el primero es el rol de nuestro país en el marco de la Organización Marítima Internacional, en donde esperamos continuar aportando a través de nuestra membresía en el Consejo Ejecutivo. El segundo ejemplo, es el hecho que fuimos el segundo país del mundo en ratificar el Acuerdo de BBNJ, el cual representa una nueva era para la gobernanza oceánica global, y nuestro país está firmemente comprometido con su pronta entrada en vigor y efectiva implementación.

Chile ha propuesto a la ciudad de Valparaíso como sede de la Secretaría del Acuerdo BBNJ con la firme convicción que esta propuesta no es sólo un lugar físico, sino que también todo este capital científico extraordinario en nuestro país está al servicio del Acuerdo, proveyendo capacidades y soporte técnico de primer nivel a la futura Secretaría.

Nos anima el deseo de contribuir, desde el Sur Global, a una Secretaría inclusiva, transparente, con rendición de cuentas, eficiente y dirigida por los países, que nos permita construir una gobernanza oceánica global robusta.

Quisiera concluir destacando que nuestro país, junto a Corea del Sur, ambos con una importante vocación oceánica, hemos expresado nuestro interés para asumir como Co-presidentes de la Cuarta Conferencia de Naciones Unidas para el Océano (UNOC 4) en 2028. Ambos países, representando distintos hemisferios y culturas, pero unidos en una mirada de sostenibilidad, queremos liderar el trabajo necesario para el cumplimiento de las metas para el océano, en especial, para asegurar su buena salud a largo plazo.

China

China has always engaged in the most work of IOC, particularly, in IOC-WESTPAC, we sent a large and capable delegation to WESTPAC Intergovernmental Session, to share our views and insights on each topic with the Member States, as well as our proposal of establishing a new Working Group on Blue Carbon Ecosystem Restoration focusing on mangroves.

Thanks to the cooperation platforms and communication mechanisms that WESTPAC provided, Chinese institutions and universities have deeply engaged in several WESTPAC-led Ocean

Decade Actions, including “Accelerate MSP in the Westpac Region”, “Advancing the 2nd Cooperative Study of Kuroshio and its Adjacent Regions”, and “Stem the tide of Asia's riverine plastic emission into the ocean”. China now is hosting three Training and Research Centres (RTRCs) under the IOC/WESTPAC's Regional RTRC Network and host the several thematic training courses on a year basis as an essential endeavour to contribute to the implementation of the IOC Capacity Development Strategy (2023–2030).

Meanwhile, China actively participates in the UN Oceans Decade and plays a constructive role by establishment of one Decade Collaborative Centre on Ocean and Climate, 7 Decade Programs, 5 Decade Implementing Partners, 19 Decade Projects, which are led or co-developed by Chinese institutes and Universities. We sent a high-level delegation, led by Vice-Minister of Ministry of Natural Resources of China to attend the UN Ocean Decade International Conference in Barcelona, Spain last year (in 2024).

In recent years, tsunami early warning is also one of our priorities, China hosted the 31st Session of the Intergovernmental Coordination Group for the ICG/PTWS in Beijing in April this year, during which the expert from China was elected as the Chair of PTWS. We are strengthening our coordination with regional partners through South China Sea Tsunami Advisory Centre (SCSTAC) to provide with more and more public service and knowledge products for the countries in this region. Also, our experts made their due contribution in relevant process and programs of MSP, IPHAB, Capacity Development, Ocean Literacy, etc.

In terms of finance and human resource, China continuously gives support to IOC as much as we can. Although we are facing the pressure in domestic budget issue, we still contribute 100,000 US dollars annually in 2023 and 2024, and add 10,000 more US dollars this year, totalling 110,000 US dollars in 2025. We welcome the budget increase for IOC, while we encourage IOC also could strengthen its support to WESTPAC, and one of the most active regional subsidiary bodies of IOC. Another information we would like to share is that we are selecting our candidates of new IOC secondment expert, with the support of Ministry of Human Resources and Civil affairs of China, an extra budget for the program has been endorsed.

In general, China encourages and supports IOC to play its critical role in the process of international ocean governance. As we know, the international community is looking forward to our ideas, our contributions, and our leadership, IOC could not lag behind in this process, in which more and more emerging International Organizations and processes engaged.

Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire a suivi avec beaucoup d'attention et d'intérêt le rapport du Secrétaire exécutif. En réalité, ce rapport n'est pas nouveau pour la Côte d'Ivoire car son représentant a eu l'occasion d'y réagir lors de la réunion d'information que le secrétaire exécutif a organisée il y a quelques semaines. Nous avons salué cette initiative unique prise, et noté que c'est une bonne pratique que le secrétaire exécutif a initié et souhaitons sa perpétuation.

Ayant pris la parole à l'occasion de l'assemblée, la Côte d'Ivoire, félicite de façon solennelle le Secrétaire exécutif pour sa position claire en faveur de la prise d'action concrète pour donner sens au slogan proclamé de tout temps à savoir : « accorder la priorité à l'AFRIQUE ». Car a-t-il indiqué à juste titre, l'Afrique souffre encore plus des changements globaux.

Au niveau du système d'observation des océans la Côte d'Ivoire se félicite de ce qu'une réforme a été proposée au niveau de la structure de gouvernance de GOOS-AFRICA pour mieux répondre aux attentes des Etats membres.

India

India has been a key partner to the IOC in the full spectrum of activities spanning the end-to-end ocean value chain of Ocean Observations; Ocean Data & Information Services; Ocean Modelling & Forecasting; Tsunami and other Ocean & Coastal Hazards; Capacity Building and will continue these important engagements with the other Member States. India, through its Decade Collaborative Centre for the IOR is glad to have associated with IOC in successfully conducting

many capacity building activities focusing Early Career Ocean Professionals, IOCCG's Summer Lecture series and IO-Predict 2024 in partnership with IOGOOS.

India compliments the IOC for its efforts in progressing the activities of the new IOCINDIO sub-commission and by holding the first session of IOC Sub-Commission for the Central Indian Ocean (IOCINDIO) at Ras Al Khaimah, United Arab Emirates during 21–23 May 2025, which was very fruitful.

India would like to appreciate IOC for supporting the capacity building activities to Member States with more focus on SIDS, LDCs and ECOPs. India specifically thank UNESCO and IOC for renewing the Category 2 Status of the centre. The International Training Centre for Operational Oceanography (ITCO-Ocean) organised 19 International and 21 national training courses of 1 to 2-weeks duration. About 1535 from 34 countries were trained during June 2023- June 2025.

India is happy to share that 26 villages from the state of Odisha, India were successfully recognized as Tsunami Ready communities and gearing towards covering another 17 villages from 6 coastal states of India. Thanks to IOC.

India appreciates and works towards IOC's Medium-Term Strategy that aligns with the objectives of United Nations Decade of Ocean Science for Sustainable Development (2021–2030).

India wished to see increased engagement of IOC and its allied organizations with member states and playing a pivotal role in translational and operational oceanography for the benefit of member states.

Japan

As reported, achievements and efforts on ocean observation, data integration, and capacity development are essential as the demand for ocean-based knowledge grows alongside pressing global challenges. Japan has been contributed to IOC programs such as GOOS, OBIS, GEBCO, Regional Early Warning Systems, through in-kind contributions and sending experts to the programs as well as preparing data. These programs and activities are essential to support best decision making for tackling and solving emergent issues we are facing based on science, and to realize the ocean we want. Japan will continue the efforts with the collaboration of member states. At the same time, Japan acknowledges the challenging budgetary circumstances of the IOC and share the idea that IOC need to consider worst-case scenarios as financially resilient organization. It is crucial that freezing budgets do not compromise key initiatives such as GOOS, IODE, and regional capacity-building efforts, especially those supporting SIDS and Early Career Ocean Professionals. Japan expects and encourages the further efforts of IOC Secretariat's, with collaboration with member states, to mitigate the extent of budgetary reductions.

Japan echoes United Kingdom and reaffirms the significance of IOC's functional autonomy as defined in its Statutes. This autonomy has enabled the IOC to operate effectively as an intergovernmental body within UNESCO. The 221EX/20 decision adopted at UNESCO Executive Board Session in this April reaffirmed this principle, and Japan was pleased to support its inclusion. Upholding this autonomy is critical to ensuring the IOC's continued impact and credibility, the acceptance of independent voluntary contributions, and strategic planning such as IOC's High Level Objectives and Subobjectives.

Mauritius

As a Small Island Developing State, Mauritius remains steadfast in its commitment to advancing ocean science, regional cooperation, and sustainable marine governance.

We are pleased to announce our formal decision to join the IOC Sub-Commission for the Central Indian Ocean, IOCINDIO. This reflects our deepening engagement in regional ocean initiatives and our alignment with the goals of the UN Decade of Ocean Science for Sustainable Development.

Mauritius also reaffirms its support for the Global Ocean Observing System. Hosting the 20th IOGOOS Annual Meeting this year marked a significant milestone. We thank the Government of

India and INCOIS for their invaluable support, including the deployment of a wave rider buoy in our port, strengthening the ocean monitoring capabilities for the whole Indian Ocean.

We further commend the IODE programme for its essential work in ocean data management. Following the re-establishment of our National Oceanographic Data Center, Mauritius stands ready to contribute meaningfully to global data-sharing and capacity-building efforts.

Additionally, we strongly support GEBCO and the Seabed 2030 initiative. We view enhanced seabed mapping as a vital enabler of Marine Spatial Planning and disaster risk reduction and look forward to formalizing our collaboration through an MoU.

Monaco

J'ai quelques questions sur la gouvernance financière de la Commission. En effet, même s'il y a 2 ans l'UNESCO a augmenté le budget dévolu à la COI, la Principauté note que de nombreux programmes restent fortement tributaires de contributions extraordinaires. Aussi - et je pense que d'autres de mes collègues sont dans les mêmes questionnements - il serait opportun de connaître le niveau d'impact des récentes mesures prises par l'UNESCO en matière de restrictions budgétaires ?

Dans ce contexte, quelle stratégie la COI envisage-t-elle pour renforcer ses financements récurrents et ainsi renforcer son autonomie financière ?

Vos réponses concernant la stratégie financière à long terme, serait très précieuse pour éclairer notre réflexion collective et ainsi lever nos préoccupations.

Vous le savez l'engagement de Monaco s'inscrit dans la durée :

- Premièrement, la Principauté finance le programme d'alerte précoce aux tsunamis, un soutien constant depuis de nombreuses années.
- Ensuite, Monaco, aux côtés de la France, soutient par l'intermédiaire de la Société des Explorations de Monaco, les Missions de coordination régionale de la COI en méditerranée qui concentre ses efforts autour de deux axes principaux :
 - Assurer la coordination et la gestion du programme international Argo
 - Représenter la COI/UNESCO pour la région Méditerranée et superviser les différents réseaux d'observation déployés dans le bassin méditerranéen
- Enfin Monaco s'est engagée, dès l'origine, dans la Décennie des Sciences océaniques pour le développement durable. À ce titre, cette année, la Principauté de Monaco soumet à votre approbation la résolution 4.8 qui a été distribuée vendredi dernier. Cette résolution arrive à mi-parcours de la décennie et permet de dresser un bilan et de se projeter avec un nouvel élan sur les 5 prochaines années

Enfin, je relaye les annonces formulées précédemment en vous invitant cordialement à participer à la projection du documentaire Ocean with David Attenborough qui aura lieu demain soir à 18h30, coorganisé par la Principauté de Monaco et la COI. Cette projection sera suivie d'une table ronde de personnalités scientifiques de renom - Dr Sylvie Tambutté, directrice scientifique du Centre Scientifique de Monaco, Dr Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue française et directrice de recherche du laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE) du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et Dr Rafael González-Quirós océanographe et directeur du Centro Oceanografico de Gijon, il seront aux côtés de M. Keith Scholey, réalisateur et producteur du film venu spécialement de Londres.

Norway

Norway commends the forward-looking and necessary initiatives being undertaken—particularly the “IOC and the Future of the Ocean” project, and the focus on securing a lasting legacy from the Ocean Decade to further strengthen IOC’s role and relevance.

Furthermore, we strongly support IOC's contributions to other UN processes, which help maximize the return on our collective investments in observation, data sharing, and scientific knowledge.

The budget documents clearly illustrate that the IOC is navigating challenging financial waters. While we certainly welcome the increased share of UNESCO's regular budget, this positive development may be overshadowed by changing circumstances.

We welcome the alignment of the IOC Results Framework with the High-Level Objectives of the Medium-Term Strategy, which facilitates a more effective assessment of its implementation.

Furthermore, the renewed focus on fully implementing the IOC Statutes - including the implications of the functional autonomy they describe - will help free up time, resources, and capacity to advance the High-Level Objectives of the Medium-Term Strategy.

Norway continues to view IOC as a trusted and essential partner—in advancing science, shaping policy, and promoting a sustainable ocean economy on a global scale, and we remain a steadfast supporter of the IOC.

Panama

Acogemos los avances significativos realizados desde la trigésima segunda reunión de esta Asamblea. Destacamos, en particular, la consolidación del Decenio de las Naciones Unidas de las Ciencias Oceánicas para el Desarrollo Sostenible (2021-2030) como una iniciativa mundial sin precedencia para lograr “la ciencia que necesitamos para el océano que queremos”.

Desde Panamá reafirmamos nuestro compromiso con la protección de los océanos y la promoción de la gestión sostenible del océano. Hemos implementado políticas innovadoras para reducir las emisiones de carbono y proteger nuestros ecosistemas marinos.

En 2023, albergamos la Conferencia Nuestros Océanos comprometiendo \$137 millones de dólares para proyectos de resiliencia marina. En este mismo año, establecimos nuestro Centro Nacional de Datos Oceanográficos (NODC), el cual ha sido incorporado oficialmente a la red IODE, convirtiéndose en un avance significativo para Panamá en su integración a los esfuerzos internacionales de gestión e intercambio de datos marinos.

Asimismo, hemos prohibido la utilización de plásticos de un solo uso para reducir la contaminación costera. Y través de nuestra Política Nacional de Océanos hemos logrado la protección de más del 54.33% de la superficie marina de nuestro país.

En este sentido, aplaudimos todos los esfuerzos de se llevan a cabo desde la COI, para la conservación, restauración y gestión sostenible de los ecosistemas costeros de carbono azul, los cuales son fundamentales para mitigar el cambio climático, proteger la biodiversidad y promover economías sostenibles.

Respaldamos la cooperación con organizaciones como la OMM, el PNUMA y el Consejo Internacional de Ciencias ya que son esenciales para potenciar y mejorar las actividades de la COI y valoramos el Sistema Mundial de Observación del Océano (GOOS) y el Sistema de Datos e Información Oceanográficos (ODIS) como pilares fundamentales de la infraestructura oceánica mundial.

Distinguidos Estados Miembros: La ciencia del océano nos da las respuestas, pero es nuestra voluntad colectiva la que marcará la diferencia. Panamá como líder azul y carbono cero negativos, reafirma su compromiso con los océanos y su voluntad de trabajar junto a la COI para garantizar que nuestros océanos sigan siendo una fuente de vida, prosperidad y bienestar para las presentes y generaciones futuras.

Portugal

IOC is a major driving force in advancing Ocean science, global ocean observation and early warning systems to protect coastal communities, fostering international cooperation and capacity building, and connecting science and policy. We also take also this opportunity to welcome Liberia to the IOC.

As concerns the future of the IOC, we wish to reaffirm the critical importance of the IOC's mandate as the UN body responsible for marine science and ocean services and for its key role in coordinating global ocean science. Its functional autonomy status within UNESCO is essential to ensure the Commission's responsiveness, credibility, and efficiency.

It is also fundamental to ensure that the IOC member states vision and priorities are adequately represented by their Executive Secretary at major international meetings, avoiding the absence of IOC representation at the adequate level. It should be stressed that IOC member states are not necessarily the same members as those of UNESCO.

It is therefore essential that proper credit is given to IOC actions, results and deliverables, including the coordination of the UN Ocean Decade, and that IOC's image is maintained with the integrity of the original IOC logo, which should be consistently used in all forms of documentation and materials, avoiding its adulteration observed in the past few years, without the consent of IOC member states.

We congratulate IOC for the coordination of the UN Decade of Ocean Science for Sustainable Development, to which Portugal is strongly committed. In this context, the Portuguese National Committee for the Ocean Decade is playing a key role in catalyzing national engagement, promoting research, innovation, ocean literacy and cooperation across all sectors, from universities and research centers and public administration, to civil society and the private sector.

We are also deeply committed to contribute to the IOC initiatives in capacity building, through our Ocean Teacher Global Academy Regional Training Center, that has been promoting courses directed to developing states. We are also contributing to IOC initiatives in Ocean literacy, in particular through the Blue Schools Program initiative first established in Portugal.

As a member of the Ocean Decade Alliance, our President of the republic being one of the Alliance patrons, Portugal is fully supports the Alliance's Call to Action on Deep-Sea Mapping presented in Nice. As a nation with one of the largest maritime zones in Europe, we understand the immense value of mapping the seabed, namely for climate research, habitat mapping and hazard monitoring and early warning.

Republic of Korea

Since the last session, Korea has remained fully engaged in international efforts aligned with the IOC's mission. A few weeks ago, Korea participated in the 2025 UN Ocean Conference and contributed to the global momentum for advancing the goals of the UN Ocean Decade.

Through both financial and personnel support to the IOC Ocean Science Section, Korea has contributed to the development and publication of the 2024 State of the Ocean Report. In line with our continued engagement with the UN Ocean Decade, Korea is pleased to contribute to the Decade's objectives, including through voluntary support and collaboration.

Following Korea's ratification of the BBNJ Agreement as the 21st country, we are actively participating in the Preparatory Commission and working to support its effective implementation.

Earlier this year, Korea successfully hosted the 10th Our Ocean Conference in Busan. It was a valuable opportunity to reflect on a decade of global ocean commitments and to launch new actions for the years ahead.

Looking ahead, we are pleased to announce that Korea and Chile are jointly proposing to co-host the 4th United Nations Ocean Conference (UNOC4) in 2028. As the final UNOC before the 2030 SDG deadline, it will be a critical opportunity to take stock of global progress and shape the post-Decade agenda.

We look forward to working closely with the IOC and all Member States to ensure UNOC4 is a success and to continue advancing our shared vision for a sustainable and resilient ocean.

Russian Federation

We support the activities of the Secretariat in developing cooperation with UN structures, other international organizations and the private sector.

Given the declining stability of funding sources and the amount of available funds, it is extremely important to strengthen the institutional structure and financial capabilities of the IOC in order to keep IOC obligations to Member States continuously doable which is inline with the Statute of the Commission and the principles of functional autonomy within the UNESCO structure.

We stress that Regional Subcommissions form in fact the infrastructural skeleton of the IOC and stand as the main platform for implementing the initiatives of the Ocean Decade. Thus, insufficient funding of their functioning (as it is the case for the time being) puts the existing plans on risk.

We stress and want the Assembly to be aware about continuous support for the IOC flagship programmes by Russian Federation, including ocean observing systems, data management, tsunami warning systems, ocean mapping, training activities and capacity building.

Among the important contributions to GOOS, we particularly stress the development of the Arctic Ocean observational scientific infrastructure. This includes (while not limited to):

- the “North Pole” drifting station operating on board of a specially designed platform capable to operate in any ice conditions;
- deploying a network of 47 drifting buoys in the eastern Arctic Ocean;
- launching of the only in the World hydrometeorological spacecrafts Arktika-M – 1 and Arktika-M – 2 forming a dual system at highly elliptic orbit, thus providing now continuous observations across the pan-Arctic area north of 60° N.

Russia actively participates in the regional programmes such as WESTPAC and NEARGOOS and in investing in the IOC-related potential of developing countries. A large number of foreign students graduate from Russian universities, including also those funded by scholarships from the Russian Government. The Floating Universities program is successfully developing with a profound international participation.

IOC and the Future of the Ocean

Russia expresses its support for the actions of the IOC to improve the future of the ocean. We note the active participation of Russia in the relevant inter-sessional working groups of the IOC, in particular, the WG on Sustainable Ocean Planning and Management.

Russia supports the current activities of the IOC to ensure a healthy and better future for the oceans, as well as proposals for the development of the IOC to maintain its position in the future, taking into account the emerging problems of ocean exploration and development. Here we would like to suggest a geological and geophysical area in which there is currently a gap in the activities of the IOC as a whole. In this regard, it is important to develop cooperation with experts from related bodies, such as the Ministry of Ecology, which are leading the way in providing background environmental assessments in areas of deep-sea exploration of mineral resources.

Russia also offers to organize consultations among young scientists to get their opinion and take their voice into account in the aspect of the "Future of the Ocean."

We would like to note once again that cooperation between the IOC regional sub-commissions is very important for achieving the Sustainable Development Goals, and this is important for the future of the IOC.

South Africa

We appreciate the proposed planning process that ensures that the programmes and priorities of the subsidiary bodies, particularly IOCAFRICA are aligned and can have a meaningful input towards the planning process of the IOC. South Africa appreciates the Executive Secretary's efforts to attend the IOCAFRICA 8th Session, this indicates the efforts to understand the achievements and challenges of the IOCAFRICA at first hand.

We believe that IOC's leadership in implementing and executing several long-term and short-term programmes such as Ocean Decade, UN Ocean Conference which was attended by South Africa's Minister of Forestry, Fisheries and the Environment, demonstrates the IOC's ability to

carry its mandate of ocean science and governance, we believe this reflects well on the Secretariat's ability to deliver on desired outcomes.

Lastly, South Africa welcomes Liberia to the IOC family and by extension to IOCAFRICA, and looks forward to future engagements.

Spain

España agradece al Presidente y al Secretario Ejecutivo su excelente exposición y las memorias presentadas, que reflejan la importante e intensa labor desarrollada por el Secretariado durante estos dos años y un análisis de los retos e incertidumbres para el futuro a corto y medio plazo. Hacemos este agradecimiento extensivo a todos los vicepresidentes y sobre todo a toda la Secretaría de la COI. Damos también la bienvenida y más sincero agradecimiento a Liberia por su incorporación a la COI.

El número de asuntos incluidos en su intervención y más aún en los documentos que la acompañan es muy extenso y en estos 3 minutos es imposible responder a todos los asuntos tratados. Respalamos lo ya comentado por otros estados miembros sobre la importancia de GOOS, de la gestión y coordinación de datos y del desarrollo de capacidades en general, y solo nos centraremos en algunos otros que también consideramos más importantes o críticos.

1) Actividades de España

Comenzamos destacando el compromiso de España con esta comisión, con su mandato y su trabajo, y prueba de ello son la celebración de la Segunda Conferencia de la Década del Océano en Barcelona en 2024, la propuesta recientemente aprobada del Centro Colaborador de la Década sobre Economía Oceánica Sostenible en esta misma ciudad, nuestra continuada implicación en el Consejo Asesor del Informe sobre Estado del Océano, el Proyecto sobre el Gran Ecosistema Marino de la Corriente de Canarias financiado a través del Fondo Fiduciario de la Agencia Española de Cooperación al Desarrollo, por el reconocimiento de Chipiona como una ciudad Tsunami Ready y por el trabajo que estamos ya realizando de recopilación de datos para el Informe Mundial sobre las Ciencias Oceánicas, respaldando la llamada del Secretario Ejecutivo para que todos los países participemos en esta iniciativa.

2) Autonomía Funcional.

España quiere destacar la importancia de la autonomía funcional de la COI dentro de la UNESCO y sus importantes consecuencias sobre la toma de decisiones sobre las funciones y actividad de la COI, así como que la COI tenga la visibilidad y correcta identificación en difusión de las actividades que realiza.

3) Situación económica

España ve con preocupación la situación económica de bloqueo presupuestario debido a la incertidumbre sobre la posición de EEUU en la COI y en la UNESCO. España no está de acuerdo con que la Secretaría de UNESCO haya aplicado un porcentaje de bloqueo del presupuesto de la COI mayor al que le corresponde según su proporcionalidad en el presupuesto del total de la UNESCO. Agradecemos las gestiones de la Secretaria de la COI y a la Secretaría de la UNESCO para corregir esa situación e insistimos en que se siga avanzando para corregir o compensar ese desequilibrio. Nuestra mayor preocupación, sin embargo, está en las consecuencias que de esta situación tenga en las actividades de la COI, entre ellas la coordinación sobre los sistemas de observación del océano a los que EEUU contribuye de forma muy significativa y que queremos agradecer una vez más.

3) Importancia de Sección de Ciencia.

España celebra el reciente nombramiento de la nueva Jefa de la Sección de Ciencias del Océano, la Doctora Karen Evans, a quien damos nuestra más sincera enhorabuena y bienvenida. España considera que, tal como establece en el Artículo 2.1 de sus estatutos, las Ciencias del Océano son el eje fundamental del mandato de la COI. El extraordinario y sólido curriculum científico de la Doctora Evan es una garantía para consolidar y reforzar el trabajo de esta sección. Agradecer una vez más excelente trabajo realizado hasta ahora por el Señor Henrik

Enelvoldsen y de todo el personal de esta sección que han conseguido mantener la actividad a pesar de los continuados retrasos en la contratación de la jefatura de sección. Tal como ha destacado el Secretario Ejecutivo entender el funcionamiento de los ecosistemas marinos es determinante para definir las estrategias de observación del océano, identificar las variables oceanográficas esenciales, determinar los estándares de la calidad de los datos y en último término, abordar una Planificación Oceánica Sostenible, las actividades de gestión asociadas al Tratado sobre Biodiversidad en Aguas fuera de la Jurisdicción Nacional o para la generación de modelos y gemelos digitales. Los ecosistemas no se definen simplemente por el conjunto de variables independientes, del medio físico y químico y de las especies que los forman, sino que presentan propiedades emergentes de sus interrelaciones que es necesario entender, más aún en un contexto de profundos cambios forzados por el cambio climático. Esto requiere de una importante coordinación de los actuales programas de la Sección de Ciencia, identificar lagunas y establecer una estrategia flexible que se pueda adaptar a distintos escenarios presupuestarios.

Thailand

Thailand commends the Executive Secretary for the comprehensive report and the significant progress made across IOC's core functions. We particularly appreciate the attention given to ocean observing systems, data architecture, capacity development, and the Ocean Decade Programmes.

We are pleased to note the growing regional and global cooperation through IOC and its subsidiary bodies. Thailand continues to support the work of the IOC Sub-Commission for the Western Pacific particularly in advancing ocean science, biodiversity monitoring, and early warning systems.

At the same time, we remain concerned about the resource constraints affecting regional subsidiary bodies. Ensuring predictable and sustainable funding is essential to maintaining momentum and achieving long-term impact.

Thailand reaffirms our commitment to the IOC and the UN Decade of Ocean Science for sustainable development, and looks forward to continued collaboration towards inclusive, science-based ocean governance.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

We note the significant portfolio of activities that have taken place over the past two years, and the significant progress made in establishing ways of working that will consolidate the role of the IOC into the future. We will make interventions on particular activities throughout this session, and how these have been funded as reflected in the 2024-25 budget implementation report (IOC/A-33/3.2.Doc(2)).

We note the critical need, in light of ongoing financial and resource constraints as well as a continued trend in a shortfall in voluntary contributions for the most part, with the exception of Function E where we note such funding supports the Decade mostly, to either harmonize, rationalize or even adapt IOCs services in support of its dual regime, namely to first promote and coordinate research, services and capacity development and, second, to apply that knowledge.

To this end the UK welcomes the consultation on the IOC and the Future of the Ocean, which we will discuss further under agenda item 5.3. Since the development of the Action Plan the UK has been consistent in voicing concerns in relation to any expansion of IOC activities at this time, always supporting the prioritisation of funds to first ensure a stabilization and firm foundation to deliver IOC core functions.

In parallel the United Kingdom also welcomes the findings of the external assessment of IOC governance and management, that we will discuss further under agenda item 5.2, where we believe a key component to improve the IOCs ability to deliver meaningful support to its Member States is through the application of its Statutes, in particular in implementing IOCs functional autonomy. It was encouraging to see the recommendations of this report reflecting a parallel info paper the UK presented, on behalf of Group 1, at the Intersession Finance Advisory Group (IFAG) in April 2025.

We note in the Executive Secretary's report the progress report presented to the 221st session of the UNESCO Executive Board. However as articulated in the info paper presented at the IFAG, such reporting was highlighted as being inconsistent with IOCs Statutes. We therefore welcome agenda item 3.5 on the report to be submitted to the UNESCO General Conference.

In light of the above, which will be discussed during this Assemblies Financial Committee, UK Delegation members will support efforts to bring about necessary changes required in IOC current practices to help improve efficiencies and more strategic planning to safeguard the IOC as a relevant, impactful and financially resilient organization.

United States of America

Promoting international cooperation and coordination in ocean research and services – IOC's mission since it was established in 1960 – allows us to leverage our strengths to protect lives, support economies, and increase maritime safety.

However, with urgent needs and limited resources, we cannot do it all. We must prioritize and focus on the areas that deliver concrete results.

Along these lines, the United States has concerns with the widespread reaffirmation of the 2030 Agenda and the Sustainable Development Goals (SDGs) throughout the IOC Assembly Action Paper and supporting documentation.

These are the same concerns that were voiced by the United States in April at the UNESCO Executive Board meeting.

That is, that the 2030 Agenda and the SDGs advance a program of soft global governance that is inconsistent with the principles of national sovereignty.

It is, therefore, the policy of the United States that we should focus on “responsible” and “long-term” development and we will no longer reaffirm Agenda 2030 and the SDGs as a matter of course.

Additionally, the United States as a matter of policy does not support general references to climate change, but rather encourages the IOC to utilize its remit as the world's leader in ocean science to focus on specific environmental threats, such as ocean acidification and sea-level rise, and on enhancing resilience and disaster planning.

Our statements and actions at this meeting will reflect these positions. At this time, we anticipate one vote will be necessary on agenda item 4.1 the Sustainable Ocean Planning and Management Strategy on Friday.

The United States asks, if the Chair deems that it would be useful, to provide a short primer on the IOC voting procedures.

At this time, we expect to have edits to the draft decision text for agenda items: 3.4.2, 3.4.4, 4.7, and 4.4. We have submitted these edits to the Secretariat.

The United States continues to support the critical, substantive work of the IOC, and the much-needed transparency and excellence in governance that we are all aiming to achieve.

We look forward to engaging constructively in this meeting, in line with overarching U.S. principles on safety, security, and prosperity, to ensure that the IOC delivers results that advance our shared priorities such as ocean observations, tsunami early warning services, respects sovereignty, and serves all our interests.

Viet Nam

My delegation concurs with the Executive Secretary that ocean has been getting higher on the agenda of the international community. International conferences had mentioned science extensively, particularly ocean science as a basis for policy and decision making. That in fact proves the indispensable role of the IOC in ocean governance for sustainable development.

We commend the IOC for actively coordinating important initiatives, particularly the Ocean Decade, the Ocean Literacy, Capacity Development Strategy, just to name a few. Viet Nam supports an enhanced role of IOC in promoting international cooperation in marine sciences, their advancement and application in ocean governance.

Viet Nam has been active in the IOC-WESTPAC activities. Projects we are leading - the WESTPAC Project on Marine Toxins and Seafood Safety; IOC Regional Training and Research Centre on Marine Toxin and Food Safety.

Viet Nam is intensifying its efforts in addressing ocean-based challenges and developing sustainable ocean economy. Recognizing the ocean-climate-biodiversity nexus, our National Strategy on Climate Change by 2050 emphasizes the need to further invest in ocean observation and ocean forecasting, enhance marine protected areas and promote research and develop ocean-based renewable energy. Our Strategy for the development of a Sustainable Ocean Economy also identified ocean science and international cooperation in this field as one of the key solutions to sustainable development.

We, like the IOC, are also facing shortage of human and financial resources. We count on the IOC for its leadership in coordinating international and regional projects of marine research and capacity building. Therefore, we call for stronger support for the IOC, further international cross-sectoral cooperation and coordination at all levels, taking into account the needs of developing countries, particularly the vulnerable coastal States.

3.3 Reports of the IOC Sub-Commissions and Regional Committees

United States of America

The Regional Sub-Commissions are vital to the success of the IOC, and we would like to commend the regional leadership for the significant amount of work that has taken place during this past inter-sessional period.

3.3.1 IOC Sub-Commission for Africa and the Adjacent Island States: 8th Session of IOCAFRICA, Mombasa, Kenya, 7–9 May 2025

China

China always respects and pays high attention to the collaboration with IOCAFRICA and its Member States in terms of marine science and technology, blue economy and capacity development. A stable part of our contribution to IOC is allocated to promote the capacity development of IOCAFRICA. We work together with IOCAFRICA to hold the Sino-Africa Forum on Marine Science and Technology every two years since 2013. Based on the outcomes and consensus of this Forum, the China-Africa Cooperation Centre for Marine Science and Blue Economy was launched during the 5th China-Africa Forum held in Egypt last year.

Meanwhile, the training courses focusing on marine science and technology and marine integrated management hosted by China extend the invitations to African ECOPS and exerts. The Chinese Government Marine Scholarship Programme gave the priority to recruit the students from African countries.

China would like to continue and deepen the cooperation with IOCAFRICA and its Member States. Meanwhile, China would like to encourage IOCAFRICA, together with other IOC Subsidiary Bodies, particularly IOCWESTPAC to play more constructive and pragmatic roles to support the implementation of IOC's responsibility in global and regional level.

Côte d'Ivoire

La côte d'Ivoire a apprécié la présence du secrétaire Exécutif à l'assemblée de IOCAFRICA ce qui met en exergue son vœux de traduire en action la PRIORITE AFRIQUE plusieurs fois proclamé dans les instances de l'la COI et l'UNESCO

La Côte d'Ivoire fait partie des pays qui ont proposé la création de la sous-commission et par voie de conséquence soutient de façon continue les actions de IOCAFRICA. La Côte d'Ivoire se félicite de ce qu'un de ses ressortissants ait conduit avec succès les activités de IOCAFRICA les 4 dernières années et en particulier les activités qui conduisent à l'atteinte des résultats qui viennent d'être présentés au cours de cette assemblée.

Dans le rapport il a été mentionné qu'il y a eu un accroissement important du budget au cours du biennium dernier. Certes il y a eu une forte augmentation du budget. Mais si on omet de faire quelques précisions, l'assemblée risque de perdre la réalité des faits. En effet, il y a lieu de préciser que le budget de IOCAFRICA 7 adopté par l'assemblée de la COI en 2023 était 1.950 000 USD. Cependant après l'arbitrage du comité des finances le budget validé a été 1.094.500, soit presque une diminution de moitié du budget originel.

Nous devons aussi préciser les collaborations fructueuses que nous avons eue au cours de ce biennium avec certains pays tel que la Chine,

Malgré ses bons résultats la Côte d'Ivoire se doit de relever certaines faiblesses :

- Le temps trop long (presqu'une année) mis pour désigner le coordonnateur de IOCAFRICA devant succéder au coordonnateur sortant a été préjudiciable à IOCAFRICA.
- L'insuffisance de ressource humaine doit aussi être signalée.
- La faiblesse de la communication : aujourd'hui aucun membre de la sous commission ne parle couramment les deux langues de travail de l'UNESCO (l'anglais et le Français)

India

India appreciates the vibrant activities and plans of IOC-AFRICA. India also looks forward for increased collaboration and partnership with IOC-INDIO for the betterment of maritime member states.

India offer to share its best practices in translational and operational Oceanography for developing better practices and products for disaster risk reduction, blue economy and Ocean policy.

Indonesia

Indonesia has long enjoyed warm and cooperative relations with the Africa region, and we view the IOC of UNESCO as an important platform to deepen these ties and advance our shared goals. Through IOC Africa, Indonesia is keen to explore collaborative opportunities, particularly in ocean observation, tsunami mitigation, and early warning systems; to ensure mutual benefit and sustainable ocean governance.

We propose joint initiatives in capacity building, training, and technology transfer, empowering African nations with enhanced capabilities to address ocean-related challenges. By pooling our expertise and resources, we can foster resilient marine ecosystems, mitigate hazards, and cultivate a culture of shared knowledge and innovation. In these times of global economic uncertainty, South-South cooperation is more crucial than ever. Indonesia is ready to share our experience in ocean forecasting and tsunami early warning systems, building on our successful collaborations with Indian Ocean nations, including African coastal states. At the same time, we are eager to learn from Africa's leadership in marine biodiversity conservation, particularly in coral reef management and marine protected areas. Together, we can forge a sustainable future for our oceans; one that balances ecological preservation with socio-economic resilience. We firmly believe that collective action is the cornerstone of sustainable development. By uniting our strengths, we can mitigate ocean-related risks, safeguard marine ecosystems, and secure a prosperous future for generations to come. Indonesia looks forward to fruitful discussions and concrete collaborations with African partners through IOC Africa, ensuring that our shared waters remain a source of life, opportunity, and harmony.

Russian Federation

We note that cooperation between Russia and African countries in the area of education and science is getting stronger every year. The number of African students graduating in Russian universities is increasing, Russian language educational centers in African countries are growing up increasing their capacity, productive international and bi-lateral science cooperation international does not stop. About 35 thousand students are currently studying at Russian universities. Many are specialized in marine sciences and related areas - meteorology, natural resources, remote sensing of the Earth from space and others. Thus we are significantly contributing to the capacity building and literacy.

Since 2024, we launched cooperation with the University of Toliara and the Institute of Fisheries and Marine Sciences of the Republic of Madagascar. This cooperation is conducted within the framework of an interregional scientific project related to the assessment of greenhouse gas fluxes and their association with ecosystems and climate. We are also conducting a joint research with Cabo Verde within the framework of the project of the Decade of Ocean Science. Within the framework of the BRICS Working Group on Oceanic and Polar Research we established cooperation targeting key aspects of ocean science for sustainable development with South Africa, Egypt and other member-states of the African continent. Russian delegation supports the project solutions presented by the Chairman of the IOCAFRICA and is looking forward to further successful development of this sub-commission.

South Africa

Despite being understaffed, in fact having only one staff member IOCAFRICA has achieved majority of its activities with regards to ocean science and ocean governance. With in-kind resources provided by the Government of Kenya, the IOCAFRICA Secretariat managed to organise a successful 8th Session of IOC Subcommission for Africa and the Adjacent Island States. This Session was preceded by the first African Scientific Conference on Advancing the Blue Economy in Africa, which was also co-organised by the IOCAfrica Secretariat. The commitment from the IOCAFRICA Member States at the end of the 8th Session and Scientific Conference was to undertake initiatives in ensuring that priorities outlined on the Ocean Decade Africa Roadmap will be implemented.

South Africa would like to commend and thank the IOCAFRICA for their support in making the Capacity Development initiatives in African region a reality through providing resources to ECOPS to attend technical and scientific workshops towards enhancing skills in the different discipline ranging from Ocean science, data and information management and ocean governance.

South Africa would like to particularly thank the Subcommission for supporting one of the experts who is an IODE AfrOBIS Node and Data Manager to attend the 12th Session of the IODE Steering Committee of OBIS in Gunsan, South Korea in March 2024. Furthermore, the Subcommission in its intention to develop capacity and enhance skills to local technical personnel to be able to manage their data and information systems, a junior Database Administrator for South Africa's Marine Information Management System to a training workshop labelled "Implementation of FAIR Principles to African Marine and Coastal Data" co-hosted by the IOC and Ocean Teacher Global Academy (OTGA) and held in Mombasa, Kenya in September 2024.

Chair, lastly, the IOCAFRICA has recently supported two ECOPs and 1 Expert, to attend a "SeaMester, floating Class" onboard South Africa's SA Agulhas II research vessel. Although one ECOP could not attend due to unforeseen logistics challenges, the aim was to encourage collaboration, enhance skills as well as enhance Ocean Literacy in the African continent. The vessel is expected to dock in Cape Town tomorrow, 27 June 2025, with well-trained students and content experts.

Spain

España agradece los informes presentados por la Embajadora Hellen Gichuhi, Presidenta de la Subcomisión IOC-Africa y quisiera destacar su compromiso con la investigación oceánica y el

desarrollo de capacidades, particularmente en el Mediterráneo y la Corriente de Canarias. Durante más de 10 años, la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID) financió una serie de proyectos implementados por la COI destinados a reforzar las capacidades en ciencias del océano en los países de la región del Gran Ecosistema Marino de la Corriente de Canarias (el CCLME). España está muy satisfecha con el trabajo realizada por la COI en el estos proyectos que nos han permitido incrementar la colaboración y coordinación científica en la zona.

El cuarto de esta serie de proyectos, que finalizó en enero de 2024, impulsó la cooperación de investigadores para la identificación y gestión de especies alóctonas invasoras.

A partir de las decisiones tomadas en 7 talleres, se preparó una base de datos georreferenciada de ocurrencias de especies alóctonas en el CCLME. El IEO contribuyó a este esfuerzo colectivo con el 80% de los registros de ocurrencias, las cuales fueron extraídas de la revisión de aproximadamente 140 publicaciones científicas y literatura gris. Esta base de datos se integró en una herramienta que fue diseñada siguiendo las recomendaciones de los expertos, e integrada en el CCLME Eco-GIS Viewer, visor dinámico hospedado en los servidores del IEO.

A pesar de la ausencia de financiación para el mantenimiento de los productos resultantes de esta colaboración, el Instituto Español de Oceanografía (IEO-CSIC) se compromete a migrar los dos portales desarrollados a sus nuevos servidores para el uso y beneficio de los científicos y estudiantes de la región.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

We also note the revised draft resolution to strengthen the IOCAFRICA Secretariat.

Reflecting on the comments by the delegate from Cote d'Ivoire, and recognising the increase in funding, as reflected by the distinguished presenter, IOCAFRICA, specifically, was identified as a priority area to receive such extra funding following the increase of IOCs Regular Programme allocation in 2023, as reflected in IOC Resolution A-32/4.

IOCAFRICA further benefits from the increase through a prioritisation of all regional offices.

Whilst being supportive of the ambitions of IOCAFRICA, the UK is mindful of the consequences on IOCs budget in implementing the draft Resolution as submitted by Kenya.

As a result, the budget consequences of the resolution must be considered by the Financial Committee, especially in the context of the wider budgetary situation of the IOC.

3.3.2 IOC Sub-Commission for the Western Pacific: 15th Session of WESTPAC, Tokyo, Japan, 11–13 March 2025

China

China would like to join the other Member States to express our appreciation and support to the IOC WESTPAC's great progress in last years, particularly the Fifteenth Intergovernmental Session in TOKYO in this March. The occasion of the session is really important, not only because it's just before the 33rd Session of IOC Assembly, but also the key time of preparation of UNOC3.

In its effective and efficient session, China worked with other WESTPAC Member States to summary the current work, strengthen the regional coordination in and beyond IOC framework, to push forward to the cooperation of ocean science and support to the global big agenda. The experts from China engaged the discussion and made their contributions in the agenda of Ocean Decade, BBNJ, RTRCs, Marine Spatial Planning, CSK-2, etc. We recommended our representatives to the Intersessional Task Force of BBNJ and Ocean Literacy. Also, one of new established Working Group, the Working Group on Blue Carbon Ecosystem Restoration with an initial focus on mangroves was proposed and lead by Chinese expert, Meanwhile, more programs and working group proposals are being prepared by our colleagues intersessionally. Although the financial pressure is huge, we tried our best to make our donation to IOC every year, a part of which was allocated to WESTPAC.

China shares the same views with other WESTPAC Member States, the IOC WESTPAC, strongly lead by our chairpersons and coordinated by Wenxi, is not only the important regional platform of ocean science cooperation, the important implementation vehicle of IOC mission in the rim of Pacific Ocean, but also the robust regime of pushing forward to the global ocean related agendas. Obviously, we would like to express our will to work with Member States in WESTPAC continuously. We appreciate the important views given by Executive Secretary yesterday to emphasize the key roles of regional Subsidiary Body, thus we also call on IOC and the Secretariat to enhance the financial and human resources support to WESTPAC regional office.

Indonesia

Under their guidance, WESTPAC has become an important platform for promoting the conservation and sustainable use of our shared ocean resources, in alignment with SDG 14 and the UN Ocean Decade objectives.

We extend our sincere gratitude to the outgoing leadership team: Chair Kentaro Ando from Japan, Vice-Chairs Aileen Tan Shau Hwai from Malaysia, and our own Faldi Syamsudin from Indonesia, for their tireless dedication. Their efforts have strengthened regional collaboration, including through Indonesia's active participation in initiatives such as the WESTPAC Ocean Decade Collaborative Center on Coral Reef Restoration and the Marine Biodiversity Observation Network.

We warmly congratulate the newly elected officers: Chairperson Aileen Tan Shau Hwai from Malaysia and Vice-Chairs Vyacheslav Lobanov from the Russian Federation, Sung Hyun Nam from the Republic of Korea, and Aletta Yñiguez from the Philippines.

Indonesia looks forward to deepening partnerships under their leadership, particularly in areas such as marine pollution mitigation, blue economy development, and capacity-building for small island developing states (SIDS); priorities that resonate with our national Ocean Policy 2021–2025.

Indonesia highly values WESTPAC's dual role as both the IOC's regional arm and the Ocean Decade Coordination Office (DCO) for the Western Pacific. Your work in harmonizing UN agency efforts; exemplified by the Regional Working Group on Harmful Algal Blooms (HABs) and the Joint Cruise Program, has been critical.

However, we share concerns about the Office's limited capacity relative to its expanding mandate. Without adequate resources, UNESCO/IOC risks ceding its leadership in ocean science coordination, particularly as the UN Ocean Decade enters its implementation phase.

Despite challenge, funding constraints, and rising demands; Indonesia remains committed to supporting WESTPAC. As a regional hub for maritime cooperation, we stand ready to share expertise in mangrove restoration and marine spatial planning, and continue partnership with WESTPAC.

Indonesia takes pride in WESTPAC's achievements and reaffirms our partnership to preserve the Western Pacific's marine environment for the benefit of present and future generations.

Malaysia

We especially appreciate WESTPAC's continued commitment to capacity building through the Regional Training and Research Centres (RTRCs), which have greatly benefited young researchers, including from Malaysia.

However, Malaysia is concern with the reduction in funding support impacting the staffing. This will surely impact the execution of activities as well as sustaining engagement and communication with member states, mostly from the developing countries.

Malaysia also wishes to express sincere gratitude to fellow Member States for their support in the election of the Chairperson from Malaysia at the 15th Session of the Sub-Commission.

Republic of Korea

Korea has supported IOC/WESTPAC activities through existing and new programs, projects, working groups, WESTPAC-led UN Decade Actions, and regional GOOS alliances, all aimed at advancing ocean science and fostering international cooperation to address national and international challenges. We highly recognize the indispensable role of the WESTPAC Office, which also serves as the Decade Coordination Office. We also express deep concern at the critically limited human resources and budget available to manage WESTPAC's increasing activities.

In particular, Korea has been actively contributing to the 2nd Cooperative Study of Kuroshio and Adjacent Regions (CSK-2), recognizing the vital importance of long-term monitoring of the Kuroshio for enhancing regional climate prediction, sustainable fisheries, and marine ecosystem conservation. With strong backing from the Ministry of Oceans and Fisheries, Korean researchers from leading institutions—including KIOST, Seoul National University, Pusan National University, and Inha University—are collaborating closely with Japanese scientists on long-term observations in the East China Sea. This joint effort enhances scientific understanding of how Kuroshio variability impacts the marine environment around the Korean Peninsula. The Korean government allocates approximately 1.2 million dollars annually to CSK-2-related research, helping to ensure rapid and informed responses to ocean-related disasters and ecological crises. Korea firmly believes that CSK-2 will deliver critical scientific insights at both regional and global levels, and remains committed to its continued success.

Korea is more than willing to continuously provide professional support and advice for future WESTPAC activities, particularly in these areas:

- 1) Leveraging the power of Artificial Intelligence and standardized data networks for ocean research and sustainability.
- 2) Advancing marine spatial planning for sustainable use.
- 3) Supporting science-based governance.
- 4) Actively engaging relevant stakeholders in the development and implementation of tangible solutions in the region.

Russian Federation

We highly appreciate the proactive and successful actions undertaken by WESTPAC to achieve the main goals of the IOC. We would especially like to note the excellent work of WESTPAC for implementing all the Commission's flagship programs in the region, developing cooperation between regional subcommissions. It is particularly important that a lot of work is being done to support young researchers and develop regional training centers (RTCs).

We underline the active participation of the Russian delegation in all activities specified by the agenda of the Fifteenth Intergovernmental Session (WESTPAC-XV) from 11 to 13 March 2025. By courtesy of Russian initiative a new international multilateral project “Methane Fluxes and Their Impacts on Climate and Ecosystem in the Indo-Pacific Region (2025–2029)” has been established. This project already includes 10 IOC Member States. The design of the project has become a natural evolution of the previous WESTPAC Working Group on the Integrated Study on Gas Hydrates and Methane Fluxes in the Indo-Pacific Region. We invite Member States to participate in this project, that can become a remarkable example of successful cooperation between regional subcommissions. We have already conducted the first marine expedition under this project in the Japan, East China and South China Seas and we are planning a second international expedition at the end of this year, to be funded by Russian side. We welcome new leadership of WESTPAC and confirm our intention to actively participate in the upcoming events of the subcommission. We also thank Philippines for hosting the next WESTPAC conference and association session of the subcommission. We emphasize the need for further strengthening the human and financial resources of WESTPAC, as these contributions are critical for the activities of the Commission.

Thailand

We commend WESTPAC's continued leadership in promoting ocean science and regional cooperation. In particular, we appreciate its efforts to advance the science-policy interface, accelerate marine spatial planning, and support Member States in implementing the UN Ocean Decade. We also welcome its alignment with global frameworks such as the BBNJ Agreement and the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework.

The past intersessional period has seen notable progress—from the development of marine spatial planning frameworks to initiatives on biodiversity, plastic pollution, and blue carbon restoration. Thailand was honored to host the 2nd UN Ocean Decade Regional Conference and the 11th WESTPAC International Marine Science Conference in Bangkok in 2024, which brought together over 1,200 participants from 40 countries and generated renewed momentum for regional action.

We also recognize the expansion of WESTPAC-led Decade Actions and the continued development of Regional Training and Research Centers, which are vital for strengthening regional capacity, especially for developing countries. We appreciate WESTPAC's promotion of innovative tools such as eDNA and ocean forecasting, and its attention to emerging themes like blue carbon and ecosystem restoration.

At the same time, we acknowledge the increasing responsibilities entrusted to the WESTPAC Office and recognize the challenges posed by its limited human resources. To ensure the continued effectiveness and responsiveness of the Office, we kindly encourage all Member States and partners to consider enhancing their technical and financial support in a spirit of shared responsibility and regional solidarity.

Last but not least, we wish to express our sincere appreciation to Professor Kentaro Ando for his dedicated and thoughtful leadership as Chair of WESTPAC. We also extend our warm congratulations and a heartfelt welcome to Professor Aileen Tan Shau Hwai on her appointment as the new Chair. We look forward to working closely under her guidance in the years ahead.

3.3.3 IOC Sub-Commission for the Caribbean and Adjacent Regions: 18th Session of IOCARIBE, Brasilia, Brazil, 23–25 April 2025

Brazil

We join the chair in expressing our gratitude to Dr. John Cortinas from the United States for his dedicated service to the Board and for his lifelong career dedicated to our common ocean. His contributions to Ocean science and technology have had impact at the local, regional and global levels, saving lives, and making sure science is a welcoming space for the talent it needs to thrive.

We also take this opportunity to welcome Dr. Rahanna Juman from Trinidad and Tobago as a newly elected Vice-Chair. The value of her expertise for IOCARIBE is already showing in this time of need.

We were honoured to facilitate the hosting of the 18th Session of IOCARIBE at the UNESCO Offices in Brasilia. The change in previous arrangements for the hosting, required group thinking and open collaboration for finding a solution to having a meeting that proved extremely helpful in times of shifting conditions. It is a model for us moving forward. We thank the support of the UNESCO Brasilia office which did not hesitate to answer our call for having the meeting here.

We note with satisfaction the continued role of IOCARIBE in Regional Ocean Observations, Forecasting & Data Systems and Advance Sustainable Ocean Management & Integrated Governance, as well as the recent focus on Blue Carbon, Ocean Literacy and the Ocean Decade.

Among the direct results of the meeting, Brazil will work with IOCARIBE to explore opportunities for greater synergies and collaboration of its observation initiatives with IOCARIBE-GOOS.

Colombia

Así mismo, agradecer el informe presentado por la Presidencia de IOCARIBE y desea expresar su reconocimiento a los esfuerzos colectivos y el compromiso que los Estados miembro de la Subcomisión han demostrado en el avance de las ciencias oceánicas en nuestra región y en otras áreas clave, buscando que las iniciativas no sean aisladas. En la reunión No. 18 de la Subcomisión aprobamos decisiones para avanzar en la gestión sostenible del océano, alineándonos con las nuevas prioridades. Sin embargo, para fortalecer nuestros programas y proyectos, es fundamental que estas discusiones partan de una planificación amplia, abierta y oportuna para definir claramente los objetivos y las acciones a adelantar.

Estamos conscientes de que en el ámbito de IOCARIBE se requieren más y mayores esfuerzos para apoyar a los Estados miembro para abordar sus desafíos de desarrollo oceánico.

Colombia desea visibilizar el desarrollo del proyecto ADAPT adelantado a través del Sistema de Buenas Prácticas del Océano - OBPS (IODE/GOOS) como muestra de colaboración exitosa en torno a las necesidades de la región. De la misma forma, deseo agradecer la consideración de la ciudad de Cartagena como pilot site para la implementación de la iniciativa Coast Predict en el Caribe, como un marco de colaboración para mejorar la resiliencia costera, desarrollar soluciones científicas y tecnológicas innovadoras y facilitar estrategias de gestión multirriesgo para el océano. Colombia invita a los estados miembros a apoyar esta iniciativa.

Por último, en reconocimiento a la reducción presupuestaria que afecta sensiblemente a la COI y consecuentemente a sus Subcomisiones, Colombia reitera la invitación a los Estados miembro de IOCARIBE a considerar el apoyo con personal, como lo ha gestionado nuestro Gobierno a través del apoyo con dos oceanógrafos de la Armada Nacional, en la sede de la subcomisión, con el propósito de fortalecer su funcionamiento y mejorar la continuidad y el impacto de sus labores.

Kingdom of the Netherlands

We commend IOCARIBE's strong contributions to advancing ocean science, regional cooperation, and the implementation of the UN Decade of Ocean Science in the Tropical Americas and Caribbean region.

We particularly welcome the progress made in establishing the TAC Decade Coordination Office, the development of the TAC Roadmap, and the uptake of endorsed Decade Actions. The inclusive design of regional mechanisms, such as the Regional Decade Committee, reflects a strong commitment to the needs of Small Island Developing States.

As a Kingdom with both European and Caribbean parts, we value the integrative approach of IOCARIBE. We are pleased to highlight:

- The 2024 establishment of the Kingdom of the Netherlands National Decade Committee, bringing together all parts of the Kingdom for coordinated Decade action.
- The Chairmanship of IOCARIBE by Aruba, reinforcing our commitment to regional leadership.
- Joint efforts such as the Climate Atlas, developed with Dutch and island partners.
- Our continued support for initiatives like the Blue Schools Programme, including the appointment of a national coordinator in Aruba.

We reaffirm our strong support for IOCARIBE and urge the international community to sustain the Decade Coordination Office. We are also exploring the possibility of hosting the next IOCARIBE 2026 meeting in Aruba or Curaçao. Curaçao intends to host the next ICG-Tsunami meeting in 2026.

Panama

De igual manera, manifestamos nuestro agradecimiento a Brasil por su colaboración en la acogida la Decimoctava Reunión de la Subcomisión de la COI para el Caribe y Regiones Adyacentes y a Colombia por acoger la Secretaría de COI-CARIBE en Cartagena.

Como se refleja en este informe, el rol de la secretaria ha sido fundamental para promover la cooperación internacional en la investigación, los servicios y el desarrollo de capacidades oceánicas en nuestra región.

Panamá aplaude el fortalecimiento de la gobernanza regional de los océanos y la coordinación científica, a través de la expansión de la red COI-CARIBE-ANCA sobre Floraciones de Algas Nocivas. Así mismo, acogemos el impulso de la cultura oceánica mediante la creación del Equipo de Trabajo de Cultura Oceánica de COI-CARIBE y el despliegue de la Red COI-CARIBE de escuelas azules en toda la región.

Consideramos imperativo que abordemos con determinación los desafíos y oportunidades que se presentan en nuestra región, incluyendo el avance de la ciencia y la exploración de los fondos marinos, y el creciente llamado a la protección de nuestros océanos.

En este sentido, en septiembre de 2023, Panamá se convirtió en el primer país de América Latina y el Caribe, en adherirse a la Convención del agua, y en 2024 dio un paso trascendental al ratificar el Acuerdo en el Marco de la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar Relativo a la Conservación y el Uso Sostenible de la Diversidad Biológica Marina de las Zonas Situadas Fuera de la Jurisdicción Nacional.

También destacamos, la reciente ratificación del Acuerdo sobre Subvenciones a la Pesca de la Organización Mundial del Comercio, (Marrakech, 1994) uniéndose al esfuerzo global para enfrentar y eliminar la sobrepesca, la pesca ilegal y la pesca no declarada y no reglamentada.

Asimismo, Panamá propuso en la pasada Conferencia de las Naciones Unidas sobre los Océanos (UNOC3), que se llevó a cabo en Niza, la creación de la primera reserva marina transnacional de alta mar, y una red latinoamericana que incluya a los jóvenes en la gobernanza y educación sobre los océanos.

Con estas acciones concretas, Panamá como líder azul, refirma su compromiso con la región de América Latina y el Caribe, y se suma a todos los esfuerzos globales para la conservación y uso sostenible de la biodiversidad marina.

3.3.4 IOC Sub-Commission for the Central Indian Ocean: 1st Session of IOCINDIO, Ras Al Khaimah, United Arab Emirates, 21–23 May 2025

India

India would like to thank IOC for its continuous support to IOCINDIO and congratulates the member states of IOCINDIO for successfully conducting the first session of IOCINDIO in conjunction with a Workshop on Strengthening Ocean Sustainability at UAE. India also congratulates the newly elected Chair Dr. Saif AIGHais and Vice-Chairs Dr. Maryam Ghaemi and Dr. Balakrishnan Nair TM of IOCINDIO and look forward to work together to plan and implement workplans in the region.

India expresses its gratitude to Rear Admiral Md Khurshed Alam, Bangladesh, Dr. M.A. Atamanand, India and Mr. Justin Ahanhanzo retiree IOC-UNESCO program specialist for their pivotal role towards the formation of sub-commission.

Mr. Chair, India supported the capacity building activities of IOCINDIO and played significant role in developing the coastal vulnerability methodologies and approaches through focussed training activities organised at ITCOOcean at INCOIS, India. India supported the workplan of IOCINDIO to organize a World Conference on Coastal Vulnerability and offered its support to be part of this and co-organize this with DCC-IOR and with Ministry of Earth Sciences (MoES) of India that was

not planned due to the uncertainties in transitional phase of IOCINDIO from Regional Committee to Sub-Commission. India would like to reiterate its support towards this activity.

Mr. Chair, India appreciates the discussions at IOCINDIO first session towards synergizing its activities through integration with other regional programmes, through appropriate collaborative mechanisms with IOC-GOOS through Indian Ocean GOOS; International Training Centre for Operational Oceanography (ITCOOcean) of UNESCO; IIOE-2, Indian Ocean Regional Panel, UN Ocean Decade Actions and programs, IOCAFRIKA, ICG/IOTWMS, etc. With the formulation of four sessional groups working towards development of workplans for next biennium 2026-2027, it is expected to bring out concrete plans towards development of the capacity in the region as well as improving the observations from the region.

Mr. Chair, it is a pertinent to note that the success is linked to the budget allocated to IOCINDIO and Secretariat strength and we look forward for the continuous support of IOC through dedicated regular budget towards the activities of IOCINDIO, as the case with other regional sub-commissions.

In Conclusion, Mr. Chair, India happy to extend its whole hearted support to the IOCINDIO activities in the region.

Indonesia

Indonesia is committed to being an active and collaborative member of IOC INDIO. We are eager to strengthen partnerships in oceanography with fellow Member States, and are pleased to offer our support in hosting the Second IOC INDIO Meeting and/or related activities in 2026. In addition, Indonesia expresses strong interest in hosting the Indian Ocean Decade Regional Conference in the same year — an initiative that would represent a significant milestone in our shared pursuit of sustainable ocean governance. The IOC INDIO is uniquely positioned with its expertise, institutional capacity, and marine infrastructure. We must harness these strengths to transform the Indian Ocean into a well-observed, predictable, safe, and sustainably managed ocean; aligned with the principles of the Blue Economy. To this end, we call for strategic collaboration among the training centers in this region hosted by India, Indonesia and Iran.

In this spirit, Indonesia suggests that IOC INDIO develop a joint proposal for capacity-building initiatives in the Indian Ocean; particularly for developing countries, small island developing states (SIDS), and least developed countries (LDCs). Through cooperation and synergy, we can realize our shared vision of a sustainable and prosperous Indian Ocean for all.

Moving forward, we support the initiative to conduct joint ocean observation cruise to utilize data collected for mutual benefits. Strengthening ocean observation networks and marine disaster mitigation remains a priority, and we view Indian Ocean nations as indispensable partners in this endeavor. Indonesia looks forward to deepening collaboration with IOC INDIO member states to advance our common goals in ocean science, management, and resilience.

Kuwait

Kuwait's Commitment to Ocean Sustainability: A Regional Hub for Marine Science and Collaboration

I would like to thank President and IOC executive secretary for their efforts towards the conservation and sustainability of oceans

Over the past three decades, Kuwait has sustained:

- Characterization of hydrographic variability, biogeochemical fluxes, and ecosystem trends
- Development of science-based marine management approaches
- Evaluation of environmental conditions in Kuwait's first Marine Protected Area

Our growing infrastructure includes:

- The R/V AlMostakshif, a modern, multidisciplinary 55 m oceanographic research vessel
- Advanced platforms supporting physical, chemical, and biological oceanography

KISR welcomes joint programs and partnerships with regional and international institutions, particularly in:

- Climate change and carbon cycle research
- Marine pollution assessment
- Plankton dynamics and (HABs)
- Biodiversity and habitat mapping
- Fishery stock assessment

Kuwait strongly supports the mission of the IOC Sub-Commission for the Central Indian Ocean (IOCINDIO). IOCINDIO's regional platform offers:

- Facilitation of regional coordination
- Promotion of data sharing and interoperability
- Strengthening of capacity building and training programs
- Advancing collective progress toward SDG-14 (Life Below Water)

Kuwait invites IOCINDIO and IOC-UNESCO member states to:

- Support regional scientific collaboration and joint cruises in the Persian /Arabian Gulf and Indian Ocean marginal seas
- Promote the exchange of marine data, best practices, and training opportunities
- Enhance the visibility of national contributions through IOC-endorsed research programs

Oman

The Sultanate of Oman welcomes the creation of the IOC Sub-Commission for the Central Indian Ocean (IOCINDIO) and fully supports its mission and workplan. We congratulate IOCINDIO on successfully holding its first session and thank the Government of the United Arab Emirates for hosting this important meeting.

We appreciate IOCINDIO's efforts to strengthen regional cooperation in ocean science, data sharing, and capacity building across the Central Indian Ocean.

Oman values the Sub-Commission's ambitious and well-structured workplan, especially its alignment with the goals of the UN Ocean Decade and IOC's Medium-Term Strategy. Its focus on capacity development, operational oceanography, and regional integration comes at the right time.

We believe that IOCINDIO represents a strong and Comprehensive platform to address regional ocean challenges, and Oman looks forward to active participation in its initiatives, including hosting a workshop or training course on ocean acidification in the Indian Ocean region.

Russian Federation

Russian Federation welcomes the establishment of the IOCINDIO subcommission and extends congratulations on the commencement of its work and thanks for the informative report. Russia has a long history of cooperation with the countries in this region on the study of the Indian Ocean and water resources, including also within the framework of the second International Indian Ocean Expedition (IIOE-2) under the Scientific Committee on Oceanic Research (SCOR) and the Intergovernmental Oceanographic Commission of UNESCO.

In May of this year, the Russian delegation took an active part in the first session of the IOCINDIO. Within the remit of the working group "Ocean science, biodiversity, pollution, assessments and management", we proposed two new topics for multilateral research: "Macro and micro litter - harm to the ecosystems of the Central Indian Ocean» " and "Numerical modeling of ocean circulation of the Central Indian Ocean (including Persian Gulf)".

We thank the IOCINDIO for their support. In turn, we will participate in other new projects of the subcommission which reflect the priorities of international initiatives as part of the UN Ocean Decade.

We are ready to further develop cooperation with the IOCINDIO and be involved in program activities, including cooperation with WESTPAC. We wish the subcommission successful development and success.

South Africa

South Africa would like to commend the comprehensive report presented by the Vice Chair of IOC Sub-Commission for the Central Indian Ocean (IOCINDIO). South Africa joins other delegates in congratulating IOCINDIO for being a fully-fledged Subcommission within the IOC structure and for holding its first successful Session. This is indeed a remarkable milestone and we hope its establishment will assist in achieving its future plans and implementing the priority areas of the region as identified by the Member States of the IOCINDIO. South Africa also commends Mr Justin Ahanhanzo in doing the interim work to make the subcommittee into being converted into a full Subcommission.

3.4.1 Warning and Mitigation Systems for Ocean Hazards

Argentina

Argentina desea agradecer al Grupo Intergubernamental de Coordinación del Sistema de Alerta contra los Tsunamis y Atenuación de sus Efectos en el Pacífico por la invitación a participar como Estado observador durante su Trigésima Primera Reunión, celebrada en el mes de abril de este año. En especial, agradecer al Secretario Técnico del mencionado grupo, señor Ocal Necmioglu, por las gestiones y coordinaciones realizadas para la participación de nuestro país.

En concordancia con el informe de la referida reunión del PTWS, la República Argentina desea destacar que, como responsable del área de búsqueda y salvamento marítimo del océano Atlántico Sudoccidental y coordinador del NAVAREA VI para la seguridad náutica, participó de manera activa en el ejercicio PacWave24 y, en el futuro, desea poder mantener estas acciones con la presencia de sus representantes técnicos.

Con relación a lo establecido en el punto 7 del informe de la última reunión del PTWS, actualmente puesto a consideración de esta Asamblea, la República Argentina desea manifestar su especial interés en participar activamente en todas las instancias organizativas del taller científico que eventualmente se lleve a cabo para evaluar el potencial riesgo tsunamigénico del Arco de Scotia y su posible impacto en el Área de Cobertura del PTWS.

Este interés se fundamenta en que dicha región se encuentra comprendida dentro de las zonas de responsabilidad de la República Argentina en el marco del sistema SAR y de la NAVAREA VI. Asimismo, nuestro país cuenta con investigadores y capacidades técnicas que podrían aportar significativamente al desarrollo de estudios en la región.

Asimismo, la República Argentina considera pertinente que se extienda una invitación al Grupo Intergubernamental de Coordinación para el Sistema de Alerta contra los Tsunamis y otras Amenazas Costeras en el Caribe y Regiones Adyacentes, dado que el área en cuestión también se encuentra dentro de su ámbito de monitoreo, de acuerdo a lo establecido en el Tsunami Watch Operations, Global Service Definition Document 130, punto 6.1.

En consecuencia, la República Argentina desearía que en la decisión que se adopte para este punto de agenda se incluya una mención específica a ello. En este sentido, esta Delegación hizo llegar oportunamente a la Secretaría el proyecto de texto a ser incluido en la decisión.

Por último, la República Argentina desea igualmente expresar que comparte la preocupación por los riesgos que los eventos tsunamigénicos representan tanto para las poblaciones costeras como para las embarcaciones que operan en las regiones potencialmente afectadas. En este marco, destaca la importancia de contar con información temprana y confiable que permita advertir a los navegantes con la mayor antelación posible sobre la eventual ocurrencia de un tsunami, así como asegurar la oportuna difusión de dicha información en las áreas de interés.

El compromiso y la activa participación de la República Argentina en esta materia se evidencian en la vigilancia y el análisis constante que lleva adelante el Servicio de Hidrografía Naval, tal como ocurrió durante el evento sísmico registrado el pasado 2 de mayo en el Pasaje Drake, con una magnitud de 7,5 en la escala de Richter, el cual, si bien no generó un tsunami, fue monitoreado estrechamente desde el primer momento.

Chile

Chile, miembro permanente del TOWS, reafirma su compromiso con la seguridad de las comunidades costeras frente a los riesgos oceánicos. Durante años, hemos avanzado en la investigación, desarrollo e implementación de estrategias que optimizan la detección, el monitoreo y la respuesta ante eventos críticos. Además, promovemos la educación y la concientización de nuestras comunidades, dotándolas de las herramientas esenciales para el autocuidado y la preparación ante emergencias, en coordinación con instituciones locales e internacionales.

Como muestra de lo anterior, Chile albergó el Programa Internacional de Entrenamiento en Tsunamis (ITP) en 2024, reuniendo a representantes de 18 países para evaluar capacidades y capacitarse en tecnología y concientización contra tsunamis. La exitosa experiencia ha llevado a confirmar su realización nuevamente en 2026, evidenciando el excelente trabajo del sistema chileno en detección, respuesta, pronóstico y preparación. Paralelamente, anunciamos que se encuentra en etapa de evaluación la instalación de un cable submarino antártico en el cual se busca que este cuente con tecnología SMART, es decir, que integre sensores avanzados objeto optimizar la alerta temprana y la capacidad operativa frente a los fenómenos oceánicos.

China

In the recent decades, China attaches great importance to and engages into the relevant work of the Warning & Mitigation Systems for Ocean Hazards in IOC, particularly the process of PTWS. Since its full operation in 2019, the South China Sea Tsunami Advisory Center (SCSTAC) has provided timely and stable tsunami services with ongoing efforts to continuously enhance its service capabilities. As mentioned by Carlos, In March 2023, the Backup Center, operated by the Hong Kong Observatory, entered hot standby operational status, enabling seamless takeover of tsunami warning services at any time. Furthermore, the scientists from SCSTAC Member States, through International Staff Programme, were invited to work with their Chinese colleagues to operate the SCSTAC in Beijing in the past several years. China would like to reiterate our commitment to make more contribution to regional capacity development and human resources exchange through SCSTAC.

The 31st Session of ICG/PTWS was hosted by China in Beijing in this April, it is really our great honor to make our special contribution to the 60 anniversary of PTWS. During the session, Dr. Wang Dakui from the National Marine Environmental Forecasting Center of China was elected as the Chair of PTWS. China will provide full support to Dr to fulfill his responsibilities as the chair, and will work with all Member States to continuously improve work of the PTWS and collaboratively enhance the capacity to respond to tsunami risks.

China will allocate more resources to advance the implementation of the "UN Ocean Decade Tsunami Programme," the "Tsunami Ready Recognition Programme," and relevant initiatives. A training workshop related to the indicators in the Tsunami Ready Recognition Programme is planned for the second half of 2025, aiming to facilitate greater participation and execution of the programme by the Member States of ICG/PTWS. More initiatives are being prepared by China, working with colleagues from other Member States.

Furthermore, China sent our experts to attend the 18th Session of TOWS-WG and the Tsunami Warning Operational Task Team (TT-TWO) meeting in Paris in this February. We acknowledge the releases of two Technical Series—No. 183 (Monitoring and Warning for Tsunamis Generated by Volcanoes) and No. 200 (Meteotsunamis: definition, detection and alerting services investigation), which offer the workable guidance for enhancing non-seismic tsunami warning operations. China commends the launch of the IOC Tsunami Awareness and Tsunami Ready Online Training by OTGA. We also express appreciation to the TT-TWO for including tsunamis generated by submarine and subaerial landslides into its work programme.

France

La France remercie les présidents des groupes intergouvernementaux de coordination des zones Nord-Atlantique-Méditerranée, Pacifique, océan Indien et Caraïbes ainsi que leurs régions

adjacentes, pour leurs rapports très complets, ainsi que pour les travaux des différents groupes de travail des GIC et apprécie le support du secrétariat de la Commission Océanographique Intergouvernementale de l'Unesco dans chacun des GIC.

La France a un centre d'alerte opérationnel pour l'alerte montante depuis 2012 pour l'Hexagone (le Cenalt), et participe aux efforts communs du GIC NEAM. La session XIX du GIC NEAM a également rappelé les engagements des collectivités pour obtenir les reconnaissances Tsunami Ready, comme ce fut le cas pour Cannes (Alpes-Maritimes) en 2024. La participation de la France (université de Montpellier) à la phase 2 du projet Coastwave coordonné par la COI est une opportunité qui devrait permettre d'accentuer ces efforts, et proposer d'autres candidatures.

La France remercie le GIC CARIBE-EWS pour son engagement dans la prise en compte des tsunamis non sismiques et les travaux en cours sur la mise en place de procédures opérationnelles pour les tsunamis volcaniques. La France apprécie l'engagement renouvelé lors du GIC CARIBE-EWS 2025 du Service National Météorologique des Etats-Unis de continuer la fourniture de services aux tsunamis à travers son Centre d'Alerte au Tsunami du Pacifique (PTWC) et son Centre International d'Information sur les Tsunamis (ITIC) pour l'ensemble des Etats Membres de la Caraïbe. La France remercie le GIC CARIBE-EWS de poursuivre ses efforts de préparation de l'ensemble des communautés à travers le travail de la Task Team Tsunami Ready et rappelle la reconnaissance Tsunami Ready de la commune de Deshayes (Guadeloupe) en 2023. D'autres communes des Antilles françaises se préparent à candidater. La France salue le travail constant du bureau caribéen de l'ITIC (ITIC-CAR), du PTWC et de la Task Team en charge de la préparation et l'organisation de l'exercice annuel CARIBE WAVE. Cet exercice est largement suivi dans les Antilles françaises et est devenu un outil primordial dans la préparation des communautés au risque tsunami.

La France remercie le GIC Pacifique d'avoir salué l'investissement national depuis 60 ans pour les activités tsunami dans la région, la France gérant un centre d'alerte en Polynésie française depuis 1965 (Centre Polynésien de Prévention des Tsunamis). La France remercie également l'ancien président Yuji Nishimae (Japon) pour ses actions pour le groupe et salue la nomination du nouveau président Dakui Wang (Chine). Pour les territoires français, la situation en Nouvelle-Calédonie est à considérer pour pouvoir poursuivre les efforts de préparation à la gestion de l'alerte tsunami. C'est précisément dans cette région que l'un des premiers SMART câbles va être déployé, le câble TAM TAM entre Vanuatu et la Nouvelle-Calédonie, coordonné par la France (Ifremer, Pacific Peering et ASN). Ce câble offre une perspective scientifique qui intéressera toutes les communautés des sciences océaniques, et sera essentiel pour les centres d'alerte tsunami en ajoutant de nouveaux points de mesures en temps réel.

La France souligne les travaux du groupe de travail mondial TOWS qui permet d'harmoniser les pratiques entre tous les bassins concernés par le risque tsunami, la France ayant des territoires dans les quatre bassins.

India

India would like to compliment and congratulate the Chairs of the ICGs of the IOTWMS, CARIBE-EWS, NEAMTWS, PTWS and the TOWS WG for providing reports of the excellent progress made during the intersessional period on the regional tsunami warning and mitigation systems spearheaded by the IOC.

India is an integral part of the Intergovernmental Coordination Group for the Indian Ocean Tsunami warning and Mitigation System (ICG/IOTWMS) and continues to provide services to the region as one of the Tsunami Service Provider (TSP), together with Australia and Indonesia. During the inter-sessional period, India sustained its observational networks (Seismic, Tsunameter, Tide Gauges and GNSS networks), participated in 4 COMMS Tests, IOWave Exercises, conducted World Tsunami Awareness Day with various outreach activities and national tsunami mock exercise, conducted a Conclave on 20 years commemoration of 2004 Indian Ocean Tsunami. To witness the commemoration conclave and TR villages, India hosted the visit of UNESCO Press Team at INCOIS as well as to the Tsunami Ready Villages in Odisha. India's 3 Proposals (i) UK-India PCTWIN,(ii) INCOIS Submarine Cabled Multi-Parameter

Observatory (ISCO) and (iii) Tsunami Ready Odisha - Tsunami Ready Recognition Programme Implementation in Odisha were endorsed under ODTP programme. India actively engaged IOTWMS and in the PCTWIN meetings at Kochi. Indian scientists are making significant contributions in various capacities to the activities of ICG-IOTWMS including the contributions of Dr. Tummala Srinivasa Kumar from India as Head, ICG-IOTWMS Secretariat, Mr. E. Pattabhi Rama Rao as Chair of ICG-IOTWMS and others in its Working Groups and Task Teams.

India successfully hosted a training Workshop on Tsunami Evacuation Maps, Plans, and Procedures (TEMPP) and the UNESCO-IOC Tsunami Ready Recognition Programme (TRRP) for the Indian Ocean Member States” at ITCOOcean. India continued its efforts towards contributing to the ambitious goal of IOC to cover all at risk communities by 2030 through Tsunami Ready programme and 26 villages in the coastal state of Odisha, India have been recognized by IOC as Tsunami Ready Villages and in the next biennium it is planned to cover another 17 villages from 06 coastal states of India.

Mr. Chair, India supports the key decisions taken by ICG/IOTWMS, appreciates the support extended by IOTIC, IOTWMS Secretariat in coordinating key activities and TSPs for extending the services and requests IOC for prioritizing the recruitments to several critical posts dealing with Ocean Observations, ocean disasters, etc.

Mr. Chair, India is happy to inform that India is hosting the International Tsunami Symposium (ITS)-2025 at INCOIS, Hyderabad, India along with the First Conference of the Ocean Decade Tsunami Programme (ODTP) with theme on “Building Resilient Coasts: Accelerating Actions to ODTP Challenge 6”. India is also offered to host the next Standard Operating Procedures (SOP) Workshop and intersessional meetings in 2026 at INCOIS, Hyderabad.

Indonesia

Indonesia deeply commends the comprehensive progress of the Intergovernmental Coordination Group for the Indian Ocean Tsunami Warning and Mitigation System (ICG/IOTWMS). We extend heartfelt appreciation to the outgoing leadership—Prof. Dwikorita Karnawati, Dr. Yuelong Miao, and Dr. Pattabi Rama Rao—whose tenure delivered significant results, including a regional capacity assessment framework adopted by the Pacific, and the recognition of 48 Tsunami Ready communities, half of the global total. Their efforts also advanced observation systems, private sector engagement, and strategic collaboration with UN ESCAP. We warmly welcome the new leadership of Dr. Pattabi Rama Rao, Dr. Harkunti Rahayu, and Dr. Yuelong Miao, fully supporting their vision for tsunami preparedness.

Our partnership with UNESCO-IOC is highly valued, particularly through hosting the Indian Ocean Tsunami Information Center (IOTIC) in Jakarta since 2017. Under Mr. Ardito Kodijat's leadership, IOTIC-BMKG has made crucial contributions to regional tsunami preparedness. As we approach this leadership transition, Indonesia proposes a strategic institutional strengthening by formally integrating IOTIC as a dedicated division within BMKG, with Indonesia assuming the leadership role. This model guarantees long-term funding, enhances institutional support and visibility, and strengthens regional leadership in tsunami information sharing.

We also appreciate the report from the Intergovernmental Coordination Group for the Pacific Tsunami Warning and Mitigation System (ICG/PTWS). Given Indonesia's vulnerability to tsunamis, especially in Eastern Indonesia and the South China Sea, we propose ICG/PTWS collaborate with us to build tsunami preparedness capacity in coastal Papua to Papua New Guinea, and the South China Sea region.

Lastly, we are grateful to IOC UNESCO for entrusting Indonesia to host the 2nd Global Tsunami Symposium, hoping the Banda Aceh Statement will help achieve 100% Tsunami Ready Communities worldwide. We look forward to deepening our collaboration with ICG/IOTWMS, ICG/PTWS and UNESCO-IOC to strengthen the Indian Ocean's multi-hazard early warning capabilities.

Japan

First of all, Japan sincerely thanks the representatives of the four ICGs and TOWS-WG, for their comprehensive and informative presentations on activities and achievements regarding tsunami disaster risk reduction.

Firstly, Japan appreciates the PTWS Tsunami Ready Equivalency Guidance, provisionally approved at its 31st session, to further proceed Tsunami Preparedness Recognition Program. We hope the guidance will enable countries and communities with rich experience of tsunami preparedness, to be evaluated in an efficient manner, thereby advancing tsunami preparedness in the region.

Secondly, we greatly value the ESCAP-supported tsunami preparedness capacity assessment in the Pacific. It is crucial that the results of this survey will be effectively utilized to strengthen tsunami preparedness. Japan will provide strong support for this effort through the Northwest Pacific Tsunami Advisory Centre, as well as capacity-building through Japan International Cooperation Agency.

Thirdly, Japan would like to express our sincere gratitude to the Pacific Tsunami Warning Center, PTWC, for preparing to provide tsunami advisories to NAVAREA coordinators in the Pacific. We respectfully request that the IOC continues its close coordination with the IHO and IMO to ensure the smooth initiation of the operation.

As for the reports by TOWS-Working Group, Japan expresses its profound appreciation for the publication of the technical document on Meteotsunamis, a collaborative effort between the IOC and WMO. We also support its findings, including the value of collaboration between National Meteorological and Hydrological Services and Tsunami authorities.

Japan would like to emphasize the importance of collaboration between volcano and tsunami authorities, to enhance monitoring and predicting capacities of tsunamis generated by volcanic eruption. In this context, we would like to express our gratitude to the IOC for organizing the webinar in this April that facilitated collaboration among those organizations and various experts.

Last but not least, Japan believes the great success of the first Ocean Decade Tsunami Program conference, to be held this November in India. We would like to express our sincere gratitude to India for hosting the event.

Malaysia

Malaysia is actively strengthening its early warning systems to address ocean hazards, especially tsunamis and sea-level rise.

Our National Tsunami Early Warning System (MNTEWS), managed by Malaysian Meteorological Department (MetMalaysia), integrates seismic sensors, tide gauges, and coastal surveillance cameras. It provides rapid alerts and is supported by regular public drills and awareness campaigns.

The National Water Research Institute (NAHRIM) projects a rise of 0.25 to 0.52 meters by 2100 in Peninsular Malaysia. Monitoring is led by the Department of Survey and Mapping Malaysia (DSMM) through tide gauges and satellite altimetry.

Malaysia has improved coordination across agencies through National Disaster Management Agency (NADMA) and aligned its efforts with the National Policy on Climate Change 2.0, which emphasizes preparedness and risk reduction.

To support innovation, the government is working with universities to fund research on ocean monitoring, modelling, and local forecasting. Initiatives such as the UTM–MERCY Malaysia collaboration are helping build technical capacity and community resilience.

Moving forward, Malaysia will:

- Expand ocean and sea-level monitoring systems;
- Strengthen forecasting through research and innovation;

- Improve local early warning dissemination; and
- Enhance regional cooperation under IOC's IOTWMS and PTWS frameworks.

Oman

Oman, in collaboration with the (IOC) and the United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (UNESCAP), hosted the “Regional Training Workshop on Tsunami Inundation Modelling and Evacuation Planning for the North-West Indian Ocean Region, which was held in April 2024 in Muscat. The event brought together approximately 70 participants from regional and international institutions. AL Hail North (in Oman) was used as a pilot site for tsunami simulation and evacuation planning. The exercise aimed to support the development of tsunami inundation and evacuation maps.

Oman also continues to play an active role in regional coordination. We currently represent the North Indian Ocean on the Task Team for Tsunami Watch Operations and Serve as Vice-Chair of the ICG/IOTWMS Regional Working Group.

Additionally, Oman is actively involved in public awareness campaigns, and we regularly participate in initiatives like World Tsunami Awareness Day.

Finally, I'm pleased to share that the Government of Oman intends to host the 15th session of the ICG/IOTWMS in 2026. We look forward to welcoming you all then.

Portugal

Portugal considers of extreme importance the existence of Tsunami Early Warning Systems and has been actively involved in the implementation of the Tsunami Warning System for the NE Atlantic, Mediterranean and Connected Sea's region since the beginning. The Portuguese National Tsunami Warning Center, based at the Portuguese Institute for Sea and Atmosphere (IPMA), has been operating at national level since the end of 2017 and after 2019 as an accredited Tsunami Service Provider (TSP) at international/regional level.

This implementation has been conducted in close coordination with the National Emergency and Civil Protection Authority (ANEPC), which is a crucial entity in the process. We also highlight the contribution of several institutions, at national and international level, namely in the seismic and sea level data sharing process.

Following a decision of the Portuguese Government, we are preparing a major contribution to the monitoring system in the NE Atlantic, which is the implementation of the Atlantic SMART Cable (Telecommunication cable instrumented with sensors) in the Azores-Madeira-PT mainland region, that will improve the monitoring of ocean variables, and in particular the detection and early warning capability of earthquakes and tsunamis.

IP Telecom, the Portuguese public company, was given the mission to implement the infrastructure, with IPMA assisting in the Observer component of the cable. The monitoring infrastructure will comprise 20 nodes of sensors (measuring ground motion, pressure and temperature), and should be in operation in the first semester of 2027.

Due to the low frequency of tsunami events in the NEAM region, more and more exercises are essential for the preparation of the system, and we highlight initiatives as the NEAMWave exercises, now with NEAMwave26 in preparation, which are crucial to test and validate the operational procedures. Several outreach initiatives and local exercises, in coordination with civil authorities, have been regularly organized and are considered extremely useful for the success of the whole system.

To conclude, we also highlight the developments in terms of the Tsunami Ready programme, aiming the preparation of the coastal communities and noting the extensive work that is being done at national and international level. Portugal is now preparing the constitution of its Tsunami Ready National Board.

Republic of Korea

The Republic of Korea expresses its appreciation and strong support for the continued efforts of IOC and regional ICGs to achieve the goals of the UN Ocean Decade Tsunami Program (ODTP) and to reduce the risks posed by tsunamis.

On 1 January 2024, the Republic of Korea experienced its first tsunami in 30 years. A maximum tsunami height of 82cm recorded along the eastern coastline, causing significant confusion and concern among coastal residents. In response, relevant government ministries have developed and are actively operating improved tsunami warning and monitoring systems.

We will continue to develop advanced technologies to improve the accuracy of tsunami predictions, and to provide timely information that will support effective responses and enhance the safety of coastal communities.

Spain

España apoya las actividades del Grupo de Coordinación Internacional del NEAMTWS, entre otras cosas a través del compromiso de Ignacio Aguirre como vicepresidente, y está haciendo un importante esfuerzo en el desarrollo de sistemas de alerta y en los protocolos de actuación. Los mejores ejemplos son el reconocimiento de Chipiona como ciudad Tsunami Ready y el trabajo de la ciudad de Cádiz para alcanzar pronto esa misma distinción. El pasado mes de mayo se organizó una reunión sobre Smart-Cables en Madrid junto con nuestros colegas portugueses, donde se pusieron de manifiesto las oportunidades que brinda este sistema de observación para los sistemas de alerta.

Türkiye

Tsunami Warning Systems are essential components of coastal community. We are honoured to host one of the North-Eastern Atlantic and Mediterranean (NEAM) Tsunami Warning and Mitigation System (TWS) Tsunami Service Provider (TSP), namely the Regional Earthquake and Tsunami Monitoring Centre of Boğaziçi University-Kandilli Observatory and Earthquake Research Institute, in Istanbul. This center provides 24 hours / 7 days tsunami warnings to Eastern Mediterranean, Aegean, Marmara and Black Seas since 2012.

As a result of Tsunami Ready Recognition Programme (TRRP) implementation efforts in Türkiye we are also honoured with the certificate of Büyükçekmece (İstanbul) as the second Tsunami Ready community in North-Eastern Atlantic and Mediterranean region recognized by UNESCO-IOC in 2024. More others are on the preparation phase in different cities of Türkiye in line with the target of Ocean Decade in Mediterranean Sea.

Kandilli Observatory and Earthquake Research Institute operates a sea level network of 24 stations in the Marmara Sea. At the national level, 20 tide-gauge radar type stations are operated by the General Directorate of Mapping.

One new tsunami early warning and sea level monitoring system was installed in Aegean Sea in February 2025. Ten new multi-operational tsunami early warning and sea level monitoring stations will be installed in the Aegean, Mediterranean, and Black Seas in this year.

It should be noted that Türkiye provides a significant in-kind contribution not only to the operation of the Centre but also for the development and maintenance of tide-gauges, including the transmission of sea-level data, which is vital for sustaining regional tsunami monitoring and early warning capabilities.

Tsunamis are transboundary events which makes the intergovernmental governance of relevant activities more important.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The UK delegation notes that within the ICG/CARIBE-EWS, a total of 23 communities are now recognized as Tsunami Ready under UNESCO-IOC Tsunami Ready Recognition Program and the UK particularly acknowledges the funding of Anguilla's Tsunami Ready Recognition Project

by USAID and appreciates the ongoing support of Pacific Tsunami Warning Centre (PTWC) and International Tsunami Information Center (ITIC-CAR) to the UK Overseas Territories.

With regards to item 3.4.1.2, the UK supports the recommendation of the Eighteenth Meeting of the Working Group on Tsunamis and Other Hazards Related to Sea-Level Warning and Mitigation Systems (TOWS-WG-XVIII) to approve the Tsunami Ready Coalition Implementation Plan, which seeks to raise the profile of and to increase funding resources for the Tsunami Ready Recognition Programme going forward.

We note the Request to prioritise the installation of tide gauges in regions under high tsunami risk where there are known coverage gaps. We also support the approval of the Task Teams on Tsunami Disaster Management and Preparedness, and the task team on Tsunami Watch Operations (TT-DMP and TT-TWO), as suggested in the draft Decision.

(We would also like to point out that in the interest of accuracy the numbering of the TOWS meetings in report IOC/TOWS-WG-XVIII appears inconsistent, sometimes referring to TOWS-WG 18 and other times referring to TOWS-WG 16)

United States of America

The United States is committed to providing timely and effective tsunami services for the protection of life, livelihoods, and economic prosperity in the United States and the Pacific and the Caribbean and Adjacent Regions, including through our continued participation in the PTWS and CARIBE EWS.

We generally support the recommendations and reports of the ICG/PTWS, ICG/CARIBE-EWS, and TOWS meetings. We also support the adoption of the Tsunami Ready Coalition Implementation Plan.

However, as referenced in our opening statement, the United States cannot reaffirm Agenda 2030 or the SDGs.

We therefore disassociate from the first paragraph of section 1.2 of the Implementation Plan that was just approved in decision 3.4.1.

WMO

WMO warmly welcomes the integration of the UN Secretary-General's "Early Warnings for All" initiative, aligning closely with our Multi-Hazard Early Warning System (MHEWS) framework. We are especially encouraged by the system-wide progress in tsunami preparedness and the decision to extend Tsunami Service Provider capabilities to include non-seismic and complex sources, a critical step in tackling emerging risks.

We also acknowledge with appreciation the growing focus on inclusive warning systems, particularly efforts targeting children and persons with disabilities. These approaches are vital to ensuring that early warnings reach everyone, especially the most vulnerable. WMO particularly welcomes the progress on the Common Alerting Protocol (CAP) and appreciates the recognition of CAP as a key link between detection and effective warning dissemination. WMO is committed to collaboration with IOC on the development of a global CAP template for Tsunami Service Providers.

Furthermore, we support the call to strengthen coordination between Tsunami Warning Centres and National Meteorological and Hydrological Services, particularly in monitoring instruments, many of which serve multi-hazard needs, including meteorological and oceanographic applications.

We also draw attention to WMO's latest Global Annual to Decadal Climate Update, which highlights an 86% chance of global temperatures exceeding 1.5°C above pre-industrial levels for at least one year between 2025 and 2029. This reinforces the urgency of strengthening coastal risk preparedness, as climate-driven sea-level variability and warming oceans will increase the impact and frequency of compound hazards.

WMO stands ready to contribute to the implementation of the Ocean Decade Tsunami Programme, particularly through collaboration on observing networks, data sharing protocols, and the use of emerging technologies, as well to contribute to capacity development, impact-based forecasting methodologies, and regional cooperation.

3.4.2 International Oceanographic Data and Information Exchange: 28th Session of IODE, Santa Marta, Colombia, 12–14 March 2025

Argentina

En particular, la República Argentina desea enfatizar su compromiso con la participación en el Sistema de Datos e Información Oceanográficos (ODIS), entendiendo que la experiencia acumulada a través del Centro Argentino de Datos Oceanográficos, actualmente en un proceso de renovación y modernización, permitirá en el corto plazo el acceso a metadatos y realizar consultas a través de un sitio web dedicado específicamente a estas acciones.

Por su parte, vale destacar que desde el año 2020 funciona en la República Argentina un Centro Especializado del Ocean Teacher Global Academy, a través del cual se han impartido diversos cursos anuales bajo modalidad virtual en tres áreas de conocimiento: delimitación del límite exterior de la plataforma continental, observaciones de hielo marino y témpanos, y la geología marina e instrucción en temas de minería de fondos marinos. Ello ha capitalizado y difundido la experiencia argentina, contando con una gran concurrencia de participantes, provenientes de diversos países de Latinoamérica. Como parte de esta iniciativa, en agosto de este año, se realizará una edición presencial del curso de observador de hielo marino y témpanos, con el patrocinio de la Ocean Teacher Global Academy y para participantes de Latinoamérica.

En consecuencia, la República Argentina desea acompañar el Proyecto de Decisión propuesto bajo este punto de agenda, con las siguientes observaciones y sugerencias a los siguientes puntos del apartado III:

i. En el punto 15, se advierte que la redacción no especifica cómo se implementaría el intercambio de datos financiados privadamente, considerando que los IOC Data Policy and Terms of Use de 2023 no abordan expresamente esta situación. Por ello, se sugiere eliminar la referencia a “tanto con financiación pública como privada” para evitar ambigüedades en su interpretación y aplicación.

ii. El punto 16 no parece tener carácter dispositivo, sino preambular, al constituir una declaración que fundamenta las acciones propuestas en el proyecto de decisión, por lo que se sugiere trasladar el enunciado a las cláusulas preambulatorias del Proyecto de Decisión..

Asimismo, la República Argentina considera oportuno acotar el alcance del entendimiento expresado en dicho punto, destacando que el intercambio de datos contribuirá al fortalecimiento de las capacidades colectivas en relación con los objetivos del Decenio del Océano de las Naciones Unidas.

iii. En el punto 17 se propone reemplazar el verbo “insta” por “invita”.

iv. Del análisis del punto 18 se desprende que, al igual que el punto 16, tiene una naturaleza predominantemente preambular. En consecuencia, se sugiere sustituir el término “afirma” por “afirmando” y trasladar el enunciado a las cláusulas preambulatorias del Proyecto de Decisión.

Esta Delegación hizo llegar oportunamente a Secretaría las propuestas de modificaciones de texto mencionadas.

Finalmente, la República Argentina expresa especialmente su agradecimiento a la Oficina de Proyecto para el IODE y al Gobierno de Flandes, Reino de Bélgica, por el apoyo y gestiones en el mantenimiento de estas actividades.

Canada

Le Canada est encouragé par les progrès réalisés à la 28e session du Comité de la COI sur l'échange international de données et d'informations océanographiques et approuve le plan de travail 2025-2026.

Les domaines d'intérêt du plan de travail 2025-2026 s'harmonisent bien avec les priorités du Canada en matière d'océans, en particulier dans les domaines de la durabilité, de la prise de décisions fondées sur les données, l'inclusion du savoir autochtone, et la mise en œuvre collaborative.

Le Canada approuve également le mandat révisé du Système d'information sur les données océaniques (ODIS), du Groupe directeur de l'ODIS et du Groupe des opérations de l'ODIS. Le Canada remercie sincèrement le gouvernement de la Flandre d'avoir accueilli le Bureau de projet pour l'IODE en Belgique, et appuie pleinement sa poursuite.

Enfin, le Canada tient à remercier Peter Pissierseens, ancien chef du bureau de projet du CIO pour l'IODE, pour son importante contribution à l'avancement de ce travail et lui souhaite une très bonne retraite.

Chile

Chile reconoce la importancia del programa sobre Intercambio de Datos e Información Oceanográfica (IODE) de la COI y junto con agradecer el apoyo que el Gobierno de Flandes ha otorgado a la COI, quisiera también invitar a otros Estados Miembros que pudiesen estar en condiciones de sumarse en esta línea, lo hagan a fin de facilitar la participación de los países en desarrollo en los programas de la COI. La Oficina de proyectos IODE ha sido crucial para el crecimiento y éxito del programa.

Chile desea destacar el avance del “Sistema de Información de Biodiversidad del Océano (OBIS)” y en particular su recomendación sobre el uso del formato “Darwin Core” para el levantamiento de datos de biodiversidad. El Centro Nacional de Datos Hidrográficos y Oceanográficos de Chile (CENDHOC), se encuentra trabajando en la adopción de este estándar.

Finalmente, Chile quisiera aprovechar esta oportunidad para expresar gratitud y reconocimiento al Sr. Peter J. Pissierssens por su dedicada labor como Jefe de la Oficina de Proyectos de la COI para IODE y coordinador de Desarrollo de Capacidades de la COI desde el año 2007 y le desea el mayor de los éxitos en sus proyectos futuros.

China

China would like to congratulate IODE on the positive progress it has made over the past two years and expresses its appreciation for IODE's contribution in promoting the integration and sharing of global ocean data and information.

We support IODE's initiatives to promote the healthy and rapid development of ODIS and ocean data sharing for sustainable development in areas within national jurisdiction, and would like to actively participate in relevant projects and activities. China has been promoting the open sharing of ocean data within national jurisdiction. We have established a number of public data and information service platforms, such as the National Ocean Science Data Centre and the Marine Professional Knowledge Service System, and released the first batch of marine data open-sharing catalogues and the National Ocean Big Data Service (Ocean Cloud) in 2024.

China also actively advocates the participation of private sector data obtained through commercial activities in data sharing and trading flow, increasing the amount of data used for ocean observation, monitoring, understanding and modelling of the oceans. However, it should be noted that there are some legal and economic issues such as data rights confirmation and authorization, data trading and circulation, and benefit distribution, which still need to be further explored and studied. And we suggest that IOC also carry out in-depth studies in the process of promoting the sharing of ocean data within national jurisdiction.

Colombia

La delegación de Colombia agradece la información presentada, así como el honor de haber sido país anfitrión de la IODE-28, primera reunión del Comité celebrada en Latinoamérica, felicitamos a las delegaciones asistentes por sus valiosas contribuciones, que permitieron avanzar en orientaciones estratégicas para fortalecer el Programa.

Además, Colombia reitera su compromiso con la implementación de la Política de Datos y las condiciones de uso para el intercambio de datos de la COI impulsada por el IODE, dado que el Centro Nacional de Datos Oceanográficos (NODC), en colaboración con la Unidad de Datos Asociada (ADU), culminó el Plan de Apertura de Datos Oceanográficos y Marinos, desarrollado en los últimos cuatro años como contribución al Decenio de las Ciencias Oceánicas, con el respaldo de las entidades del Comité Técnico Nacional de Datos Oceánicos y universidades. Igualmente, el país ha establecido mecanismos para integrar al NODC los datos provenientes del sector privado, en beneficio de la investigación científica nacional.

Por otro lado, Colombia reitera su apoyo y se une a la comunidad IODE respecto a las siguientes inquietudes, en aras de solicitar a las instancias correspondientes garantizar el apoyo necesario para el desarrollo satisfactorio del IODE, como uno de los Programas más exitosos de la COI/UNESCO y goza de amplio reconocimiento en otros escenarios internacionales:

- i. continuar las gestiones para cubrir las posiciones sensibles responsables de IODE y OBIS
- ii. procurar la renovación del memorando de entendimiento entre Flandes y la COI para la Oficina de Proyectos de la COI para el IODE en Ostende (Bélgica) (diciembre de 2026).

France

La France souligne l'excellence de l'IODE et son impact dans la bonne gestion des données océanographiques et leur partage à l'échelle internationale.

L'existence du Project Office et son bon fonctionnement est essentiel à la dynamique insufflée par l'IODE auprès des Etats Membres dans la bonne gestion des données océanographiques et leur partage.

La France note que le Project Office fait face à des demandes croissantes et qu'en conséquence des difficultés ont été identifiées impactant le fonctionnement du Project Office.

India

India would like to compliment the Chairs, and host INVEMAR for the successful conduct of the 28th session of IODE at Santa Marta, Colombia during 12 – 14th March 2025. India understands and fully supports the importance of strengthening data infrastructure, improving accessibility, and fostering collaboration as underscored in the conference to ensure inclusive and equitable participation in the global digital ocean ecosystem.

The INCOIS under the Ministry of Earth Sciences of India is identified as NODC and CMLRE under the said Ministry is identified as ADU. Through these institutes, India is collaborating with other IOC programmes while keeping in mind the cross-cutting nature of ocean data and information management and sharing.

With regards to the Ocean Best Practices activity, India is happy to consider OBPS as an IOC-wide activity to co-fund OBPS with GOOS and IODE.

India has been involved in generating and disseminating data and information pertaining to Harmful Algal Information System (HAIS) since long. India is also a member of Global Ocean Oxygen Database and Atlas (GO2DAT), nominated member to be part of IOC State of the Ocean Report (StOR). India is also actively involved in implementation of GOOS of the Ocean Best Practices System (OBPS), cooperating with all IOC programmes on the IOC Data Architecture and conducted exclusive capacity development programs on Tsunami Resilience. India will be happy to cooperate with the IOC Tsunami Resilience Section on the development of online learning materials that can be made available through OTGA as a self-paced course.

India takes appreciates the excellent services of Mr Peter Pissierssens, as IODE chair. India became a part of the OIH/ODIS and it will continue to work with IODE at regional level through IOCINDIO as vice-chair of the sub-commission. Further, India will also extend cooperation to IODE for its association with the UN Ocean Decade as the Decade Collaborative Centre for the Indian Ocean.

Finally India is happy to collaborate in ODIS by sharing out ocean data and information with ODIS as per the guidelines prescribed by Govt. of India.

Japan

We also extend our appreciation to Mr. Peter Pissierssens, the former head of the IODE project office, for his many years of dedicated service upon his retirement.

Second, we recognize that the present proposal on ODIS is effective in enhancing the availability of ocean information through improved interoperability, accessibility, and reliability of ocean data.

Third, about the ocean data sharing on national jurisdiction, we, Japan Oceanographic Data Centre, has collected data from public institutions including Universities, research institutions, and fishery high schools, based on IOC data policy. It's a new challenge for us to collect the data obtained by private industry. We recognize that this proposal can contribute to SDG 14.

Kingdom of the Netherlands

We congratulate IODE on its long-standing success as one of the flagship programmes of the Intergovernmental Oceanographic Commission. We would like to express our deepest gratitude to Peter Pissierssens, recently retired as Head of the IODE Project Office, for his incredible dedication and invaluable contributions to IODE and IOC over the past 36 years.

Since its inception in 1961, IODE has built a remarkable and collaborative network of nearly 100 National Oceanographic Data Centres (NODC) and Associate Data Units (ADU). Through its Programme Components—OBIS, ODIS, and OTGA—IODE continues to provide essential, globally recognized data and information services. These, closely linked, Programme Components not only serve the IOC family but are also relied upon by a wide range of partners and stakeholders across the global ocean science community.

The Kingdom of the Netherlands firmly believes that the achievements of IODE must be safeguarded and further strengthened. In particular, we wish to underscore the importance of promoting greater integration and synergy between IODE and the Global Ocean Observing System (GOOS), in order to enhance the delivery of end-to-end ocean data and knowledge systems.

We also take this opportunity to highlight the relevance of IODE's work in the context of emerging global ocean governance frameworks, in particular the Biodiversity Beyond National Jurisdiction (BBNJ) Agreement. In this regard, we stress the imperative to maintain—and where possible, reinforce—the capacity of the IODE Project Office to ensure that Member States can fully benefit from the OBIS system as a key data platform for the BBNJ clearinghouse mechanism.

In support of these efforts, the Kingdom of the Netherlands calls upon the IOC Secretariat to ensure the timely filling of two critical positions: the Head of the IOC Project Office for IODE and the OBIS P3 post. Addressing these vacancies is essential to uphold the operational integrity and strategic direction of the programme.

Finally, we express our strong support for the renewal of the Memorandum of Understanding (MoU) between Flanders and IOC, which underpins the continued operation of the IOC Project Office for IODE in Oostende, Belgium.

We remain fully committed to supporting IODE and its vital role in the global ocean data ecosystem and thank all Member States and partners who continue to contribute to its success.

Malaysia

Malaysia acknowledges that oceanographic data is essential for evidence-based marine governance. Our active participation in IODE, through the Malaysia National Oceanographic Data Centre (MyNODC) and Malaysia Biodiversity Information System (MyBIS) reflects our commitment to the FAIR data principles.

As we transition toward a blue economy and advance Marine Spatial Planning (MSP) under the 12th Malaysia Plan, data collection and sharing have become top national priorities. Although Malaysia does not yet have a single agency mandated to collate all ocean data, inter-agency coordination is improving—particularly across fisheries, maritime, environment, and mapping sectors.

Several key national policies support this direction:

- The National Policy on Climate Change 2.0 calls for integrated data and knowledge management to support climate-resilient development, including ocean sectors.
- The National Biodiversity Policy 2022–2030 promotes data sharing and integration for marine conservation and spatial planning.
- The National Coastal Zone Physical Planning Framework (RFZPPN) incorporates spatial data layers to guide sustainable development and ecosystem protection.
- The upcoming National Marine Spatial Planning Framework, endorsed by the National Physical Planning Council, will rely heavily on multi-sectoral ocean datasets for implementation.

Through these policies, Malaysia is aligning ocean data governance with its commitments under the Ocean Decade, SDG 14, and the IOC-led Global Ocean Observing System (GOOS).

Moving forward, Malaysia will:

1. Expand national capacity in data management through IODE training and partnerships;
2. Harmonize datasets across agencies
3. Promote university-led research on marine data architecture and standards; and
4. Strengthen data accessibility to support MSP and the blue economy agenda.

Russian Federation

The Russian delegation requests that the following statement be included in the report of the thirty-third session of the IOC Assembly:

‘In view of its national legislation, the Russian Federation will not adhere to paragraph 18 of Decision A-33/3.4.2.’

Spain

España manifiesta su máximo agradecimiento por el extraordinario trabajo del Sr Peter Pissierssens como Jefe de Sección de IODE hasta su reciente jubilación y le transmitimos nuestros mejores deseos en esta nueva etapa.

El IEO, como Centro Nacional de Datos Oceanográficos (NODC), distribuye datos e información sobre el medio marino a través de distintas plataformas e iniciativas europeas, incluidas <http://seadatanet.org> y EMODNET. Actualmente, el IEO está trabajando en mejorar su Infraestructura de Datos Espaciales, con objeto de facilitar el acceso a esta información a través de un catálogo propio acorde con las necesidades actuales en este campo, facilitando conexiones “maquina-a-maquina” y actualizaciones semi-automáticas que favorezcan la integración de las arquitecturas de datos propuestas por el IODE y la contribución a un ecosistema global de datos oceánicos siguiendo principios FAIR y CARE. Subrayamos la importancia de asegurar la accesibilidad y preservación a largo plazo de los datos a través de repositorios con vocación de permanencia en el tiempo.

La gestión de datos es, y cada vez va a serlo más, una especialidad con un alto contenido técnico y tecnológico que avanza rápido a medida que las redes y las comunicaciones mejoran, a la par

de las capacidades de muestreo y mejoras instrumentales. Esto pide que los tiempos de respuesta cada vez sean menores y que las comunicaciones máquina-máquina funcionen con las últimas mejoras y avances del estado del arte. Las actividades de los NODCs responden a las necesidades de una gestión Científico-Técnica altamente especializada de los Datos Oceanográficos en el marco de las competencias propias de cada país. Esta especialización y necesidad debe ser reconocida.

España quiere reconocer la importancia para la comunidad internacional de los avances del Sistema de Información sobre Biodiversidad Oceánica (OBIS), el Sistema de Datos e Información Oceánica (ODIS) especialmente en relevante para algunas regiones del globo, que debe seguir fortaleciéndose para garantizar la equidad de acceso digital a datos e información relevante. Agradecemos también el trabajo y el esfuerzo de la Academia Global Ocean Teacher, resaltando la modalidad de autoaprendizaje y favoreciendo los cursos en varios idiomas, y el aumento significativo de su actividad, logrando un número importante de inscripciones. Esto apoya la Estrategia de Desarrollo de Capacidades del COI y contribuye a programas como la Resiliencia ante Tsunamis, Ciencia Oceánica y la Década del Océano, contaminación marina, planificación espacial marina y restauración de manglares.

Agradecemos muy sinceramente al Gobierno de Flandes por la financiación que permite sostener la oficina en Oostende sin la cual estas actividades no serían posibles.

España está de acuerdo con la necesidad de iniciar cuanto antes el proceso de selección de nuevo Jefe de la Sección de IODE, pero resaltando la necesidad de que se haga atendiendo a los estándares que requiere actualmente esta disciplina cada vez más compleja y que ya hemos mencionado.

Thailand

Thailand recognizes the vital role of the IODE in promoting ocean data and information exchange, contributing to scientific research, innovation, and informed decision-making. The equitable dissemination of knowledge through the IODE framework serves as a catalyst for international collaboration and accelerates progress in ocean science. We further commend the significant contributions of IODE's core programme components including OBIS, ODIS, and OTGA in supporting key global initiatives and frameworks.

Thailand has actively supported the UN Decade of Ocean Science for Sustainable Development through its engagement with the IODE, including contributions such as the provision of ocean acidification data to the IOC, reflecting its commitment to advancing global ocean knowledge and cooperation.

As a coastal state, Thailand faces ongoing challenges from climate-related hazards and anthropogenic pressures that jeopardize the sustainability of its marine and coastal resources. We underscore the importance of enhancing ocean data exchange as a foundation for achieving sustainable development and informed ocean governance. Thailand views strengthened engagement with the private sector as a promising avenue for improving the accuracy, resolution, and timeliness of ocean observations and forecasts—particularly to the benefit of vulnerable coastal States.

Nevertheless, Thailand expresses primary concern regarding the public sharing of the data collected within areas under national jurisdiction as such data may fall within the sovereign rights of the coastal State, in accordance with Section 8 of the IOC Data Policy and Terms of Use (2023). Thailand supports China's suggestion to undertaken further in-depth study on this matter.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

We would also like to thank Pieter Pissierssens for his leadership and energy to drive forward the work of IODE and more widely.

The 28th session of the IODE Committee was clearly a very productive meeting addressing a broad portfolio of data management topics. We note with satisfaction the wise move of streamlining IODE work into Programme Components, Programme Activities and Projects

enabling the importance of flagship components OBIS, OTGA, and ODIS to be highlighted and providing linkage with other parts of IODE. We would like to emphasise the cross-cutting nature of ocean data and information management and sharing, which has enabled IODE to successfully collaborate with the other IOC sections.

For IODE to reach its potential it is essential that the programme is suitable resourced and staffed, mindful of the current recruitment freeze and financial constraints. The UK is fully supportive of longer-term efforts to secure the right skills and appropriate resources needed to ensure the longevity and continued successes of IODE. We recognise the value of the contributions of member states in supporting the delivery of IODE ambitions, which can only be achieved through constructive, collaborative behaviors that reflect the IOC code of conduct.

The UK wishes to commend the contributions of the Government of Flanders in providing funding to the IODE Project Office for the last 20 years, during which time the Project Office has grown in responsibilities and activities. The UK would welcome the renewal of the MoU between the Government of Flanders and the IOC. We also recognise that there is a need to diversify income to compliment funding support provided by the Government of Flanders to meet increasing demands, which could include industry and philanthropic organisations.

3.4.3 IOC Data Architecture

Canada

Canada welcomes the report and supports the proposed the IOC Data Architecture concept noting, as Germany has mentioned, the need for further clarification on its implementation as the plan is developed. We look forward to learning how Canada can contribute or provide feedback into its implementation, including through our NODC.

Canada supports an interoperable, metadata-rich, and federated approach to system designs for ocean science data management, facilitating the implementation of the FAIR and CARE principles.

China

and a stable, comprehensive and efficient data collection, management and sharing system can support IOC's sustainable ocean planning and management strategy, help promote collaboration among IOC components and programmes, and provide timely and reliable data and information sources for IOC members in oceanographic research, ocean ecological protection, ocean resources utilization, and climate change adaptation.

The Chinese delegation supports the IOC decision on the development of a data architecture and is willing to contribute to its construction. China attaches great importance to international ocean data and information exchange and cooperation. We have been operating the National Oceanographic Data Centre through the National Marine Data and Information Service (NMDIS) since 1982. In 2008, under the joint guidance of the IOC Sub-Committee for the Western Pacific and the IODE Project Office, NMDIS started the building and running of the Ocean Data and Information Network for the Western Pacific region (ODINWESTPAC), and set up an ODIS node in 2023 to share China's ocean observation data and information products operationally.

China would like to further participate in the programs and actions related to the IOC data architecture. At the same time, we hope that IOC could provide further guidance to members on how to play a better role in this initiative.

India

India would like to compliment the representatives of GOOS and IODE for the IOC data architecture concept proposal.

India takes note that this proposal is mainly focused on enhancing collaboration between the IODE and the GOOS with a goal to enhance coordination and discuss an integrated and scalable

IOC digital architecture that would improve data sharing, management, and accessibility, across ocean systems.

India has been a key partner of IOGOOS collecting data pertaining to Essential Ocean Variables and is also acting as an NODC under the IODE. India reiterates that it is willing to embrace the FAIR and CARE principles for all the data being collected and archived at its data centers.

India strongly supports the proposed draft basic schema for the IOC Data Architecture, linking key IOC components into a holistic ecosystem that would provide a joint vision for an IOC Data Architecture.

Japan

We recognize that the proposal related to the IOC data architecture is effectively promoting the availability of ocean data and enhance the value of the data.

Spain

España manifiesta su máximo agradecimiento por el extraordinario trabajo del Sr Peter Pissierssens como Jefe de Sección de IODE hasta su reciente jubilación y le transmitimos nuestros mejores deseos en esta nueva etapa.

El IEO, como Centro Nacional de Datos Oceanográficos (NODC), distribuye datos e información sobre el medio marino a través de distintas plataformas e iniciativas europeas, incluidas <http://seadatanet.org> y EMODNET. Actualmente, el IEO está trabajando en mejorar su Infraestructura de Datos Espaciales, con objeto de facilitar el acceso a esta información a través de un catálogo propio acorde con las necesidades actuales en este campo, facilitando conexiones “maquina-a-maquina” y actualizaciones semi-automáticas que favorezcan la integración de las arquitecturas de datos propuestas por el IODE y la contribución a un ecosistema global de datos oceánicos siguiendo principios FAIR y CARE. Subrayamos la importancia de asegurar la accesibilidad y preservación a largo plazo de los datos a través de repositorios con vocación de permanencia en el tiempo.

La gestión de datos es, y cada vez va a serlo más, una especialidad con un alto contenido técnico y tecnológico que avanza rápido a medida que las redes y las comunicaciones mejoran, a la par de las capacidades de muestreo y mejoras instrumentales. Esto pide que los tiempos de respuesta cada vez sean menores y que las comunicaciones máquina-máquina funcionen con las últimas mejoras y avances del estado del arte. Las actividades de los NODCs responden a las necesidades de una gestión Científico-Técnica altamente especializada de los Datos Oceanográficos en el marco de las competencias propias de cada país. Esta especialización y necesidad debe ser reconocida.

España quiere reconocer la importancia para la comunidad internacional de los avances del Sistema de Información sobre Biodiversidad Oceánica (OBIS), el Sistema de Datos e Información Oceánica (ODIS) especialmente en relevante para algunas regiones del globo, que debe seguir fortaleciéndose para garantizar la equidad de acceso digital a datos e información relevante. Agradecemos también el trabajo y el esfuerzo de la Academia Global Ocean Teacher, resaltando la modalidad de autoaprendizaje y favoreciendo los cursos en varios idiomas, y el aumento significativo de su actividad, logrando un número importante de inscripciones. Esto apoya la Estrategia de Desarrollo de Capacidades del COI y contribuye a programas como la Resiliencia ante Tsunamis, Ciencia Oceánica y la Década del Océano, contaminación marina, planificación espacial marina y restauración de manglares.

Agradecemos muy sinceramente al Gobierno de Flandes por la financiación que permite sostener la oficina en Oostende sin la cual estas actividades no serían posibles.

España está de acuerdo con la necesidad de iniciar cuanto antes el proceso de selección de nuevo Jefe de la Sección de IODE, pero resaltando la necesidad de que se haga atendiendo a los estándares que requiere actualmente esta disciplina cada vez más compleja y que ya hemos mencionado

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Ocean data, and its sharing in a way that makes data accessible to all, is at the heart of ocean science that delivers to society.

The United Kingdom recognises, and applauds, the critical work of the IOC, and its bodies, in this area and welcome actions to strengthen the critical work being done to democratise data for the benefit of all.

We welcome the increasing cooperation between IODE and GOOS, and the IOC Data Architecture concept proposal. Setting up such an integrated and scalable IOC digital architecture/ecosystem will be beneficial to the IOC, decreasing duplication of effort and enabling efficiencies. Moreover, the federated approach to the IOC Data Architecture aligns with the UN Ocean Decade Data and Information Strategy. Such a system would improve access and discovery of IOC data and strengthen the delivery of ocean data to the wide range of stakeholders that need easy, efficient access to them.

In particular, the IOC Data Architecture will benefit other components of IOC. In addition, improving the coordination and increasing the connectivity between GOOS and IODE will facilitate support for BBNJ, including the requirements of the Clearing House Mechanism. Many of the building blocks for the suggested IOC Data Architecture already exist although joining them together will not be a simple task. We note that during the first year no additional IOC funds are requested, but we recommend that a costed proposal be developed for the next phase.

We further note that the IOC Data Architecture will interface with other systems (e.g. WMO's WIS 2.0, and UNEP's World Environment Situation Room (WESR)). We recommend that care is taken to ensure the IOC Data Architecture also aligns with the digital infrastructure of other key components of the Earth system as well as with socio-economic data systems.

It is important to ensure that IODE's network of NODCs and ADUs are fully on board and are provided with whatever assistance they need to participate, especially those with limited resources. We note that there is a planned consultation phase from July-December 2025 and recommend that NODCs and ADUs are actively consulted.

In summary, the UK is supportive of the IOC Data Architecture concept and are excited to see how it evolves.

3.4.4 An IOC Ocean Best practices System (OBPS)

India

OBSP is suggested to encourage and adopt best practises in the field of translational and operational oceanography. India is happy to share one of the best practices in community based operational multi-purpose/fit to purpose observation system named WAMAN buoys network being developed by India along with sister countries such as Mauritius, Seychelles immensively for operational ocean services and forecasting. The best practices are being published in BAMS (Bulletin of American Meteorological Society) next issue.

Japan

We appreciate the roll of Ocean Best Practices System that can contribute to the standardization and harmonization on oceanography.

Spain

España agradece la presentación de la Señora Emma Heslop y consideramos extraordinariamente importante esta iniciativa, ya que es básica para que posteriormente los datos que obtenemos sean interoperables. Así mismo, consideramos importante tener en cuenta y coordinar con otras iniciativas existentes como las que desarrollan ICES y PICES.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The UK appreciates any effort to incorporate best practices widely where they improve efficiency and effectiveness. In establishing the OBPS as an underpinning set of resources we see such an opportunity to foster an IOC-wide approach to increase productivity through sharing broadly adopted methods and approaches.

The UK looks forward to seeing the proposed vision and strategy, taking into account other best practice efforts, such as the formation of the EC-OBPS and Best Practices AISBL. It will be important that as the IOC develops its own best practices that it works closely with such initiatives to ensure broader coherence and sustainability of IOC OBPS.

Whilst the UK generally agrees with the proposed terms of reference for a new Steering Group in the draft Decision, we note the absence of nominations of Members of the Steering Group by way of Circular Letter to Member States. We will propose a minor edit to the draft Decision text when shown on the screen for consideration. Justification for change: to enable Member States to provide experts.

United States of America

The United States supports the work of the Ocean Best Practices System Steering Group. However, consistent with our national statement on Wednesday, the United States disassociates from paragraph 3 of the decision just adopted for agenda item 3.4.4.

3.4.5 IOC-FAO Intergovernmental Panel on Harmful Algal Blooms: 17th Session of IPHAB, FAO, UNESCO, 18–20 March 2025

Chile

Chile forma parte activa del Panel Intergubernamental de Floraciones de Algas Nocivas (IPHAB) desde el año 1992, además de integrar a nivel regional el grupo de Floraciones de Algas Nocivas de Sudamérica (FANSA), instancias que nos permiten enfrentar de manera coordinada todos los desafíos que emergen de las Floraciones de Algas Nocivas. Estos eventos al ser cada vez más frecuentes e intensos, requieren de una comprensión a cabalidad de los factores que los desencadenan con la finalidad de generar estrategias de alertas tempranas, pronósticos y mitigación en las regiones afectadas. Es por esto, que nuestro país apoya firmemente todas las decisiones y recomendaciones emanadas de la Décimoséptima reunión del Panel (IPHAB-XVII) realizada en marzo de 2025 y reafirma su compromiso en esta materia con la comunidad científica nacional e internacional, al albergar la Vigésima Conferencia Internacional de Algas Nocivas (ICHA 2025), actividad que se llevará a cabo entre el 19 y 24 de octubre de este año en la ciudad de Punta Arenas.

China

In China, we have conducted over 30 years of continuous HAB monitoring, achieving significant progress in detection and management, while establishing close collaborations with multiple countries. In October 2023, supported by China national HAB monitoring projects, the GeoHAB, the GlobalHAB programme, the PICES Ocean Monitoring Service Award (POMA) was awarded to China HAB research team – an immense encouragement to us. In December 2024, we organized the International Training Program on Prevention, Control and Mitigation of Harmful Algal Blooms. This training program gathered experts and researchers in marine science worldwide to address frontier scientific challenges in HAB management. It covered various aspects, including current status of harmful algal blooms worldwide, Algal taxonomy, early warning and monitoring, Algal toxin detection and economic impact.

The training program enhanced participants' understanding of harmful algal blooms and their prevention through multiple methods. Moreover, China participate in the IOC-led Harmful Algal Bloom Solutions (HAB-S) Programme. Moving forward, China will steadfastly fulfil its

responsibilities as an initiating country and dedicate full efforts to advancing the implementation of the Harmful Algal Bloom Solutions (HAB-S) Programme.

Finally, China would like to contribute to tasks outlined in IPHAB-2025, conduct comprehensive Biotoxin Monitoring Management and Regulation, and enhance early detection, warning and forecasting of harmful algal events.

France

La France tient à remercier et féliciter le président de l'IPHAB et les membres du panel pour la présentation et les travaux accomplis sur les microalgues toxiques et nuisibles.

La France tient à souligner son engagement dans l'IPHAB, en continuant à assurer la présidence de ce panel d'experts pour une seconde période (2025-2027), avec le soutien de l'Espagne en co-présidence et en s'impliquant dans les différentes Task Team.

La France appuie la décision prise par l'IPHAB lors de la réunion de mars de mettre en place un nouveau programme de concertation scientifique décennal (GlobalHAB-2).

La France rappelle son soutien à la Décennie pour les sciences océaniques au service du développement durable et par conséquent, elle soutient le programme HAB-Solutions, qui a été labellisé Décennie pour les sciences océaniques, et qui vise à l'amélioration des connaissances et de la compréhension des causes et des effets des efflorescences de microalgues toxiques afin d'en réduire la fréquence, la gravité et à minimiser les effets néfastes. Nous souhaitons rappeler l'importance que les Etats membres soutiennent ce programme HAB-Solutions afin d'accélérer sa mise en œuvre et sa déclinaison régionale.

India

India would like to compliment the Chairs of the IPHAB for providing the report on its 17th session, excellent progress made, and decisions/recommendations made, especially towards enhancing the capacity in the region and developing a Harmful Algal Information system, etc.

India extends its appreciation to the IOC, particularly the Intergovernmental Panel on Harmful Algal Blooms (IPHAB), for accepting the new national representative from India to contribute towards the work plan of Task Team on Early Detection, Warning, and Forecasting of HAB Events during its 17th session.

Mr. Chair, India would like to mention here that INCOIS, India has been providing the Algal Bloom Information Services (ABIS) for the Northern Indian Ocean region since Feb 2020. India's Algal Bloom Information Service (ABIS) provides near real time information on spatio-temporal existence and spread phytoplankton bloom over North Indian Ocean. India's representation in IPHAB work plans will enhance international collaboration and foster a synergistic approach in formulating strategies for the monitoring and mitigation of algal blooms, especially HABs, at national, regional and global levels.

Mr, Chair, India highly appreciates in bringing out HAB services to all the member states in the region. India reiterates its support to the activities and decisions of IPHAB and would like to contribute significantly through facilitating some of the capacity building initiatives under IPHAB through ITCOOcean (a UNESCO C2C) at INCOIS, India.

Japan

Japan reaffirms its strong commitment to supporting the activities of IPHAB, especially through the established framework of the IOC Sub-Commission WESTPAC. We recognize the critical role of IPHAB in advancing scientific understanding and regional cooperation to address the impacts of HABs on marine ecosystems, fishery and human health.

Japanese experts actively contributing as core members of the IPHAB Task Team and taking on leadership responsibilities in WESTPAC-HAB. Their expertise has been instrumental in deepening scientific knowledge and fostering collaboration among member states.

Japan has made substantive contributions to scientific research and capacity-building on HAB-related issues. This includes organizing and facilitating international training programs aimed at strengthening regional expertise and enhancing scientific exchanges. Recognizing the importance of knowledge-sharing, Japan remains dedicated to furthering these efforts.

Looking ahead, Japan is committed to contributing to the development of scientific knowledge and advancing strategies to mitigate the impacts of HABs, while ensuring alignment with its available resources. We stand ready to work closely with international partners to promote effective science-based policies and adaptive management approaches.

Furthermore, Japan will continue to articulate and reinforce this policy orientation in a constructive manner at IPHAB and WESTPAC-HAB, emphasizing the necessity of sustained global and regional cooperation to address the challenges posed by harmful algal blooms.

Malaysia

HABs pose recurrent threats to Malaysia's fisheries, aquaculture, public health, and coastal communities.

Malaysia has made measurable progress in early monitoring and response:

- The Department of Fisheries (DOF), working with universities is piloting an Early Warning System (EWS) featuring field-deployed sensor prototypes and a centralized dashboard to detect HAB events in near-real-time.
- National HAB monitoring combines laboratory testing, in-situ sensors, and satellite data, managed jointly by DOF, National Water Research Institute (NAHRIM), and university partners.
- Under the National Policy on Climate Change 2.0 and Blue Economy Strategy, Malaysia is funding university-led research to develop predictive HAB models and decision-support tools.

Malaysia also actively contributes to regional HAB information exchange—such as through WESTPAC—and promotes citizen science platforms like “MyRedTides” for community-level alert sharing.

Priorities for action:

1. Scale up sensor deployment and dashboard systems nationwide.
2. Enhance data integration and predictive capability using AI and remote sensing.
3. Strengthen multi-stakeholder coordination, linking fisheries, health, and environment sectors.
4. Contribute more actively to regional HAB networks and IOC-IP-HAB initiatives.

Malaysia is committed to active involvement in regional and global HAB programs through IOC WESTPAC HAB program and IPHAB, GlobalHAB program.

Russian Federation

The Russian Federation actively participates in the work of the IOC-FAO Intergovernmental Working Group on Harmful Algal Blooms. Since 2021, two scientific programmes have been implemented in the northwestern Pacific region:

“Environmental Safety of Kamchatka: Research and Monitoring of Hazardous Natural Phenomena and Anthropogenic Impacts” (2021–2023), and

“Comprehensive Scientific Research Programme for the Kamchatka Peninsula and Adjacent Marine Areas” (2024–2026).

These programmes have revealed important patterns in the interaction of biological and abiotic factors, the specific combinations of which can trigger harmful algal blooms. The results are being shared through publications in international scientific journals.

We intend to continue joint practical activities on this topic, including the use of expedition-based monitoring data and satellite oceanography methods, and to expand training opportunities for young professionals in this field.

The Russian Federation supports the recommendations on the implementation of intersessional activities within the framework of the IOC work plan and budget for 2026–2027, and also expresses support for the continued work of the Intergovernmental Working Group.

Spain

España agradece la exposición y el informe presentado por el Dr Phillip Hess y queremos destacar nuestro compromiso activo en el Panel Intergubernamental de Floraciones de Algas Nocivas (IPHAB) desde su creación, y sigue apoyando las actividades del mismo a través de la participación de expertos nacionales en varios de sus Grupos de Trabajo. Este compromiso se ha visto reforzado recientemente, tal como ha expuesto el Dr Hess, con el nombramiento, durante 17ª sesión de IPHAB, de la Dra. Begoña Ben como vicepresidenta.

Las actividades de este panel son fundamentales para proteger la salud humana, para reducir las pérdidas económicas en un sector tan importante y en constante crecimiento como la acuicultura, y para comercializar productos pesqueros saludables.

En aguas españolas hemos detectado desde hace años la presencia de ciguatoxinas y sus microalgas productoras. Ante el escenario de cambio climático, es previsible que estos episodios serán más recurrentes, lo que representa un desafío significativo para nuestro país.

España cuenta con gran número de expertos con una sólida experiencia en este campo y la delegación española expresa su disposición a facilitar la identificación de expertos si se considera oportuno reforzar el Equipo de Trabajo 4 sobre Algas Nocivas Bentónicas y sus Toxinas, para así contribuir al cumplimiento de su mandato.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The UK would like to echo Australia's comments and acknowledge the strong and positive engagement of the FAO with IPHAB which is welcome.

Data contained in the harmful algal information system (HAIS) continues to be used as a global resource. With thanks to Norway, through NORAD funding, the UK welcomes the upgrades to improve data QC and ease of access. But the system requires onward investment to future proof such that the HAIS continues to be a global resource, alerting several sectors of HAB events.

The UK also acknowledges the importance of the Global HAB Status Report, and we welcome the Decision in Decision IPHAB-XVII.3 to focus the second Global HAB Status Report to identify priority drivers and associated relevant global datasets, ensuring broad stakeholder engagement.

Finally Mr Chair, mindful of the strong focus on early warning systems for HABs and HAB impacts which have had some success, options for mitigation of HAB impacts needs more work to reduce economic losses and protect human health.

North Pacific Marine Science Organization (PICES)

The member countries of the North Pacific Marine Science Organization (PICES) have long been engaged in research related to the taxonomy, ecology, rapid detection, and monitoring of HABs and PICES was pleased to support a co-Chair of the dedicated expert group focused on HABs (Section-HAB) to participate in the IPHAB meeting earlier this year. Terms of Reference for the Section, which was set up over 20 years ago, include a comparative understanding of the similarities and differences in HAB events and their range expansion, contributing to the development of global HAB research activities, and continuing to ensure that PICES member country data is entered into the joint Harmful Algal Event Database (HAE-DAT). There is strong alignment between the objectives of three IPHAB Task Teams; on benthic harmful algae and their toxins, algal taxonomy, and fish-killing microalgae and ecosystem effects, with ongoing and planned activities within PICES.

Furthermore, PICES has continued a series of projects, since 2007, with funding from the Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries, Japan, involving project members from all PICES countries and collaboration with IOC WESTPAC, to develop capacity in the Philippines, Guatemala and Indonesia to foster early warning capability for HABs and to increase the sustainability of their

fishing resources by providing them with HAB information. The projects have provided training and citizen-science capacity to monitor for HABs and to develop and operate a phytoplankton-fishery observing program, and create valuable datasets for the study and detection of toxic benthic HAB species that can threaten tropical reefs and other coastal fisheries.

PICES will continue to support regional and global HAB efforts, including IPHAB.

3.5 IOC Report to the 43rd General Conference of UNESCO

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The UK would like to re-iterate our position that in order to improve IOC functioning and the services it provides we see the application of the IOC Statutes as critical, in particular in implementing its functional autonomy. The process of reporting to the UNESCO General Conference through the current C/5 reporting, which includes Results Framework and KPIs that are not always compatible with IOCs priorities and obligations, has for far too long been driven by the timing and priority needs of UNESCO above our very own obligations.

To this end, and with thanks to the Japan Delegation to UNESCO for proposing, we welcome the 221st UNESCO Executive Board Decision on the Draft Programme and Budget for 2026-2029 (43 C/5), where we note it recognises IOCs functional autonomy and requests that the recommendations of this Assembly, based on IOC objectives and priorities, be transmitted to the 43rd General Conference of UNESCO.

As such the United Kingdom welcomes the report as presented, but more importantly welcomes the process by which we inform the UNESCO General Conference.

4.1 Draft IOC-Wide Strategy on Sustainable Ocean Planning and Management

Brazil

Let me begin by congratulating the Intergovernmental Oceanographic Commission and the SOPM working group for the impressive work in advancing the Strategy on Sustainable Ocean Planning and Management. We fully support this initiative, which arrives at a critical time, as the ocean faces mounting pressures from climate change, biodiversity loss, and expanding economic demands.

We are also proud to share that Brazil has been developing Integrated Coastal Zone Management since 1988. Our ICZM framework has served as a foundation for building institutional capacity, fostering intersectoral coordination, and engaging stakeholders at all levels of governance.

More recently, Brazil has embarked on its journey towards Marine Spatial Planning, recognizing its essential role in organizing ocean uses, managing conflicts, and promoting sustainable economy pathways, resulting in the contracting of the first exercise for our South Region in 2022. This transition reflects our commitment to evolving from sectoral approaches toward integrated, knowledge-based ocean governance, aligned with the principles of SOPM. As part of this commitment, Brazil already protects more than 26% of our national waters through Marine Protected Areas, a milestone that underscores our dedication to biodiversity conservation and ecosystem resilience.

In fact, we see ICZM, MPAs and MSP not as isolated processes, but as pillars of a broader strategy, a Sustainable Ocean Planning and Management approach, grounded in science, inclusiveness, and equity, that is already taking root in our national policies. The IOC's SOPM Strategy provides timely and valuable guidance to deepen and align these efforts with global best practices and multilateral commitments, including the SDGs, the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework, and the Paris Agreement.

Brazil also acknowledges the importance of regional collaboration. We are actively engaged in cooperation efforts and will continue to work closely with the IOC and its regional sub-

commissions to strengthen local capacity, share knowledge, and foster integrated and equitable ocean governance.

We thank the IOC for its leadership and reaffirm Brazil's support to the Strategy and its implementation. We are ready to contribute, collaborate, and move forward together for a healthy, productive, and just ocean future.

China

China would like to express the thanks to IOC for the excellent work in coordinating multiple outputs to produce this SOPM strategy. In the past four decades, China has charted the course of ocean-related planning and governance. We started Marine Spatial Planning in 1989, and till now we have implemented three rounds of MSP, establishing robust spatial planning systems at the national, provincial and municipal levels. We announced China Ocean Agenda 21 in 1996, which put forward a sustainable development strategy for China's marine programs, setting up a comprehensive marine management system. We also enact the supporting laws including Sea Use Law, The Marine Environmental Protection Law, and The Island Protection Law for sea use control, blue economy development and ecological conservation. In 2018, China established a new territorial spatial planning system, which increasingly focuses on land-sea coordination, Multiplan integration, regional coordination, multi-governance, and other new spatial governance requirements, so China has established a relatively comprehensive integrated management framework encompassing marine policies, laws, planning, and technical standards. Also, for the international level, we promote the spatial planning cooperation with Intergovernmental Oceanographic Commission WESTPAC and more than 30 countries to move forward MSP. All these efforts and practices at different dimensions we have made greatly resonate with the values of SOPM.

From the joint formulation of MSPglobal 2030 initiative to the active engagement in the Ocean Decade Actions for MSP, China will continue to as always show support to the IOC's future work on SOPM, also we hope the necessary resources could be provided for the region Sub-Commissions and programmes to make it in the implementation in the region and local level. We look forward to seeing that strategy will bring some tangible benefits to the member states of data sharing, resources integration, capacities enhancement, and transboundary cooperation, thus further generating better ocean science and knowledge needed to serve the policy-making for adaptive and sustainable planning and management of ocean.

Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire soutient cette initiative de la COI visant la gestion intégrée des océans. Ce qui a motivé La Côte d'Ivoire à participer à certaines des réunions en ligne.

Cette initiative M. Le Président, est d'autant plus importante que Les composantes marines (ressource vivante et non vivante) en particulier les poissons, les matières en suspension et les matières dissoutes ne se soumettent pas aux procédures de visa pour passer d'un pays à l'autre.

Aussi la question frontalière est-elle convoquée. C'est pourquoi la Côte d'Ivoire et le Ghana ont entrepris avec le soutien de l'Allemagne à définir en commun une zone de gestion intégrée de leur littoral frontalier.

La Côte d'Ivoire profite de cette tribune pour remercier l'Allemagne pour son soutien. Au total la Côte d'Ivoire se félicite que cette initiative soit portée par la COI.

France

La France tient à remercier les co-présidents du groupe de travail de la COI sur la planification et la gestion durable des océans pour leur travail. La France se réjouit de la stratégie présentée à l'horizon 2030, et de son plan d'action 2025-2027 ambitieux. Elle tient à souligner l'importance de la mise en place d'une telle stratégie à l'échelle intergouvernementale car cette initiative majeure et potentiellement transformatrice implique une observation et une gestion intégrée et coordonnée de l'océan au niveau mondial. Nous espérons que tous les États membres y adhéreront et y contribueront, ce qui sera un gage de succès.

Japan

Japan acknowledges the substantial progress that has been achieved in the development of the IOC Sustainable Ocean Planning and Management strategy and extends its gratitude to all those who have contributed. Japanese experts have actively contributed to the working groups shaping the SOPM, and we remain committed to supporting its implementation by dispatching experts as appropriate and feasible.

Recognizing the growing importance of ocean governance, Japan has taken decisive steps at the national level. The Government of Japan approved the Fourth Basic Plan on Ocean Policy, outlining fundamental principles to guide future ocean governance. This Plan builds upon the longstanding pillar of Comprehensive Maritime Security and introduces a new central pillar: Sustainable Use and Development of the Ocean.

Under this new approach, Japan prioritizes key areas, which are:

- Contribution to carbon neutrality,
- Conservation, maintenance, and restoration of marine environments,
- Appropriate management of fishery resources, and
- Advancement and utilization of scientific knowledge as a foundation for action.

Additionally, the Plan identifies seven priority initiatives spanning both pillars, which must be advanced systematically to ensure sustainable ocean management.

Given the scale and complexity of ocean challenges, strengthened international cooperation is more critical than ever. Japan firmly believes that several of its initiatives could serve as models applicable to other nations and is committed to sharing these approaches in relevant international forums.

Japan looks forward to continued collaboration with all stakeholders in advancing sustainable ocean management globally.

Malaysia

Malaysia supports IOC's efforts on sustainable ocean planning.

Malaysia is in the process of finalizing our National Marine Spatial Planning (MSP) Framework, which will guide coordinated development and conservation across our marine and coastal zones.

This effort is aligned with:

- The 12th Malaysia Plan, promoting integrated coastal development;
- The National Policy on Climate Change 2.0, emphasizing ocean resilience;
- The Blue Economy Roadmap, linking MSP to sustainable growth.

Our approach integrates ecosystem data, stakeholder input, and spatial tools to support marine biodiversity, fisheries, tourism, and pollution control.

Going forward, Malaysia will:

1. Finalize and implement the national MSP framework;
2. Enhance cross-agency marine data integration;
3. Build capacity through national grants and regional collaboration;
4. Support IOC and Member States in knowledge exchange.

Norway

Norway welcomes the current draft of the Strategy on Sustainable Ocean Planning and Management. The document has seen significant improvements, and we extend our sincere thanks to the Working Group and the Secretariat for their dedicated efforts.

This is an ambitious strategy that will draw upon much of IOC's ongoing work.

We appreciate that the strategy is well connected and builds on the important Marine Spatial Planning work that is already in place in many member states.

We continue to view the IOC as the most suitable UN body to host and advance this approach.

To ensure the success of the strategy, it is important that the science-policy dimension is strong. We believe that involvement in Sustainable Ocean Planning and Management should be firmly anchored at the highest levels within the member states. The Ocean Panel members could inspire other IOC member states with their dedicated approach injecting political energy in science-based sustainable Ocean planning.

It will also be essential to follow up on the outcomes of the IOC and the Future of the Ocean consultations, and to build on the partnerships and momentum generated by the corresponding Decade programme.

The strategy aligns well with both the IOC's Mid-Term Strategy and its statutes. Norway therefore endorses the draft as presented and will nominate a representative to the Working Group to be established.

Republic of Korea

We welcome the finalization of the IOC Strategy on Sustainable Ocean Planning and Management (IOC-SOPM) and would like to express our sincere appreciation to the Working Group for their dedicated efforts.

We hope that the IOC-SOPM Strategy will provide a solid foundation for strengthening knowledge-based ocean planning and management policies, thereby contributing to global efforts to address challenges such as climate change.

In this regard, the Republic of Korea is implementing a range of R&D and international cooperation projects aimed at advancing knowledge-based ocean planning and management. These include the establishment of an Integrated Management System for Ocean Climate Change Monitoring and Forecasting Information, and the development of an Integrated Disaster Management System that covers both coastal and terrestrial areas. These efforts will continue to be advanced and are expected to contribute to the effective implementation of the IOC-SOPM Strategy.

With the continuation of the Working Group, we look forward to seeing tangible outcomes under the 2025-2027 implementation plan, particularly in the integration of ocean data and knowledge, the advancement of science-based ocean management approaches, and improved responses to coastal resilience, through regular monitoring and evaluation of the Strategy's progress.

Russian Federation

The Russian Federation reiterates its interest in international cooperation in the field of marine environmental protection and the sustainable use of marine resources.

We underscore the importance of adhering to the principle of sovereign equality of States in the governance of marine resources and biodiversity. We note that global ocean governance frameworks may, in some cases, lead to the inequitable distribution of resources.

We emphasize that any international agreements must fully respect the rights of coastal States.

We also draw attention to the pressing need for comprehensive scientific research aimed at assessing the state of marine ecosystems and their resources—there remains a considerable amount of work to be done in this area.

The Russian Federation did not support the Agreement under the United Nations Convention on the Law of the Sea on the Conservation and Sustainable Use of Marine Biological Diversity of Areas Beyond National Jurisdiction (BBNJ). This Agreement undermines the provisions of key existing international instruments, notably the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea and the 1995 Agreement on Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks. The designation of marine protected areas under the BBNJ framework may result in restrictions on the sovereign rights of coastal States to explore and exploit the natural resources of their continental shelf beyond 200 nautical miles, as well as to carry out other lawful activities.

The provisions of the Agreement also permit interference with the mandates and competencies of relevant sectoral and regional international organizations, including regional fisheries management organizations.

In this context, the Russian Federation is unable to support the IOC Strategy on Sustainable Ocean Planning and Management.

We hereby formally dissociate from the consensus on the Strategy due to the inclusion of the BBNJ Agreement as one of its key implementation instruments—an agreement which the Russian Federation does not endorse.

We support the continuation of the work of the IOC Working Group on Sustainable Ocean Planning and Management, under a revised and clearly defined mandate.

In the context of the Strategy's consideration, we stress the importance of ensuring an open, inclusive, and equitable process for the future implementation of any IOC-wide approach to sustainable ocean planning and management.

Seychelles

As a small island developing state, Seychelles is acutely aware of the ocean's role, not just as a resource, but as a lifeline. Our economy, culture, food security, and climate resilience are all inextricably linked to the health of our marine environment.

We welcome the IOC-wide strategy as a necessary and timely instrument to align scientific guidance with policy action, while strengthening multilateral cooperation in ocean governance. Seychelles particularly commends the strategy's emphasis on ecosystem-based management, marine spatial planning, and inclusive, science-driven decision-making.

Seychelles' journey reflects many of the strategy's core principles: inclusivity, science-based decision-making, and long-term stewardship. We were among the first countries globally to implement an integrated Marine Spatial Plan that covers our entire 1.35 million square kilometre of our Exclusive Economic Zone (EEZ). Through a transparent, stakeholder-driven process dating back to 2014, we have designated 30% of our EEZ as Marine Protected Areas, meeting global targets years ahead of schedule.

This achievement was not just technical; it was also financial and institutional. Our Marine Spatial Plan is underpinned by innovative mechanisms like the world's first sovereign Blue Bond, and a debt-for-nature swap that seeded the Seychelles Conservation and Climate Adaptation Trust (SeyCCAT). These tools fund marine protection, fisheries reform, and community-based resilience projects.

We are also proud to be an institutional member of the Ocean Decade Alliance, with President Wavel Ramkalawan serving as one of its global Patrons. This reflects our belief that ocean sustainability must be driven by strong political leadership, supported by science and community participation.

Seychelles' Ocean Decade National Committee, established in 2023, embodies that inclusive spirit, bringing together government, scientists, educators, fishers, youth, and civil society to align national actions with global goals.

However, the sustainability of these efforts is not guaranteed. Climate change, IUU fishing, and marine pollution continue to threaten both biodiversity and livelihoods. This is why we view the IOC strategy not just as a technical framework but as a call for solidarity, support, and shared stewardship.

We urge the IOC and its partners to further prioritize support for SIDS and coastal states, foster regional data-sharing platforms, and enhance the role of traditional knowledge alongside scientific expertise. We also encourage stronger engagement with financial institutions to help unlock the resources needed for implementation.

In closing, Seychelles stands ready to collaborate, share our experience, and learn from others as we work together towards a sustainable, equitable, and science-informed ocean future.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

We are pleased with the clarity emerging on the SOPM, with a clear focus on what the IOC can do in support of SOPM, who the target audience is and a Vision and Mission that are wholly aligned with what the IOC is able to support.

We note that the Implementation Plan draws heavily on existing IOC programme activities but will also need to source voluntary funding. Given the current funding situation the UK would strongly encourage the Secretariat to engage as best as possible with existing Sustainable Ocean Planning initiatives, working in partnership such that combined strengths of differing organisations can be put to best use in the support of IOC Member States SOPM ambitions.

United States of America

The United States has expressed concerns with the development of a Sustainable Ocean Planning and Management Strategy in previous Executive Council and Assembly meetings, as it is a strain on the IOC's finite resources, among other concerns. Additionally, the Strategy reinforces Agenda 2030 throughout the document, which is at odds with U.S. policies as referenced in our opening statement. The United States cannot support adoption of the Strategy, nor continuation of the Working Group. The United States, therefore, *will need to call for a vote on the decision text, by show of hands, after the Assembly has considered each paragraph, and before the decision is adopted.*

4.2 Draft Implementation Plan for the IOC Capacity Development Strategy 2023–2030

China

China appreciated the work of the IOC Group of Experts on Capacity Development on the “Draft Implementation Plan for The IOC Capacity Development Strategy 2023-2030”. Capacity development is an essential part of IOC's mission, enabling all Member States to participate in, and benefit from, ocean research and services. The Implementation Plan provides us with a comprehensive road map.

China recognizes that: 1. Capacity development would address the requirement of International Community to IOC, to mainstream the IOC's actions to the big global agenda, such as BBNJ. It means the work we are doing here would impact on the global agendas beyond IOC; 2. Capacity development plays a key role in promoting good ocean governance of IOC and its Member States, especially for developing Members States; 3. Capacity development is also a good vehicle to enhance the exchange and cooperation among different Member States.

Thus, we fully agree the recommendations proposed in the Draft Implementation Plan and encourage IOC and Member States to increase their input in Capacity development, particularly, taking use of the current mechanism, including OTGA and the platforms operated by Regional Subsidiary Bodies, such as RTRCs.

China would like to reiterate our will to contribute to and engage in various actions of capacity development in IOC, through making our voluntary donation, holding more workshops and training course, opening capacity development opportunities in other international framework to IOC Member States, funding the students of developing Member States to study for ocean-related Master and Doctoral degrees in China via Chinese Government Marine Scholarship Programme continuously etc.

India

India appreciates the capacity development strategy of IOC and formation of renewed Group of Experts on Capacity Development with 29 members. India also congratulates Dr Suzan El-Gharabawy and Dr Lina Eyouni for being elected as Co-Chairs of the IOC GE-CD.

India has realized the importance of capacity development long ago and set up an International Training Centre for Operational Oceanography (ITCOO) for imparting training in operational oceanography since 2013. This centre is acting as Regional Training Centre under OTGA and as

a Category 2 Centre under UNESCO. Through this centre India has been undertaking training programmes involving participants from Indian ocean rim countries, SIDS, LDCs and ECOPs. About 7400 trainees from 96 members countries were trained in various topics like Remote Sensing, Ocean Modelling, Data Management, QC and Visualization etc in this centre.

India has been actively involved in capacity development activities by partnering with OTGA, IOGOOS, POGO, RIMES, IORS etc. With the support of Ministry of External Affairs, Govt of. India has opened opportunities for training through the International Technical and Economic Cooperation (ITEC) targeting the trainees from member state in the Indian Ocean.

By responding to the call for UNESCO-IOC Ocean Traineeship for 2024, India hosted a trainee from Sri Lanka and imparted training on machine learning for data and quality control procedures. India is willing to extend this support and responded to the call for this year too.

India participated in the sixth session of the IOC GE-CD, which was held at Ostend, Belgium on 22–24 October 2024 and contributed in the discussions to the development of an implementation plan for the IOC Capacity Development Strategy. Finally, we would like to reiterate that India is committed to the capacity development as per the Implementation Plan of regional sub-commission, based on the identified priority needs for the Indian Ocean region discussed in the regional sessions, and IOC CD biennial needs assessment surveys.

Ireland

Ireland has been very happy to engage in the development of the Implementation Plan through the Our Shared Ocean programme for Small Island Developing States.

Ireland supports the continuation of the IOC Group of Experts on Capacity Development with revised terms of reference and looks forward to our continued constructive engagement on implementation of the IOC Capacity Development Strategy. Given that a larger part of the CD implementation involves leveraging and working with existing partners to build on existing programmes, Ireland will continue to prioritise our national commitment to Capacity Development for our ocean through our IOC engagement. Ireland's National Decade Committee will also seek to support and mentor nascent NDCs to achieve their own ambitions / priorities.

Japan

We warmly welcome the development of this Plan and reaffirm our strong support for IOC's capacity development efforts under its framework.

Japan emphasizes the value of establishing a cyclical process that regularly monitors implementation progress, allowing for the timely identification and resolution of potential obstacles. Ongoing evaluation and the ability to adapt will be key to the long-term success of the Plan.

Japan remains committed to participating in and supporting capacity development under this Strategy, and looks forward to working together with all partners to achieve lasting, sustainable results.

Malaysia

Malaysia would like to thank and appreciate the opportunity given to Malaysia to serve as one of the members of the previous IOC Group of Expert on Capacity Development.

Malaysia will continue to support and facilitate the implementation processes of the IOC Capacity Development Strategy 2023-2030 Implementation Plan.

Republic of Korea

The Republic of Korea recognizes the IOC Capacity Development Strategy (2023–2030) as a fundamental framework for inclusive growth in ocean science and for building sustainable ocean governance capacities across the international community. We would like to express our appreciation to the Group of Experts on Capacity Development (GE-CD) for their continued efforts.

The Korean government believes that capacity development should go beyond the simple transfer of technology. It should serve as a practical mechanism to support co-development and evidence-based policymaking. In this context, Korea has implemented a wide range of capacity development initiatives, and we hope these efforts can be further aligned with the IOC CD Strategy to generate mutual benefits and broader global impact.

As part of these efforts, Korea currently operates four regional cooperation centers across Asia and Latin America. Among them, the Korea–Indonesia Marine Technology Cooperation Research Center(MTCRC) plays a leading role in capacity development through joint research, field-based training, and science-policy interface in Southeast Asia. In particular, the Integrated Ocean Fisheries Technology Training Center (KIOTEC), officially established in Jakarta in 2023, provides structured graduate-level programs as well as hands-on technical training. Along with MTCRC's capacity development activities, this training center's activities have been officially endorsed as two Decade Actions under the UN Ocean Decade and is expected to function as a regional hub for international collaboration in capacity development.

Finally, the Republic of Korea hopes to further support the implementation of the IOC CD Strategy by facilitating the participation of national experts in relevant working groups such as the GE-CD. We look forward to Korea's official engagement being considered in future processes of expert group expansion and collaboration.

The Republic of Korea remains committed to being an active and inclusive partner in global efforts to advance ocean science, capacity development, and sustainable marine governance.

Russian Federation

We continue to actively contribute to the implementation of the IOC Capacity Development Strategy 2023–2030, placing particular emphasis on strengthening human resources and expertise in the field of ocean science.

Our work in this domain is being carried out within the framework of multilateral international programmes. In particular, joint oceanographic expeditions are being conducted in cooperation with African countries, focusing on the study of oceanographic conditions affecting the distribution of commercially important fish species along the coast of the African continent.

Additionally, a new high-resolution coupled ocean–atmosphere climate model is currently under development, with the integration of artificial intelligence components. Efforts are also underway to consolidate the resources of the national research fleet in order to implement interagency programmes related to the study of the ocean and marine resources.

The Russian Federation firmly believes that the development of human, scientific, and infrastructural capacity in ocean science is fundamental for the sustainable use of the resources of the World Ocean, as well as for effective responses to climate and environmental challenges.

Türkiye

We would like to highlight that rapid changes in the state of the ocean caused by accelerating pressures on oceans mean that the needs of Member States are evolving and diversifying.

Capacity Building activities are very significant since they not only increase the awareness but also support the establishment of oceanographic activities for coastal states to enhance the quality of existing capabilities.

Continuous investments in education and training are necessary so that we can continue to provide high quality products and services which satisfy the new and evolving demands of the Member States.

That is why we suggest that seeking new opportunities to increase the number of free capacity building activities is important so that no country is left behind.

Because of this, we would like to state that “The term of “One Ocean One Planet” is very crucial to understand the importance of that approach” and we strongly support IOCs role in this regard.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The development of the Implementation Plan is ambitious and will be key in demonstrating the value of Capacity Development efforts undertaken by the IOC, and the inclusion of a monitoring and evaluation framework will be critical in capturing these.

The issues identified, and solutions offered in other areas, for example the lack of global coordination, chime very much with discussions held at the recent UN Informal Consultative Process in New York. Whilst there is an absolute need to deliver Capacity Development in a manner that's consistent with IOC priorities as articulated in the IOC Capacity Development Strategy, it is however imperative that this does not take place in isolation. To this end we welcome the IOC exploring how we can help address the lack of coordination and collaboration that currently exists, with a variety of agencies undertaking Capacity Development and the Transfer of Marine Technology (CDTMT) in support of marine governance.

In the spirit of enhancing coordination and collaboration, we note the request under agenda item 4.4 on Ocean Literacy to form a permanent expert group of the Commission. In light of our position, where we believe closer working is key, we would suggest that the same applies to two complimentary areas of work within the IOC. To this end we have submitted suggest edits to Decision 4.2 and 4.4.

The UK strongly support a well-resourced, centralised IOC coordination function. IOC CD has made significant strides in recent years with the establishment of the IOC INFO HUB, IOC OCEAN CD-HUB, regular needs assessment, and buy-in by IOC Programmes and regional offices into coordinated delivery of Capacity Development as set by the IOC CD Strategy. Which all build on previous successes, such as the well-respected Ocean Teacher Global Academy (OTGA). As a core Purpose of the IOC, as articulated in the Statutes, and given the worldwide demand for Capacity Development, the IOC must demonstrate leadership in its delivery.

As such it is imperative that Capacity Development remains a priority for IOC and be supported with appropriate management, funding and resources. Mindful of the current financial pressures, we cannot abandon a key purpose of what the IOC was in fact established to do, so let's maintain the momentum and make sure that the IOC is a key contributor and partner in an area of great importance to so many.

United States of America

The United States appreciates the work of the Experts Group. Consistent with the positions referenced in our opening statement, the United States disassociates from the references to the 2030 Agenda, the Sustainable Development Goals, and climate change, in the Implementation Plan of the IOC Capacity Development Strategy.

Scientific Committee on Oceanic Research (SCOR)

The Scientific Committee on Oceanic Research (SCOR) appreciates IOC's leadership on making progress to improve global capacity to conduct ocean science.

SCOR advances capacity development, technology transfer, training, and networking by promoting broad participation in its ongoing scientific activities and by supporting individual and institutional human resource development. SCOR involves early-career and developing-country scientists in its projects and working groups, many of which conduct focused capacity development activities. In addition, SCOR supports Visiting Scholarships for conducting training in developing countries; a fellows programme jointly with POGO, the Partnership for the Observation of the Global Ocean; and grants for the participation of early-career scientists from developing countries in international scientific meetings and trainings. Over fifteen hundred individuals have been recipients across these programmes in the past 25 years. Retrospective analyses of these programmes have demonstrated their success at improving the research collaborations and career outcomes of participants—a challenge that SCOR will aim to address in partnerships with governmental and non-governmental actors at all levels.

4.3 General Bathymetric Chart of the Oceans (GEBCO) – Report and Follow Up on the Governance Review

Chile

Quisiera agradecer la informativa presentación entregada por los señores Flier y Harper. Chile continúa y continuará contribuyendo activamente con información batimétrica al proyecto Seabed 2030 y al Programa GEBCO, que buscan mapear la totalidad del fondo oceánico para el año 2030. La contribución que Chile hace a estas iniciativas, lo realiza directamente a GEBCO (GEBCO Data Contribution Form) con respaldo en IHO Data Centre for Digital Bathymetry (DCDB). Chile está comprometido a proveer esta información para un mejor conocimiento del océano, particularmente de la región de Pacífico Sudeste y de la Antártica.

La reciente incorporación al servicio del Rompehielos “Almirante Viel”, construido en los Astilleros y Maestranzas de la Armada de Chile, ASMAR y que está convenientemente equipado para realizar investigación científica marina, contribuirá a mejorar el conocimiento del océano austral.

Adicionalmente, se estima importante mencionar una buena práctica que permitirá incrementar aún más el aporte a estos proyectos de exploración del fondo marino. En el mes de diciembre de 2022, bajo el marco del D.S. N° 711 (1975), el Estado de Chile dispuso que los datos batimétricos (sin procesar) obtenidos por investigaciones científicas y tecnológicas marinas, efectuadas por naves o entidades extranjeras, en la zona marítima de jurisdicción nacional, serán depositados en GEBCO, una vez finalizado su período de custodia de dos años.

China

China attaches great importance to the role of global bathymetric data in supporting the Sustainable Development Goals, advancing marine scientific research, and enhancing our understanding of ocean environments.

In 2024, China continued to actively participate in international cooperation on seafloor mapping, making progress particularly in polar regions. Chinese scientists contributed to the compilation of international bathymetric charts of the Southern and Arctic Oceans, further enriching the global foundational data of the deep sea.

In addition, China submitted eight newly discovered undersea feature name proposals to GEBCO, all of which were successfully approved. These names not only contribute to the scientific understanding of the relevant areas but also reflect China’s implementation and commitment to GEBCO’s naming standards.

China will continue to strengthen cooperation with GEBCO and its member states, actively promote data sharing, capacity building, and technical exchanges, and contribute to the goal of “mapping the entire seafloor for humanity.”

Colombia

Con el ánimo de fomentar la cooperación internacional, Colombia desea compartir que será el país anfitrión de la 42ª Reunión del Comité Directivo de GEBCO que se llevará a cabo en 2026, en línea con nuestro interés de fortalecer los conocimientos de los fondos oceánicos y en cumplimiento de los acuerdos con la Organización Hidrográfica Internacional (OHI).

Este escenario será clave para garantizar una navegación más segura, una planificación espacial marina más eficiente y una protección más efectiva de nuestros ecosistemas, por lo que esperamos contar con la participación activa de todos los Estados miembro, en aras de contribuir a encontrar soluciones comunes fundamentadas en el conocimiento científico sobre el océano.

En ese sentido y al asumir tan honrosa responsabilidad, Colombia reafirma su compromiso con la cooperación internacional en ciencia y tecnología, con levantamientos en áreas jurisdiccionales en el Caribe, el Pacífico y áreas de operación en la Península Antártica, promoviendo el intercambio de datos y capacidades para una mejor comprensión del océano.

Côte d'Ivoire

On ne dira pas assez de l'importance de la bathymétrie pour la connaissance du milieu marin. Pour l'Afrique, qu'il s'agisse de la Gestion durable des ressources marines, que de l'Aménagement du littoral (Protection contre l'érosion côtière entres autres), une bonne connaissance du relief sous-marin permet d'évaluer les dynamiques sédimentaires et de concevoir des mesures de protection efficaces à travers la mise en place de modèle mathématique et physique

La préoccupation de l'Afrique s'exprime surtout dans le domaine de la Délimitation des frontières maritimes et en particulier la demande d'extension des limites du plateau continental où une bathymétrie de grande précision est requise. La Côte d'Ivoire en a fait l'expérience lors de la soumission avec succès de son projet d'extension de son plateau continental

Puisse le GEBCO aider à lever ces types de cartographie haute précision pour les pays ayant peu de moyen. C'est le souhait de la Côte d'Ivoire.

Conscient que la formation demeure un point essentiel. La Côte d'Ivoire a inséré dans les programmes de formation dans les universités, les levées bathymétriques et leur traitement.

Pour l'Afrique, continent doté de vastes façades maritimes mais encore largement sous-cartographiées, la bathymétrie constitue un outil fondamental de développement bleu, de protection de l'environnement, et d'affirmation géopolitique. Toutefois, la Côte d'Ivoire souhaite que les cartes bathymétriques produite par GEBCO soient de haute précision.

Ireland

Ireland wishes to express our sincere thanks to Mr. Flier, Mr. Harper and the GEBCO team for their work over the intersessional period, and commends them for their leadership in highlighting the critical role hydrography plays in understanding and protecting our oceans. We very much welcome the update presented today. Ireland recognizes that seabed mapping is a fundamental foundation underpinning sustainable ocean action, planning and management.

At INFOMAR, Ireland's national and flagship seabed mapping programme, this mission is at the core of everything we do. From surveying shallow bays to charting deep offshore waters, we are working to produce high-resolution data that supports safe navigation, marine spatial planning, offshore renewable energy, environmental protection, and fisheries management.

Ireland is happy to share our experiences with GEBCO through engagement with the Sub-Committee on Regional Undersea Mapping. We can report that our technical expertise and capacity is also being shared under the auspices of the Our Shared Ocean programme for Small Island Developing States which was referenced in the Barcelona Statement. We recognize the important work being undertaken will have a role in our understanding of our ocean systems and in underpinning the implementation of the BBNJ Agreement. Ireland welcomes the Strategy Implementation Plan and encourages GEBCO to continue to evolve products, education and outreach communication tools to technical users and to engage with citizens to raise awareness of the Seabed 2030 targets. Ireland looks forward to continue our collaboration with GEBCO over the next period.

Japan

Japan appreciate the progress that has been made through the great collaboration of IHO and IOC. We are happy to maintain our good relationship with the Nippon Foundation to promote the project.

Portugal

Portugal congratulates the work that has being carried out by the GEBCO Guiding Committee and the GEBCO program, in particular the Nippon-Foundation-GEBCO Seabed 2030 project that we consider a cornerstone of Ocean knowledge.

Portugal has been supportive to GEBCO initiatives.

We believe that Ocean Mapping plays a major role in the sustainable use of the sea by supporting research and promoting development.

Recognizing that the lack of detailed underwater topography (bathymetry and submarine relief data (meaning bathymetric data and undersea features)), constrains our ability to manage marine and maritime activities in a sustainable way, Portugal has focused its efforts on its Ocean Mapping program, namely the Seamap 2030 High Resolution Mapping of the Portuguese Sea project (aligned with Seabed2030) to collect high-resolution bathymetric data (now with 71% of our Exclusive Economic Zone covered), as well to promote the identification and submission of undersea features and to share data.

The data collected by Portugal is free available to everyone through a variable resolution data model and has been shared with the Seabed 2030 project, and in this context we have also been collaborating with Cape Vert in contributing with data of their continental shelf, having this an impact for the significantly increased mapped coverage area over the last 10 years.

Also, we are supportive of new data models and grid products that can emerge in compliance with the new IHO standard S-100.

Finally, Portugal expresses its commitment to fully map its EEZ by 2030 and continue to contribute for Seabed2030 project, as well as its appreciation for the recent Call to Action on Seabed Mapping announced in the last UNOC by the Ocean Decade Alliance, of which our President of the Republic is one of the patrons, asking for a stronger engagement from all to contribute to the goal of fully mapping the ocean floor by 2030.

Russian Federation

We acknowledge the significant progress achieved in the mapping of the World Ocean's seafloor. At the same time, we wish to emphasize that knowledge of the seafloor microtopography is equally important, as it enables improved forecasting of the condition and resource potential of both ecosystems and geosystems.

The origin and variability of seafloor relief forms are also influenced by deep geological processes, the intensification of which is currently being observed in various regions of the World Ocean. These processes may represent a valuable additional dimension to the work on ocean floor mapping.

In this context, and considering the potential expansion of the list of national agencies and institutions involved in the study of deep-seated geological processes shaping the seafloor and its microrelief, there may also be opportunities for increased financial support to reinforce the Commission's programme activities in this area.

Spain

España continúa contribuyendo al mapeado de los océanos a través de diferentes instituciones e iniciativas y su progresiva incorporación a bases de datos como EMODNET. Destacar que el Instituto Hidrográfico de la Marina comenzó a colaborar en 2023 con el proyecto SEABED 2030 en la instalación de varios data loggers para la obtención de batimetría colaborativa en el Buque Escuela de la Armada Española Juan Sebastián El Cano y en otros buques de pesca, de recreo y mercantes. La información se remitirá a la oficina central de GEBCO y esperamos ir ampliando esta actividad en el futuro a un mayor número de buques. Además, en los próximos meses se unirán los datos del modelo batimétrico único, que se hará accesible al público en general.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The UK, through the National Oceanography Centre's British Oceanographic Data Centre (BODC), has been a longstanding supporter of the GEBCO, having hosted the GEBCO web site for several years, where we note in 2024 there were more than 700,000 visits. In recent years the NOC has also hosted the Seabed 2030 Global Centre (GDACC) which is responsible for maintaining and delivering GEBCO's global bathymetric data sets and products.

We would like to end by emphasising the importance of growing coverage of the seabed mapping and the foundational importance of bathymetry and we thank the numerous volunteers that enable the GEBCO to function.

4.4 IOC Ocean Literacy Action Plan and Strategy

Brazil

We are also thankful for the work of the IOC Group of Experts on Ocean Literacy, whose establishment as a permanent expert group in the Commission we support.

A clear message we took from the Side event "Blue Education for a Sustainable and Resilient Society", that we co-organized with UNESCO and others Member States during UNOC in Nice, was the importance of the involvement of policy and decision makers in Ocean Literacy actions. We are witnessing the growing importance of the ocean as part of the statements of heads of state and in climate related discussions. It makes it even more relevant to support informed policy development, enabling knowledge-driven actions for ocean sustainability and conservation. Further, for UNOC, our National Decade Committee crafted a message urging all relevant actors to "Continue supporting integrated curricula, Citizen Science, and an Ocean Culture that transcends literacy, recognizing diverse knowledge systems and connecting them to socio-environmental and technological demands."

Ocean Literacy is a cross-cutting and integral component of the Ocean Decade. As hosts of the next Ocean Decade Conference, we will work with the DCU to ensure that the design and implementation of the Conference benefit from the lessons of Ocean Literacy, aiming at translating science into accessible knowledge, sustainable action and governance for the ocean we need.

Holding a vision that Ocean Literacy can empower communities and contribute to the respect of the marine environment and ocean cultures, we invite interested stakeholders to join our Ministry of Science, Technology and Innovation in signing the "OCEAN LITERACY CALL TO ACTION: from Venice to Nice to Belem". The call to action includes an invitation to commit with the Blue Curriculum development, for which we can collaborate.

The work on Ocean Literacy should strive for strengthening diversity, equity, and inclusion in the ocean community.

Chile

Desde 2022, Chile participa activamente en dicho Grupo de Expertos con la bióloga marina Pilar Muñoz y ha articulado su trabajo con el Grupo de Trabajo en Cultura Oceánica del Comité Oceanográfico Nacional (CONA), consolidando un marco nacional alineado con las prioridades de la COI. Esta coordinación ha facilitado la participación de Chile en instancias internacionales como el Foro CILAC, el Congreso Futuro y el Foro de Currículo Azul, y ha sido destacada en el State of the Ocean Report 2024.

Reiteramos nuestro compromiso con la cultura oceánica como herramienta clave para alcanzar los objetivos del Decenio del Océano, fortalecer la diplomacia oceánica y conectar ciencia, políticas y ciudadanía.

China

China appreciates the informative presentation and the continued work of the IOC under the guidance of the IOC Ocean Literacy Plans of Action and welcome the new Plan of Action 2026-2030. We value the publishing of Ocean Decade Vision 2030: A Theory of Change for the Ocean Decade (2025-2030) and Promoting Ocean Literacy-an Education Policy Brief and express our will to work with the Secretariat to translate them into Chinese, promoting the understanding of Chinese Scientists and people to Ocean Literacy.

Chinese experts have actively participated in relevant works in the IOC Ocean Literacy Group of Experts. Meanwhile, in the past years, China also has carried out a series of ocean literacy

activities in and beyond IOC. For instance, the “Blue Citizen” initiative is aimed to help people enhance their recognition of ocean, participate in actions for the sustainable development of the oceans and narrow the ocean-related knowledge gap among different regions, groups, and communities. Although China is not the member of Blue School programme, as what we said in the side event yesterday, we would like to encourage our experts to explore the potential cooperation between Blue Citizen initiative and Blue School programme.

We also applaud the contribution of IOCWESTPAC, which established a new Intersessional Task Force of Ocean Literacy in this March in Tokyo. We recommended our expert to this Task Force. We are delighted to see that the Task Force started their work efficiently in last week and encourage IOCWESTPAC and its Member States play more active role in the process of Ocean Literacy.

France

Mieux connaître l’océan, éduquer et sensibiliser sur les enjeux qui lui sont liés passe nécessairement par un développement des capacités et par une accélération des programmes de recherche, d’éducation à tous les niveaux ainsi que de sensibilisation du public et notamment des jeunes dans ce domaine.

À cet égard, les différents réseaux UNESCO et notamment les Centres de catégorie 2, les Chaires, Les Réserves de Biosphère marine, les Clubs et Écoles associées de l’UNESCO actifs dans le domaine de l’océan constituent un potentiel important pour accélérer le renforcement de ces capacités. Ils forment une Famille UNESCO de l’Océan, que la France souhaiterait voir se développer à l’instar de la Famille UNESCO de l’Eau.

La famille UNESCO de l’Océan France s’est quant à elle réunie pour la première fois à l’UNOC à Nice, le 7 juin 2025, lors d’un évènement organisé à la Baleine par la Commission nationale française auprès de l’UNESCO. Cet évènement a permis la mutualisation de modules éducatifs de qualité en ressources éducatives libres et l’identification de projets de coopération entre ces acteurs engagés.

India

India appreciate the progress of the IOC Ocean Literacy Plan of Action (2018–2021), and the updated Ocean Literacy Plan of Action (2026–2030). Having realized the importance of Ocean Literacy, India had been involved in formulating and implementing various programs for integrating ocean knowledge with public action.

India has come up with a program named “Swatch Sagar Surakshit Sagar” meaning “Clean Ocean and Safe Ocean” and have been involving many stakeholders namely, students from schools and colleges, NGO, Govt. officials, common public and conducting ocean cleanliness drive along the coastline of India on 3rd Saturday of each year.

India has also adopted schools and regular sending, scientist involved in ocean related activities to raise awareness among the students. The knowledge of oceanography and importance of oceans and ocean decade gave been translated into local languages to make sure that it reaches the masses.

India is also involving ECOP and making use of their expertise to bring awareness among all on oceans and their importance. The ECOPs are also involved in preparing cartoon based youtube videos for effective reachability to parents and students.

Mr. Chair, India also have the opinion that the success of Ocean Literacy program depends upon how deep this program is alignment with local community issue and problems.

Finally, we would like to reiterate that India is committed to the ocean literacy plan of action devised for 2026 – 2030 would like to come up innovative program to make sure the literacy about ocean is enhanced among various stake holders.

Japan

Japan acknowledges the importance of expert contributions in advancing ocean literacy. However, regarding Draft Decision A-33/4.4, paragraph 6, Japan does not support the inclusion of the term “permanent” and considers it more appropriate to establish just “expert group” without permanent, allowing for its activities and effectiveness to be periodically reviewed and evaluated.

Recognizing the importance of public engagement, the Japan Agency for Marine-Earth Science and Technology (JAMSTEC) has been promoting Science, Technology, Engineering, Arts, and Mathematics, so called STEAM - based ocean education and outreach activities to enhance awareness and encourage broader social participation in ocean-related issues.

Furthermore, Japan is pleased to highlight the upcoming Asia Marine Educators Association with ECOPs Ocean Literacy Conference 2025, scheduled for this August in Tokyo. Co-hosted by Ocean Policy Research Institute and other partners. This international event will bring together educators, researchers, and ECOP to foster interdisciplinary collaboration in support of the UN Decade of Ocean Science for Sustainable Development.

Japan looks forward to continued engagement with regional and global partners to advance ocean literacy and ensure meaningful progress in empowering societies with the knowledge needed to sustain our ocean.

Malaysia

Malaysia acknowledges the leadership of Professor Ronaldo Christofolletti and appreciates the opportunity to serve as a member of the previous IOC Ocean Literacy Group of Experts.

A key milestone is the Ministry of Education’s integration of ocean topics into Malaysia’s new national curriculum, to be launched in 2027, which indirectly supports learning about ocean-related issues.

This ensures marine science, sustainability, and climate literacy are embedded across subjects and age groups.

Malaysia remains committed to advancing the IOC Ocean Literacy Plan of Action 2026–2030 and looks forward to continued collaboration with IOC and Member States.

Portugal

We also fully support IOC’s continued engagement and commitment to Ocean Literacy, as outlined in its Medium-Term Strategy (2022–2029).

Ocean literacy is one of the pillars of the UN Ocean Decade of Ocean Science for Sustainable Development. If we want to revert the present state of degradation of the Ocean and aim at a healthy Ocean that supports marine biodiversity, guaranteeing healthy ecosystems and services, as well as the development of a sustainable Ocean Economy, we need an informed and engaged society that understands the importance of the Ocean in sustaining life on Earth, but also its major role in creating global health, wealth and jobs. This can only be achieved through Ocean Literacy aimed at all sectors of society, promoting a transformative behavior change.

We especially wish to acknowledge the remarkable work carried out by Francesca Santoro and by the IOC Group of Experts on Ocean Literacy. Portugal strongly supports the formalization of this group as a permanent expert body under the Commission. We believe this is a critical step toward ensuring continuity, strengthening coordination, and scaling impact globally.

Ocean Literacy is not only a powerful tool to disseminate ocean science, but is also essential to reconnect people with the ocean, especially in this decisive moment of climate crisis. It fosters a culture of care, responsibility, and action, aligning science, education, and citizenship.

Portugal has been engaged in this work from the very beginning. We are proud to be the founding country of the Blue School concept, which inspires the Blue School global Network. We are also beginning the process of integrating the ocean more systematically into our national curriculum, ensuring that future generations grow up with ocean knowledge and ocean values.

Finally, Portugal fully supports the Venice Declaration and encourages all Member States to join efforts toward a more ocean-literate world.

Russian Federation

We consider it important to take into account the proposals made by Member States regarding the draft decision and its annex. In particular, we highlight the significance of the provision establishing an open composition of the group, based on nominations officially submitted by IOC Member States. We are convinced that such an approach will ensure broad, balanced, and inclusive participation of experts, reflecting the diversity of regional and national strategies in the field of ocean literacy.

In this context, the Russian Federation is pleased to nominate a national expert to take part in the work of the group.

We believe that addressing strategic challenges in the fields of ocean and climate science, as well as ensuring continuity and maintaining a high level of international scientific cooperation, requires the consistent development of a new generation of researchers.

In Russia, a successful model for training specialists has been developed and is being implemented through the Floating University programme, which involves a wide network of educational and research institutions across the country. A key component of this model is the Winter Scientific Schools initiative, aimed at the professional orientation of undergraduate students. Each year, approximately one thousand students participate in these schools, where they are introduced to contemporary fields of ocean science, receive intensive training, and are guided in choosing their research trajectory.

Following a competitive selection process, the most motivated participants are offered the opportunity to undergo practical training as part of multidisciplinary oceanographic expeditions in the Arctic and Far Eastern seas.

The overall objective of the programme is to establish a continuous scientific and educational pathway—from early school-level orientation to the training of PhD candidates who are fully prepared to work in academic and research institutions, including under demanding fieldwork conditions.

The Russian Federation stands ready to share its methodological approaches and practical experience within the framework of cooperation with the IOC and its Member States.

South Africa

South Africa welcomes the report by Prof Christofolletti the leader of the Group of Experts on Ocean Literacy. South Africa considers Ocean literacy, Advocacy, Education and awareness important for developing current and future human capacity for citizens of member states such as South Africa and has included ocean literacy and advocacy in national policy. South Africa's Ministry of Basic Education has officially included the subject "Marine Science" in the school syllabus. For the first time ever, a first batch of learners completed their final year of Secondary school with "Marine Science" as one of their core subjects in December 2025. We consider this a good progress.

Thailand

Thailand welcomes the Draft IOC Ocean Literacy Plan of Action 2026–2030 and its Addendum. We commend the Group of Experts for developing such a comprehensive and forward-looking framework.

Thailand recognizes that advancing ocean literacy is not only about educating the public—it is about transforming society's relationship with the ocean through inclusive, science-based, and culturally grounded actions. We particularly welcome the emphasis on integrating indigenous and local knowledge systems, fostering behavioral change, and strengthening cross-sectoral policy dialogues. These are critical to ensuring that ocean science leads to meaningful, sustainable outcomes.

As a nation with strong maritime traditions and coastal communities deeply connected to the ocean, Thailand has already begun implementing initiatives aligned with the Plan. These include integrating marine science into school curricula, supporting youth-led stewardship programmes, and strengthening the capacity of teachers and local leaders.

Nonetheless, we acknowledge ongoing challenges in sustaining and scaling these efforts.

We therefore echo the call for enhanced regional coordination and robust resource mobilisation. Crucially, we must also widen the circle of engaged stakeholders. This includes aligning ocean literacy with corporate sustainability through ESG frameworks, empowering the media sector to translate science into compelling public narratives, and supporting local governments and NGOs in embedding ocean literacy into coastal planning and citizen-science initiatives.

Thailand stands ready to collaborate further within the Ocean Literacy with all programme and contribute actively to regional knowledge-sharing platforms.

4.5.1 GOOS Governance

Colombia

Colombia desea destacar la valiosa participación de los Estados Miembro en el fortalecimiento del GOOS, en particular a través del rol de los Puntos Focales Nacionales (NFP). En este sentido, el país sugiere considerar mecanismos que permitan una mayor socialización e inclusión de los NFP en los procesos asociados al segundo diamante que se desarrollará en 2026, reconociendo sus aportes tanto a nivel nacional como regional en la implementación del GOOS, lo cual contribuiría a evolucionar la gobernanza de este Sistema de forma más representativa y colaborativa.

Côte d'Ivoire

Avant toute chose, nous tenons à exprimer notre regret de constater que, malgré les interpellations répétées des experts engagés dans les activités de GOOS AFRICA, des erreurs persistent sur le site de GOOS concernant les informations relatives à GOOS-AFRICA.

De manière plus générale, la Côte d'Ivoire est convaincue que, dans le contexte de l'évolution des efforts mondiaux en matière d'observation océanique, il est légitime et nécessaire de rechercher une meilleure coordination entre les différentes initiatives. Toutefois, toute tentative d'instaurer une gouvernance centralisée, quel qu'en soit l'organe, risquerait de nier les efforts déjà déployés aux niveaux national et régional, et pourrait être perçue comme une remise en cause des spécificités des États membres.

Nous appelons donc à une démarche fondée sur l'inclusion, le respect mutuel et l'équité, articulée autour des principes suivants :

1. Respect des souverainetés nationales et des priorités régionales

Les États côtiers sont porteurs de réalités géographiques, économiques et institutionnelles diverses. Une gouvernance uniforme qui ignorerait ces particularités ne saurait répondre de manière pertinente aux besoins d'observation marine.

2. Reconnaissance de la diversité des approches

Les systèmes d'observation s'appuient sur une pluralité de méthodes : savoirs scientifiques, innovations locales, connaissances autochtones. Cette diversité est une richesse qu'il convient de valoriser et non d'uniformiser.

3. Équité dans l'accès aux ressources et à la prise de décision

Il est impératif d'assurer une coordination juste et transparente, un dialogue effectif avec les Alliances régionales de GOOS, ainsi qu'une allocation budgétaire équitable en faveur de leurs actions.

4. Reconnaissance et renforcement des mécanismes de coordination existants

Plusieurs mécanismes de coordination régionaux ont démontré leur efficacité, souvent sans appui direct du Secrétariat. Ces efforts doivent être reconnus, renforcés et accompagnés, et non contournés.

5. Assurance d'une légitimité partagée et d'une opérationnalité réaliste

Une gouvernance robuste doit s'appuyer sur la confiance, l'expérience, les compétences reconnues et un véritable processus participatif, fidèle à l'esprit de coopération et de solidarité intellectuelle promu par l'UNESCO.

L'objectif commun d'amélioration des systèmes mondiaux d'observation océanique ne pourrait être atteint que par une gouvernance coopérative, participative, inclusive, équilibrée et transparente. Il s'agit de privilégier une approche fondée sur la complémentarité plutôt que sur l'uniformisation, la bureaucratie. Alors et alors seulement, nous aurons une gouvernance durable, équitable et adaptée aux enjeux planétaires en prenant en compte les réalités régionales.

France

Cette réforme est essentielle pour assurer la consolidation et le développement d'un système global d'observation de l'océan répondant aux attentes sociétales. L'approche proposée en deux phases est pertinente et doit permettre de faire ressortir les priorités pour la coordination du GOOS. Un point majeur est le lien avec les Etats Membres et le développement d'un plan d'implémentation du GOOS permettant de guider et d'aligner les contributions des Etats Membres.

India

India has been working with several other Member States for implementing key Ocean Observation networks in the Indian Ocean. In the past one year, India has deployed 48 Argo floats including 9 BGC floats, 09 Wave Drifters, 96 XBT profiles, 21 XCTD profiles, serviced 39 ADCPs, 05 GNSS Receivers collated with Tide Gauges, 16 Wave Rider Buoys redeployment, set up 2 coastal biogeochemical observatories, maintained 32 GNSS and 33 SMA stations, etc. A slocum glider was deployed to operate between Mauritius and Antarctica. India has been working closely with NOAA, USA for the maintenance of the OMNI/RAMA mooring array. India continued to support the Secretariat for IOGOOS. The last Annual meeting of these bodies was hosted by Mauritius in Port Louis. India through ITCOOcean, the UNESCO C2C centre at INCOIS, has also undertaken training programmes in partnership with IOC-GOOS and IOGOOS entitled "Empowering the Next Wave of Indian Ocean Prediction: IOPredict-2024" was hosted by India. Over 80 participants including students and young researchers from Brazil, India, Malaysia, and South Africa have participated in the workshop.

India would like to thank IOC for providing a strong support structure to the GOOS Regional Alliances and reinitiating the necessary budget allocations towards GRAs as well as putting efforts to connect the GRAs together.

India would like to highlight that co-support for several of these activities since 1998 came through the Perth Programme office until 2001, and there is a need to substitute this key support for effective implementation of regional GOOS initiatives.

India would like to reiterate that it is important for GOOS to place more focus on building end to end value chains to deliver operational services for various end users. This is where the benefit of ocean observing networks is most directly recognised.

India is happy to announce that we double the Ocean Observation systems in the Indian Ocean during 2026-2031. We seek active support from GOOS and IOC-INDIO for effective coordination of member states for establishing operational multipurpose observation systems in the Indian Ocean region and supporting the early warning systems, Blue Economy and Marine policy initiatives of the member states in the Indian Ocean.

India considers the Ocean observation as part of one of its national infrastructure.

Ireland

Ireland, the European Marine Board and relevant stakeholders are working to implement the European Ocean Observing System as a complementary element aligned with the GOOS strategic agenda.

We are acutely aware of changes in the global environment in which GOOS operates.

Ireland endorses the vision and approach set out by GOOS given the context. Ireland where appropriate, practical and possible, remains ready assist the evolution of GOOS to support this globally important infrastructure underpinning our understanding of the Ocean, a sustainable blue economy and the health of our citizens.

Japan

GOOS is one of the IOC's most important programs for establishing a sustainable ocean observation network. The development of GOOS governance, which is currently underway under the GOOS 2030 strategy, will lead to monitoring of the marine environment as well as adaptation and mitigation measures against climate change when combined with future projection models, which are also important for the future development of the Blue Economy. For these reasons, ocean observation is now one of the essential infrastructures.

Japan has been contributing to GOOS through various activities related to GOOS, such as GO-SHIP, Argo, GLOSS, DBCP, NEAR-GOOS, etc., and has recently been working with the UN Ocean Decade. For example, regarding Argo, Japan continuously deploys more than 30 floats each year, including Deep and Biogeochemical (BGC) floats, and operates more than 150 floats, as well as data management including quality control, and through these activities, Japan is contributing to the promotion of OneArgo, one of the projects of the UN Ocean Decade. In addition, as an activity related to CoastPredict, which held a side event with GOOS last week, research on ocean observation network optimization and ocean model data assimilation technology improvement is being promoted through SybObs (Synergistic Observing Network for Ocean Prediction), one of the projects of the UN Ocean Decade, with the Meteorological Research Institute of Japan serving as the focal point. Japan will continue to contribute to GOOS activities.

Malaysia

Malaysia acknowledges the vital role of the Global Ocean Observing System (GOOS) in supporting climate resilience, disaster risk reduction, and sustainable ocean management. We commend the continued efforts of the IOC in strengthening the GOOS governance and implementation mechanisms.

Regionally, Malaysia remains committed to contributing to SEAGOOS and IOGOOS. Through SEAGOOS, we value the collaborative work that enhances ocean observation across the Western Pacific, including regional initiatives that support marine spatial planning, plastic pollution monitoring, and biodiversity assessments.

In the Indian Ocean, Malaysia is pleased to engage with IOGOOS, particularly in joint efforts related to the Second International Indian Ocean Expedition (IIOE-2) and ocean climate observation.

Malaysia reaffirms our support for GOOS and encourage all Member States to strengthen regional cooperation to ensure ocean observations are fit-for-purpose in addressing today's pressing environmental and societal challenges.

Russian Federation

The Russian Federation notes that, in light of the increasing demands on the Global Ocean Observing System (GOOS), the improvement of GOOS governance mechanisms with the participation of the IOC, WMO, and other co-sponsoring organizations is becoming increasingly relevant. This process must align with the needs and priorities of Member States.

One of the key objectives of GOOS is the development of the necessary ocean observing infrastructure at national, regional, and global levels, as well as the establishment of a data ecosystem that meets the requirements of end users. In this context, we emphasize the importance of strengthening support for regional GOOS alliances and enhancing cooperation with them.

At the regional level, the Russian Federation contributes to and remains committed to the further development of NEAR-GOOS.

We support the step-by-step action plan for improving GOOS governance, as proposed by the IOC Secretariat. This plan includes clarification of the system's mission, scope, structure, terms of reference, reporting mechanisms, data provision strategy, and the establishment of a GOOS core network.

South Africa

We believe the revitalisation of GOOS will enable it to fulfil its mandate of providing the much-needed ocean observation services. The improved GOOS 2.0 is vital for the success of, amongst others, UN Ocean Decade and the challenges it faces are unfortunate and every effort to mobilise resources should be made to enable its progress towards its reformation succeeds. As stated on the presentation that GOOS is a "Member States" driven body, we believe that the revitalisation process should be open to "customise" its approach depending on the needs of the Member States and stakeholders in specific regions, such as GOOS-AFRICA. GOOSAFRICA is also undergoing the process of revitalisation and we believe that GOOS and GOOS-AFRICA will share notes during this period.

United States of America

The United States welcomes progress by GOOS towards their Strategic Objectives, and we appreciate the IOC responding to the needs of Member States in order to ensure that GOOS governance is fit for purpose, and that it supports an efficient and effective ocean observing system. The United States remains committed to supporting the global GOOS ocean observing community as critical infrastructure, and we support the decision as drafted. We encourage GOOS and the IOC to embrace this opportunity to reform GOOS, to improve its governance and practices, to better advocate for, develop, and sustain critical ocean observations for the benefit of all.

Southern Ocean Observing System (SOOS)

The Southern Ocean Observing System (SOOS) is an independent, international initiative of the Scientific Committee on Oceanic Research (SCOR) and the Scientific Committee on Antarctic Research (SCAR) with the mission to facilitate the enhanced collection and delivery of essential observations from the Southern Ocean to all stakeholders. Acting as the Southern Ocean regional alliance, SOOS appreciates GOOS' efforts advocating for increased ocean observations to meet societal needs. There is a pressing societal requirement for ocean observations as recently made evident at the UN Ocean Conference and the statement from the Partnership for Observation of the Global Ocean.

The Southern Ocean plays a critical role in the earth climate system, including driving global circulation, accounting for 50% of the oceanic uptake of CO₂ and 75% of excess heat. Yet, it is undergoing significant changes and we lack the sustained and coordinated observations required to understand the extent of these changes, to predict likely future states and the impact these changes are, and will continue to have.

No one nation alone can collect the observations required in the Southern Ocean, therefore coordination and collaboration is essential to understanding the Southern Ocean. SOOS is facilitating this coordination and collaboration through aligning international priorities, enhancing collaboration and capacities, enhancing data visibility and accessibility, and ensuring the knowledge gained is available to all stakeholders including policy.

SOOS has recently been successfully awarded a grant from the Fondation Prince Albert II de Monaco which will deliver interactive maps of observational coverage and data for key Southern Ocean variables through our data discovery tool, SOOSmap. Further, SOOS will be using this tool to develop regular Status of the Southern Ocean report cards which will be made available to all stakeholders including policymakers.

World Meteorological Organization (WMO)

GOOS is critical infrastructure. From our perspective as a co-sponsor, it is a key Earth System domain contributor to the WMO Integrated Global Observing System. Much of the physical data from GOOS networks flows through the WMO Information System to prediction centers. The meteorological services and other weather, marine, and climate prediction centers that coordinate activities through WMO represent an important user of GOOS observations. These observations have long been recognized as important in climate prediction, and there is growing evidence of the positive impact of surface and subsurface ocean observations on weather prediction skill, including for tropical storms. We are aware of the fragility of funding arrangements that sustain many ocean observing networks, and will continue to build advocacy for these.

WMO's contribution to the GOOS programme comes in the WMO staff that are part of the GOOS Management Team including OceanOPS, with both WMO regular and extrabudgetary funding; as well as direct support through a UN2UN agreement.

An important emerging strategic orientation at WMO is technical assistance to developing country Members in their national implementation of infrastructure and early warning systems, including through development projects; there is potential to include parts of GOOS in this work.

We welcome the examination of GOOS governance and look forward to continued engagement in the process.

4.5.2 GOOS Steering Committee Workplan

Chile

Quisiera agradecer la confianza depositada en Chile, al haber designado a Matías Sifón del Servicio Hidrográfico y Oceanográfico de la Armada de Chile, para continuar sirviendo por un segundo periodo como miembro experto regional del Comité Directivo de GOOS por el Grupo Electoral III de Estados Miembros, para los años 2026-2027.

China

In February 2025, China sent representative, as the core member, to attend the 14th meeting of the GOOS Steering committee (SC) to discuss the priorities of GOOS for the next three years, and also to participate in the group discussion on GOOS Reform. On April, the representative participated in the online discussion of the draft work plan for three years (from 2025 to 2027) of GOOS. So, in response to this issue, our position on the GOOS work plan is positive and open.

In addition, focusing on the realization of the objectives of the 2030 strategy, the three years plan has designed reasonable and operable tasks and related timelines. It includes coordination, management, observing network, capacity construction, data integration and delivery, even GOOS Reform. In general, we agree to the work plan.

Meanwhile, as many other member states, the ocean observing activities in China involve different level stakeholders, including Ministries, local governments, institutes, universities, even private sectors. Etc. The internal coordination among above-mentioned stakeholders needs more time. We always strive to coordinate and integrate them with international standards. Next step, we would gradually select appropriate marine stations to participate in the pilot application of the ocean indicators, and can engage deeply as a collaborator in the construction of the GOOS basic network. On the other hand, we hope that more Chinese private sectors or institutions can participate in the joint development of carbon observation sensors and the joint development of operational BGC products, serves and technologies, which is conducive to the practices of Blue Carbon Observation programs in ocean communities.

France

La France note que le système global d'observation de l'Océan est dans une situation inédite de risque que ce soit pour le système lui-même que pour sa coordination par la COI. La France remercie la COI pour sa proposition d'un plan de travail ambitieux dans ce contexte. Ce plan de travail répond aux attentes de la France vis-à-vis de l'évolution du GOOS et de sa réforme. Il sera nécessaire de définir des priorités parmi les actions proposées.

Japan

To advance the governance of GOOS, it is crucial to enhance the coordination and management capabilities of GOOS.

Furthermore, collaboration with other organizations, such as IODE, WMO and JCB, is necessary, including IOC data architecture and Ocean Best Practices System (OBPS), both of which were on the agenda last week.

In addition to strengthening cooperation not only among international organizations, but also with GOOS Regional Alliances (GRA) and national focal points (NFPs) mentioned in the workplan, we need to further promote strategies that address societal needs and encourage sustainable economic development through ETOOFS and EW4All, etc.

Finally, Japan would like to wish the newly appointed regional members all the best in their future endeavors.

World Meteorological Organization (WMO)

I will take the opportunity to highlight the numerous areas where WMO has particular interest in the GOOS workplan. These include in:

- defining the basic essential observations from the ocean for different applications for IOC and for WMO, including for the Global Basic Observing Network GBON, enhancing the potential for development funding, as well as the area of data integration and delivery – work that will take place under the umbrella of the Joint Collaborative Board,
- defining and shaping the Expert Team on Operational Ocean Forecasting Services ETOOFS as a body that can serve both IOC and WMO objectives through GOOS,
- leveraging the work on indicators and their potential in assessments,
- aligning plans for atmospheric and ocean greenhouse gas infrastructure, and
- regular reporting on the status of GOOS, building on the work of OceanOPS.

We'd also like to highlight the recent launch at UNOC by WMO, IOC and IMO of the "10 000 ships for the ocean" initiative, building an ambitious public-private partnership with industry to expand ship-based observations, which we hope will bring a strong contribution to the development of GOOS.

4.5.3 Report of the Intersessional Working Group on Ocean Observations in Areas under National Jurisdiction

Argentina

La República Argentina agradece la presentación realizada y la labor desarrollada por el Grupo de Trabajo reconociendo el esfuerzo sostenido en el análisis del tema, incluso en situaciones en las que no se contó con información completa o con los aportes de todos los actores potencialmente involucrados.

Además, reafirma que cualquier labor en este ámbito debe ajustarse a las disposiciones de la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar (CONVEMAR).

La República Argentina cuenta con un procedimiento estandarizado de autorización para la realización de actividades de investigación científica marina, el cual es coordinado por el

Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto. Todas las solicitudes recibidas son tramitadas por el Estado argentino dentro del plazo previsto en el artículo 248 de la CONVEMAR. No obstante, se considera fundamental que las solicitudes de autorización sean presentadas con la debida antelación, a fin de permitir la intervención de todos los organismos nacionales competentes y garantizar así el adecuado funcionamiento del procedimiento.

Por otra parte, la República Argentina desea recordar la importancia del estricto cumplimiento de lo dispuesto en el artículo 249 de la CONVEMAR, en lo que respecta a la obligación de remitir al Estado ribereño los datos y muestras obtenidos durante la campaña, así como los informes preliminares y el informe final con los resultados y conclusiones correspondientes. En particular, se subraya lo establecido en el párrafo 2 del mencionado artículo, que exige el consentimiento previo del Estado ribereño para la difusión internacional de los resultados de investigaciones que revistan importancia directa para la exploración y explotación de recursos naturales.

Finalmente, la República Argentina desea poner de relieve el valor que tiene para el Estado ribereño la posibilidad de embarcar un observador nacional a bordo del buque, conforme a lo previsto en el artículo 249, párrafo 1, inciso a), de la CONVEMAR.

En cuanto al Proyecto de Decisión A-33/4.5.3, la República Argentina desea formular las siguientes observaciones:

i. No resulta del todo clara la extensión ni el alcance concreto de las actividades implicadas en la función de los "intermediarios", contenida en el párrafo 7. Cabe señalar que, conforme al régimen jurídico aplicable, las solicitudes de autorización para realizar investigaciones científicas marinas son tramitadas directamente entre el Estado que promueve la investigación y el Estado ribereño, sin que exista, en el marco de la CONVEMAR, un reconocimiento formal de funciones de intermediación a organismos regionales. Por consiguiente, esta Delegación agradecería que se precise con mayor claridad el alcance, carácter y límites de dicha función.

ii. A su vez, en cuanto a la frase "...así como coordinando los esfuerzos para agilizar los procedimientos entre los países con características regionales similares", se requeriría de mayores precisiones respecto de quiénes serían los responsables de realizar dichos esfuerzos y en qué consistiría exactamente la labor de coordinación mencionada.

Brazil

Brazil considers ocean observations crucial to the advancement of ocean science and the knowledge related to the ocean, as well as to the sustainable use of the sea and its resources and to the development of our societies.

The ocean is directly linked to SDG 14, and also connected to other goals established in the Agenda 2030, including the fight against poverty and the reduction of inequalities, while contributing to enhance climate action. All those objectives are very much in line with the right of every society to manage its own resources, in order to pursue its legitimate aspirations towards a better future. That is why we have always underlined the importance of the UN Convention on the Law of the Sea, which is the fundamental instrument that guides us while considering the subject of ocean observations.

Brazil acknowledges the important efforts of the Intersessional Working Group to advance the subject of ocean observations in areas under national jurisdiction and would like to thank the co-chairs from Egypt and Argentina for their dedication and conduction of the task. We hope we are on the way to clarify this subject.

Chile

Las materias e inquietudes tratadas y planteadas durante las sesiones del Grupo de Trabajo Intersesional sobre Observaciones Oceánicas en Zonas bajo Jurisdicción Nacional, dejaron de manifiesto que los procesos implementados desde 1975 por parte de Chile (Decreto Supremo N° 711), cumplen cabalmente con las disposiciones establecidas en la CONVEMAR para el desarrollo de este tipo de investigaciones, estableciendo claramente los plazos para gestionar

los permisos y las condiciones para que este se otorgado, por lo que generalmente no se plantean mayores problemas al respecto.

Chile agradece la oportunidad de participación en un Grupo de Trabajo de este nivel, a través del cual ha sido posible no solo conocer distintas realidades con respecto a la obtención de datos oceánicos, sino que también permitir buscar solución a algunas de las problemáticas, de manera de armonizar nuestros requerimientos con las necesidades globales en dicha materia.

China

China consistently attaches great importance to international cooperation in ocean governance and fully recognizes its key role in promoting the development of sustained ocean observation. We appreciate the work of the Intersessional Working Group on Ocean Observations in Areas under National Jurisdiction (OONJ) over the past nearly two years and the dedication of expert members of the Group.

We thank IOC and GOOS for their great support. These contributions make it possible to identify challenges to ocean observations in areas under national jurisdiction and to provide possible ways forward. Experts from China are actively involved in the Working Group. China recognizes the contribution of enhanced implementation of ocean observations within national jurisdiction to the marine scientific research in many fields.

China notes that it is significant to conduct studies and provide recommendations within the balance of rights and obligations between coastal States and user States under the framework of the United Nations Convention on the Law of the Sea. Simultaneously, the consensus of States should be fully reflected so as to respond to the concerns of all parties to the greatest extent and solve the problem effectively. China stands ready to continue to engage with and support the further work together with other States.

France

La France remercie le groupe de travail sur les observations océaniques dans les zones sous juridiction nationale pour les travaux menés. Elle note que c'est un sujet complexe qui devra être régulièrement discuté au cas par cas suivant les besoins des différents réseaux du GOOS. La France valide les recommandations du groupe de travail. Elle considère que les solutions mises en place par la COI pour le programme Argo pourraient potentiellement s'appliquer aux autres réseaux GOOS pertinents, comme le SOOP.

Japan

Japan recognizes the need for a sustainable expansion of the global ocean observation network and the importance of promoting Marine Scientific Research based on UNCLOS. When conducting MSR in waters under the jurisdiction of another country, Japan strictly follows the prior consent application procedure in accordance with UNCLOS, regardless of the platform used. The exception is for an Argo float drifting in waters under the jurisdiction of a coastal state that has established a National Focal Point in accordance with the Argo Guidelines. Observations with Argo floats under the establishment of the Argo Guidelines have brought about great advances in marine science which are essential for monitoring the present status of oceans and forecasting the future.

Japan recognizes the importance of smooth MSR consent applications and reviews within national jurisdictions. Japan took note of the challenges, identified by the intersessional working group, for GOOS networks, in particular those for the Ship-of-Opportunity Programme. Japan looks forward to receiving a draft proposal from the GOOS Steering Committee on the actions that IOC could take to address these challenges within the frame of UNCLOS.

Malaysia

As a megadiverse maritime nation, Malaysia recognizes the importance of the BBNJ Agreement in safeguarding marine biodiversity in areas beyond national jurisdiction, which comprise nearly half of the Earth's surface.

Malaysia supports the core pillars of the BBNJ Agreement, particularly the establishment of area-based management tools, including marine protected areas, the fair and equitable sharing of benefits derived from marine genetic resources, and the robust application of environmental impact assessments for activities with potential transboundary impacts.

These elements align with our national priorities under the National Policy on Biological Diversity and the soon-to-be-updated National Ocean Policy.

While Malaysia has yet to sign the Agreement, the process is actively under inter-agency consultation. As we move forward, our focus will be on strengthening institutional coordination, updating legal frameworks, and ensuring inclusive participation from scientific, legal, and Indigenous knowledge communities.

We also see the BBNJ framework as a catalyst to further build our national capacity in marine science, taxonomy, deep-sea biodiversity research, and digital sequence information governance.

Regionally, Malaysia is committed to fostering cooperation within ASEAN. We believe the BBNJ Agreement offers an opportunity to advance collective stewardship over shared marine ecosystems and migratory species.

Malaysia is ready to work with our neighbours to promote knowledge sharing, joint research, and equitable technology transfer under the framework of South-South cooperation.

In closing, Malaysia affirms the importance of a fair, inclusive, and science-driven implementation of the BBNJ Agreement.

We thank the IOC and its member states for facilitating this shared vision for the ocean's future.

Malaysia looks forward to contributing meaningfully to the post-ratification phase, not only as a beneficiary, but also as a partner in advancing the ocean science agenda for the benefit of all humanity.

Portugal

Portugal would like to thank and congratulate our colleague Suzan El-Garabawi for the comprehensive summary report, as well as for the excellent work carried out by the working group, on this topic of high relevance, namely by identifying and further exploring the major issues that may hinder sustained global ocean observations. We also acknowledge with appreciation the identification of best practices reported to this assembly.

Portugal firmly believes that ocean observations in areas of national jurisdiction require clearance from the coastal states within the UNCLOS framework, but we maintain that most of the issues identified by the Working Group, including those considering timeframes for application and simplification of procedures for asking for permits from the coastal states, can be addressed and overcome through bilateral, multilateral and regional agreements.

ARGO is a good example on how similar difficulties can be addressed and solved.

Russian Federation

We believe that the main current problem is the lack of clarity, awareness or understanding of the application processes for marine scientific research, which often differ between countries. In addition, the organization of marine scientific research is further complicated by illegal sanctions against research vessels of the Russian Federation imposed by a number of Western countries.

We would also like to reiterate the information voiced by colleagues from the IWG that during consultations with the networks, no evidence was provided of the existence of alleged data deficiencies from areas under national jurisdiction, or of tangible impacts of these data deficiencies on GOOS services or products. We therefore support the proposal for further consideration of this issue by the GOOS Steering Committee to submit a report to the 59th session of the IOC Executive Council in 2026.

We would like to emphasize once again that the collection of any scientific data on the marine environment is an element of marine scientific research within the meaning of the UN Convention on the Law of the Sea of 1982. Accordingly, its implementation in the EEZ and territorial sea of coastal states requires their consent. In this regard, the entry of autonomous surveillance equipment into the exclusive economic zone of the Russian Federation is impossible without sending the appropriate official notification. At the same time, the Russian Federation reserves the right to prevent their entry into maritime spaces under national jurisdiction.

Spain

España muestra su máximo agradecimiento a los miembros de trabajo sobre las observaciones en aguas de jurisdicción nacional y a Susan Alguerabau por excelente trabajo y el informe realizado.

España está de acuerdo con la resolución propuesta y con la necesidad de incrementar los esfuerzos de GOOS para dar una mayor difusión y clarificación del proceso de Solicitud de Consentimiento para la Investigación Marina, así como en evaluar la necesidad de revisar la Guía DOALOS 2010 sobre la investigación marina e informar a la trigésima cuarta asamblea de la COI. Algunas de las mejoras podrían ir encaminadas, por ejemplo, a, adaptar el proceso de solicitud y los requerimientos según la tipología de las variables y las tecnologías de observación.

Türkiye

Ocean Observation is defined as one of the High-Level Objectives of Turkish Marine Research Strategy Document.

We make efforts to increase the capacity of ocean data collection, exchange, archive and management in the Aegean Sea, Mediterranean Sea and Black Sea in accordance with the IOC perspective.

Also, many studies and projects on the Marine Protected Areas have been carried out in Türkiye. Many academic events have comprehensively addressed the Marine Protected Areas.

In order to increase the coordination on marine scientific research at a national level, we organize an annual Marine Research Cruise Plan Meeting with participation from ministries, institutions and universities. After that meeting, an annual plan is prepared and published to optimize efforts and increase interoperability.

For international level, we would like to highlight that we agree with the statement that IOC Member States should promote collaboration and the dialogue between Member States should be strengthened.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The UK would like to acknowledge the recommendations in the report, and the important work done to unlock the barriers to ocean observing in Areas within National Jurisdiction. We particularly welcome the move to educating the GOOS networks on the Marine Scientific Research requirements in UNCLOS, and to act as a convenor to support research communities through regional groups.

Whilst the report highlights some key areas for improvement, we note the effort required, including resource within the Secretariat, to come to this conclusion and the missed opportunities at an early stage, prior to this working group, to engage Member States. It was only through this working group's consultation with Member States that clarity was achieved.

Given the sensitivities relating to this subject and the need to be more efficient with use of Secretariat resources we hope that the lessons learnt from this experience will help inform future approaches to interacting with Member States on items of critical importance to them, and guide future reviews, ensuring Member States views are taken into account throughout.

We would encourage the GOOS Steering Committee to adopt this approach as it looks to address making the Ship of Opportunity Programme work within the framework of UNCLOS as well as meeting Member State interests and, reflecting back on the previous agenda item on GOOS

reform, use that as a pilot for better incorporating Member State and the wider international governance framework in GOOS activities.

World Meteorological Organization (WMO)

The WMO Unified Data Policy adopted in 2021 identifies physical EOVS and ECVs from the ocean, made as part of a GOOS observational network, programme, or project, as core data – the data necessary for the provision of services in support of the protection of life and property and for the well-being of all nations. Members are asked to provide free and unrestricted access to core data, while respecting the provisions of UNCLOS.

This identification reflects the importance of this data for weather and climate prediction and early warnings, and comes from a consideration of the data's impact and value to society and to economies. Proving this value, and extending the capacity to exploit this data in all nations through capacity development are two important actions to build national understanding of the importance of sharing of ocean data from the entire ocean.

Our joint centre OceanOPS plays an important role in the Argo notification scheme, and we would encourage IOC to build upon this capacity and experience to operationalize Marine Scientific Research clearance processes and to further reduce barriers to reinforcing public good ocean observations in areas under national jurisdiction, as appropriate and as agreed by IOC Member States. WMO will follow IOC's further activity in this area with interest.

4.6 Joint WMO-IOC Collaborative Board (JCB) Strategic Advice on Joint Work to Achieve Common Objectives

Australia

In lieu of amendments by WMO's Executive Council on the aligned decision on the JCB at the 79th session of WMO Executive Council last week, Australia proposes the following amendments to the IOC decision (in red) in order to ensure both bodies are adopting the same decision.

China

WMO and IOC have a long history of cooperation in jointly promoting ocean and climate monitoring, advancing scientific research, technological development and data sharing, and have achieved fruitful results.

China expresses its appreciation for the significant progress made by the JCB over the past year and is willing to contribute to JCB's promotion of the four priority areas and the implementation of related actions. China has participated in multiple projects jointly initiated by WMO and IOC, established the WMO-IOC Centre for Marine-Meteorological and Oceanographic Climate Data in Tianjin, China (CMOC/China) and the Regional Marine Instrument Center for the Asia-Pacific Region (RMIC/AP).

China is committed to promoting oceanographic and meteorological research and cooperation, and has carried out rich cooperation with international counterparts in fields such as climate change, ocean ecological protection, marine disaster prevention and mitigation, and data sharing.

China will, as always, support the JCB in fulfilling its duties and actively participate in the new plans and actions initiated by the JCB. Meanwhile, it is hoped that JCB would provide further guidance to the existing cooperation projects, enabling them to play their roles effectively and provide better services for IOC and WMO members.

Japan

The collaboration between the IOC and the WMO has been effective in addressing various issues such as strengthening ocean observation, forecasting systems and capacity building, etc. Japan welcomes the continued work of the JCB, including the promotion of the Global Ocean Basic Observing networks (GBON) for Ocean and data management activities for which subgroups

have been established, as well as its active contribution to the UN Early Warnings for All (EW4All) initiative.

Republic of Korea

The Republic of Korea expresses its appreciation for the efforts of the JCB in strengthening collaboration between the meteorological and oceanographic communities, and supports the extension of the WMO-IOC Collaborative Strategy through 2027. The Korea Meteorological Administration (KMA) is sharing ocean observation data through the Global Ocean Observation System (GOOS) and the WMO Information System 2.0(WIS2.0). KMA is also developing and operating numerical prediction-based technologies to respond to hazardous weather events in the seas surrounding the Korean Peninsula. We will actively contribute to the four key work areas identified by the JCB.

Russian Federation

We believe that the developed Joint Cooperation Strategy for 2022-2025 covers the most important areas of cooperation in research, observations, data, modeling, services and capacity development and can be extended until 2027 in its current form.

We support the medium-term priority areas of work outlined by the Council.

In terms of creation of the Global Basic Ocean Observing Network that will include additional ocean variables, we consider it necessary to note that the creation of the GBON will contribute to making observing systems more sustainable and to the gradual transition to the real time use of ocean data.

In addition, we consider it important to gradually improve compatibility and expand data exchange between the WMO Information System and the Ocean Data Information System, as well as to develop a structured approach to marine climate data systems.

We see high potential for further joint efforts to develop capacity to expand opportunities in both oceanography and meteorology, including through the unification of training calendars and the creation of joint training centres and resources between WMO and IOC. In this regard, we believe it is necessary to intensify the efforts of the Joint Council to implement specific actions within the framework of the activity areas, primarily the implementation of joint events, programmes and projects.

Spain

España coincide con la relevancia de los temas prioritarios presentados, especialmente la Red Básica Mundial de Observación (GBON) y la Gestión de datos e interoperabilidad. Respecto GBON, dado el interés y necesidad de cubrir procesos de escala climática, dicha red no debería limitarse únicamente a los datos de redes de observación operacionales en tiempo real, sino extenderse también a otras redes que proporcionan datos de alta calidad en lo que se conoce como 'delayed mode'. Sería interesante también que en la implementación de GBON se contemplara el establecimiento de una red de estaciones de referencia en el océano reconocidas por GBON de modo similar a la Reference Upper-Air Network del Global Climate Observation System (GCOS), red conocida como GRUAN por su acrónimo en inglés.

World Meteorological Organization (WMO)

WMO remains committed to focusing the JCB on key, tractable issues that deliver to both IOC and WMO – and are encouraged by the identification of the four initial priority areas for JCB efforts. Their development over the coming year will be important in proving the value of the JCB and should both reflect and influence joint efforts between oceanography and meteorology at the national level, the subject of the consultation with Member States.

4.7 IOC Contributions to UN Governance Processes

Argentina

Agradecemos la propuesta y las aclaraciones realizadas por la Delegación de Chile y solicitamos que los comentarios provistos por esta Delegación sean registrados en el informe final. Sin perjuicio de tales comentarios, nos comprometemos a participar constructivamente en el Grupo de Trabajo.

El proyecto de enmienda presentado por la Delegación de Chile contiene una propuesta de incluir una modificación de fondo que va más allá de la mera enmienda al texto de la decisión. Se considera que dicha propuesta debiera haberse remitido con la anticipación suficiente, en línea con lo dispuesto por las Guías Revisadas para la Preparación y Consideración de Borradores de Resolución, como para permitir evaluar a nivel interno la propuesta y todas sus implicancias.

Asimismo, toda vez que el Acuerdo BBNJ aún no ha entrado en vigor y recién se han comenzado a discutir sus modalidades y su institucionalidad, entre ellas, las modalidades de funcionamiento del "Clearing House Mechanism", en el marco de las reuniones de la Comisión Preparatoria del Acuerdo, se considera que un grupo de trabajo con un mandato como el que se propone en el marco de la COI, resulta prematuro.

Se considera que el mandato que se pretende conferir al Grupo de Trabajo resulta extremadamente amplio, abarcando incluso cuestiones que deben ser discutidas en el marco del Acuerdo BBNJ, y otras que deben ser resueltas por los Estados Miembros o que son propias de la COI. Ello podría derivar en una superposición o duplicación de tareas con respecto a las cuestiones que aún se están discutiendo en el marco del Acuerdo BBNJ.

En efecto, el párrafo 2(ii) de los TdR refiere a la función de "promover el rol y las contribuciones de la COI en el establecimiento y funcionamiento del futuro "Clearing House Mechanism", lo cual es en realidad una cuestión que debe ser debatida y acordada por los Estados en el marco de la negociación del Acuerdo BBNJ.

A su vez, el párrafo 2(v) de los TdR reza "Propose strategies and mechanisms for enhancing data sharing and cooperation across national and regional institutions, including though IOC Regional Subsidiary Bodies", no obstante tratarse de una actividad que corresponde al mandato de la COI.

Por su parte, en el párrafo 2(vi) de los TdR se establece la función de "proponer mecanismos de cooperación entre la COI y el Acuerdo BBNJ", lo cual resulta difícil de determinar toda vez que el Acuerdo BBNJ aún no definió cómo se dará esa relación de cooperación con otros marcos y acuerdos.

Cabe destacar, además, que la COI tuvo ya participación en el proceso de negociación del Acuerdo de BBNJ a través de su Secretaría, formulando sus aportes. También los Estados Partes hicieron comentarios respecto de las actividades de la COI durante dicho proceso de negociación, en línea con numerosas decisiones de la COI que así lo recomendaban.

Belgium

Belgium welcomes the proposal by Chili to establish an ad-hoc working group on BBNJ in the IOC. We thank Chili for this initiative and give it our full support.

Belgium also agrees with China, the UK, Colombia, Spain, and Poland on the potential and the importance of this ad-hoc working group, in which we intend to participate and co-operate.

Chile

La exitosa UNOC3 organizada en conjunto por Francia y Costa Rica permitió dar una mayor visibilidad a la necesidad de proteger al océano, lo cual se vio reflejado en los medios de comunicación y redes sociales de todo el mundo y de manera transversal. A nivel gubernamental no fue distinto, viéndose en el importante aumento de los países que han ratificado el acuerdo del BBNJ, faltando menos de una decena para llegar al anhelado número 60.

Como organización, es el momento de comenzar a prepararnos para la puesta en marcha del Acuerdo, debiendo tener la Comisión Oceanográfica Intergubernamental un papel protagónico,

el que le corresponde al ser el equipo técnico de las Naciones Unidas encargado de promover la cooperación internacional en materias del océano, como lo señala el Estatuto de la Comisión, y también siguiendo nuestros objetivos de alto nivel, indicados en la estrategia de mediano plazo 2022-2029.

En ese sentido, Chile propone a esta Asamblea la creación de un grupo de trabajo ad-hoc, que pueda entregar al Consejo Ejecutivo de la COI y a la Conferencia de las Partes asesoría técnica y científica para apoyar la implementación del Acuerdo del BBNJ, en especial para el mecanismo de intercambio de información, señalado en el artículo 51, así como otras áreas, todo lo anterior siempre dentro del mandato de la COI.

En la propuesta que fue remitida con la respectiva antelación a todas las estimadas delegaciones, se encuentran los términos de referencia del grupo de trabajo, con el objetivo de éste y su composición.

Los términos de referencia clarifican los resultados esperados de este grupo de trabajo ad hoc en 5 áreas específicas: 1) rol de la COI en la puesta en práctica del acuerdo; 2) contribuciones para el mecanismo de intercambio de información; 3) análisis de los desarrollos científicos de BBNJ relevantes para la COI; 4) modalidades para apoyar a los Estados Miembros, propuestas de estrategias para el intercambio de datos y 5) la colaboración entre la COI y BBNJ. También consideramos muy importante la participación de DOALOS en este proceso de análisis.

Esperamos contar con su apoyo y que durante el camino que nos queda por recorrer hasta la implementación del acuerdo del BBNJ, contemos con un productivo trabajo, donde estén representadas todas las regiones.

China

China would like to join other Member States to appreciate the informative presentation by Vidar and highly commend the contributions to UN governance processes made by IOC in the latest years. Due to the importance of global ocean-related issues are rising, the expectation of international communities to IOC is also increasing. China believes and supports IOC, which is the most important platform in the UN framework to push forward to the ocean science cooperation, to play more active role in relevant processes including Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework (GBF), BBNJ, World Ocean Assessment, UNFCCC, mentioned by Vidar and beyond in the presentations.

Regarding the IOC's functions in the process of BBNJ, besides the Clearing-House Mechanism, mentioned by the presentation and many Member States, we also encourage IOC to make its own contribution to three other items, firstly, the Capacity Building and the Transfer of Marine Technology (CB&MT) process and the possible commission; secondly, the organizing of Scientific and Technical Body (STB) of BBNJ; thirdly, strengthening the coordination among Member States through IOC Subsidiary Bodies and relevant bodies.

China also applauds to the IOC's engagement in the UNOC3 in Nice. As other Member States, China actively participated in the UN Ocean Conference. We sent our high-level delegation, led by Vice President and successfully hosted or co-hosted four side events, meanwhile involved in many other side events, with releasing several public products, signing multiple bilateral agreements, and making lots of voluntary commitments. The UNOC has become one of the most important UN ocean-related processes since 2017, in which the contribution of IOC is indispensable.

Japan

Japan commends the IOC Secretariat for its significant contributions to various United Nations governance processes, particularly in advancing ocean science and knowledge as a foundation for achieving SDG 14 and the 2030 Agenda.

We also wish to highlight the success of the Third United Nations Ocean Conference in Nice, marked by the adoption of the Nice Ocean Action Plan and strong international engagement.

Japan appreciates the Governments of France and Costa Rica to host the conference. Also IOC secretaries for tremendous efforts in advance and during the conference and side events.

Following the entry into force of the BBNJ Agreement, Japan recognizes the need for its effective implementation, including the Clearing House Mechanism, and affirms that the continued engagement of the IOC will be indispensable.

We also acknowledge the important role played by GOOS and OBIS in providing sustained ocean observations and data, structured around Essential Ocean Variables, which support several targets of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework. These systems are critical for evidence-based decision-making and biodiversity monitoring, especially in marine ecosystems.

Lastly, we express our sincere hope for the successful advancement of the IOC's planned development of a system-wide approach to marine biodiversity. We believe this initiative will play a pivotal role in strengthening coordinated international action for the conservation and sustainable use of marine ecosystems.

Norway

Norway welcomes the document on IOC Contributions to UN Governance Processes. Synergies among global processes is a priority for Norway, for instance between the new BBNJ Agreement and the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework. We would also like to point out the pivotal role the High Level Panel for a Sustainable Ocean Economy plays. Norway has ratified the BBNJ Agreement. It is now vital that the Agreement reaches the necessary sixty ratification to allow it to enter into force and that we collectively work for its effective implementation. The Agreement provides for increased cooperation between states and strengthening and enhancing cooperation between relevant frameworks. IOC's involvement is important. The construction of the BBNJ Clearing House should continue to benefit from the active involvement of IOC.

Republic of Korea

The Republic of Korea warmly welcomes the continued and strengthened role of the IOC in contributing to key UN governance processes, and we commend the efforts of the Secretariat in this regard.

We especially acknowledge the IOC's critical engagement with the Convention on Biological Diversity, the BBNJ Agreement, and the UN Framework Convention on Climate Change, in connecting ocean science with global policy.

Regarding biodiversity, we commend the IOC's contribution to the implementation of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework. Through platforms such as OBIS, GOOS, and ODIS, the IOC provides data, indicators, and technical support vital to tracking and achieving biodiversity targets. These contributions not only support global assessments, but also help enhance national capacity for monitoring and reporting.

On the BBNJ Agreement, Korea is pleased to report that we became the 21st country to ratify the treaty. We officially deposited our instrument of ratification with the United Nations on March 19, demonstrating Korea's responsible and proactive leadership on ocean issues. We are actively participating in the Preparatory Commission.

We believe the IOC can play a vital role in supporting the BBNJ Agreement's four pillars marine genetic resources, area-based management tools, environmental impact assessments, and capacity building and technology transfer through its robust scientific platforms and tools.

On climate action, we commend the IOC's active engagement with the UNFCCC process, including contributions to the Ocean and Climate Dialogue and the Global Goal on Adaptation. The IOC's observation systems and data networks help integrate the ocean dimension into climate planning and national contributions.

Looking ahead, Korea is pleased to announce our intention to co-host the Fourth United Nations Ocean Conference (UNOC4) in 2028, together with the Republic of Chile. As the final UNOC

before the 2030 SDG deadline, we believe this will be a key milestone to assess progress and shape the post-Decade Ocean agenda.

The Republic of Korea reaffirms its commitment to multilateral cooperation through the IOC, and we look forward to working together to strengthen science-based ocean governance, while continuing to support developing countries and SIDS through knowledge sharing and technical cooperation.

Spain

La labor de la COI de transferir el mejor conocimiento científico para la toma de decisiones en los procesos que se desarrollan bajo el paraguas de Naciones Unidas es una de las actividades más importantes de su mandato y donde la coordinación que la COI realiza sobre el esfuerzo colectivo de los Estados Miembros adquiere su máxima relevancia por su impacto a escala global.

España agradece los informes presentado en el que se destaca la importancia de las actividades que se llevan a cabo bajo los programas de GOOS, de los datos e información disponibles a través de IODE o OBIS y de su uso para la Planificación Espacial Marina para alcanzar objetivos y compromisos bajo la Convención de Diversidad Biológica, el Tratado de Biodiversidad en Áreas Fuera de la Jurisdicción Nacional o la Convención Marco de Cambio Climático de Naciones Unidas. Aunque en la resolución se citan las ciencias oceánicas y algunos de los programas relacionados con la acidificación, echamos en falta un análisis sobre la capacidad del conjunto de programas de conocimiento científico de la COI para responden adecuadamente a la demanda de estos procesos e iniciativas internacionales.

Los ecosistemas no se definen simplemente por el conjunto de variables independientes, del medio físico y químico y de las especies que los forman, sino que presentan propiedades emergentes de sus interrelaciones que es necesario entender, más aún en un contexto de profundos cambios forzados por el cambio climático. El conocimiento sobre el funcionamiento de los ecosistemas, más allá de la caracterización de sus componentes, es fundamental para implementar y gestionar Áreas Marinas Protegidas, evaluar el impacto del cambio climático o para establecer estrategias de mitigación de este proceso y de sus efectos. Este conocimiento científico es además esencial para definir las estrategias y los sistemas de observación, elegir indicadores como las variables oceánicas esenciales y garantizar la calidad y estandarización de los datos.

Türkiye

We would kindly propose the following text to Paragraph 188 of the Provisional Action Paper as follows:

"Within the framework of the Agreement under United Nations Convention on the Law of the Sea on the conservation ... " instead of the current text which reads:

"Within the framework of the UNCLOS Treaty on the conservation...".

This edit is being proposed for clarification.

United States of America

However, following extensive informal consultations with other delegations, we realize that the amendments we submitted will not have the support of the room. In the interest of not holding up the agenda, we withdraw all of our proposed amendments.

The United States supports the IOC Secretariat representing the IOC at other meetings and processes, and agrees with the need for strengthened IOC delivery, as relevant, to other bodies and processes.

However, we will disassociate from all paragraphs of the decision. We will do so after the decision is adopted.

The United States thanks Chile for offering these amendments and for providing their response. However, we agree with the intervention by Argentina.

In addition to the points made by Argentina, we do not view the establishment of a BBNJ Working Group at the IOC as being necessary at this stage, since the BBNJ Prep Comm has established an experts group in which the IOC will engage.

We are also concerned it will be a strain on finite resources of both the IOC Secretariat and IOC Member States. We therefore cannot support Chile's amendments. Thank you.

The United States disassociates from the entire decision as amended in line with U.S. policy positions laid out in our opening statement intervention last Wednesday, and our earlier statement today.

4.8 Report on the United Nations Ocean Decade 2021–2030 Implementation Plan and Results of the Mid-Term Evaluation

Belgium

Belgium continues to consider that the Decade is an excellent opportunity to make visible, to the whole of our societies, the value of ocean sciences.

The Decade is now at mid-term, and we need to look forward to ensuring that as much as possible of its value materializes, and that, where new capabilities have been developed, these are properly institutionally embedded so that, at the end of this large endeavour, IOC also comes out strengthened and ready for the future, across the entire range of value chains and services that the IOC programmes sustain.

We thus welcome that it is stated in document 4.8 doc(1) that “there is a significant potential for the IOC contribution to the Decade to reinforce IOC's core programmatic work, regional and thematic leadership, and human resources.”

As its initial donor, Flanders (Kingdom of Belgium) hence is pleased that “The Capacity Development Facility has been reinvigorated with additional human resources and will provide real-time matchmaking services to meet capacity development needs with a focus on SIDS, LDCs and Early Career Ocean Professionals.” This Facility works hand in hand with the existing IOC CD capabilities, and we encourage all further strengthening and streamlining of the CD processes across IOC, in line with the ‘central’ position of the ‘Function F’, the position of IOC's Capacity Development.

We eagerly look forward to the launch, in September of this year, of the actual Matchmaking Platform where the Decade CD needs can be logged and where also offers and opportunities can meet those who can benefit from them.

Brazil

Brazil receives from this Commission the task of hosting the next Conference of the Decade of Ocean Science for Sustainable Development with great joy. It is a huge responsibility, but as our Minister of Science, Technology and Innovation said, Brazil is firmly committed to the Decade.

It is significant that the next Conference will take place in the global South. One of the objectives of the Decade is to promote a diversified and inclusive science, whose benefits are shared among all. This contributes to the development of humankind and to scientific advancement itself. It also converges with our efforts to strengthen the South Atlantic Peace and Cooperation Zone as an area of cooperation and sustainable development. We are ready to receive, in Rio, in 2027, governments, scientists, civil society, indigenous peoples, coastal groups and the entire world community of actors linked to the ocean.

As we reach the mid-point of the Decade Implementation, we congratulate the Decade Advisory Board, the Decade Coordinating Unit and the governance structures for understating and supporting the dynamic nature of the Decade, as one of its greatest strengths.

The exchange of experiences with other National Decade Committees has proved to be both enriching and a motivating element for our own NDC. As part of an exercise we helped to facilitate during UNOC, together with the IOC, Germany and New Zealand, our NDC outlined its current focus on strengthening science, training, and research with a focus on diversity, equity, and inclusion. This includes revising the National Plan, improving multisectoral coordination, ensuring funding, aligning with global policies to promote sustainability, equity and climate justice and to continue supporting integrated curricula, Citizen Science, and Ocean Culture that transcends literacy, recognizing multiple knowledge systems and connecting it to socio-environmental and technological demands.

We note already concerns about the post Decade. We see them as a sign of the success of Decade thus far. As we together sail towards the 2027 Ocean Decade Conference and beyond, we should have plenty of opportunity to shape its legacy and the central role the IOC and its Regional Subsidiary Bodies should have in it, always striving to make it a truly global movement.

Chile

Inicialmente, nos sumamos a las felicitaciones a la delegación de Brasil, por la excelente noticia entregada el viernes pasado, con la organización de la conferencia de la década que se efectuará en Río de Janeiro el próximo 2027. Esto será un catalizador para todo el planeta, pero en especial para la región sudamericana.

La Delegación de Chile agradece al Secretario Ejecutivo y al señor Julian Barbière por el Informe presentado sobre el actual grado de progreso del Decenio y quisiera aprovechar esta tribuna para compartir con esta Asamblea que todas las instituciones nacionales vinculadas a las Ciencias del Océano de Chile y que integran el Comité Oceanográfico Nacional – CONA - han seguido utilizando como hoja de ruta, el Plan Oceanográfico Nacional 2021 - 2030, que contempla objetivos específicos nacionales y líneas de acción, en función de los desafíos y objetivos del Decenio de las Ciencias Oceánicas para el Desarrollo Sostenible. En este contexto, el CONA ha apoyado y coordinado el desarrollo de proyectos y diversas actividades acometidas por la comunidad científica nacional; ha promovido de manera activa la difusión de los distintos llamados a la acción y fomentado una participación constante en instancias de carácter global. En la actualidad, se ha refrendado un total de 07 proyectos nacionales por la COI como acciones concretas contribuyentes al Decenio, además, de numerosas actividades de corto periodo realizadas en el país.

Sr. Presidente, hoy nos encontramos a medio camino en esta Década, si bien hemos avanzado mucho, aún nos queda mucho por hacer, es por eso que la Delegación de Chile renueva su compromiso con este trabajo, y nos permitimos hacer un llamado a todos los miembros de la COI a reforzar los esfuerzos. Como ya lo hemos mencionado, Chile y la República de Corea seremos los co-host de la Cuarta Conferencia de Naciones Unidas para el Océano en 2028, y creemos que será un hito importante para resaltar los resultados de nuestro trabajo; esperamos que la ciencia y el desarrollo científico sean temas centrales en dicha instancia e instamos a la COI y sus Estados Miembros a aportar en esto.

China

China would like to congratulate IOC on the great progress and key achievements of the Ocean Decade. Also, we would like to congratulate Brazil host the next UN Ocean Decade conference in 2027.

Towards the end of the first half of the Ocean Decade, China has made prominent efforts and contributions to its process. We established the National Decade Committee and produced the National Framework Action Plan of the Ocean Decade in the year of 2022 to overall promote the implementation of the Ocean Decade in China, we have been endorsed one Collaborative Center, 7 Programmes, 5 Decade Implementing Partners, 19 Projects, and co-developed 4 Decade Actions with the IOC/WESTPAC. In particular, the Ocean Decade Collaborative Centre on Ocean-Climate Nexus (DCC-OCC), which is hosted by the First Institute of Oceanography of the Ministry of Natural Resources of China, has played an active and important role in coordinating

Decade Actions, integrating national social forces to engage in the Decade, developing capacity, and advocating best practices.

Till to now, We have carried out pragmatic cooperation with 243 institutions from 113 countries, establishing a solid international cooperation network embracing the Ocean Decade, have hosted nearly 50 capacity-building activities and more than 70 conferences focusing on the ocean literacy, sustainable marine development, ecosystem conservation and regional ocean governance, and released 9 public products, covering marine disaster prevention and mitigation, science education and decision support. We have conducted a series of activities of Ocean Decade on Campus aiming to enhance ocean literacy, and facilitate more engagement of young generation in the Ocean Decade. Besides, we organize Annual symposiums on Promoting the Implementation of the Ocean Decade in China on a regular basis to review progress and design future plans of the Decade Actions, identify challenges, co-design new actions, mobilize more resources, and develop cooperation. All these Decade outcomes of China till now have made exactly embody the firm commitments to this grand initiative.

In the future, China will still act as an active supporter and contributor to the Ocean Decade.

Colombia

Colombia desea iniciar esta intervención felicitando a Brasil por haber sido seleccionada como sede de la próxima conferencia del Decenio de las Ciencias Oceánicas para el Desarrollo Sostenible y augura los mejores éxitos en desarrollo de tan importante evento de trascendencia global.

Celebramos de igual manera la presentación de la resolución por parte del Principado de Mónaco, que reitera su compromiso con las ciencias oceánicas como fundamento para el océano que queremos.

Nuestra delegación, agradece el extensivo reporte presentado y celebra los avances de los diferentes actores frente al Decenio de las Ciencias Oceánicas, en línea con los resultados de la evaluación de mediano plazo. De la misma forma, el país considera fundamental promover el intercambio de experiencias entre los distintos niveles de gobernanza del Decenio, permitiendo orientar mejor la labor de los Comités Técnicos Nacionales y garantizar su armonización con las nuevas dinámicas globales derivadas de la Declaración de Barcelona.

Lo anterior, a fin de garantizar el fortalecimiento de la gobernanza para aumentar la participación internacional, nacional y regional expuesta por el Coordinación global del Decenio.

Por ello, Colombia desea poner en conocimiento que está en proceso de ajuste y definición de una nueva orientación nacional para el Decenio, incluyendo la reformulación de su Plan Nacional de Contribución, en donde el apoyo de la COI/UNESCO en este proceso de actualización es fundamental.

India

India is proud to be associated with the Ocean Decade program. We wish to emphasize that India was one among the countries who have responded to the call of the ocean decade and formed its National Decade Committee with stakeholders involved in oceanography in February 2021. After couple of meetings, the committee was restructured to imbibe ocean decade spirit by inclusion of further diverse stakeholders.

Upon restructuring the NDC committee provided valuable guidance and way forward for successful implementation of the ocean decade. As per the suggestion of the NDC, sub-committee were formed with member nominated from organization represented by NDC members to handle various challenges envisaged under the ocean decade. These sub-committees have come up with implementation plans for productive outcomes related to ocean decade.

India has submitted a proposal for regional Decade Collaborative Centre for the Indian Ocean Region (DCC-IOR) and was immediately recognized by the UNESCO which was signed on 27 June 2023 during IOC Assembly in Paris.

With this recognition as a DCC-IOR, India aims to

- Assist with Scientific Coordination and Planning,
- Identification of Collaboration Opportunities and Communications
- Awareness raising and stakeholder engagement
- Enhance technical and scientific capacities to support Decade Actions
- Organising an annual regional training programme & a workshop to enhance technical & scientific capacities in the Indian Ocean Region
- Assisting the Decade Advisory Board in review processes of proposals for actions and progress of actions of the UN decade
- Provide advice to Decade Coordination Unit (DCU)

India has formed a diversified and vibrant Governing Board for DCC-IOR involving representatives from Ministry, Head of centres, NGOs, experts from DCU, ECOPs, IOR experts and members of DCC.

The DCC-IOR has been regularly participating in DCU meetings, conducting webinars, capacity building and training programs, ECOP sessions, Ocean Literacy programs. The DCC is also collaborating with other thematic DCC like, Ocean Predict DCC, Coastal Resilience DCC and also involved in White Paper preparation submitted to Ocean Decade. The DCC-IOR in collaboration with IOCCG conducted two week long training program on Ocean Colour. It also extended support to members of other NDC by sharing the best practices being followed. It also provisioned berths in Ocean Research Vessel to members from Bangladesh to gain insights into ocean data collection and processing.

The DCC-IOR collaborated with other partners like POGO, ITEC, OTGA for effectively holding various training programs in operational oceanography.

Finally, we would like to reiterate that mid-term review of decadal ocean activities is prerequisite as we are mid-way for achieving Ocean decade goals. India is committed to the ocean decade program till 2030 and beyond for its successful achievements of intended objectives.

Japan

The Ocean Decade represents an irreplaceable opportunity to align science, policy, and society for sustainable ecosystem and development, and to realize the ocean we want. At this midpoint of the United Nations Decade of Ocean Science for Sustainable Development, Japan reaffirms its lasting commitment to advancing ocean science for a more sustainable and resilient future.

We sincerely thank UNESCO's Internal Oversight Service for the mid-term evaluation and commend the Decade Coordination Unit, Advisory Board, and all partners whose efforts have translated shared aspirations into global progress. Japan congratulates Brazil to host the next Ocean Decade Conference in 2027.

Japan has contributed actively through the Japan Funds-in-Trust (JFIT), supporting both global efforts at IOC Headquarters and regional initiatives through IOC-WESTPAC. We will continue this support as the Decade advances into its next phase. Domestically, our National Decade Committee—established in 2021—convenes experts across disciplines. Its sixth meeting, held this March, focused on emerging trends and knowledge sharing. In May, Japan hosted a special UN Ocean Decade session at the Japan Geoscience Union Conference, showcasing how co-designed science can generate real-world solutions—reflecting our commitment to inclusive, impact-driven research.

Looking forward, Japan supports the evaluation's emphasis on deeper coordination, broader stakeholder inclusion—especially from SIDS and LDCs—and better integration of Decade Actions into governance. We will continue promoting inclusive partnerships, open science, and capacity-building that empowers communities.

Japan recognizes the concept of IPOS as a global demand-driven platform that connects ocean knowledge, policy, and society. The proposed delivery of scientific knowledge and the linking scientific knowledge with policy and society are essential to reach the goal of UN Ocean Decade. It is anticipated that having IPOS would be beneficial in light of the challenging funding situation

and limited human resources of IOC. Simultaneously, Japan concerns on the redundancy between the Decade Coordination Unit and IPOS. Also, Japan perceives uncertainty regarding the implementation plan and methodology of the IPOS, as well as the financing necessary to execute the planned activities. The other issue raised is securing the human resources necessary to fulfill the significant and ambitious objectives of the IPOS, particularly in the regional nodes that are planned for development. Japan anticipates that the IPOS will develop a more comprehensive implementation plan in collaboration with the Decade Advisory Board, the DCU, and the member states.

Malaysia

Malaysia remains strongly committed to the Ocean Decade through the Ocean Decade@Malaysia initiative, coordinated by the Ministry of Natural Environment Sustainability (NRES).

Our focus is on inclusive, science-based action that supports national priorities and regional collaboration.

We are advancing this through:

- The ECOP Malaysia Node, connecting early-career professionals from academia, industry, and government;
- Citizen science and ocean literacy campaigns;
- Capacity building with WESTPAC, and regional partners.

Malaysia also addresses Decade Challenge 1: Marine Pollution through the National Marine Litter Policy and Action Plan 2021–2030, which promotes source-to-sea governance and data-driven solutions.

This is reinforced by our high-profile partnership with The Ocean Cleanup, deploying advanced technologies to intercept plastic waste.

Monaco

La Principauté de Monaco soumet à votre approbation le projet de résolution concernant la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021–2030).

Cette résolution vise à renforcer la gouvernance, la planification stratégique et les capacités opérationnelles de la Décennie.

Vous le savez, nous sommes à un mi-parcours de celle-ci et donc à un moment clé de sa réalisation. Aussi, est-il plus que jamais nécessaire de nous appuyer sur les enseignements tirés de notre expérience passée et prévoir la suite sans fléchir.

La résolution proposée, invite les États membres à prendre acte des conclusions de l'évaluation à mi-parcours de la Décennie, et d'établir une feuille de route claire et ambitieuse jusqu'en 2030. La coordination est essentielle mais souffre encore malheureusement de besoins financiers.

Les objectifs de la résolution sont notamment :

- De renforcer la Décennie au sein de la famille onusienne ;
- D'accroître son rôle pour aider à la prise de décision ;
- Et enfin de construire dès à présent l'héritage de la Décennie.

Pour ce faire, la résolution prévoit le renouvellement du Comité consultatif (Decade Advisory Board) pour la période 2026–2027. Ce comité, composé de 15 experts issus de divers horizons géographiques et disciplinaires, joue un rôle stratégique en fournissant des conseils sur l'orientation de la Décennie et en évaluant les actions entreprises. Le renouvellement de ses membres garantira la continuité et l'efficacité de ses travaux.

La résolution propose enfin la mise en place d'une phase pilote du International PLATFORM for ocean sustainability (IPOS) et ce, jusqu'en juin 2027, sous réserve de la mobilisation de financements extrabudgétaires.

Cette phase pilote permettra de tester et d'affiner les mécanismes de coordination et de collecte de données océaniques. Elle fera également l'objet d'un rapport sur ses avancées lors de la 59^{ème} session du Conseil exécutif.

Ainsi ce projet bénéficiera du temps nécessaire pour arriver à maturation et pour que nous puissions prendre une décision éclairée.

En conclusion, cette résolution vise à renforcer la structure et l'efficacité de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques, en s'appuyant sur des évaluations rigoureuses, une gouvernance renouvelée et des initiatives pilotes innovantes. Nous invitons les États membres à soutenir celle-ci pour assurer le succès continu de la Décennie et la réalisation de ses objectifs ambitieux.

Norway

We found the mid-term evaluation both insightful and well-presented. We are pleased to note that we recognize and support its findings.

Norway shares the view expressed by the Executive Secretary in his introduction, emphasizing the importance of increasing investment and engagement in the UN Ocean Decade as it enters its final five years. To fully realize the potential built up so far, we all need to invest time and resources in the Decade.

The evaluation highlights that the Ocean Decade has made significant progress in its first half, building a solid foundation to deliver its outcomes. We now need to move forwards into a more action-oriented phase together.

While the recommendations do not explicitly call for financial contributions from member states, we believe that strengthening the secretariat will make it better equipped to implement several of the recommendations effectively.

The Ocean Decade is of course not a financing mechanism in itself. We would like to underscore the importance of making use of other relevant mechanisms. Horizon Europe is one such example; Belmont Forum is another. Norway has contributed to Belmont Forum's Oceans 2 Call – and there is still an opportunity for partners to provide financial support to this initiative.

Norway has a large private ocean sector, yet few companies are currently engaged in the Ocean Decade. Many Norwegian ocean businesses perceive the Decade as not directly relevant to them and find the process of engagement challenging and time-consuming. Enhancing private sector involvement could be a key next step.

Finally, we view the Ocean Decade as a platform for upholding the values of free and independent research. With academic freedom under increasing pressure globally, the Ocean Decade may have a vital role to play.

Portugal

Portugal thanks Julian Barbière for the comprehensive report presented on achievements and future vision of the UN Decade of Ocean Science for Sustainable Development, activities, and congratulates the IOC, and in particular the Ocean Decade coordination unit and bodies, for the outstanding leadership of this initiative. It has proven to be the largest initiative ever undertaken concerning the Ocean, 50 years after the most successful Decade of Ocean Exploration. We also appreciate the way the mid-term evaluation was carried out as well as its recommendations.

Portugal is fully committed to the Ocean Decade, through its National Ocean Decade Committee that is promoting and coordinating the participation and contributions from all sectors of society, namely through its forum of stakeholders with more than 60 entities.

As concerns the Draft Resolution proposed by Monaco, we believe that the possible integration of IPOS within IOC needs to be properly discussed and assessed, including its administrative and financial implications for the future, in case specific extra-budget funding for this purpose is made available.

We would also like to inform that we will be promoting in December this year an international 2 day meeting on Ocean and Human Health for which we would like to invite other national decade committees to join and therefore all of those interested in joining this venture and participating are most welcome.

Finally, we would like to thank Brasil for hosting the next Ocean Decade Conference in Rio de Janeiro, which I am sure will be a success.

Republic of Korea

Republic of Korea sincerely congratulate Brazil on hosting the 2027 Ocean Decade Conference.

Korea has been actively supporting the UN Ocean Decade from the planning stage, utilizing the UN Ocean Decade Special Account and UNESCO Funds-in-Trust. Since 2021, Korea has been actively participating as a member of the UN Ocean Decade Alliance as well.

To systematically contribute to the implementation of the Decade, Korea established its National Decade Committee (NDC) at an early stage. The Committee consists of 14 experts from diverse backgrounds, offering strategic advice on Korea's Ocean Decade actions and ensuring alignment with the Decade's global vision.

As of 2025, eight Korean-led Decade Projects have received official endorsement and are currently under implementation. We continue to promote active participation by Korean marine scientists and academic institutions in Decade-related research and programmes. The republic of Korea remains committed to further advancing the goals of the Ocean Decade in close cooperation with the IOC and the international community.

Russian Federation

The Russian Federation notes and approves the progress report on the implementation of the Ocean Decade. Russia operates a national committee that coordinates the execution of projects and participation in Decade programmes, and interacts with other national committees of Member States.

We inform the meeting participants about the successful implementation of the national plan, "Goals and Key Directions of Action for the Ocean Decade in the Russian Federation," in accordance with which we provide annual reports, publish scientific, popular, and other materials, and conduct international marine expeditions.

We have established the platform "Marine Scientific Research" (<https://ocean-and-we.ru>), which hosts the dedicated portal "UN Decade of Ocean Science", featuring information and updates on the Decade's progress both globally and within the Russian Federation. Furthermore, a section dedicated to the Russian National Committee for the Ocean Decade is maintained on the international Decade Forum platform (<https://forum.oceandecade.org/topics/36411/home>), serving as a tool for sharing national activities and fostering international dialogue and collaboration.

We wish to inform you that, during 2024-2025, the Russian Federation is conducting joint research with Morocco, Mauritania, Guinea-Bissau, Guinea, Sierra Leone, and Mozambique on the oceanographic conditions of fish habitats off the coast of Africa. This project marks a historic first and has yielded highly interesting results. We invite representatives of scientists from other countries in the region to cooperate.

We also report the successful hosting of the annual scientific and practical conference with international participation, "Russia in the UN Decade of Ocean Sciences: Resources and Knowledge," held in November 2024 in Moscow. The conference also discussed issues related to the "Vision 2030" process as applied to the conditions of the Russian Federation.

Currently, preparations are underway for the next conference, scheduled for November 2025 in Moscow, with the option of online participation. We invite all interested Member States to participate and plan to take part in the activities of our colleagues. We particularly welcome and congratulate everyone on the upcoming Ocean Decade conference in Brazil in 2027.

South Africa

South Africa wishes to join other delegates in commending MR Julian Barbieri for the presentation on the achievements of the mid-term report of the Ocean Decade. The manner in which it has implemented its plans is commendable, we believe that the future plans will be executed in a similar manner. To achieve its future plans the Ocean Decade will require the support of all Member States and partners, and South Africa affirms its support in this regard. South Africa wishes to highlight that the IOCAFRICA's secretariat also serves as the Ocean Decade's Regional Coordination Office for the Africa region which includes the Adjacent Island States, South Africa appreciates the efforts undertaken to ensure that the IOCAFRICA Secretariat is appropriately staffed to ensure the success of implementation of the Ocean Decade and the Ocean Decade Africa Roadmap. South Africa wishes to congratulate Brazil as a host for the 2027 Ocean Decade Conference and believes that they will host a successful conference.

Spain

En primer lugar, nuestra más sincera enhorabuena a Brasil y a la ciudad de Río de Janeiro por haber sido seleccionados para albergar la próxima Conferencia de la Década.

Agradecemos sinceramente la presentación y el informe presentados por el Señor Julian Barbieri y España desea destacar su firme compromiso con Década de los Océanos y subrayar el papel activo que nuestro país en la implementación de actividades e iniciativas. De entre todas ellas queremos destacar, como ya hemos mencionado, la Conferencia del Decenio del Océano 2024 celebrada en Barcelona, que reunió a más de 2,600 participantes provenientes de 124 países. Tal como ya mencionamos en el Consejo Ejecutivo, expresar nuevamente nuestra máxima satisfacción por haber tenido la oportunidad de colaborar estrechamente con la Unidad de Coordinación de la Década y con la Secretaría de la COI en la organización de esta conferencia. Este foro internacional constituyó el corazón del debate científico y permitió definir prioridades globales en ciencia oceánica a través de los 10 libros blancos y la Declaración de Barcelona.

La propuesta recientemente aprobada del Centro Colaborador de la Década sobre Economía Oceánica Sostenible en esta misma ciudad, es a su vez nuestro compromiso más firme con el futuro de la Década, y nos satisface haber recibido durante esta asamblea el interés de varias delegaciones en colaborar con este CCD. Agradecemos al Ayuntamiento y al Puerto de Barcelona como patronos de la iniciativa, a la Fundación Barcelona Capital Náutica como oficina para el desarrollo del Centro Colaborador de la Década, así como reiterar el compromiso del Gobierno de España que ya manifestó nuestra Ministra de Ciencia, Innovación y Universidades durante la inauguración de la Conferencia del Decenio.

Recibimos con satisfacción el informe de evaluación sobre las actividades del Decenio, que contiene numerosos elementos importantes sobre los que podemos mejorar para que el legado de la Década se vea reforzado. Por ejemplo, la necesidad de una mayor implicación de otras organizaciones de Naciones Unidas y de articular mecanismos de coordinación y de estructuración de las acciones y programas aprobados hasta la fecha, entendiendo que los Centro Colaborativos de la Década y las Oficinas de Coordinación de la Década han de ser los principales mecanismos para articular ese objetivo.

España coincide con Alemania en la necesidad de tener más detalles sobre la iniciativa IPOS y las potenciales consecuencias sobre la actividad de la COI, y agradece el establecimiento de un grupo de trabajo.

España reitera su voluntad de seguir colaborando activamente en el impulso, organización y ejecución de acciones de la Década que contribuyan al desarrollo sostenido de la ciencia oceánica, convencida de que solo a través del compromiso conjunto lograremos construir un legado duradero para las generaciones presentes y futuras.

Thailand

Thailand welcomes the report on the UN Ocean Decade, and commends the Executive Secretary, IOC Secretariat, Decade Coordination Unit, and Advisory Board for their leadership and the inclusive mid-term review process.

We join previous Member states to congratulate Brazil as the host of the 2027 Ocean Decade Conference.

Thailand has contributed to the Decade through the IOC and its Regional Sub-Commission for the Western Pacific. We appreciate the continued support from both the IOC and WESTPAC, especially their recent collaboration in organizing Thailand's side event at UNOC3.

At national level, Thailand has established a National Decade Committee, which—although still in its early stages—serves as a valuable coordination platform.

Just last week, we co-organized the National Marine Science Conference with strong support from academia, the Marine Science Association of Thailand, the private sector, and local partners.

The event successfully served as a platform for inclusive engagement across generations and disciplines—bringing together scientists, students, policymakers, and practitioners to exchange knowledge and ideas.

Thailand supports the recommendations to promote inclusivity, strengthen the science-policy interface, and ensure balanced regional participation.

We emphasize the urgency of enhancing the WESTPAC Office, which also serves as the Decade Coordination Office for the Western Pacific, to ensure this dual role becomes fully operational and responsive to regional needs.

Thailand reaffirms its strong commitment to the Decade's vision and remain ready to work with all partners to achieve lasting and meaningful impact.

Türkiye

We want to congratulate Brazil for hosting the Ocean Decade Conference in 2027.

We believe that the National Decade Committee is one of the key elements for the Ocean Decade. Our National Decade Committee is drawn from universities, ministries, non-governmental organizations and it takes the lead in motivating and engaging experts.

Last two years remarkable efforts and accomplishments are recorded, we coordinated and attended many activities, workshops, capacity building activities regarding Ocean Decade.

The first point we would like to make is that an international conference on "Türkiye's Contributions to UN Decade of Ocean Science" that was hosted by Middle East Technical University in September 2023 was a critical moment in the implementation of Ocean Decade to reach the broader social community.

Secondly, our existing national strategy document was updated with respect to new terms and approaches of blue economy, ocean decade aims and marine pollution.

We organized a painting competition at three categories in primary, middle, and high schools. For ocean observations and ocean monitoring, the Integrated Marine Pollution Monitoring Program has been carried out and this program consists of large monitoring network of 425 (four hundred twenty-five) stations covering Marmara Sea, Mediterranean Sea, Aegean Sea, and Black Sea.

We also would like to mention the proposal for the International Platform for Ocean Sustainability (IPOS) and Options for Future Role Of IOC. We appreciate efforts related to ocean science. However, we would like to point out that unfortunately we did not have enough time to examine this proposal with all the details.

The dedicated working group is still working on the draft resolution. We are waiting for the results of that working group. Our suggestion is that to get good reasonable results, we should do feasibility studies and then take a further step on that.

Lastly, for international level, we would like to highlight that IOC Member States should continue to promote collaboration for projects and activities.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

We would also like to thank Brazil for hosting the next UN Decade Conference, and we look forward to participating.

The UK are significant partners in many UN Decade activities, and the successes and many positives of the UN Decade for Ocean Science have been well-articulated in the mid-term review. The profile of the Decade has escalated ocean science beyond where it was before and has created an energy and momentum that is great to see. That energy and momentum, however, come with challenges as the Decade has grown.

We welcome the mid-term evaluation which, as one would expect, highlighted some issues. Some of these were also identified by the IOS Evaluation in 2022 and remain unresolved. In particular, the UK has long advocated for greater inclusion of other UN Agencies than present. We welcome the words from Monaco around the wider involvement of other UN Agencies.

We note, a report into this issue that was commissioned by the DCU and due to be completed initially by Q2 of 2023, then postponed until Q2 of 2024, but has not yet been released.

Mindful of the proposal to include more UN Agencies on the Decade Advisory Board, we would once again like to re-iterate that inclusion of other UN agencies in the delivery of Decade Programmes and Projects is the key to delivering an impactful Ocean Decade.

Furthermore, the UK welcomes the DCUs acceptance that more needs to be done to recognise the benefits and value of the Ocean Decade through a robust monitoring and evaluation framework. The UK recalls how, even during the development of the Implementation Plan, we advocated that the need to be able to capture the benefits of Decade activities would be essential in not only promoting its success but also in attracting key stakeholders. So, we look forward to seeing how improved monitoring, evaluation and learning will help deliver these key success indicators over the second half of the Decade.

On the subject of IPOS, and the IOC role in a future IPOS, the UK has some concerns, namely:

- The Towards IPOS scoping has raised expectations, which potentially poses a risk to the IOC reputation if delivery is perceived to fall short due to resourcing challenges and the necessary narrowing of the scope for a test phase;
- Notwithstanding ring-fenced funding, there is a risk of resource challenges for other IOC activities that must engage with the test phase to avoid duplication.
- We would welcome greater clarity of what the test phase under the Decade would do or deliver, and therefore what the implications for the IOC and its member states are, both for the test phase and in the longer term.

United States of America

The United States would like to join you and other delegations in recognizing our Canadian neighbors to our north on - today - their national holiday. The United States also congratulates Brazil for hosting the next Decade Conference, and we thank Monaco for offering the draft Resolution for the Assembly's consideration. The United States has similar views as others have stated regarding the Resolution text, in particular regarding IPOS. We welcome the progress we have been making in the drafting group, and look forward to finalizing those discussions. Given that the drafting group continues its work on the IPOS-related paragraphs, the United States would like to make two comments on other aspects of the Resolution. Regarding paragraph 5, the United States is unable to reaffirm the Barcelona Statement, consistent with our opening statement. Regarding paragraph 13, the United States is unable to agree to adopt the revised

Terms of Reference for the Decade Advisory Board. We will therefore disassociate from both paragraphs after the Resolution is adopted.

North Pacific Marine Science Organization (PICES)

The North Pacific Marine Science Organization (PICES) reiterates its commitment to the Ocean Decade, utilizing its infrastructure in support, with a dedicated UNDOS Advisory Panel to oversee a growing number of endorsed Decade actions by PICES and through collaboration with other organizations (including BECI and SmartNet). PICES also has a dedicated Advisory Panel on ECOP which works with the Global-ECOP Programme and among their goals is addressing some of the cross-cutting challenges of UNDOS. In addition, PICES members contributed to the Vision 2030 White Papers on Ocean Decade Challenges 2, 5 and 7.

SmartNet, jointly managed by ICES and PICES, is part of a Community of Practice with other Ocean Decade Programs around the climate-biodiversity-fisheries nexus and now has several endorsed projects under its umbrella. They have had another busy and productive year with too many activities to list here, however we will mention recent highlights:

A global public survey sponsored by SmartNet was launched at the Barcelona Conference side-event on “The Ocean We Want”. Surveys have now been completed in five countries (US, France, Australia, Japan, Indonesia), with results, describing public perceptions of critical ocean issues, recently presented at the One Ocean Science Congress in Nice.

SmartNet has also published three manuscripts this year:

On the ‘Ocean We Want’ survey results from Indonesia;

On knowledge sharing and capacity development in coordination with ECOPs in SIDS;

On the capacity and gaps within the ‘climate-biodiversity-fisheries nexus’ in the Ocean Decade.

And continues to build knowledge networks by organizing Workshops at international fora, including the ICES and PICES Annual Meetings.

Themes have included:

‘Exploring international knowledge co-production at the science-policy interface’;

‘Climate-ready fisheries management’;

‘Engaging with local and traditional knowledge holders to co-design ocean science in Pacific SIDS’.

The BECI project, with initial funding from Canada, has developed a Science Plan and is working on the Implementation Plan for a ‘North Pacific Ocean Climate Knowledge Network’ to support climate-informed decisions for the management of North Pacific marine ecosystems.

Support for UNDOS continues to be an area requiring emphasis both within and outside of the PICES North Pacific region. PICES and ICES members will enhance our capacity development actions with an emphasis on SIDS. We will also continue to build our Ocean Decade Networks around the ‘climate-biodiversity-fisheries’ nexus, including through a monthly webinar series.

PICES looks forward to supporting the next phase of the Ocean Decade and contributing to its success.

Scientific Committee on Oceanic Research (SCOR)

The Scientific Committee on Oceanic Research (SCOR) appreciates IOC’s leadership on making progress to improve global capacity to conduct ocean science.

SCOR advances capacity development, technology transfer, training, and networking by promoting broad participation in its ongoing scientific activities and by supporting individual and institutional human resource development. SCOR involves early-career and developing-country scientists in its projects and working groups, many of which conduct focused capacity development activities. In addition, SCOR supports Visiting Scholarships for conducting training in developing countries; a fellows programme jointly with POGO, the Partnership for the Observation of the Global Ocean; and grants for the participation of early-career scientists from developing countries in international scientific meetings and trainings. Over fifteen hundred

individuals have been recipients across these programmes in the past 25 years. Retrospective analyses of these programmes have demonstrated their success at improving the research collaborations and career outcomes of participants—a challenge that SCOR will aim to address in partnerships with governmental and nongovernmental actors at all levels.

5.1 Draft Programme and Budget for 2026–2029 (Draft 43 C/5, First Biennium of the 2026–2029 Quadrennium)

Russian Federation

THESIS 1. The general approach. The delegation of the Russian Federation prioritizes the sustainability, autonomy and balanced financing of UNESCO IOC programs in the context of achieving High-Level strategic Objectives, implementing the IOC Medium-term Strategy for the period 2022-2029, fulfilling the mandate of the Commission on Ocean Science for Sustainable Development (United Nations Decade for Ocean Science 2021-2030) and accomplishing the goals of the 2030 Agenda.

THESIS 2 We want transparency and fairness in the allocation of funds. The increase of the IOC's share in the UNESCO budget from 2% to 3% at the request of the Member States and the resumption of payments by the United States upon their return to UNESCO was supposed to strengthen and increase the effectiveness of the IOC programs.

However, due to the lack of time, the allocation of additional funds took place without the direct participation of the Executive Council and the IOC Assembly. There were also no consultations with the Member States to reflect their position on the priorities for allocating additional funds.

THESIS 3. Proposals for a balanced approach. Within the proposed document IOC/A-33/5.1.Doc (1) we support the budget option based on the ZRG (Zero Real Growth) scenario, as this is the most realistic in the face of inflationary pressures and rising fixed costs.

We propose that the program part of the budget is reduced by 4.5% compared to 42 C/5 (according to the ZRG scenario), which requires compensation mechanisms through voluntary contributions and partnership agreements.

At the same time, we strongly point out the need to reallocate expenditures in favor of the program part of the budget, especially in terms of supporting the flagship programs of the IOC and enabling the work of regional subcommissions.

We note that it is unacceptable to reduce the share of expenditures allocated to Capacity development activities.

We suggest that new projects should not be launched if this causes inability to complete those that have already been started.

We note the appropriateness of using the reserves of the Special Account to cover the critical needs of the IOC flagship programs.

THESIS 4. Development of a new performance assessment system (Results Framework). We support the initiative to create a new IOC performance assessment system (see Draft IOC Results Framework 2026-2027 in IOC/A-33/5.1.Doc (1) Rev), which reflects quantitative as well as qualitative indicators of the impact of IOC programs at the national level.

We point out the need to take into account the regional context when developing performance indicators and evaluating programs and to ensure the representation of Member States in this process. In particular, we suggest taking into account the specifics of countries with Arctic and subarctic seas when forming these indicators.

THESIS 5. Support of the IOC regional subcommissions (IOCAFRICA, WESTPAC, IOCINDIO, etc.). The Russian Federation expresses concern about the ability to maintain the activities of the IOC regional subcommissions, which are integral elements of the global architecture of marine science, especially considering the implementation of the IOC Medium-term Strategy for the period 2022-2029 and the United Nations Decade for Ocean Science for Sustainable

Development. Insufficient provision for these subcommissions may lead to failure to achieve the stated goals.

In this regard, we consider it necessary to prioritize the allocation of targeted funding from the regular budget for the institutional strengthening and administrative support of these subcommissions.

We also propose to allocate at least 20% of voluntary contributions to the support of infrastructure and employees of regional units.

Thesis 6. On the autonomous functionality of the Intergovernmental Oceanographic Commission. We believe it is advisable to develop administrative procedures in such a way that the IOC can independently plan its personnel policy and distribute incoming voluntary contributions within the framework of the Charter.

Russian Federation is ready to work constructively with partners to ensure the effective implementation of the IOC's mandate in all areas of the World Ocean.

5.6 34th Session of the Assembly and 59th Session of the Executive Council

Australia

Please be aware of and avoid the following dates agreed by the 79th Executive Council of WMO last week when considering scheduling of the next IOC sessions:

WMO EC-80 & Finance Committee: 18-26 June 2026

WMO Cg-20, Finance Committee and EC-81: 29 April to 19 May 2027

6. Adoption of Resolutions and Modalities for the Finalisation of the Report

France

La France souhaite rappeler son soutien à la mention de la Plateforme internationale pour la durabilité des océans (IPOS) qui figurait dans le texte initial de la décision. Cette plateforme internationale se veut être une réponse au besoin de renforcer l'interface science-politique sur l'océan. Elle permettra de répondre aux priorités identifiées par les États qui en expriment le besoin en leur apportant les options d'actions politiques sur mesure afin de les aider à atteindre leurs engagements concernant l'ODD 14 pour les écosystèmes marins et côtiers.

La France se félicite en outre de la résolution A/79/... de l'Assemblée générale des Nations unies sur la déclaration intitulée : « Notre Océan, Notre Avenir : unis pour une action urgente » qui préconise une interface science-politiques solide pour fournir en temps voulu des informations scientifiques et socio-économiques crédibles et saillantes pour éclairer les politiques et les actions et qui prend note de la proposition de création d'une plateforme internationale pour la durabilité des océans.

La France remercie vivement les États qui ont apporté leur soutien politique à cette initiative. Forte de l'appui de ces États, la France est heureuse de rappeler qu'elle apportera une contribution financière de plusieurs centaines de milliers d'euros pour l'IPOS. Enfin, nous renouvelons le souhait de voir l'IPOS venir en soutien de la Décennie des sciences océaniques de la COI et de ses États membres. A cet égard, nous espérons qu'une collaboration fructueuse pourra être développée.

United States of America

The United States thanks the sponsors of the Resolution and appreciates the constructive dialogue held within the Finance Committee as a means to refine this document. We remain supportive of the IOC's work to strengthen the Regional Sub-commissions and to enhance their capacity to carry out Member State priorities. However, as mentioned earlier this week, and in line with our opening statement, the United States disassociates from the language in paragraph 3 recalling the 2030 Agenda.